

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDES DES CRÉDITS

1999

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

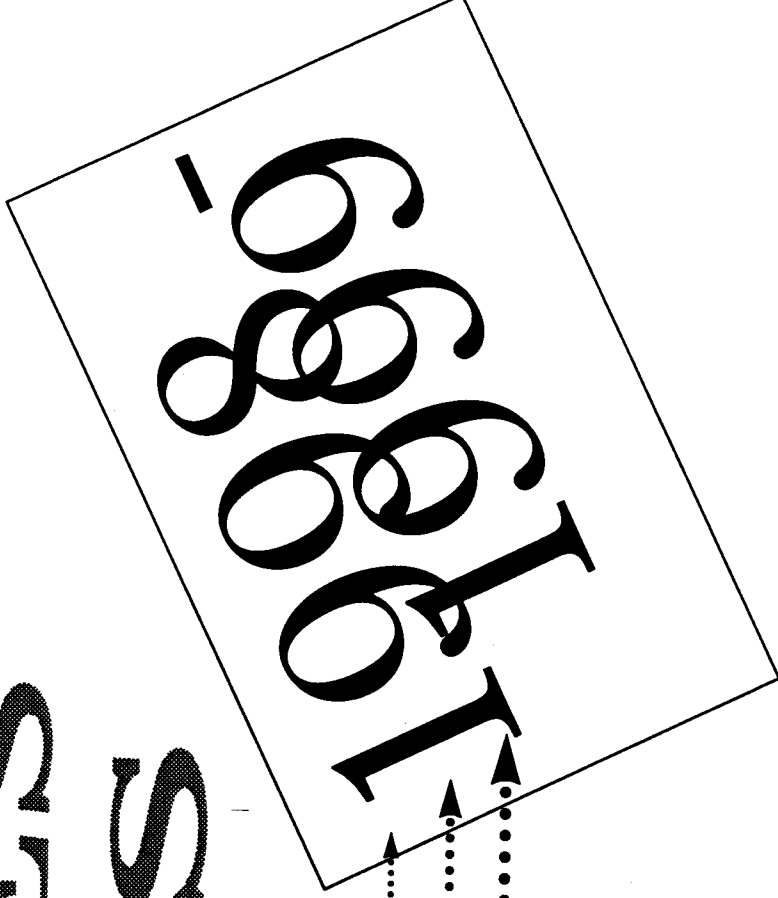
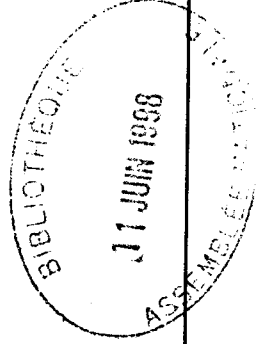
LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE.



842A1

C33

1998/99

3

QL

P.900v.

Uelma

Amplia

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
1.	Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs.	1
2.	Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du ministère.	5
3.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1997-1998.	9
4.	Copie des recommandations émises par les coroners, en 1997-1998, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	11
5.	Liste des coroners pour 1997-1998 avec, pour chacun, la nature de son poste, les conditions de travail, les dossiers sous sa responsabilité et la date des mandats confiés.	79
6.	État de situation relatif aux enquêtes concernant la conduite de coroners(s), conformément à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.	83
7.	Coûts rattachés aux procédures relatives aux enquêtes concernant la conduite de coroners(s), conformément à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.	87
8.	Nombre de détenus qui, durant l'année 1997-1998, n'étaient pas en centre de détention alors qu'ils devaient normalement y être en raison de la nature de leur sentence, en précisant pour chacun et ce, pour chaque centre qu'il aurait dû occuper : a) la nature de la sentence; b) le motif de la libération.	91
9.	Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1998, en précisant la nature et le suivi apporté.	95

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
10.	<p>Pour chacun des centres de détention, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'établissement, sa capacité d'accueil et le taux d'occupation 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998; b) les dépenses 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998; c) les coûts per diem 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998; d) les crédits alloués 1997-1998; e) le plan triennal d'immobilisation pour les centres de détention. 	105
11.	Bilan 1997-1998 du programme de travail auprès d'organismes communautaires en remplacement des sentences de fins de semaine, en précisant la nature des travaux effectués et s'il s'agit d'hommes, de femmes ou de jeunes.	109
12.	Bilan pour l'année 1997-1998 de l'aide financière accordée aux organismes communautaires de réhabilitation sociale.	113
13.	Répartition, au 31 décembre 1997 et au 31 mars 1998, des effectifs de la Sûreté du Québec, par districts et par postes, avec les unités de patrouille qui en dépendent, en distinguant l'effectif de jour de celui de nuit.	117
14.	Fournir les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 1997 et les prévisions pour 1998.	119
15.	Répartition, au 31 mars 1998, des membres des escouades Carcajou, GRICO et Grizzly de la Sûreté du Québec, lieux de leur affectation et budget rattaché.	141
16.	Nombre d'heures et coût par postes du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec, avec précisions sur le type de dossier auquel le temps supplémentaire a été accordé.	143
17.	Liste des nouveaux officiers et agents de la Sûreté du Québec et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par postes, pour l'année 1997-1998.	145
18.	Effectif de la Sûreté du Québec affecté à la surveillance de chacun des territoires autochtones, pour 1997-1998, avec précisions sur les coûts inhérents à la surveillance de ces territoires.	147
19.	Liste des services de télécommunication avec précisions, pour chacune des régions, de l'effectif et des coûts réels qu'ils représentent.	149
20.	<p>Nombre de plaintes adressées, en 1997-1998, au Commissaire à la déontologie policière, avec précisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de plaintes par postes; b) leur nature; c) le traitement apporté et les décisions, le cas échéant. 	153
21.	Nombre de dossiers traités, en 1997-1998, par le Comité de déontologie policière, en précisant, pour chacun des dossiers, la nature, le traitement, le résultat final avec la décision rendue, selon les postes visés.	157

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
22.	Liste des membres du Comité de déontologie policière avec leurs responsabilités.	161
23.	Nombre de plaintes déposées au Commissaire à la déontologie policière et nombre de plaintes déposées à un corps de police.	165
24.	Nombre de plaintes rejetées par le Commissaire à la déontologie policière et motif de refus.	169
25.	Nombre de plaintes soumises au processus de conciliation et celui que le Commissaire réserve à sa juridiction.	173
26.	Nombre de dossiers où l'on a constaté un échec de la procédure de conciliation et motif.	177
27.	Durée moyenne de la procédure de conciliation.	181
28.	Nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une deuxième période de conciliation et pourcentage de succès.	185
29.	Nombre de dossiers où le plaignant a exercé son droit de révision de la décision du Commissaire.	189
30.	Fournir une description des économies générées par la nouvelle procédure du système de déontologie policière depuis l'adoption du projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière.	193
31.	Nombre de policiers affectés à la lutte à la contrebande d'alcool et d'armes, en 1997-1998.	197
32.	Concernant la contrebande d'alcool et d'armes, nombre et valeur approximative des saisies effectuées par la Sûreté du Québec et les corps policiers municipaux, en 1997-1998.	201
33.	Concernant les appareils de vidéo poker, nombre et valeur des saisies effectuées par la Sûreté du Québec et les corps policiers municipaux, par régions, pour les années financières 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998.	205
34.	Nombre de plaintes de propriétaires d'immeubles dont un des locataires a fait l'objet d'une perquisition ou d'une intervention policière dans son logement, au 31 mars 1998, avec pour chacune, le montant en cause et le suivi assuré.	209
35.	Nombre de policiers impliqués, à titre de témoins, dans un dossier judiciaire en 1997-1998, par postes. Nombre de policiers qui se déplacent au Palais de justice, alors qu'il y a eu abandon de procédures. Nombre d'heures de travail payées, avec les conditions et le taux, pour chaque poste.	211
36.	Liste des effectifs de corps de police municipaux.	213
37.	Liste de toutes les interventions (soutien, enquête, etc.) De la Sûreté du Québec auprès de chacun des corps de police municipaux.	229
38.	Nombre d'agents de la Sûreté du Québec affectés à des corps policiers municipaux, avec leurs fonctions.	231

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
39.	Liste des MRC et municipalités qui ont conclu une entente avec le Ministre concernant les services de la Sûreté du Québec, tel que prévu à l'article 73.1 de la Loi de la police.	233
40.	Montant perçu par le Ministre en vertu du Règlement sur les sommes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec.	237
41.	Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification au Ministère, avec la date du début du processus et l'état d'avancement.	241
42.	Montant des amendes perçues par le gouvernement pour chacune des années financières depuis 1993 en application du Code de la sécurité routière, par catégories de routes.	245
43.	Liste des programmes d'aide mis sur pied pour la sécurité civile, avec un bilan, par programmes : a) du budget; b) de l'effectif, c) des dépenses; d) du nombre et de la nature des réclamations.	247
44.	Liste des bureaux régionaux pour la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	251
45.	Nombre de policiers-pompiers, de pompiers professionnels et de pompiers volontaires au Québec, en indiquant à quels services ils sont rattachés.	255
46.	Nombre de sentences d'emprisonnement de moins de 2 ans et description des délits depuis 1991.	259
47.	Pour 1997-1998, indiquer, pour chaque centre de détention, ventilé par mois, le nombre total des détenus inscrits sous la responsabilité des centres et qui sont : a) incarcérés; b) non incarcérés; c) indiquer la durée de la sentence d'incarcération et fournir les raisons motivant les non-incarcérations.	263
48.	Ventilation des montants octroyés aux organismes communautaires pour la mise en place de la réforme du système correctionnel du Québec.	391
49.	Dépôt du programme de formation des pompiers au secondaire et au collégial. Liste des institutions d'enseignement dispensant cette formation.	395
50.	Plan de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec.	399

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
51.	<p>Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1998, en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de réception de la demande; b) la date de la réponse du ministère de la Sécurité publique; c) les comtés visés; d) le nombre de municipalités visées; e) le nombre de policiers visés; f) la population visée; g) l'estimation du budget évalué d'un corps de police intermunicipal; h) copie de la réponse du ministre pour chaque demande. 	401
52.	État de situation concernant la législation fédérale des armes à feu. Moyens mis en place par le ministère de la Sécurité publique pour faire respecter cette législation. Évaluation des montants que le ministère de la Sécurité publique doit investir pour faire respecter cette loi.	407
53.	État de situation concernant la formation des pompiers au Québec. Évaluation des coûts quant à la mise en place de programmes de formation (secondaire, collégial, etc).	413
54.	<p>Liste des corps policiers autochtones :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) statut; b) nombre de policiers; c) coût; d) formation; e) district ouvert. 	417
55.	Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone. Description des communautés et population visée.	417
56.	<p>Nombre de permis de bingo émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) catégorie; b) détenteur; c) région et comté; d) nombre de demandes rejetées et motif. 	425
57.	Nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués en 1997-1998 par la Régie des alcools, des courses et des jeux.	429
58.	<p>Nombre de permis d'appareil vidéo poker :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par établissements; b) par régions. 	433

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
59.	Actions préventives posées par la Régie des alcools, des courses et des jeux pour contrer les effets négatifs du jeu en 1997-1998 et sommes allouées.	437
60.	Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant : a) le nom du requérant; b) le motif de sa demande; c) la réponse du ministre (copie).	441
61.	Concernant les indemnisations versées dans le cadre des pluies diluviennes du 19 et 20 juillet 1996 au Saguenay, fournir un bilan détaillé, tant pour les réclamations des particuliers (résidence principale ou secondaire) que pour celles des municipalités, des entreprises commerciales et agricoles et des ZEC, soit : a) le nombre de dossiers en traitement, le détail des demandes par région et la liste des indemnités versées dans leur ensemble ou en partie; b) les demandes refusées; c) la liste des dossiers pour lesquels il y a eu des versements non justifiés et les démarches entreprises afin de récupérer les sommes indûment versées.	449
62.	Concernant les indemnisations versées dans le cadre de la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, fournir un bilan détaillé, tant pour les réclamations des particuliers (résidence principale ou secondaire) que pour celles des municipalités, des entreprises commerciales et agricoles et des ZEC, soit : a) le nombre de dossiers en traitement, le détail des demandes par région et la liste des indemnités versées dans leur ensemble ou en partie; b) les demandes refusées; c) la liste des dossiers pour lesquels il y a eu des versements non justifiés et les démarches entreprises afin de récupérer les sommes indûment versées.	471
63.	Concernant la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, faire un bilan détaillé : a) nombre d'effectifs avec provenance de chaque ministère; b) coûts des effectifs (nombre d'heures payées à temps et demi et temps double ou compensation de temps); c) coûts des certificats aux bénévoles; d) description du matériel acheté et des coûts.	477
64.	Liste des rencontres et documents relatifs aux discussions sur le «combat extrême» (passés et futurs).	483

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

1. NOMBRE DE PERSONNES QUI ÉTAIENT ÉLIGIBLES AU PROGRAMME DE DÉPARTS VOLONTAIRES
ET LE NOMBRE DE PERSONNES QUI SE SONT PRÉVALUES DE CE PROGRAMME ET
NOMBRE DE PERSONNES QUI ONT ÉTÉ EMBAUCHÉES SUITE À CES DÉPARTS

(Complément de réponse dans le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 1 : Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs

Au ministère de la Sécurité publique, excluant la SQ, le portrait est le suivant :

Nombre de personnes éligibles au Programme de départs volontaires : 372

Nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme : 106

Nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs : 17

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

2. MONTANT DÉBOURSÉ POUR PAYER DES COUPONS DE TAXI
UTILISÉS PAR LES EMPLOYÉS DU CABINET MINISTÉRIEL ET DU MINISTÈRE

(Complément de réponse dans le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 2 : Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du Ministère

- Cabinet du Ministre : 12,4 k\$
- Ministère : 45,7 k\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

3. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION
ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS, EN 1997-1998

(La réponse à cette question sera fournie par la Société immobilière du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

4. COPIE DES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LES CORONERS, EN 1997-1998,
CONCERNANT SPÉCIFIQUEMENT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES

1. ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

1.1 Véhicule à moteur — Conducteurs

Enquête publique concernant deux accidents de circulation survenus sur une route forestière de la compagnie Alliance, au nord de Mistassini, et qui ont entraîné le décès de trois personnes.

Avis/Dossiers: A-97452 78133
 A-97453 78131

Événement:

Le premier accident faisant deux victimes est survenu le 29 août 1994 au moment où la conductrice d'un véhicule automobile, accompagnée de son fils, s'est engagée pour traverser la route Alliance au kilomètre 59 et fut heurtée de plein fouet par un conducteur circulant à haute vitesse, éjectant les occupants sur la route, par la porte avant droite. Personne n'avait bouclé sa ceinture de sécurité.

Avis/Dossier: A-66237 80745

Événement:

Le deuxième accident, impliquant deux camions-remorques, s'est produit le 16 février 1995 au kilomètre 80 de la même route, laquelle était glacée au moment de l'accident. La victime, au volant de son camion remorque chargé de bois, se dirigeait vers Mistassini quand elle vit venir vers elle un autre camion remorque qui allait prendre un chargement de bois. L'autre conducteur informa la victime par radio qu'il passerait le premier sur le pont car il croyait en avoir le temps. Il n'a reçu aucune réponse de la part de la victime. En descendant la côte, l'autre conducteur vit que le camion de la victime qui descendait en sens inverse s'apprêtait lui aussi à traverser le pont. Doutant avoir le temps de passer avant lui, il décida de s'arrêter mais la remorque de son camion bifurqua vers le centre de la route, obstruant le chemin pour la circulation. Comme le camion de la victime était chargé, il lui était donc impossible de s'arrêter. Il traversa le pont, frappa l'arrière de l'autre remorque et se renversa sur le côté droit, dans le banc de neige.

Dans le premier accident, si le conducteur de l'autre véhicule avait ralenti avant d'arriver à l'intersection, il aurait pu être évité ou, du moins, le choc en aurait été amoindri. Dans le deuxième accident, si l'autre camionneur avait mieux jugé les distances et surtout s'il avait donné priorité au camion chargé comme c'est la règle, l'accident aurait pu être évité.

La vitesse excessive et le non respect de la signalisation sur les chemins forestiers où elle existe sont les causes de plusieurs accidents. Comme il n'existe aucune réglementation sur ces chemins, les policiers sont dans l'impossibilité de faire leur travail.

Recommandation:

Que le ministère des Transports, après consultation avec le ministère des Ressources naturelles, la Société de l'assurance automobile du Québec et du ministère de l'Environnement et de la Faune, adopte une réglementation de façon à ce que certains articles du Code de la sécurité routière puissent s'appliquer sur les chemins forestiers, et à ce que les agents de la paix aient la possibilité d'intervenir dans le cadre de leurs fonctions.

Organismes visés:

Ministère des Transports
Ministère des Ressources naturelles
Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère de l'Environnement et de la Faune

Avis/Dossier: A-105829 87351

Événement:

Une conductrice d'un véhicule automobile, en crise d'épilepsie, frappe le véhicule qui la précède, arrache un panneau de signalisation, pour finalement venir percuter un véhicule de plein fouet. Le conducteur de l'autre véhicule décédera un mois et demi plus tard des suites des blessures subies lors de cet accident.

Une vérification auprès de la Société de l'Assurance automobile du Québec a démontré que le statut du permis de conduire de la conductrice était conforme à la loi, laquelle mentionne qu'un épileptique peut conduire s'il n'a pas fait de crise diurne avec perte de conscience depuis au moins 1 an.

Ce cas soulève la difficulté, que représente pour la Société de l'assurance automobile du Québec, l'émission de permis à des personnes qui ont des problèmes de santé, en fonction de lois ou de règlements préétablis. Or, le coroner a analysé 6 dossiers de décès antérieurs, dont trois représentent une analogie évidente avec le présent décès, c'est-à-dire que le conducteur épileptique cause le décès d'une autre personne, alors que dans trois autres dossiers, la personne épileptique elle-même décède des circonstances qui laissent croire qu'elle a fait une crise d'épilepsie alors qu'elle était au volant de son véhicule.

Recommandations:

Que les dossiers cités dans le présent rapport servent de base pour une remise en cause de la permissivité associée à l'attribution de permis de conduire à des personnes présentant des problèmes de santé, et susceptibles de mettre leur vie et la vie des autres en danger en provoquant des accidents mortels.

Que ce dossier soit soumis à l'Association des épileptiques du Québec pour étude et commentaires. De plus, l'organisme devrait collaborer avec la Société de l'assurance automobile du Québec dans l'établissement de règles qui permettent une plus grande sécurité pour tous.

Organismes visés:

Société de l'assurance automobile du Québec
Association des épileptiques du Québec

Avis/Dossier: A-108711 92205

Événement:

Lors d'un dépassement d'un camion remorque, survenu sur la Route 138 à Cap-à-l'Aigle, la conductrice d'un véhicule automobile sous-estime la distance pour dépasser ledit camion qui la précède, essaie de ramener son véhicule dans sa voie, perd le contrôle et vient frapper de plein fouet la véhicule circulant en sens inverse, blessant mortellement sa conductrice.

Au site de l'accident, il y a une voie d'évitement de 250 mètres à droite pour que les véhicules roulant en direction Ouest n'aient pas à s'immobiliser derrière un conducteur d'une voiture qui désirerait entrer dans le village. Il peut y avoir confusion pour les conducteurs circulant à cet endroit. Effectivement, la voie d'évitement est identifiée par une ligne pointillée. Or, il est possible que la conductrice ait pensé qu'il s'agissait d'une voie permettant au camion remorque d'aller sur la voie de droite réservée aux véhicules lourds. La signalisation sur la chaussée et celle en bordure de la route devraient être modifiées afin de limiter les risques de voir de tels accidents se répéter, et ceci à plusieurs autres endroits sur la Route 138, à l'entrée de plusieurs villages.

Recommandations:

Que le Ministère des Transports:

- 1) modifie la signalisation des panneaux indicateurs ainsi que sur la chaussée, et cela à tous les endroits où l'on retrouve une seconde voie pour tourner dans une entrée de village ou sur une route secondaire.

Le panneau indicateur devrait signaler clairement que la voie pour continuer sur la route principale est à droite si le virage est à gauche et qu'elle est à gauche si le virage est à droite.

La signalisation au sol devrait être sans équivoque à ce sujet pour ceux qui doivent effectuer un virage et pour ceux qui demeurent sur la route principale.

- 2) envisage une alternative en débutant l'élargissement à deux voies en direction Ouest, un peu avant d'atteindre l'entrée Est du village de Cap-à-l'Aigle, pour aller rejoindre celui existant environ 300 mètres plus loin, soit celui en place pour la route secondaire menant au rang Ste-Mathilde. Cette alternative faciliterait le dépassement des véhicules lourds qui circulent en grand nombre sur cette artère. Cette solution alternative est toutefois plus coûteuse et risque d'encourager les conducteurs à atteindre des vitesses excessives. Le panneau indicateur pourrait être celui que l'on retrouve, annonçant une pente à gravir où les camions doivent aller dans la voie de droite.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier: A-109236 91385

Événement:

Un accident de la route fait une victime lors d'une collision frontale survenue sur la route 365, à Neuville.

En plus d'une chaussée enneigée et glissante, l'investigation a mis en lumière que le véhicule, ayant dérapé pour percuter la voiture de la victime, démontrait des bandes de roulements détériorées mais qui répondaient à la norme minimale édictée par le Code de la Sécurité routière (1.6 mm de profondeur des rainures).

Recommandation:

Que des experts se penchent sur la question et vérifient à nouveau la sécurité de cette norme et la modifient s'ils le juge approprié.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier :	A-109556	83898
	A-109557	83896
	A-109561	84183

Événement :

Un accident de la route fait trois victimes à l'intersection du boulevard St-Germain ouest, route 132 et du boulevard des Vétérans, à Rimouski. L'accident est survenu au moment où le véhicule des victimes, arrêté au feu rouge dans la voie de gauche, en direction Est, est percuté par l'arrière par un camion remorque. Le véhicule des victimes a été projeté à plus de soixante (60) mètres.

Depuis cet accident, les véhicules lourds qui transitent par Rimouski se doivent de prendre la voie de contournement, soit l'autoroute 20. Par ailleurs, malgré une certaine déviation de la circulation des véhicules lourds par la voie de contournement, plusieurs continuent à circuler en ville, puisque leur destination est à l'intérieur des limites de la ville de Rimouski. Par contre, en période hivernale, dépendamment des conditions météorologiques, cette obligation peut être levée et leur droit de circuler en ville est autorisé étant donné la pente abrupte de la Montée Industrielle.

Il a été démontré que cette intersection est problématique, étant donné que le point d'impasse survient avant le point de perception du conducteur du véhicule lourd en provenance de l'ouest. C'est-à-dire que lorsqu'il voit le feu de circulation au rouge, il est déjà trop tard pour lui de freiner à la ligne d'arrêt. La signalisation est donc inadaptée pour la présence de véhicules lourds à cet endroit. Également, lors de l'analyse du "logbook" il a été noté que le camionneur conduit plus longtemps que le temps inscrit, amenant la fatigue de ce dernier.

Recommandations :

Que la Ville de Rimouski:

- 1) s'assure que les critères permettant aux véhicules lourds de ne pas prendre la voie de contournement et d'utiliser plutôt la 132, à l'intérieur des limites de la ville, en période hivernale, sont bien définis, très stricts et respectés. Les panneaux de signalisation à l'entrée et à la sortie des intersections pour l'Autoroute 20 permettent de communiquer l'information aux camionneurs.
- 2) fasse réviser les feux de signalisation à la jonction du boulevard St-Germain et du boulevard des Vétérans, ainsi que ceux situés à 174 mètres à l'ouest, sur le boulevard St-Germain.

Que la Sûreté municipale de Rimouski effectue une surveillance accrue auprès des véhicules lourds empruntant la Route 132 à l'intérieur de la ville. Les véhicules, qui n'ont pas de justification dans leur itinéraire pour emprunter la Route 132, pourraient avoir une infraction de type dissuasif afin d'éviter ce trafic à l'intérieur de la ville, étant donné l'autre possibilité qui s'offre à eux et l'obligation qu'ils ont d'emprunter l'Autoroute 20, la voie de contournement.

Que le Ministère des Transports concrétise dans les meilleurs délais les travaux prévus pour le prolongement de l'Autoroute 20 jusqu'à Pointe-au-Père et même plus à l'Est. Ces travaux éviteraient des pentes de plus de 12%, afin de permettre la circulation obligatoire aux véhicules lourds par ce futur prolongement de la voie de contournement et qu'il n'existe plus, dans le futur, de règle d'exception modulée par le mauvais temps en hiver.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec adapte le système de surveillance "logbook" et la législation associée afin que le facteur humain soit diminué en ce qui a trait à son implication dans la cause des accidents mortels au Québec.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec étudie la pertinence de doter les véhicules lourds d'un ordinateur de bord. Cette technologie est déjà utilisée par certaines compagnies de transport. Ceci permettrait d'avoir une fiche journalière électronique apportant ainsi un meilleur contrôle sur le temps, de la vitesse de conduite et les distances parcourues, pour cette catégorie de véhicules lourds.

Organismes visés :

Ville de Rimouski
Sûreté municipale de Rimouski
Ministère des Transports
Société de l'assurance automobile du Québec

Événement :

Un accident fait deux victimes sur la route 198 au moment où un leur véhicule s'engage dans une courbe prononcée et croise un camion remorque chargé de billes de bois. Le chargement s'est vidé et les billes de bois sont venues frapper l'automobile des victimes.

L'expertise mécanique effectuée sur le camion et la remorque a démontré qu'il y avait plusieurs défauts mineurs et majeurs. Le camion avait été soumis à l'inspection mécanique le 22 janvier 1996 et des défauts mineurs avaient été notés et réparés. L'inspection mécanique de la remorque remonte en décembre 1995 et avait révélé des défauts mineurs. Selon le rapport de la Commission de la santé et de la sécurité du travail le chargement de billes de bois avait été mal arrimé sur le véhicule. Les dispositifs d'arrimage, le poids du chargement et l'état mécanique de l'ensemble des véhicules ont été vérifiés et il a été démontré que les dispositifs d'arrimage étaient conformes au règlement et le véhicule respectait la masse totale en charge prescrite.

Aucune formation spécifique sur la façon d'attacher solidement et de façon sécuritaire les billes de bois n'a été donnée au conducteur. L'horaire de travail était de 4h00 à 18h30 et la rémunération se fait au voyage.

La Direction de la coordination des opérations de contrôle routier de la Société de l'assurance automobile du Québec stipule que les normes actuelles pour l'arrimage pour ce type de transport ne répondent pas à un standard de sécurité élevé. Dans ce domaine le ministère des Transports a la responsabilité de voir à resserrer cette norme et pour ce faire, il faut une modification de la législation actuelle dans les meilleurs délais. Le ministère des Transports a été saisi depuis avril 1996 de la problématique de l'arrimage.

Recommandations:

Que le ministère des Transports vérifie l'actuel règlement sur l'arrimage, notamment en ce qui concerne les chargements de billes de bois, et ce, dans un délai très rapide afin de rendre la norme plus sévère et de s'assurer que les chargements sont adéquatement fixés sur les remorques.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec:

- 1) fasse en sorte que le contrôle des vérifications mécaniques soit fait avec plus de rigueur;
- 2) voie, en collaboration avec les autres intervenants, à ce que la formation des conducteurs soit améliorée.

Que l'Association des propriétaires des camions-remorques indépendants du Québec et l'Association du camionnage du Québec fassent en sorte que les conducteurs aient des heures raisonnables de travail et respectent la réglementation sur la vérification mécanique et l'entretien, afin de s'assurer que les camions dont ils sont propriétaires sont toujours en parfaite condition.

Organismes visés:

Ministère des Transports
Société de l'assurance automobile du Québec
Association des propriétaires des camions-remorques indépendants du Québec
Association du camionnage du Québec

Avis/Dossier: A-111024 89340

Événement:

Un accident survient sur le chemin de la Rivière, à Sainte-Clotilde-de-Châteauguay, au moment où un conducteur d'un véhicule automobile s'apprête à sortir d'une entrée et fut heurté par un camion.

La zone de vitesse à cet endroit est de 90 km/h. Sur cette rue, il y a beaucoup de résidences rapprochées et plusieurs entrées privées.

Recommandation:

Que le ministère des Transports fasse évaluer la vitesse permise sur la section du chemin de la Rivière, depuis l'endroit où la zone change de 50km/h à 90km/h. La zone de 50km/h pourrait être prolongée jusqu'à l'intersection de la Montée Hope.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier: A-111598 90163

Événement:

Un accident survient à l'intersection du Grand Rang, à la sortie 123 de l'Autoroute 20, vers la Présentation. La victime omet de faire son arrêt obligatoire et est heurtée de plein fouet par un camion circulant sur le Grand Rang.

L'investigation démontre que la victime a ralenti à l'intersection de la sortie 123 et du Grand Rang sans toutefois faire son arrêt obligatoire complet. Le camion circulant sur Grand Rang, à une vitesse de 100-110 km/hre, dépassait déjà la vitesse permise de 80km/hre. De plus, 8 mois après cet événement, un autre accident mortel est survenu au même endroit et dans des conditions similaires. Il y aurait donc lieu d'obliger les conducteurs de véhicules circulant sur le Grand Rang, à s'arrêter ou sinon à ralentir, si l'arrêt n'est pas respecté.

Recommandation:

Que le Ministère des Transports ralentisse la circulation à l'intersection du Grand Rang et de la sortie 123 de l'Autoroute 20, à la Présentation, en installant des panneaux d'arrêt obligatoire dans les quatre directions.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-113689 89664

Événement :

Un accident survient sur la Route 175 (Parc des Laurentides), dans une courbe, au kilomètre 190. La conductrice d'une automobile venant en sens inverse perd le contrôle de son véhicule et vient heurter le véhicule de la victime.

Au moment de l'accident, la chaussée était enneigée. Plus de 6 accidents sont survenus à cet endroit à l'intérieur d'un mois.

Recommandation :

Que le ministère des Transports évalue la dangerosité de cette courbe sur la route 175.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier: A-114294 90892

Événement:

Un homme de 24 ans décède après que le véhicule qu'il conduisait fut heurté de plein fouet par un train, sur le boulevard Talbot à Chicoutimi.

Au moment de l'accident, le système de barrière avait fonctionné normalement, l'approche du train se situait dans les normes de sécurité et l'accident est vraisemblablement dû à une erreur de jugement du conducteur qui a mal évalué son temps de freinage sur une surface enneigée et glissante. Il n'y avait pas d'obstacle au niveau de la visibilité entre les feux clignotants signalant la venue du train et le conducteur décédé, de même qu'avec les barrières de sécurité. Cependant, les bancs de neige déposés par les véhicules d'entretien de la route étaient assez élevés et pouvaient empêcher de voir le train circuler en direction est.

Recommandations:

Que la Ville de Chicoutimi procède à l'enlèvement périodique de la neige accumulée aux abords du boulevard Talbot suite à l'entretien de la route, afin de garder une bonne visibilité latérale pour les conducteurs qui y circulent, particulièrement à l'intersection de la voie ferrée.

Que le ministère des Transports installe des signaux avancés prévenant les automobilistes de débiter les manoeuvres de freinage à l'approche d'un train.

Organismes visés:

Ville de Chicoutimi
Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-114453 89847

Événement :

Un homme décède deux jours après avoir été victime d'une collision frontale, suite à une manoeuvre de dépassement d'un camion remorque, survenue sur la route 112, à Westbury. À cet endroit, la route est sinueuse. Sur la chaussée, sur de longues distances, les lignes sont doubles. La double ligne continue est entrecoupée de continues doublées de pointillées, alternant selon le sens des courbes.

La signalisation sur la chaussée est un des facteurs qui ont causé l'accident. Au site de l'accident, l'espace légal de dépassement est de 300 à 400 mètres, soit la distance qui se couvre en 15 secondes environ à une vitesse de 100 km/h. Ainsi, le dépassement d'un camion remorque sur cette distance laisse peu de temps.

Recommandation :

Que le ministère des Transports remplace les lignes continues doublées de pointillés par une ligne double continue sur la distance additionnelle approximative de 800 mètres aux environs du 40, route 112 à Westbury, afin d'interdire le dépassement dans ce secteur.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-114830 93044

Événement :

Une conductrice perd la maîtrise de son véhicule automobile sur la route 108, à St-Éphrem, et frappe de plein fouet un camion remorque circulant en sens inverse.

Au site de l'accident, il y avait une importante encavure sur l'accotement de la route. Cette dénivellation mesurant 6" de profondeur et 11" de largeur explique la perte de maîtrise. De plus, la ligne blanche qui démarque la bordure de la route est très près de cette encavure.

Recommandation :

Que le ministère des Transports couvre cette partie de la chaussée réduisant le risque d'une autre tragédie semblable.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-115156 89617

Événement :

Un accident survient au moment où un automobiliste traverse une voie ferrée, à la jonction du chemin Forest et du boulevard de l'Industrie dans les limites de Saint-Paul et de Joliette, et fut heurté par un train qui se dirigeait vers Joliette.

Cette intersection est particulièrement dangereuse. L'angle du chemin Forest avec le boulevard de l'Industrie rend difficile la circulation particulièrement lourde à certaines heures. A quelques centaines de mètres plus au sud, il existe une autre intersection dangereuse du boulevard de l'Industrie avec la route 148. Le Ministère des Transports a déjà noté les problèmes reliés à cette intersection. Le site de l'accident se situe aux limites de Joliette, sur le territoire de la municipalité de Saint-Paul, dans une zone où le Ministère des Transports a certaines responsabilités.

Les statistiques de la Direction de la santé publique de la Régie régionale de Lanaudière rapportent 8 accidents graves et mortels entre 1984 et 1994 à l'intersection de la route 343 et du chemin Forest et 11 accidents à l'intersection de la route 158 et de la 343. Cet accident est le 4e décès à survenir à l'intersection de la route 158 et de l'intersection Chemin Forest.

Recommandation:

Que la Municipalité de Saint-Paul, la Ville de Joliette et le Ministère des Transports forment un groupe de travail afin de revoir le mieux possible la signalisation de cette intersection dangereuse et de priorisent une approche globale de sécurité pour ce tronçon, le tout en accord avec les plans d'aménagement de l'intersection de la Route 343 avec la Route 158.

Organismes visés:

Municipalité de Saint-Paul
Ville de Joliette
Ministère des Transports

Avis/Dossier: A-115771 90173
 A-115800 93933

Événement:

Un accident fait 2 victimes à la jonction de la route 35 et du Rang Saint-André, à Saint-Luc. Le conducteur du véhicule, venant du Rang Saint-Antoine, omet de faire son arrêt obligatoire et est heurté de plein fouet par celui circulant sur la route 35.

L'intersection où s'est produit l'accident se trouve après une courbe serrée de la chaussée. Ce qui diminue la perception des vitesses et des distances des véhicules en sens inverse et est traversée par une route qui la croise avec angulation, rendant le site dangereux.

Recommandation:

Que l'étude de faisabilité et l'échéance de la construction d'un viaduc au-dessus de l'autoroute 35 ou la construction d'un échangeur, soit devancée. Entre temps, que l'intersection soit interdite afin d'empêcher d'autres accidents et d'autres pertes de vie humaine.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-115776 90586
 A-115778 90587
 A-115777 90588

Événement :

Un accident de la route fait 3 victimes lorsque le véhicule, dans lequel elles prennent place, dérape sur la chaussée enneigée et vient frapper de plein fouet un tracteur routier circulant en sens inverse.

Les pneus de la voiture étaient de type quatre saisons et passablement usés, offrant une traction et un contrôle minimum.

Recommandations:

Que le Ministère des Transports interdise la circulation sur les routes enneigées et glacées avec des pneus quatre saisons qui n'offrent jamais la traction équivalente à des pneus d'hiver.

Que les organismes tel le CAA et les chroniqueurs des différents médias soient encouragés à informer les usagers que la traction des pneus quatre saisons ne donne pas le niveau de sécurité nécessaire sur nos routes enneigées et glacées, qu'ils soient neufs ou usés.

Organismes visés:

Ministère des Transports
CAA

Avis/Dossier : A-116215 89173

Événement :

Une dame de 83 ans, confuse et désorientée, est mortellement blessée alors qu'elle circule en sens inverse sur l'autoroute 40 et entre en collision avec un camion lourd stationné aux abords du viaduc de la Rivière Bayonne.

Une semaine et demie auparavant, elle recevait son congé de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont où elle avait été admise pour épisode de perte de conscience suivie de confusion. Après investigation de base, on retenait la possibilité d'infarctus myocardique, anémie, insuffisance mitrale, fibrillation auriculaire chronique, poly-arthrite rhumatoïde et hypertension artérielle.

La dame fut aperçue à plusieurs reprises au volant de son véhicule automobile. Un citoyen lui est venu en aide alors qu'elle se stationnait avec difficulté près des pompes d'une station service. Il lui a offert de mettre de l'essence. De plus, constatant la difficulté de la vieille dame à comprendre ses indications pour se rendre à l'intersection de Beaubien et Viau, en bon samaritain, le même citoyen lui a offert de la diriger avec sa voiture. Elle était complètement désorientée et confuse mais conduisait de façon normale.

Quelques heures plus tard, le garde de la Garnison de Longue-Pointe remarque qu'un véhicule entre sur le terrain la garnison par l'entrée principale. Il se dirige vers le véhicule et l'intercepte. La dame souligne être égarée et cherche la rue Beaubien. Le caporal doit répéter le trajet à plusieurs reprises et la dame quitte les lieux.

Une heure plus tard, le caporal reconnaît le véhicule de la dame circulant sur la rue Hochelaga. Il décide de la suivre sur un kilomètre à distance rapprochée. Voyant qu'elle circulait normalement, il la laisse aller. L'itinéraire de la victime se perd par la suite jusqu'au moment où elle se retrouve sur l'Autoroute 40.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux, avec le Collège des médecins et la Société de l'Assurance automobile du Québec, voit à la mise en place d'un mécanisme permettant de juger de l'aptitude d'un patient à conduire un véhicule de façon permanente ou temporaire lors de son congé de l'hôpital. Ces révocations de permis de façon urgente se retrouveraient en fait surtout dans les départements d'ophtalmologie, neurologie, cardiologie, psychiatrie (incluant entre autres, des patients admis pour intoxication alcoolique ou drogues) et gériatrie.

Que les Forces Armées canadiennes voit à donner la formation nécessaire aux membres de la Police Militaire susceptibles d'arrêter des civils, afin de pouvoir détecter les personnes ayant les facultés affaiblies autrement que par l'alcool, de sorte qu'ils puissent aviser les intervenants civils pour enlever de la route ces personnes en danger pour eux-mêmes et pour les autres.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Collège des médecins du Québec
Société de l'Assurance automobile du Québec
Garnison St-Jean

Événement :

Une femme de 34 ans perd le contrôle de son véhicule et frappe un camion remorque circulant en sens inverse, sur le Rang David à Lac Supérieur. Elle est mortellement blessée, après avoir été éjectée de son véhicule.

Pour expliquer cet accident, l'investigation a démontré une problématique au niveau de l'infrastructure soit la signalisation, la visibilité et la chaussée.

Signalisation: en direction Est, la vitesse prescrite est de 60 km/h. En direction Ouest, le panneau situé à 1,35 km de la scène prescrit 70 km/h.

Visibilité: dans la courbe où a eu lieu l'impact, les arbres longeant le côté de la route créent un obstacle visuel qui empêche le conducteur en direction Est de pouvoir identifier un danger pouvant survenir,

Chaussée: du côté Nord, en direction Ouest, la chaussée est affaissée, ce qui force les usagers à se déplacer sur la voie de gauche et ainsi risquer un accident éventuel.

L'inspection du camion a démontré des freins défectueux, ne pouvant freiner qu'à 35% de sa capacité. De plus, il y avait usure exagérée des pneus du côté droit.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports:

- 1) évalue et normalise la signalisation de sorte qu'elle soit identique et conforme sur cette route;
- 2) diminue la vitesse permise sur la voie Ouest;
- 3) répare la chaussée et enlève la végétation qui nuit à la visibilité;
- 4) envisage la correction de cette courbe, dont le revers est inadéquat.

Que le propriétaire du camion veille à respecter la loi sur les règlements et vérifications mécaniques obligatoires sur les véhicules lourds au Québec et que les réparations nécessaires soient effectuées au niveau du camion impliqué.

Organismes visés :

Ministère des Transports
Gilles David Excavation

Événement :

Alors qu'il se trouve dans la grande pente en courbe descendante dans le village de St-Zénon, le conducteur d'un véhicule automobile perd le contrôle de sa voiture, se retrouve dans la voie opposée et frappe un tracteur routier.

Au moment de l'accident, le temps est à la tempête de neige, la chaussée est abondamment enneigée et très glissante. À cet endroit, la vitesse permise est de 90 km/h. Le contrat d'entretien de la route est donné à la compagnie Jobert Inc. dont la déneigeuse part de Sainte-Émélie-de-l'Énergie, soit environ 25 km de St-Zénon. De plus, l'investigation a démontré que le service de déneigement laisse également à désirer.

De plus, le coroner note qu'il y a eu un délai anormalement long de la part du service ambulancier. Effectivement, suite à un sérieux problème d'effectifs et de répartition des services ambulanciers de la région, il a fallu plus d'une heure et trois minutes aux ambulanciers à se rendre sur la scène de l'accident.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports diminue la vitesse à 50 km/hre au niveau de la côte de St-Zénon et voie à ce que le sous-traitant qui a le contrat de déneigement de la côte procède en priorité lors de tempête de neige, vu que l'endroit est reconnu comme étant une source de multiples accidents.

Que la Direction générale de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière voie à régler le plus tôt possible le problème de la répartition des effectifs ambulanciers sur le territoire.

Organismes visés :

Ministère des Transports
RRSSS de Lanaudière

Avis/Dossier: A-117756 90513

Événement:

Le conducteur d'un pick-up, récemment acheté, succombe aux blessures subies après avoir perdu le contrôle de son véhicule automobile. Il effectuait un dépassement sur un tronçon de route où la chaussée était partiellement enneigée et glissante, dû au fait que le vent balayait la neige en provenance d'un champ d'environ 500 mètres de longueur. Après la perte de contrôle du véhicule, ce dernier a effectué un 180 degrés et glissé vers l'arrière, de l'autre côté de la chaussée, pour terminer sa course sur un poteau. Au site de l'accident, aucune bande de protection et/ou clôture à neige entre le champ et la route, ni aucune signalisation n'indique la présence ou le risque d'une chaussée glissante. Bien que l'employé de l'entrepreneur en déneigement soit passé avec sa déneigeuse un peu plus tôt à cet endroit, il a omis d'y mettre du sel en raison du vent et il ne met jamais de sable. La vitesse permise est de 70km/hre.

Recommandations:

Que le Ministère des Transports:

- 1) installe, pour la période du 15 novembre au 15 mars, aux abords de la route 335 en face du 2835 Montée Gagnon Terrebonne, un dispositif tel une clôture à neige ou une bande de protection sur toute la longueur du champ, afin d'empêcher le vent de balayer la neige sur la chaussée;
- 2) abaisse la vitesse permise pour la période du 15 novembre au 15 mars, à 50km/h sur cette portion de route;
- 3) installe, pour la période du 15 novembre au 15 mars, une signalisation avisant les automobilistes de la présence d'un danger lorsqu'il vente et/ou lorsque la température est sous le point de congélation;
- 4) prévoient expressément les conditions à l'effet qu'un entrepreneur doit épandre des abrasifs dans les soumissions et l'octroi des contrats de déneigement;
- 5) informe, au début de la période hivernale, la Sécurité publique desservant les routes sous sa juridiction, du nom de l'entrepreneur ou des entrepreneurs responsables de l'entretien des routes provinciales;

- 7) prévoit expressément que la Sécurité publique a le pouvoir de demander à un entrepreneur d'épandre des abrasifs et/ou de procéder au déneigement d'une route ou d'une portion de celle-ci considérée comme dangereuse et ce, sur simple appel téléphonique.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-121114 92647

Événement :

Le conducteur d'un véhicule automobile, retournant chez lui après son quart de travail comme camionneur, perd à plusieurs reprises la maîtrise de son véhicule en circulant sur la Route 131 à Ste-Émilie de l'Énergie. Il frappe de plein fouet un tracteur routier circulant en sens inverse.

Selon la loi, les heures de conduite d'un camionneur doivent être d'un maximum de 13 heures par jour, obligatoirement suivies de 8 heures de repos complet. Le maximum d'heures de conduite durant une semaine (7 jours) doit être de 60 heures. Or, la victime avait travaillé un total de 67 heures au cours des 5 derniers jours et un total de 55 heures 39 minutes au cours des 3 derniers jours précédant l'événement. Au moment de l'accident, la victime retournait chez elle après un quart de travail de 24 heures 44 minutes.

Recommandation :

Que les différents corps de police du Québec qui enquêtent les accidents routiers impliquant des camions lourds (les accidents mortels ou non) demandent de la Société d'Assurance automobile du Québec pour enquêter systématiquement les heures de travail de la dernière semaine du conducteur du véhicule lourd.

Organismes visés :

Société de l'Assurance automobile du Québec
Sûreté du Québec
SPCUM
Ministère de la Sécurité publique

1.2 Véhicule à moteur — Passagers

Avis/Dossier : A-112319 90577

Événement :

Un homme de 83 ans, passager avant d'un véhicule conduit par son épouse, décède des suites de ses blessures subies un accident survenu 3 jours auparavant. À ce moment, quelques secondes d'inattention de la conductrice auraient suffi pour qu'elle perde le contrôle visuel de la route et qu'elle se retrouve dans le fossé faisant suite à l'intersection de la montée St-Jacques et de la Route 117 (intersection en T), à St-Jacques Le Mineur.

Au site de l'accident, il n'y a aucun signal d'arrêt avancé, ni d'éclairage approprié au niveau de l'intersection, la rendant très dangereuse pour la conduite nocturne. Un très grand nombre d'accidents sont survenus à cette intersection corroborant la notion de dangerosité pour la conduite routière à cet endroit.

Recommandation :

Que la municipalité de St-Jacques Le Mineur et le Ministère des Transports procèdent, à l'intersection de la Montée St-Jacques et de la Route 217, à la mise d'un feu rouge clignotant, à la mise en place d'un arrêt avancé et d'un garde-fou à la fin de l'intersection. Il serait également utile de réduire la limite de vitesse à 50 km/h dans le kilomètre qui précède l'intersection.

Organismes visés :

Municipalité de St-Jacques Le Mineur
Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-113808 87467

Événement :

Un accident de la route survient au moment où le père d'un enfant de quatre ans, assis sur la banquette avant, freine soudainement pour éviter un véhicule immobilisé. Lors de l'impact, les deux coussins gonflables ont été actionnés. A ce moment l'enfant était penchée vers le tableau de bord recevant ainsi le coussin gonflable en plein visage et a été projeté sur le levier de changement de vitesse.

Lors de l'accident, il portait sa ceinture de sécurité, laquelle n'était pas bien portée vu la petite taille de la victime.

Au Québec, il s'agit du premier décès directement attribuable au déploiement d'un coussin gonflable, plusieurs décès de ce type ont été constatés aux Etats-Unis. Le coussin gonflable, tel qu'il existe présentement, est dangereux pour les enfants de moins de 12 ans et pour les personnes de petite taille. Transports Canada recommande aux adultes de bien attacher leur ceinture de sécurité et de reculer le plus possible leur banquette vers l'arrière de façon à laisser le plus de place possible aux coussins gonflables, advenant son déploiement, et recommande aussi aux parents de voir à ce que leurs enfants de moins de 12 ans soient toujours assis à l'arrière du véhicule.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec:

- 1) mette sur pied une campagne d'information et de sensibilisation sur l'utilisation des coussins gonflables;
- 2) étudie, en collaboration, avec le Ministère des Transports, la possibilité de modifier le Code de la sécurité routière pour obliger les enfants de moins de 12 ans à toujours prendre place à l'arrière des véhicules et d'informer les parents sur les risques encourus lorsqu'ils sont assis à l'avant.

Que la Compagnie Chrysler Canada Ltée reprenne au Québec la campagne de sensibilisation qu'elle mène dans les écoles primaires américaines; il s'agit d'informer les écoliers sur l'importance de s'attacher et de s'asseoir à l'arrière.

Que la Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec sensibilise ses membres à l'importance de renseigner les acheteurs sur les risques inhérents aux coussins gonflables et sur les précautions à prendre lorsqu'on véhicule des enfants.

Organismes visés :

Société de l'assurance automobile du Québec
Chrysler Canada Ltée
Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec

Événement :

Un enfant de 5 ans décède des blessures subies 6 jours auparavant, alors que le conducteur de la voiture dans laquelle il prenait place omettait, par distraction, de faire son arrêt obligatoire et fut heurté de plein fouet par un autre véhicule. Cet accident est survenu à l'intersection des chemins Grand-Ruisseau et Vigneau à Fatima, aux Iles-de-la-Madeleine

L'investigation a démontré qu'en roulant sur le Chemin Vigneau, il y a une pente à monter pour arriver à la croisée du Chemin Grand-Ruisseau. Ainsi, la chaussée du Chemin Grand-Ruisseau est visible à la dernière seconde seulement. Or, bien que le panneau d'arrêt obligatoire sur le Chemin Vigneau soit visible, le panneau de limite de vitesse (70 km/hre) plus loin, soit de l'autre côté de l'intersection, peut porter à confusion.

Recommandation :

Que la Municipalité de Fatima et le Ministère des Transports étudient la signalisation indiquant l'arrêt obligatoire pour les automobilistes qui circulent sur le Chemin Vigneau, lorsqu'ils arrivent à l'intersection du Chemin Grand-Ruisseau. S'il y a lieu, qu'ils améliorent la situation afin que cet arrêt obligatoire soit perçu adéquatement par les automobilistes.

Organismes visés :

Municipalité de Fatima
Ministère des Transports

Événement :

Une camionnette circulait sur un chemin forestier à environ 40 km à l'ouest de la Rivière St-Maurice, à la hauteur de Rivière-aux-Rats. Le conducteur du véhicule suivait un fardier transportant des billes de bois, lesquelles dépassaient l'arrière de la remorque de plusieurs mètres. Une accumulation de poussière soulevée par le fardier et un autre véhicule circulant en sens inverse diminuait de beaucoup la vision de la route et la perception des obstacles devant la camionnette. Ainsi, au moment de la rencontre, le fardier avait ralenti son allure et une des billes de bois a embouti le pare-brise de la camionnette, blessant mortellement le passager avant.

Un groupe de travail a déjà été formé en 1995, impliquant la Société de l'Assurance automobile du Québec, la Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail, le ministère des Transports et le ministère de l'Environnement et de la Faune. Quoique les recommandations formulées soient positives, elles ne traitent toutefois pas de réglementation.

Recommandation :

Que le ministère des Ressources Naturelles adopte et applique rapidement une réglementation visant à améliorer la sécurité des véhicules motorisés sur les chemins forestiers. Cette réglementation devrait être basée sur le Code de la Sécurité Routière du Québec. Ladite réglementation devrait permettre aux agents de la paix d'intervenir dans le cadre de leurs fonctions habituelles.

Organisme visé :

Ministère des Ressources Naturelles

1.3 Véhicule à moteur — Motoneigistes

Avis/Dossier : A-113692 89828

Événement:

Un motoneigiste, en sortant de l'entrée de son chalet, tourne à droite dans l'entrée du chalet d'un amis et heurte violemment le câble d'acier qui fermait l'accès à sa propriété.

L'analyse du bail du propriétaire du chalet avec le ministère des Ressources Naturelles (ancien nom ministère de l'Energie et des Ressources) révèle qu'il n'y a aucune obligation du locataire à l'effet d'enlever toute clôture pour la saison hivernale. Le décès aurait pu être évité si le câble d'acier avait été identifié à l'aide de marqueurs spéciaux (matériel fluorescent ou réfléchissant).

Recommandation :

Que le ministère des Ressources Naturelles ajoute un article dans leurs baux de location stipulant de placer des marqueurs spéciaux sur d'éventuelles barrières constituées de fil d'acier ou autre.

Organisme visé :

Ministère des Ressources Naturelles

1.4 Utilisateurs de véhicules tout terrain

Avis/Dossier : A-114110 92176

Événement :

Un amérindien d'origine Crie décède après avoir perdu le contrôle de son véhicule tout terrain qu'il conduisait sans permis de conduire, en état d'ébriété, à grande vitesse, sur une route graveleuse, sans porter ni casque protecteur, ni lunettes.

Dans le contexte du Grand-Nord, les lois et règlements concernant l'usage des véhicules motorisés ne sont pas mis en application parce que les villages ne sont pas reliés entre eux par des routes publiques. Rarement, des permis de conduire sont émis, généralement, pas d'immatriculation des véhicules et très peu d'attention est portée à la vitesse, à l'âge du conducteur, la sécurité des véhicules et la conduite en état d'ébriété.

La circulation publique des véhicules tout terrain l'été et des motoneiges l'hiver est un phénomène généralisé dans les communautés du Nunavik puisque ces derniers servent de moyens de transport aux habitants et non pour un usage récréatif.

Le corps policier, composé d'un personnel allochtone et/ou autochtone est en général restreint, ne pouvant suffire à la demande sans cesse grandissante. Enfin, le nombre de nouveaux véhicules motorisés augmente chaque année et incidemment le nombre d'accidents potentiellement mortels.

La situation au village de Poste de la Baleine est très particulière. Constitué de trois communautés (allochtone, Inuit et Crie), ce village compte également trois corps policiers, notamment la Sûreté du Québec, dont la représentation provinciale a pour rôle de contrer le trafic de la drogue et de l'alcool. La Force Policière Régionale Kativik (K.R.P.F) est la police autochtone des Inuits qui a juridiction sur le territoire Inuit. Enfin, la police Crie à qui échoit la charge du secteur crie du village.

Les règlements municipaux varient d'un village à un autre et ne sont généralement pas appliqués; les policiers ne peuvent ni arrêter un conducteur ni émettre de contravention que ce soit pour excès de vitesse (ils ne possèdent aucun appareil radar), absence de port de casque, défaut de posséder un permis de conduire, et même pour conduite avec facultés affaiblies (les policiers n'ont pas d'alcootests).

Le club social du village est un club privé construit sur le territoire Inuit. Il est ouvert à tous à condition d'être membre. Le club possède un permis d'alcool et est régit par un comité chargé de faire appliquer les règlements. Or, il semble que ces règles ne soient pas mises en force. Par exemple, on n'interdit pas l'entrée à un membre s'il est déjà en état d'ébriété. De même, on ne lui refuse pas l'achat de consommations au bar malgré qu'il soit sévèrement sous l'emprise de l'alcool.

Recommandations:

Que l'administration régionale Kativik, les directeurs des corps policiers Inuit (K.R.P.F.), Crie et de la Sûreté du Québec (S.Q.) ainsi que les ministères des Transports et de la Justice:

- 1) étudient les modes de mise en application, pour le Nunavik, des lois et règlements du Code de la sécurité routière et ce, dans les plus brefs délais;
- 2) considèrent, dans le cadre de ces lois et règlements, que les véhicules tout terrain et les motoneiges sont d'abord et avant tout des véhicules de transport et ne peuvent, par conséquent, être interdits sur les voies publiques. Par contre, certaines dispositions peuvent être adaptées pour l'usage dans le Grand-Nord;
- 3) consultent toutes les autorités municipales du Nunavik, les impliquent et les supportent dans la mise en application desdits règlements de la sécurité routière;
- 4) pallient au manque de ressources policières qui sévit dans certaines communautés tout en fournissant à celles-ci les outils nécessaires pour faire respecter les règlements (i.e. alcootests, appareils de radar, règlements clairs, mandats, etc.);

Que la Régie des alcools, des courses et des jeux interviennent auprès des établissements détenteurs de permis de vente d'alcool du Grand-Nord, essentiellement dans les villages de Kuujuaq et de Poste de la Baleine, afin de s'assurer que la loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques y est bien appliqué.

Organismes visés:

Administration régionale Kativik
Corps policier Inuit (K.R.P.F.)
Corps policier Crie
Sûreté du Québec
Ministère des Transports
Ministère de la Justice
Régie des alcools, des course et des jeux

Avis/Dossier : A-114133 90937

Événement :

Une collision survient au moment où la conductrice d'un véhicule tout terrain, en état d'ébriété, arrive de l'intersection Gordon-Akianut pour emprunter la rue Gordon direction nord-ouest à Nunavik et frappe de plein fouet l'extrémité arrière du plateau d'une remorque qui était stationnée au milieu d'une des deux voies de la rue Gordon.

Au moment de l'accident, deux ouvriers s'affairaient à raccrocher le chargeur qui l'a tirée jusque là, après l'avoir utilisé pour décharger les caisses qu'il traînait et qui étaient destinées à un dépanneur. L'arrière de la remorque n'est muni d'aucun feu d'identification, ni de réflecteurs. Il n'y a aucun panneau d'avertissement, aucune fusée lumineuse ou barrage routier à proximité de la remorque.

Il a été noté que plusieurs aspects de la sécurité routière posent des problèmes dans le contexte social et culturel du Nunavik. Le Règlement provincial sur la motoneige et le Règlement sur les véhicules tout terrain, adoptés en vertu du Code de la sécurité routière, posent en principe que ces véhicules sont tout simplement interdits sur les chemins publics, ce qui reflète la situation dans les régions méridionales du Québec, mais aucunement celle qui prévaut dans cette région.

La circulation publique de véhicules tout terrain en été, et de motoneiges en hiver, est un phénomène généralisé dans les communautés du Nunavik. Les règlements devraient reconnaître que dans cette région, ce ne sont pas des véhicules de loisir mais de transport de personnes.

En 1995, des consultations informelles entre le ministère des Transports, la Société de l'assurance automobile du Québec et l'Administration régionale Kativik eurent lieu concernant l'élaboration d'un projet de loi sur véhicules dits "hors route". Ce projet de loi étant conçu dans le même esprit que les règlements actuels, il s'agissait de sensibiliser le législateur à la nécessité de traiter différemment le cas du Nunavik.

Recommandations:

Que le ministère des Transports:

- 1) ne mette pas en vigueur la Loi sur les véhicules hors route avant d'être prêt à mettre en vigueur, en même temps, un règlement soustrayant le Nunavik de l'application de cette loi, tout en prévoyant les conditions et règles d'utilisation et de circulation de ces véhicules dans cette région;
- 2) associe les municipalités des villages nordiques, le corps de police régional Kativik ainsi que l'Administration régionale Kativik à l'élaboration du règlement sur les conditions et règles d'utilisation et de circulation des véhicules hors route au Nunavik;
- 3) exige dans tout appel d'offres ou contrat accordé relativement à la desserte maritime du Nunavik, que le transporteur choisi utilise, pour les opérations de transport terrestre, des véhicules routiers qui respectent les conditions du Code de la sécurité routière et de ses règlements et, notamment, que ces véhicules soient pourvus des dispositifs d'éclairage prescrits.
- 4) prévoie dans tout appel d'offres ou contrat pour la desserte maritime, que le transporteur doit prendre les mesures nécessaires, au besoin avec l'accord de la municipalité locale, pour limiter, contrôler ou détourner la circulation automobile aux abords des sites où s'effectue la livraison des marchandises dans le cadre des opérations de transport terrestre; cette obligation étant plus contraignante si le travail se fait la nuit.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier : **A-119004 92200**

Événement :

Une jeune fille de 17 ans décède après que le véhicule tout terrain 3 roues, sur lequel est prise place comme de passagère, se renverse, l'écrase et la blesse mortellement. Le bris de la roue avant est le facteur causal de cet accident.

Ce véhicule avait été acheté d'un particulier le jour même. L'inspection du véhicule a démontré qu'il était en mauvais état mécanique. Les freins étaient en mauvais état et les manettes ou pédales pour les actionner étaient inopérantes. Les essieux étaient mal serrés. Le roulement de la roue avant était rompu autour de l'essieu.

Recommandation :

Que l'Office de la protection du consommateur exhorte les acheteurs de véhicules récréatifs usagés de s'assurer, avant l'usage, du bon état du véhicule par une vérification mécanique par une personne qualifiée ou par une preuve du vendeur à cet effet.

Organisme visé :

Office de la protection du consommateur

1.5 Cyclistes

Avis/Dossier : A-114426 88341

Événement :

Un cycliste, circulant sur la rue Alfred-Des rochers dans le Canton Oxford, est mortellement blessé lorsqu'il est heurté par l'arrière par un véhicule venant dans le même sens.

L'endroit où a eu lieu l'accident est fortement fréquenté par les cyclistes et l'accotement offre rarement un roulement plaisant et sans danger. De plus, il importe de souligner que la victime ne portait pas de casque de sécurité au moment de l'événement.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports:

- 1) étudie l'à propos de rendre obligatoire le port du casque protecteur par les cyclistes;
- 2) place, sur la rue Alfred-Des rochers dans le Canton d'Oxford, une signalisation indiquant aux automobilistes la présence de cyclistes sur cette artère.
- 3) aménage une piste cyclable le long de la rue Alfred-Des rochers

Organisme visé:

Ministère des Transports

1.6 Piétons

Avis/Dossier: A-107543 88092

Événement:

Un piéton est mortellement blessé par un autobus de transport pour handicapés, alors qu'il traverse le boulevard Taschereau à l'intersection de la rue Auteuil, à Brossard.

Parmi les facteurs ayant contribué à cet accident, certains sont liés au site lui-même, reconnu pour sa complexité et comme générateur de conflits entre les divers types d'usagers qui empruntent ce carrefour. D'autre part, des facteurs sont liés au comportement de la victime qui emprunte une traversée interdite aux piétons ainsi que du conducteur du véhicule qui omet de faire son arrêt sur un feu rouge.

Une étude exhaustive de cette intersection a été demandée par le coroner afin d'identifier les correctifs susceptibles d'améliorer la protection de la vie humaine à cet endroit. Un rapport intitulé "Rapport d'expertise en sécurité routière" a donc été produit par un ingénieur conseil.

L'ensemble des recommandations proposées dans le rapport gravitent autour de trois aspects particuliers, à savoir le respect du code de la sécurité routière, la visibilité mutuelle des différents usagers et la satisfaction optimale des besoins de l'ensemble des usagers. Pour arriver à cet objectif, l'ingénieur conseil est amené à faire des recommandations qui touchent à la fois des modifications physiques du carrefour lui-même, tant au niveau de la signalisation qu'au niveau de l'aménagement même du carrefour. De plus, compte tenu que la densité de la circulation à ce niveau est sûrement un facteur important, il est possible de se questionner s'il n'y a pas lieu de repenser la présence du terminus de Brossard. Enfin, l'ensemble des recommandations sont assorties d'un complément non négligeable, à savoir une campagne promotionnelle locale à l'aide de documents déjà accessibles auprès de la Société de l'Assurance automobile du Québec.

Recommandations:

Que la Ville de Brossard et le Ministère des Transports, dans la proportion de leurs responsabilités respectives, apportent les modifications relativement à la signalisation routière suggérées par M. Michel Lair, ingénieur conseil;

Que la Ville de Brossard, la Société de transport de la rive-sud de Montréal, le Ministère des Transports, la MRC de Champlain, dans la proportion de leurs responsabilités respectives:

- 1) prennent les dispositions afin qu'un nouveau passage pour piétons et cyclistes soit implanté du côté Sud du carrefour Taschereau/Auteuil;
- 2) effectuent un relevé des déplacements des piétons et cyclistes, dans le secteur du terminus Brossard et que l'aménagement soit adapté en fonction des besoins identifiés;
- 3) évaluent l'impact économique de la relocalisation du terminus Brossard, notamment en regard des travaux d'infrastructure envisagés.

Que la Ville de Brossard prenne les dispositions afin:

- 1) que les performances du programme d'entretien préventif des feux de circulation situés au carrefour du boulevard Taschereau et de la rue d'Auteuil soient évaluées, notamment l'entretien des bouton-poussoirs pour piétons;
- 2) que le bouton-poussoir du signal piéton situé au coin Sud-Ouest du carrefour Taschereau/Panama soit déplacé de manière à ce qu'il soit visible du trottoir;

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec remette gratuitement à la Société de transport de la rive-sud de Montréal, au centre commercial Mail Champlain à Brossard et au service de police de la Ville de Brossard, le nombre d'exemplaires requis des documents promotionnés et ce, pour 1997 à 1999 inclusivement;

Que la Société de transport de la rive-sud de Montréal et les chauffeurs d'autobus remettent un document promotionnel de la Société de l'Assurance automobile du Québec à 250 usagers montant au terminus. Ils seront distribués en alternance aux dix premiers passagers de chaque départ, tout au long de la deuxième semaine des mois de février, mai et septembre et ce, pour 1997 à 1999 inclusivement;

Que l'Administration et les commerçants du centre commercial Mail Champlain à Brossard prennent les dispositions afin que chaque client ou famille se voie remettre un exemplaire d'un document promotionnel de la Société de l'Assurance automobile du Québec. Le prospectus sur la sécurité à vélo sera idéalement distribué lors de la période intensive de vente de bicyclettes et en particulier au cours de "la semaine de la police" organisée de concert avec le service de police de la Ville de Brossard et ce, pour 1997 à 1999 inclusivement.

Organismes visés:

Ministère des Transports
Sûreté municipale de Brossard
Société de l'Assurance automobile du Québec
Ville de Brossard
Centre commercial Mail Champlain (Ivanhoé)
MRC Champlain
Société Transport Rive-Sud de Montréal

Avis/Dossier: A-115189 90464

Événement:

Une personne voulant aller porter secours à des victimes impliquées dans un accident de la route est mortellement blessée alors que se produit un carambolage causé par la présence d'une mince

couche de glace noire. Cet accident est survenu à la hauteur du kilomètre 5 de l'Autoroute 15 Nord, sur le pont Méric-Martin, entre l'Île de Montréal et l'Île de Laval.

Recommandations:

Que le Ministère des Transports informe les automobilistes de la présence de glace noire, à l'aide de panneaux indicateurs de l'autoroute qui sont déjà présents;

Que le Ministère des Transports considère l'installation de panneaux clignotants aux entrées du pont Méric-Martin, les avertissant de cette glace noire, puisqu'il semble bien que les panneaux habituels, déjà installés, n'attirent pas suffisamment l'attention et sont, du moins en direction nord, juste à l'entrée du pont.

Organisme visé:

Ministère des Transports

2. AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

2.1 Accidents de bateau

Avis/Dossier: A-109225 88431

Événement:

Une personne qui traversait à la nage la petite baie du Lac-aux-Sables fut frappée par une embarcation à moteur au moment où le conducteur, voulant laisser une skieuse sur le ponton, fit, un peu avant celui-ci, une courbe afin de la larguer pour lui permettre de glisser vers celui-ci.

Le conducteur du bateau circulait à environ 25 à 30 mp/h sur le lac, vitesse normale pour le ski nautique. Au moment où il terminait sa courbe pour larguer sa skieuse, il a jeté un coup d'oeil derrière lui pour la voir arriver au quai, et en même temps, il a entendu un cri qui venant de l'avant de son embarcation et n'a pas eu le temps de réagir avant l'impact. La nageuse n'avait pas de ceinture de sauvetage, ni autre équipement lui permettant d'être facilement visualisée.

Le Lac-aux-Sables est un lac de villégiature. Ce plan d'eau est suffisamment grand pour accueillir différents sports nautiques allant de la baignade, à la voile, à la pêche, à la plongée sous-marine ainsi qu'au ski nautique et aux embarcations motorisées.

Recommandations :

Que le ministère des Affaires municipales adopte la zone de vitesse riveraine de 30 mètres avec extension à 50 mètres mentionnée dans la proposition du Règlement sur les restrictions à la conduite des bateaux.

Que la Garde côtière canadienne rende obligatoire des cours de formation en navigation pour les conducteurs d'embarcation de plaisance.

Organismes visés :

Ministère des Affaires municipales
Garde côtière canadienne

Événement:

Un garçon de 12 ans, accompagnant son père sur une motomarine alors que l'embarcation effectuait des manoeuvres circulaires autour d'un ponton, tombe de la motomarine et disparaît sous le ponton suite à cette chute. Il est mortellement blessé.

La pratique de sports motorisés sur l'eau s'est développée d'une façon fulgurante. Malheureusement, les normes de sécurité n'ont pas suivi l'essor de leur utilisation, si bien que depuis les dernières années, il y a eu plus d'une dizaine de décès reliés à des accidents impliquant des motomarines.

Tant au niveau des fabricants que des gouvernements, il n'y a pas eu de consensus et de directives claires à propos de tous les aspects entourant la sécurité de leur utilisation. Les lois et règlements tardent à venir et doivent être développés rapidement pour prévenir d'autres décès pour la plupart évitables.

Recommandations :

Que le ministre de Pêches et Océans Canada, le Bureau de la sécurité nautique de la garde côtière, le ministère des Affaires municipales, l'Union des municipalités du Québec et l'Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques:

- 1) déterminent un âge minimum pour permettre la conduite d'une motomarine. Cet âge devrait être harmonisé avec l'âge minimum pour obtenir un permis de conduire;
- 2) déterminent une vitesse maximale à laquelle peut être poussée une motomarine. Cette vitesse devrait être déterminée selon le type de plan d'eau (rivière, lac) et selon le type d'occupation des berges (plage, chalet isolé, zone dense d'habitation);
- 3) dotent les compagnies de location de motomarines d'une réglementation plus spécifique. Un entraînement minimal sur l'eau devrait être fourni à quiconque loue ce type d'embarcation;
- 4) développent des directives strictes concernant les règles à suivre lors de l'utilisation de motomarine, incluant un cours de conduite;
- 5) intensifient la patrouille nautique dans les zones plus achalandées d'utilisation de motomarines et distribuent des avertissements ou d'infractions pour conduite dangereuse;
- 6) modifient la conception des motomarines pour contrôler le bruit produit par leur utilisation.

Organismes visés :

Pêches et Océans Canada
Garde côtière canadienne
Ministère des Affaires municipales
Union des municipalités du Québec
Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques
Association québécoise de l'industrie du nautisme
Association des clubs de motomarines du Québec

Avis/Dossier : A-114955 87476

Événement :

Un homme de 52 ans de St-Alphonse-Rodriguez décède d'asphyxie par suffocation, secondaire à l'obstruction du laryngo-pharynx, du larynx et de la trachée par des corps étrangers.

Le jour de son décès, la victime avait pris une certaine quantité de bière. Il s'étouffe en mangeant son steak et l'ambulance est appelée. À l'arrivée des ambulanciers, l'homme est assis dans son lit, une cigarette à la main. Peu de temps après son départ, ne voulant pas aller à l'hôpital et après avoir signé un formulaire de refus de soins, il est ramené par les ambulanciers au domicile de son frère.

Moins de 50 minutes plus tard, les mêmes ambulanciers sont demandés au même endroit. Malgré les soins et les manoeuvres de réanimation sur place et pendant le transport, la victime ne reprend jamais conscience et décède peu après son arrivée au centre hospitalier.

Dans son rapport, le coroner note que le Dr Jean Levasseur, coroner investigateur, avait croisé par hasard l'ambulance transportant la victime et avait décidé de suivre le véhicule jusqu'à l'urgence. Le Dr Levasseur avait remarqué que l'ambulancier, bien assis près du patient, n'avait pratiqué aucune manoeuvre quoiqu'il l'ait vu s'activer à la réanimation quelques mètres avant l'arrivée à l'urgence.

S'enquérant du cas à la salle d'urgence, ayant appris qu'il s'agissait d'un patient en arrêt cardiorespiratoire, le Dr Levasseur a demandé des explications à l'ambulancier. Ce dernier, dépeint comme frais et dispos et non en sueur comme il aurait dû l'être après avoir effectué des manoeuvres, a nié avoir interrompu les manoeuvres de réanimation.

Le coroner n'a pas cru l'ambulancier qui affirme avoir pratiqué des manoeuvres de réanimation au patient tout au long du transport. Par ailleurs, dans l'ultime cas où la deuxième intervention aurait rencontré l'observation plus que parfaite des règles de l'art, il n'y aurait eu pratiquement aucune chance pour les ambulanciers de sauver la vie de la victime, vu le temps de réponse d'au moins 15 à 20 minutes que requiert le trajet pour se rendre sur les lieux.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux:

- 1) implante une centrale de coordination des appels ambulanciers dans la région Laurentides-Lanaudière;
- 2) accorde aux régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec, par réglementation, un pouvoir coercitif à l'égard des personnes qui rendent des services de soins de santé sur leur territoire;
- 3) conjointement avec la Conférence des régies régionales (CRSSS), voie à ce que les régies régionales de la santé et des services sociaux se dotent et dispensent des cours de recyclage de base obligatoires à l'ensemble des techniciens ambulanciers sous leur juridiction, selon des critères qui leur sont propres, mais particulièrement élevés à l'égard de protocoles d'intervention clinique de base et de l'utilisation de certaines pièces d'équipement s'y rapportant, s'associant au besoin, au milieu de l'enseignement pour y parvenir;
- 4) de concert avec le ministère de l'Éducation, revoit l'enseignement et la politique d'intervention préhospitalière sous l'aspect du comportement à adopter par le technicien ambulancier confronté à un refus de soins de la part d'un patient fortement intoxiqué et uniformise la présentation et le contenu du formulaire de refus de soins;

Que la Régie régionale de la santé de Lanaudière:

- 1) favorise la complémentarité du personnel hospitalier/préhospitalier en instaurant une procédure de communication permettant aux techniciens ambulanciers, pendant l'intervention en cours, d'avoir directement accès au personnel de la salle d'urgence du Centre hospitalier concerné;
- 2) favorise les visites systématiques à la place d'affaires des corporations ambulancières sur son territoire, aux fins de mieux garantir la qualité des services de soins préhospitaliers;

Que l'Association des techniciens ambulanciers se dote d'un code de déontologie.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Conférence des régies régionales
Ministère de l'Éducation
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière
Association des techniciens ambulanciers du Québec

Avis/Dossiers: A-117759 90760

Événement :

Un enfant de 2 ans, fréquentant une garderie, est à jouer dans la cour d'une garderie, sur un appareil de jeu, lorsqu'il glisse sur la plate-forme enneigée, tombe et demeure la tête coincée entre le plancher et la barre transversale, dans un espace libre de 7 7/8 pouces.

L'ACNOR a adopté des recommandations portant contre les blessures causées par le coincement de la tête et du cou. Il y est précisé que toute ouverture entre 3 pouces et 10 pouces engendre un risque de coincement de la tête. Toutefois, cette norme n'a aucun caractère prescriptif car il n'existe pas de programme de certification C.A.S. en ce qui a trait aux aires et équipements de jeu.

Le coroner considère que le Règlement de l'Office sur les services de garde à l'Enfance, concernant l'inspection des garderies et des appareils de jeu extérieurs, est insuffisant compte tenu qu'il existe des normes plus précises applicables à ces appareils.

Dans la cour arrière de la garderie, il y a un escalier extérieur situé devant la porte d'entrée des enfants. Cet escalier entrave la vision panoramique sur la cour. Le coroner constate qu'en déplaçant cet escalier vers une extrémité ou l'autre, cela aurait pour effet d'améliorer la visibilité sur la cour arrière et sur les enfants.

Recommandations:

Que le Ministère de la Famille et de l'Enfance:

- 1) procède à amender le Règlement sur les services de garde en garderie (S4.1.r.2) afin que les appareils de jeu extérieurs à l'usage des enfants soient obligatoirement conformes à la norme canadienne CAN/CSA Z614-M90;
- 2) qu'en procédant à la modification réglementaire, ajoute une disposition à l'effet qu'en tout temps, lorsqu'un enfant utilise un appareil de jeu extérieur, un membre du personnel de garde soit affecté à la surveillance de l'appareil;
- 3) qu'en procédant à la modification réglementaire, ajoute une disposition à l'effet qu'en tout temps, lorsqu'un enfant utilise un appareil de jeux extérieurs, celui-ci soit dégagé de toute neige et/ou de surface glacée;

- 4) procède à une vérification immédiate de tous les appareils et aires de jeu extérieurs à l'usage des enfants sous sa juridiction dans le cadre d'un programme d'inspection et utilise ses pouvoirs afin que ces appareils et aires de jeux extérieurs soient obligatoirement conformes à la norme canadienne CAN/CSA Z614-M90;
- 5) révisé son programme d'inspection périodique des garderies sous sa juridiction, en fonction des amendements réglementaires proposés.

Qu'une copie de ce rapport soit transmise à la Régie de la Sécurité dans les sports afin de les informer que les appareils et aires de jeux extérieurs, gérés par les municipalités, devraient être assujettis à une réglementation conforme à la norme CAN/CSA Z614-M90.

Que le Conseil d'Administration de la garderie La Giboulée évalue la possibilité de déplacer l'escalier arrière situé devant la porte d'entrée des enfants vers une extrémité ou l'autre.

Organismes visés:

Ministère de la Famille et de l'Enfance
Régie de la Sécurité dans les sports
Garderie La Giboulée

2.3 Chutes

Avis/Dossier : A-105854 82589

Événement :

Une pensionnaire d'une résidence pour personnes âgées autonomes décède à la suite d'une chute dans une cage d'ascenseur. Cette résidence accueille entre sept et neuf pensionnaires et comprend trois étages: un sous-sol, un premier et un deuxième étage.

Dans cette résidence, il s'agit plutôt d'une plate-forme élévatrice que d'un ascenseur. En arrivant à l'élévateur, la porte est toujours fermée et verrouillée électriquement. Pour ouvrir, on doit utiliser trois boutons: deux orange et un blanc. Les boutons orange font monter ou descendre l'élévateur. Une fois l'élévateur arrivé à l'étage le bouton blanc fait déverrouiller électriquement la porte et on peut alors ouvrir celle-ci avec la poignée. Une fois dans l'élévateur, on referme la porte et on peut se rendre à l'étage désiré en appuyant sur le bouton orange approprié. Arrivé à l'étage désiré, la porte est déverrouillée électriquement et l'élévateur ne peut plus fonctionner.

Dans le cadre d'une enquête publique, il a été démontré que la porte du premier étage n'était pas verrouillée alors que l'élévateur était au deuxième étage. Il y a eu un manque dans le système de verrouillage au premier étage et l'élévateur n'aurait donc pas dû pouvoir se rendre au deuxième étage sans ce verrouillage. Le système de contrôle des portes, permettant d'entrer dans l'élévateur sur les trois niveaux de plancher, était défectueux, dangereux et fut la cause de l'accident.

Les plates-formes élévatrices qui ne respectent pas la norme CAN/CSA-B355-M86 peuvent être dangereuses. La majorité des plates-formes élévatrices installées dans des résidences pour personnes âgées de moins de 9 bénéficiaires ne sont pas conformes à la susdite norme. Cette lacune est due au fait que la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (chapitre CS-3) ne s'applique qu'aux maisons ayant 10 chambres ou plus. Aucune norme n'est obligatoire en regard des plates-formes élévatrices dans les petites résidences pour personnes âgées.

Recommandation :

Que le ministère du Travail amende la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (CS-3) en ajoutant l'article suivant:

- 2.01 Nonobstant la définition de "édifices publics" au paragraphe 2 de la présente Loi, est considérée comme édifice public pour l'application du "Règlement sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, petits monte-charge, trottoirs roulants, plates-formes monte-matériaux et appareils élévateurs pour personnes handicapées" (S-3, r 1.1) toute

maison privée et/ou publique dans laquelle sont logées des personnes âgées contre rémunération, et ce, peu importe le nombre de pensionnaires.

Organisme visé :

Ministère du Travail

Avis/Dossier : A-113987 89254
 A-113990 89454

Événement :

Le câble de suspension du funiculaire, reliant la Terrasse Dufferin et le quartier Petit Champlain à Québec, rupture et cause la chute de la cabine sur une distance de 8 mètres, avant de s'écraser sur le mur d'arrivée au pied de la pente. Les freins d'urgence n'ont pas joué leur rôle. Deux personnes décèdent par la suite.

L'investigation du coroner a démontré que la Régie du bâtiment du Québec exigeait que des essais soient effectués sur les systèmes de freinage d'urgence de chacune des cabines, ce que la compagnie d'entretien Alpin-Otis effectuait, semble-t-il, chaque année.

La compagnie Funiculaire du Vieux Québec, propriétaire du funiculaire, a également un contrat de service et d'inspection avec Alpin-Otis depuis 1964; ce service comprend des examens réguliers, la lubrification, l'ajustement et le remplacement des pièces. Dans le cadre de cette entente, le funiculaire devait être examiné à intervalles réguliers, soit deux fois par mois, sauf du 15 juin au 15 octobre, où l'inspection devait être hebdomadaire.

Au début de l'été 1996, le mécanicien qui se présentait régulièrement a remarqué que le câble était plus mince. Malgré la visite d'un superviseur de la compagnie Otis, le 1er mai 1996, le coroner note qu'aucune mesure n'avait été prise sur le câble et que seule une appréciation visuelle avait été faite, les freins d'urgence n'ayant pas été vérifiés.

Recommandations :

Que la compagnie Otis Canada et ses dirigeants voient à ce que le code de procédures portant sur la maintenance et la gestion mécanique des ascenseurs et des câbles soit respecté intégralement et soit considéré par tous comme un code d'honneur et d'éthique;

Que le Ministère du Travail fasse inclure à la Loi sur la sécurité dans les édifices publics une réglementation spécifique aux funiculaires ainsi qu'une réglementation propre à leur inspection;

Que la Régie du bâtiment, avant de permettre la remise en opération du funiculaire, s'assure que des directives essentielles et obligatoires soient émises et que des freins et des dispositifs de sécurité adéquats soient installés en cas de défaillance.

Organismes visés :

Otis Canada
Ministère du Travail
Régie du bâtiment du Québec

Événement :

Deux travailleurs perdent la vie alors qu'allant installer une corde d'assurance au sommet d'une tour de télécommunication, la plate-forme sur laquelle ils prennent place lors de l'ascension tombe de 115 mètres de hauteur.

À la lumière du rapport d'enquête de la Commission de la Santé et de la Sécurité du travail, il appert que plusieurs normes et règles en matière de sécurité pour les travaux de construction n'ont pas été respectées, notamment, celle d'avoir un avis écrit d'ouverture de chantier à être transmis à la CSST 10 jours avant le début des activités et un programme de prévention du chantier avant le début des travaux.

Dans notre région à grande superficie, de tels chantiers sont fréquents et très éloignés des zones de contrôle. Ainsi, il semble possible d'opérer de tels chantiers sans que les instances de contrôle de sécurité n'en soient avisées.

Recommandation :

Que la Commission de la Santé et de la Sécurité du travail renforce sa vigilance auprès des différents donneurs d'ouvrage potentiels de la région afin qu'ils s'assurent que les entrepreneurs retenus pour faire les travaux de même nature que ceux prévus dans les circonstances soient en mesure de respecter toutes les normes et règles de sécurité relativement à de tels chantiers et ce, avant de commencer lesdits travaux.

Organismes visés :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail
Jovin Communications inc

Avis/Dossier : **A-115861 90483**

Événement:

Un jeune homme, accompagné d'un ami, se rend à la chute Delaney pour une excursion d'alpinisme. Comme il ne restait que quelques mètres à franchir sur les cascades avant d'arriver au sommet, la victime commence à marcher après s'être démis de toute corde et attache. Soudainement la glace s'est effondrée sous son poids et il fut englouti. Son corps ne fut retrouvé que 2 jours plus tard, après de multiples recherches.

Les deux jeunes n'avaient jamais escaladé cette paroi. Ils avaient suivi un cours de trois heures en salle, comprenant un cours de sécurité et avaient deux ans d'activités d'escalade sur glace. Ce qui équivaut à six mois de formation d'escalade sur rocher. Ils avaient plus d'expérience que la majorité des adeptes de ce sport, par contre certaines règles de sécurité semblent avoir été violées.

Recommandations:

Que la Régie de la sécurité dans les sports et la Fédération québécoise de la montagne et de l'escalade:

- 1) fassent une publicité informant la population des plaisirs de l'escalade mais aussi des dangers de ce sport lorsqu'il est pratiqué sans formation adéquate;
- 2) mettent sur pied un programme de formation de moniteurs, ce qui aurait l'avantage d'uniformiser leur formation et de pouvoir mieux les évaluer; dans ce cours, devrait être prévue une formation à l'extérieur car le milieu naturel n'est pas un vaste gymnase;

- 3) prennent les moyens nécessaires afin de mieux contrôler les accès aux sites naturels d'escalade, plus particulièrement les sites d'escalade d'hiver; pour ce faire, chaque escaladeur devrait obligatoirement être accrédité à la suite d'un examen ou d'un stage pratique;
- 4) classifient, si ce n'est déjà fait, les sites d'escalade d'hiver et d'été et les rendent automatiquement disponibles à tout adepte lors de leur cours de formation. Des normes de sécurité spécifiques devraient être attribuées à chaque site.

Que le Ministère des Ressources naturelles place une affiche à la base de la chute Delaney, du type suggéré par monsieur Jacques Laurendeau, escaladeur, à savoir: "Deux amis grimpeurs se sont tués dans l'escalade de cette chute. Soyez prudents et si vous n'avez pas la formation adéquate, évitez donc d'y monter".

Organismes visés:

Régie de la sécurité dans les sports
Fédération québécoise de la montagne et de l'escalade
Ministère des Ressources naturelles

2.4 Incendies

Avis/Dossier : A-98840 80909

Événement :

Un incendie fait une victime dans un logement d'un immeuble, propriété d'une société sans but lucratif exerçant sous le nom de Corporation d'habitation Porte Jaune inc., lequel loue des logements aux personnes à faibles revenus. Le feu a été causé par une cigarette mal éteinte.

Cette personne âgée vivait seule, sans famille immédiate. En janvier 1988, une évaluation psychiatrique diagnostique une démence de Korsakoff caractérisée par de très sérieux problèmes de mémoire et de comportement. On recommande la protection par le Curateur public, le maintien d'un suivi médical et une orientation dans un centre de jour pour stimuler sa sociabilité.

La Corporation d'habitation Porte Jaune inc. s'est préoccupée des agissements de la victime et considérerait la résiliation de son bail vu le risque d'incendie qu'elle représentait et craignait pour la sécurité des autres locataires. Les visites fréquentes du CLSC Métro et la prise en charge par le Curateur public a différé la décision.

Le Curateur public lui attribue le régime public aux biens et à la personne. Il a répondu aux besoins financiers du bénéficiaire selon les demandes formulées de temps à autre par le CLSC Métro. Il n'a pas la garde des personnes qu'il représente à moins que le Tribunal ne la lui confie. Une personne reconnue déficiente qui refuse de façon catégorique et répétée à recevoir des soins d'hébergement dans une institution appropriée du réseau public nécessite l'intervention et l'implication du représentant légal pour lui substituer un consentement libre et éclairé.

Recommandations:

Que le Curateur public:

- 1) demande au Tribunal, lors d'un cas de protection où les incidences d'une absence de famille immédiate, d'isolement et de troubles mentaux sont réunies, et de lui faire part de son intention de déléguer certaines de ses fonctions en conséquence.
- 2) considère en priorité l'opinion des intervenants sur le terrain quant aux décisions à prendre en matière de services sociaux et de soins de santé, et, si nécessaire, d'entreprendre lui-même sans délai les démarches devant le Tribunal pour pallier au refus injustifié et irrationnel de la personne déficiente qu'il représente.
- 3) révisé en conséquence, le cas échéant, certains de ces dossiers actuels qui pourraient présenter des similitudes dans les faits.

- 4) fasse connaître par écrit aux intervenants les motifs sérieux et précis qui justifieraient le statu quo malgré l'avis contraire de ces derniers.

Organisme visé :

Curateur public

Avis/Dossier:	A-115988	88640	A-115992	88641
	A-115989	88637	A-115993	88639
	A-115990	88638	A-115994	88642
	A-115991	88643		

Événement :

Un incendie fait sept victimes dans un foyer pour personnes âgées de Sainte-Geneviève.

Dans le cadre d'une enquête publique il a été démontré que le bâtiment était conforme aux règlements de prévention incendie. Cet immeuble n'était pas soumis aux dispositions du nouveau règlement adopté par la municipalité en date du 10 janvier 1994, puisqu'il avait été construit avant cette date. Si les mesures de prévention préconisées par ce règlement s'étaient appliquées à cet édifice, il aurait été muni de gicleurs automatiques et aucune personne invalide n'aurait pu être logée.

Il a fallu l'intervention de sept (7) corps de pompiers venant de villes différentes pour venir à bout de ce sinistre, comprenant ceux de la ville de Pierrefonds (de l'autre côté de la rue) qui, ne se seraient pas rendus sur les lieux du sinistre si un citoyen n'avait pas commis l'erreur de les aviser de l'incendie, croyant que le bâtiment en cause relevait de leur juridiction.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux s'est engagé dans la bonne voie dans le cas de nouveaux bâtiments ou lorsque des travaux majeurs de rénovation sont effectués dans des bâtisses existantes. La municipalité de Sainte-Geneviève, comme d'autres villes, avait adopté et fait respecter une réglementation agressive en matière de prévention incendie.

Cependant, une telle réglementation ne s'applique pas aux immeubles qui jouissent des droits acquis; c'est-à-dire que sont les règles existantes au moment de la construction qui s'appliquent et donc pas nécessairement celles qui existent au moment de l'incendie.

Une fusion des services d'incendie pourrait éviter, dans le futur, que des pompiers de Montréal-Est circulent devant la caserne des pompiers de Montréal-Est pour se rendre combattre un incendie à Rivière-des-Prairies ou que les pompiers de Sainte-Geneviève ne puissent intégrer leurs collègues de Pierrefonds dans leur plan d'intervention mutuelle.

Recommandations:

Que le ministère de la Sécurité publique:

- 1) édicte des normes provinciales qui devront s'appliquer à l'ensemble du territoire, sans exception, ce qui harmoniserait les divers règlements.
- 2) modifie la législation actuelle de façon à ce que le principe des droits acquis ne puisse plus servir à l'encontre d'une réglementation en matière de sécurité publique, de nuisance ou de protection de l'environnement.

Que les dirigeants des villes de l'Ile de Montréal se penchent à nouveau sur le rapport Coderre sur les services d'incendie de la Communauté urbaine de Montréal, voient à ce que ce document de 1972 soit mis à jour et envisagent la création d'un seul service d'incendie sur l'Ile de Montréal.

Organismes visés :

Ministère de la Sécurité publique
Communauté urbaine de Montréal

2.5 Intoxications

Avis/Dossier : A-115362 90926

Événement :

Pris dans une tempête de neige sur la Route 281 entre l'Autoroute 20 et la route 132 à St-Michel, un homme attend les secours dans son véhicule. Il laisse tourner le moteur un certain temps, ne laissant que les feux de position en état, soufflerie de la chaufferette en action, aspirant ainsi l'air vicié à l'intérieur de l'habitacle, fenêtres fermées. Il s'est endormi rapidement et, fatalement, sous l'effet combiné de la fatigue et du monoxyde de carbone, son véhicule étant rapidement recouvert de neige.

Le monoxyde de carbone est presque indétectable par les sens de l'humain puisqu'il est invisible, inodore et insipide, ces caractéristiques faisant de lui un tueur sournois et silencieux. Ainsi, en plus des bonnes habitudes, comportements et objets que le conducteur devrait avoir en situation critique, le coroner retient qu'un détecteur de CO déclenchant un avertissement sonore serait une composante très utile pour les occupants d'un véhicule automobile. En percevant un taux élevé de CO, l'avertisseur se ferait entendre et couperait le moteur.

La science de la météorologie est devenue un atout indispensable de nos jours, tant pour le voyageur que pour les décideurs, encore faut-il y avoir recours, savoir en interpréter les données pour mieux s'en servir et planifier les préoccupations de chacun. À cet égard, il apparaît important pour le coroner de mettre en évidence la proposition de diffuser intégralement et périodiquement, par une bande défilante au bas de l'écran de nos téléviseurs, les avertissements météorologiques locaux; cette initiative a depuis longtemps été adoptée par les états sud-américains en ce qui concerne les tempêtes tropicales.

L'opération "Dégivreur" de la Sûreté du Québec, comporte des procédures, des modes d'exécutions et des actions attribués à différents membres de la Sûreté, parfois en étroite collaboration avec d'autres organismes comme le Ministère des Transports par exemple. Tenant compte que la Sûreté du Québec a mis cette opération en branle alors que la poudrière battait son plein, un temps précieux a été perdu. À cet égard, il y aurait lieu de concocter une procédure d'affectation exceptionnelle de circonstance, mise en branle 24 heures à l'avance, pour faire en sorte que l'heure venue, les motoneigistes soient en mesure d'assister les patrouilleurs aux endroits difficilement accessibles.

Le Ministère des Transports a la responsabilité de contrôler en premier lieu la libre circulation sur son réseau: lorsque des informations privilégiées, acquises par la connaissance des lieux, l'expérience du passé et des données scientifiques éprouvées, lui permettent de croire qu'en certaines occasions il devra fermer la route pour un certain temps. Il ne doit pas attendre que le mal soit fait pour réagir à la fermeture, car il s'expose à l'obligation morale de devoir ralentir sa tâche pour prêter secours aux usagers qui ont crû à ses expertises, en poursuivant leur route.

Recommandations:

Que Transports Canada sensibilise les constructeurs automobiles de la nécessité de munir celles-ci d'un détecteur efficace de monoxyde de carbone dans l'habitacle et considère un échéancier pour que cette composante devienne obligatoire dans tous les véhicules automobiles fabriqués ou importés au Canada.

Que le Conseil de radiodiffusion et des Télécommunications canadiennes et les Télédiffuseurs québécois (SRC, CBC, TVA, TQS et CTV), considèrent, pour fins d'information exceptionnelle, la télédiffusion uniformisée des avertissements météorologiques d'Environnement Canada susceptibles de compromettre la sécurité des personnes par une bande défilante au bas de l'écran des stations régionales affectées.

Que la Sûreté du Québec établisse une procédure pour l'affectation préventive des motoneigistes à l'approche de tempêtes hivernales susceptibles de déclencher l'alerte "C" de l'Opération dégivreur.

Que le Ministère des Transports procède de façon préventive à la fermeture de routes sous sa juridiction en hiver, tenant compte de ses partenaires municipaux et privés affectés avec lui à l'entretien sur ses réseaux régionaux, particulièrement, il y aurait lieu de:

- 1) établir avec les Services météorologiques d'Environnement Canada des ententes régionales pour initier son personnel en autorité à une meilleure compréhension et une meilleure gestion des informations sur les prévisions météorologiques;
- 2) identifier clairement, après consultation avec ses partenaires, "le décideur régional autorisé" à ordonner les fermetures de routes;
- 3) tenir un registre justifiant, d'une façon circonstanciée par le décideur régional, les fermetures ordonnées;
- 4) prévenir les usagers par une signalisation routière avancée, adaptée aux régions, s'associant aussi aux médias locaux pour la diffusion de l'information pertinente;
- 5) créer une campagne de publicité pour informer la population sur l'approche préventive des fermetures de route et la sensibiliser sur le comportement à adopter en pareille situation.

Organismes visés :

Transports Canada
Ministère des Transports
Sûreté du Québec
Société Radio-Canada
Télévision Quatre Saisons
CRTC
CBC
TVA
CTV

Avis/Dossier : A-115410 88927

Événement :

Un homme étant dans un état d'agitation extrême est arrêté par les policiers de la sûreté municipale de Québec et conduit au poste de police. Après quelques heures dans une cellule de confinement il a été transporté par ambulance à l'hôpital. Il décède d'une intoxication à la cocaïne.

Lors de son arrestation, un policier par une prise d'encolure, réussit à l'amener au sol, à le menotter dans le dos et à l'embarquer dans le véhicule. A leur arrivée au poste de police, il est assis sur une chaise roulante placée à l'entrée des détenus et amené à la salle de confinement étant considéré très agressif et agité. Constatant qu'il était toujours en crise une demande est faite pour son transport à l'hôpital. Lorsque les ambulanciers arrivèrent, ils durent attendre 2 minutes à la barrière avant de se rendre à l'étage des cellules.

Les ambulanciers vérifièrent alors les signes vitaux et réalisèrent qu'il était en arrêt cardiorespiratoire. A son arrivée à l'hôpital, malgré des manoeuvres de réanimation entreprises, son décès est constaté.

Bien que la victime était en état d'arrestation, il se trouvait dans un état de "délire agité". De tels troubles de comportement peuvent être reliés à un problème psychiatrique. Ce comportement peut parfois dissimuler un problème médical sous-jacent. Un patient intoxiqué à la cocaïne peut devenir irrationnel et perdre le contact avec la réalité. Sa température corporelle devient souvent très élevée alors que divers changements se produisent dans son organisme, pouvant conduire assez rapidement au décès.

Un problème d'apparence psychiatrique se différencie difficilement d'une condition médicale nécessitant des soins urgents. Il y aurait avantage à maximiser la formation des policiers. Depuis l'enquête publique sur le décès de John Kordic, l'Institut de police du Québec a mis sur pied un programme de formation des nouveaux policiers visant à les sensibiliser sur la problématique du délire agité et de l'asphyxie positionnelle. Cet enseignement s'est déjà élargi afin de former 196 moniteurs (policiers oeuvrant dans diverses villes) à travers la province, lesquels devaient par la suite répandre leurs connaissances à leurs confrères. Les policiers de la ville de Québec furent parmi les premiers à pouvoir en bénéficier.

Recommandations:

Que la direction du Service de police de la Ville de Québec:

- 1) s'assure que les informations transmises, lors d'une demande pour une ambulance, quant au type de transfert requis et à la condition apparente du bénéficiaire soient adéquates; ceci permettra aux ambulanciers d'intervenir le plus efficacement possible, avec le matériel approprié à leur disposition et qu'ils aient rapidement accès au lieu indiqué;
- 2) s'assure que tous leurs policiers possèdent des notions de base satisfaisantes pour reconnaître qu'un détenu est dans un état comportant un danger potentiel pour sa santé. Lors d'un doute, les inciter à obtenir une évaluation médicale avant de l'amener aux cellules. Des protocoles précis, connus des policiers, soient à leur disposition pour les aider dans les décisions qu'ils ont à prendre.

Que l'Institut de police du Québec:

- 1) s'assure que les futurs policiers acquièrent toutes les connaissances adéquates pour leur permettre d'agir efficacement lorsqu'ils auront à s'occuper de citoyens en état de délire agité;
- 2) continue le travail déjà débuté afin que les connaissances de l'ensemble des policiers du Québec soient à jour en matière de délire agité et d'état d'intoxication.

Organismes visés :

Service de police de la Ville de Québec
Institut de police du Québec
Ministère de la Sécurité publique

Avis/Dossier : A-116421 90193
 A-116422 90194

Événement :

Deux personnes, pensionnaires d'un centre de transition et de réadaptation pour personnes ayant des troubles psychosociaux en provenance du centre hospitalier Douglas de Montréal, décèdent dans leur chambre respective, d'une intoxication au monoxyde de carbone.

Les causes de cet accident proviennent de la fournaise à combustion au gaz naturel. L'encrassement de l'échangeur d'air, permettant la circulation de l'eau pour le chauffage de la résidence, a pour effet de restreindre l'air primaire du brûleur et les gaz de combustion sont rebrûlés, amenant la formation de CO.

De plus, la salle des fournaises était trop petite pour le système en place. Ainsi, la capacité calorifique des appareils demande un maximum de 43 po² pour la superficie d'admission d'air primaire dans le local. Or, cette superficie étanche est de 23 po².

Recommandations:

Que l'installation de détecteur de monoxyde de carbone soit obligatoire pour tous les foyers qui utilisent le gaz naturel comme système de chauffage central et aussi pour ceux qui utilisent le gaz naturel pour le système de chauffe-eau;

Que le Directeur du Centre hospitalier Douglas soit plus vigilant concernant le choix de ces centres de transition, en exigeant une inspection des résidences au moins une fois par année, incluant l'inspection du système de chauffage. Cette inspection devrait s'accompagner d'un certificat de conformité aux règles municipales concernant les incendies.

Que la Direction de Gaz Métropolitain voie à calculer et à mettre en application les normes de superficie d'admission d'air primaire selon la capacité calorifique des appareils à combustion au gaz naturel.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Centre hospitalier Douglas
Gaz Métropolitain

Avis/Dossier : **A-116701 88496**

Événement :

Un homme de 71 ans est retrouvé décédé d'une intoxication médicamenteuse accidentelle, à son domicile, par une auxiliaire familiale d'un CLSC rendant régulièrement visite à son épouse pour subvenir à ses besoins fondamentaux.

Les antécédents médicaux de cet individu rapporte un problème de polymédication. Il était suivi par plusieurs médecins chez qui il "magasinait" sa médication. En plus des nombreux médicaments qui lui étaient prescrits, ce dernier avait accès aux médicaments de sa conjointe, elle-même alitée pour un problème de santé majeur. Donc, en plus du problème de prescription de médicaments, la situation pose tout le problème de la surveillance et de la prise en charge du milieu. Ce qui remet en cause tout le système du bien-être social et le système de santé à l'heure de la dérive, induite par les problèmes économiques.

Recommandations :

Que le Collège des médecins:

- 1) publicise encore une fois, dans le Bulletin du Collège des médecins, le problème de la polymédication, notamment chez les personnes âgées;
- 2) attire l'attention sur les risques associés aux trop grandes quantités de médicaments prescrits;
- 3) tente d'établir des mécanismes de détection pour mettre en évidence, de façon individualisée, les problèmes de polymédication chez un patient donné.

Que le CLSC de Brossard:

- 1) réévalue à l'interne le dossier de la victime, afin de faire la détection de cas similaires qui méritent une intervention plus invasive, dans le but de prévenir les décès évitables dans de circonstances semblables;
- 2) accorde une attention particulière aux problèmes de polymédication et tente de faire la liaison entre les différents intervenants pour réduire les impacts négatifs de ce problème.

Qu'une copie du rapport soit transmise à titre d'information à la direction de la santé publique de la Montérégie et à l'Ordre des pharmaciens du Québec

Organismes visés :

Collège des médecins du Québec
CLSC de Brossard
Direction de la santé publique de la Montérégie
Ordre des pharmaciens du Québec

2.6 Noyades

Avis/Dossiers: A-109285 89005
 A-109286 89006

Événement :

Deux personnes se noient alors qu'elles faisaient de la plongée sous-marine autour du site de l'Empress of Ireland, un paquebot qui a fait naufrage, le 29 mai 1914, au large de Sainte-Luce-sur-Mer.

Les deux personnes étaient des plongeurs d'expérience et avaient déjà effectué des plongées sur le site de l'Empress. En matinée du 28 septembre 1996, en dépit du fait que le Service de météo maritime annonçait un avertissement de coups de vent en vigueur avec une visibilité localement passable sous des averses dispersées, ils décidèrent de se rendre sur les lieux de l'épave. Ce même jour, six plongeurs du programme de plongée professionnelle de l'Institut maritime du Québec et un bateau avec six passagers à son bord ont renoncé à leurs activités de plongée, en raison des prévisions de météo maritime annoncées.

Les analyses du matériel utilisé par les deux plongeurs ont révélé qu'il était en bon état de conservation et de fonctionnement et que l'air dans les bouteilles était de qualité respirable. L'expert de la Direction des expertises judiciaires s'est interrogé sur la qualité des équipements utilisés pour remplir ces bouteilles.

L'absence de suivi des règles de base de sécurité et le fait d'avoir plongé dans des conditions météorologiques défavorables sont des facteurs qui ont contribué aux décès de ces personnes. Il a aussi été noté l'absence de réanimation cardiorespiratoire dans les minutes qui ont suivi le retour des victimes à la surface, sur le bateau, la non administration d'oxygène aux victimes lors de leur transport du bateau aux ambulances.

Cette épave est devenue au fil des ans un endroit très fréquenté par les amateurs de plongée sous-marine. Plusieurs centaines d'adeptes s'y rendent chaque automne, alors que les conditions y sont optimales.

Recommandations:

Que le Club de plongée l'Empress de Rimouski et le Musée de la Mer de Pointe-au-Père:

- 1) dotent d'un certain aménagement le site de plongée autour de l'épave de l'Empress of Ireland. Des pancartes pourraient être installées près du Musée de la mer de Pointe-au-Père et au port de Rimouski-Est, indiquant les conditions de météo maritime, le numéro de téléphone du Bureau des services météorologiques et environnementaux de l'Est du Québec, un schéma de l'épave et la liste de l'équipement requis pour plonger sur le site de l'Empress;
- 2) rendent de l'oxygène disponible à tout bateau qui amène des plongeurs sur le site. Les plongeurs se trouvant à une trentaine de minutes des services ambulanciers, ces derniers devraient pouvoir ainsi bénéficier d'oxygène pour rester en vie jusqu'à l'utilisation de la chambre hyperbare, si nécessaire. L'équipement associé à l'utilisation de l'oxygène, soit masque, ambu, guedelle devraient aussi être disponibles.

Que le ministre des Affaires municipales:

- 1) favorise la participation de plongeurs à club ayant un instructeur reconnu afin que les règles de sécurité de base y soient remémorées régulièrement, même aux plongeurs expérimentés;
- 2) rende obligatoire les cours de réanimation cardiorespiratoire dans les cours de plongée de base avec une recertification périodique pour les cours de réanimation cardiorespiratoire;
- 3) voie à ce que de la formation soit donnée aux plongeurs sur l'utilisation de l'oxygénothérapie en cas d'urgence;

- 4) réglemente la qualité de l'air respirable dans toutes les activités de plongée, récréative ou commerciale et promulgue que la norme CAN3-Z180.1-M85 intitulé: "Air comprimé respirable: production et respiration" doit être obligatoirement respectée en tout temps par les stations d'air et que deux tests d'air devront être effectués à chaque année en début d'été et en début d'hiver, suivant des normes précises déterminées et instaure un programme cyclique d'inspection de production d'air.

Que le Centre hospitalier régional de Rimouski et l'Institut maritime du Québec:

- 1) voient à ce que le programme d'utilisation de la chambre hyperbare de l'Institut maritime soit opérationnel dans un délai rapproché;
- 2) voient à ce que ce programme inclut aussi les soins nécessaires lors du transport de la victime depuis son site d'accident jusqu'à la chambre hyperbare pour obtenir les traitements nécessaires.

Organismes visés:

Club de plongée l'Empress
Musé de la mer de Pointe-au-Père
Ministère des Affaires municipales
Centre hospitalier régional de Rimouski
Institut maritime du Québec
Bureau des services météorologiques et environnementaux de l'Est du Québec
Régie de la sécurité dans les sports du Québec
Fédération québécoise des activités subaquatiques

Avis/Dossier : A-113148 87668

Événement:

Un garçon de 15 ans est retrouvé noyé dans la piscine familiale. Au moment de sa découverte, l'échelle de la piscine était brisée et flottait sur l'eau. Des manoeuvres de réanimation ont été tentées, sans succès.

Un appel est logé au poste de la sûreté municipale de Mirabel pour envoi urgent d'une ambulance pour un cas de noyade au 7944 Belle-Rivière. Au même moment, un appel est logé au centre de réception d'appels d'urgence Laurentides-Lanaudière (CRAULL) pour obtenir des services d'urgence pour un enfant en crise d'épilepsie au 10144 Belle-Rivière. Ainsi, lorsque la sûreté municipale de Mirabel contacte le CRAULL pour envoi d'une ambulance sur la rue Belle-Rivière, le répartiteur du CRAULL ne réalise pas qu'il s'agit d'un autre appel et lui confirme que l'ambulance est déjà en direction.

Plus tard, constatant la méprise, le répartiteur du CRAULL actionne le téléavertisseur d'un autre véhicule ambulancier. Comme les techniciens ambulanciers ne sont pas dans le véhicule et étant donné qu'ils n'ont pas de système de télécommunication mobile, on ne peut les rejoindre directement. Ce qui a entraîné des délais supplémentaires.

Recommandations :

Que la Sûreté municipale de Mirabel améliore la façon de loger les appels au service d'ambulances en ayant disponible et en transmettant toujours au service d'ambulances, l'endroit de la demande d'aide, la nature de la demande ainsi que le sexe et l'âge de la ou des victimes.

Que les Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière améliore sa façon de colliger les renseignements lors d'un appel pour toujours obtenir au minimum, l'endroit de la demande d'aide, la nature de la demande, le sexe et l'âge de la ou des victimes.

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux ainsi que les Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière voient à moderniser les télécommunications entre les techniciens

ambulanciers et la répartition du Centre de réception des appels d'urgence Laurentides-Lanaudière pour qu'en tout temps, les communications puissent se faire directement.

Organismes visés :

Régie régionale de la santé et des services sociaux
Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière Ltée
Sûreté municipale de Mirabel

Avis/Dossier: A-115118 87979

Événement:

Deux personnes se baignent en amont d'une chute sur la Rivière Simon à Christieville, dans la municipalité de Morin-Heights. L'une d'elle se noie en voulant porter secours à un chien. Elle a été entraînée par le courant, est passée par-dessus le barrage pour tomber dans le remous subséquent. La personne qui l'accompagnait a tenté d'aider la victime mais fut aussi prise dans le tourbillon mais a pu sortir.

Trois décès sont survenus à cet endroit. Cette chute est la suite d'un restant de barrage construit il y a plusieurs années. et est fréquentée par les gens de la municipalité. Un câble de rétention qui avait été installé par la municipalité n'était pas tendu de façon adéquate.

Le barrage crée un bassin de rétention dont la quantité d'eau varie selon le débit de la rivière. Au site de l'accident, il y avait une affiche interdisant la baignade qui était placée depuis quelques années, à la suite du deuxième décès.

Recommandations:

Que la Municipalité de Morin-Heights étudie le rapport soumis par la Direction de la santé publique des Laurentides et mette en application le plus rapidement possible les trois premières recommandations, soit:

1) Information et sensibilisation

"L'information et la sensibilisation des éventuels baigneurs sont des méthodes privilégiées par la santé publique pour modifier des comportements à risque. Il faut renseigner à la fois sur le nombre de victimes mais aussi sur ce qu'est un remous et pourquoi cela constitue un si grand danger."

2) Information sur le barrage et le danger qu'il représente

"Des écriteaux devraient être installés dans les sites d'accès les plus fréquentés. Un tel écriteau a été installé peu de temps après le dernier accident mais a dû être enlevé, peut-être en partie à cause de son aspect (écriture rouge sur fond blanc sur une feuille de 4 pieds par 8 pieds).

Afin d'augmenter "l'acceptabilité" des écriteaux sur le plan visuel et environnemental, ceux-ci devraient être de dimension adéquate, bien visibles mais en harmonie avec le milieu (couleur acceptable). Dans le but de mieux communiquer le risque il pourrait être envisagé d'y indiquer des données comme l'âge, le sexe de la victime et la date de l'accident. Il ne s'agirait alors plus de personnes "fictives" mais de victimes avec lesquelles les baigneurs sont susceptibles de s'identifier, ce qui augmente habituellement la perception du risque."

3) Information sur le barrage et le danger qu'il représente

"Un barrage est la structure idéale pour créer des remous.

Les remous sont bien connus des kayakistes, des amateurs de rafting et des habitués des rivières. Ces remous peuvent être d'une puissance extrême mais ils sont mal connus de la

population en général. Ils surviennent quand l'eau s'écoule au-dessus d'un obstacle, causant une dépression qui produit un vide (vacuum) relatif dans lequel l'eau qui se dirige vers le bas peut recirculer. Les barrages sont reconnus pour former des remous massifs avec un potentiel de recirculation énorme."

- 4) voie à remblayer la fosse présente après le barrage afin de diminuer la formation de remous;
- 5) prévoient un système de retenue adéquat et tente de mettre en place des moyens de secours pour les gens qui pourraient éventuellement s'aventurer dans ce barrage;

Que la Direction de la santé publique des Laurentides revoie ce site au milieu de l'été 1997 et fasse part de leurs commentaires à la municipalité.

Organismes visés:

Municipalité de Morin-Heights
Direction de la santé publique des Laurentides

Avis/Dossier:	A-116139	88872
	A-116140	88871

Événement:

Deux personnes, devant aller faire de la plongée en Ontario, apprennent que la sortie sous-marine est annulée. Sans avertir personne, elles décident de faire de la plongée sous-marine en amont du barrage d'Hydro-Québec à Coteau-du-Lac. Elles décèdent après avoir été aspirées par l'effet de succion et coincées dans le bas de la porte du barrage.

Il apparaît au coroner que les deux plongeurs ont fait preuve de témérité en s'aventurant sur un site interdit où le danger était clairement indiqué. Or, une des victimes connaissait l'endroit pour y avoir déjà travaillé antérieurement. Elle possédait une clé permettant d'avoir accès au site du barrage. La chaîne de la barrière était verrouillée avec un cadenas qui était inconnu de l'employé d'Hydro-Québec.

Recommandations:

Que les écoles de plongée sous-marine du Québec rappelle à tous les plongeurs la consigne impérative de ne jamais plonger en amont d'un barrage;

Qu'un plongeur consciencieux s'informe auprès d'un centre de plongée locale ou d'une personne qui connaît bien les lieux, du danger potentiel ou des conditions particulières susceptibles d'être rencontrées lors d'une plongée sur un site qui ne lui est pas familier. Une personne devrait être informée du plan de plongée, lequel devrait comprendre le nom du plongeur, le lieu de plongée ainsi que l'heure prévue du retour;

Qu'advenant un délai de fermeture du plan de plongée, ce premier répondant soit responsable d'initier les procédures de recherche et de sauvetage.

Qu'Hydro-Québec installe des panneaux indicateurs aux extrémités des barrages expliquant le danger d'aspiration au bas d'une porte mal fermée. Ce panneau pourrait représenter sous forme de dessin, un plongeur ou un baigneur encerclé représentant une interdiction;

Que, lorsqu'un surveillant remet la clé à Hydro-Québec à la fin des travaux effectués par des sous contractants, un agent de sécurité vienne inspecter les lieux et complète par la même occasion un rapport écrit.

Organismes visés:

Fédération québécoise des activités subaquatiques
Hydro-Québec

2.7 Autres accidents

Avis/Dossier: A-114451 89845
 A-114852 89866

Événement:

Deux chasseurs décèdent d'hypothermie après que, l'embarcation dans laquelle ils prennent place, coule dans le lac Montjoie à St-Denis de Brompton. Le poids combiné des victimes avec leurs vêtements et leurs armes a abaissé la ligne de flottaison. Au moment de l'événement, le lac était agité par un vent causant des vagues de 2 pieds. De plus, l'embarcation prenait l'eau par une ancienne brèche de 15 cm à l'avant.

Des résidents entendent un homme crier à l'aide et appellent les policiers. Arrivés sur les lieux, ces derniers constatent la présence, à l'aide de jumelles, d'un canot à demi submergé. Les pompiers de Saint-Denis de Brompton sont avisés et confirment avoir accès à une embarcation. Les pompiers se rendent sur les lieux avec un camion incendie mais sans embarcation. Avec les policiers, ils entreprennent des recherches chez les résidents pour trouver une embarcation à moteur. Une telle embarcation est difficile à trouver puisqu'un règlement interdit les embarcations à moteur sur ce lac. Ce n'est que 2 heures après l'appel aux policiers et 1 heure après l'appel aux pompiers qu'une embarcation sera mise à l'eau pour rescaper les victimes.

Recommandations:

Que les autorités de la Sûreté du Québec voient à ce que leurs postes établissent un registre indiquant sur leur territoire les lieux et la disponibilité des ressources appropriées aux circonstances;

Que le Ministère des Affaires municipales encourage fortement les municipalités bordées par des plans d'eau d'avoir à la disposition de leur unité de secours, une embarcation appropriée pour porter rapidement secours aux naufragés;

Que la municipalité de Saint-Denis de Brompton acquiert, pour son unité de secours, une embarcation capable de porter secours rapidement aux naufragés.

Organismes visés:

Sûreté du Québec
Ministère des Affaires municipales
Municipalité de Saint-Denis de Brompton

3. ACCIDENTS DE TRAVAIL

3.1 Accidents avec machines

Avis/Dossier: A-110440 87664

Événement:

Un mécanicien décède à la suite d'une chute de la flèche d'une grue qui tombe sur lui lors d'une opération de démontage.

Après enquête il a été constaté que la procédure de démontage de la flèche était incorrecte. L'enlèvement des deux chevilles sans, au préalable, avoir calé ou soutenu à l'aide du harnais les éléments de la flèche a entraîné la chute de la flèche sur le travailleur. Il est à noter que la formation des grutiers n'est pas adéquate en ce qui concerne le montage et le démontage des flèches

Recommandations:

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) développe un cours de formation pour les mécaniciens d'entretien qui ont à monter ou à démonter des grues ou à faire des travaux d'entretien et de réparation sur celles-ci et exige que les propriétaires de grues mettent en place ce programme de formation pour tous les mécaniciens grutiers et aide-grutiers afin qu'ils aient la formation et la compétence requises dans l'exercice de leur travail.

Cette responsabilité pourrait être déléguée à l'Association sectorielle paritaire pour la santé et la sécurité au travail secteur Construction, qui est mandatée par la CSST pour informer et former les travailleurs et que celle-ci fasse en sorte que lesdits correctifs soient annotés au manuel du grutier et demande à l'Association canadienne de normalisation (CSA) que les chevilles symétriques à double goupilles et le garde de protection des goupilles pour grues à câble deviennent le standard.

Organismes visés:

Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Association sectorielle paritaire pour la santé et la sécurité du travail
 Association canadienne de normalisation

3.2 Collision de véhicules moteurs

Avis/Dossier: A-112788 86786

Événement:

Un accident survient sur l'autoroute 40 lorsque le conducteur d'une camionnette de livraison circulant derrière un camion remorque, dont le chargement l'empêche d'avoir une vue directement en avant, commence un dépassement par la gauche. Il entre en collision avec un camion à ordures immobilisé dans la voie de gauche. Le conducteur de la camionnette décède dans cet accident.

Comme il n'y a plus d'accotement à gauche rendu au viaduc Henri-Bourassa, le camion à ordures s'est placé dans la voie de gauche et continuait à basse vitesse pendant qu'une autre personne chargeait les ordures du terre-plein central. Aucun véhicule avec flèche suivait le camion et aucun dispositif spécial pour annoncer sa présence avait été placé; seulement les feux arrières étaient allumés.

Recommandation:

Que le ministère des Transports voie à exercer un contrôle plus sévère avec les sous-traitants qui ont le mandat de nettoyer les abords des autoroutes au printemps.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-116041 91110

Événement :

Un conducteur d'une semi-remorque, occupé à faire un déversement de sable au Parc des chutes de la Chaudière à Charny, est mortellement blessé lorsque ladite remorque se renverse sur le côté et écrase la cabine du camion.

L'investigation a démontré que la victime n'avait pas respecté la méthode recommandée pour déverser sécuritairement le contenu de la benne. Celle-ci consiste d'abord à aligner le tracteur et la remorque et, lorsque positionné dans une pente, le tracteur doit se situer au plus haut point.

Les risques de déversement associés à l'usage de remorques à benne basculante sont bien connus. Cependant, malgré ce fait, l'enquêteur de la C.S.S.T. n'a pu consulter aucune documentation écrite à cet égard.

Recommandations:

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec rédige un règlement qui exigerait, lors de la formation d'un chauffeur classe 1, des connaissances spécifiques tant théoriques que pratiques pour le travail sur un chantier de construction. Ainsi, la connaissance et l'habileté du chauffeur sur la manoeuvre de déversement d'une semi-remorque à benne basculante en chantier comme ailleurs seraient évaluées lors de l'examen pour l'obtention du permis.

Que G.P.C. Excavation assure à ses travailleurs, tel que spécifié à l'article 51.9 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, la formation appropriée, afin de faire en sorte qu'ils aient l'habileté et les connaissances requises pour accomplir de façon sécuritaire le travail qui leur est confié.

Organismes visés:

Société de l'Assurance automobile du Québec
G.P.C. Excavation

Avis/Dossier : A-115785 91497

Événement :

Un camionneur de 24 ans, conduisant un tracteur routier chargé d'une cargaison de bardeaux d'asphalte, perd le contrôle de son poids lourd, quitte la Route 15 sur laquelle il circulait, plonge dans la rivière l'Acadie, fracasse la glace et s'enlise dans la terre. La cabine du conducteur est complètement recouverte de boue et de terre.

Aux États-Unis, l'installation d'un système de bandes sonores sur l'accotement des autoroutes a contribué à diminuer considérablement le taux d'accidents de type "sortie de route". Le bruit et la vibration de cette bande réussissent à éveiller le conducteur.

Par ailleurs, la révision des heures travaillées et de repos par la victime, avec les données disponibles, permet de conclure qu'elle aurait dormi 6 heures non consécutives en 21 heures de conduite et de travail. Les amendes aux conducteurs ayant fourni de faux renseignements sont de 200\$. Ce qui n'est pas tellement élevé. De plus, quant à la responsabilité du transporteur, il doit voir à ce que le conducteur inscrive toutes les informations dans le registre des heures de conduite et de travail.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports installe des bandes sonores causant une vibration sur les accotements le long des autoroutes pour réveiller les conducteurs qui s'endorment et quittent la chaussée.

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec voie à l'établissement de normes plus sévères et de contrôles plus stricts avec effets dissuasifs pour assurer un respect des heures de repos et de sommeil des camionneurs.

Organismes visés:

Ministère des Transports
Société de l'Assurance automobile du Québec

3.3 Noyade

Avis/Dossier : A-108625 88606
 A-108626 88607

Événement :

Deux travailleurs, oeuvrant dans des fosses à fumier, décèdent par noyade après être descendus dans un regard pour y effectuer des réparations. La présence de du sulfure d'hydrogène dégagé par le fumier a occasionné une perte de conscience chez les travailleurs.

La présence de sulfure d'hydrogène (plus lourd que l'air), une mauvaise méthode de travail et l'absence de ventilation causée par l'obstruction du drain qui assurait la ventilation ont contribué à cet accident mortel.

Recommandations :

Que la Commission de la Santé et de la Sécurité du travail:

- 1) cible les entreprises procédant à la construction de fosses à fumier et s'assure que leurs méthodes de travail est adéquate;
- 2) s'assure que le travailleur procédant à ce type de travail ait reçu la formation adéquate.

Organisme visé :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

3.4 Piétons

Avis/Dossier : A-113666 87806

Événement :

Un accident de travail survient au moment où un travailleur du ministère des Transports s'affairait à des travaux d'arpentage hors route dans le secteur Moquin près d'un kilomètre à l'est du village de Larouche, lorsqu'il fut heurté par un train alors qu'il se trouvait sur la voie ferrée.

Au moment de l'accident, deux travailleurs procédaient au découpage de la portion située près de la route 170, alors que la victime était près de la voie ferrée. La direction du Canadien national n'a pas été informée des travaux d'arpentage. La planification des travaux n'avait pas prévu l'horaire des trains. Le programme de prévention ne contient pas d'analyse de risques en ce qui concerne le travail d'arpentage aux abords d'une voie ferrée. Le ministère des Transports relève de la juridiction provinciale alors que le Canadien national relève de la juridiction fédérale.

Recommandations:

Que le ministère des Transports applique les recommandations produites par le Comité de santé sécurité du ministère:

- 1) Lorsque des travaux se situent aux abords ou sur une voie ferrée, d'aviser par écrit les autorités propriétaires du chemin ferroviaire, de l'exécution des travaux en y indiquant:
 - a) la nature des travaux;
 - b) les dates prévues du début et de la fin des travaux;
 - c) l'endroit précis des travaux;
 - d) l'horaire de travail que respectera l'équipe affectée à ces travaux;
 - e) le nombre de membres de l'équipe et le nom de la personne responsable sur les travaux.

- 2) En concertation avec la compagnie propriétaire du réseau ferroviaire, de déterminer et d'établir des signaux à installer près de la voie ferrée, lesquels signaux avertiront les conducteurs de train de la présence de personnes, près ou sur la voie ferrée.

De plus, l'entente définira:

- a) la forme du signal;
 - b) le nombre de panneaux qui seront nécessaires;
 - c) les distances minimales à respecter pour l'installation des signaux;
 - d) un plan ou croquis approuvé par la compagnie propriétaire, illustrant la signalisation à appliquer;
 - e) déterminer qui aura la responsabilité de l'installation de la signalisation.
- 3) Obtenir de la compagnie propriétaire, l'horaire précis des convois ferroviaires, lorsque des travaux sont prévus, près ou sur une voie ferrée.
- 4) Tenter d'obtenir l'engagement formel et écrit de la compagnie propriétaire, qu'elle avisera, dans le plus bref délai, toute dérogation à l'horaire fourni.
- 5) Fournir l'horaire des trains au responsable de l'équipe de travail et de l'aviser de tout changement à cet horaire.
- 6)
 - a) Etablir une procédure générale à suivre pour l'exécution des travaux aux abords ou sur les voies ferrées;
 - b) Organiser des sessions d'information pour les travailleurs concernant la procédure à suivre.
- 7) A chaque occasion où des travaux seront nécessaires aux abords ou sur des voies ferrées;
- a) informer l'équipe de travail et son responsable, des dangers spécifiques à ce genre de travail, et ce, avant le début de chacun de ces travaux;
 - b) fournir tous les documents nécessaires à la réalisation des travaux, documents cités aux recommandations portant les numéros 2,3, et 4.
- 8) Instaurer la consigne obligatoire, de tous les membres de l'équipe de travail, d'avertir tous les équipiers, dès la perception visuelle ou auditive, de l'approche d'un convoi ferroviaire, lors de travaux près ou sur une voie ferrée.

Organisme visé:

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-114033 88913

Événement :

Un accident de travail survient au moment où un conducteur d'un camion immobilise son véhicule devant une entrée afin de pouvoir reculer. Le père du conducteur lui demande de se repositionner à cause d'une camionnette qui nuit à la manoeuvre. Il avance son camion, et au même moment, il renverse un piéton qui arrivait de la droite et qui passait devant le camion.

Même si l'état mécanique du camion n'est pas la cause de l'accident mais plutôt la visibilité, le camion était non conforme au Code de la sécurité routière et à sa réglementation. Plusieurs défauts mineurs et majeurs ont été constatés. Sa plaque d'immatriculation a été confisquée.

Recommandations:**Que Transports Canada:**

- 1) oblige les propriétaires de camion, dont la masse nette est de plus de 5 500 kg , et/ou les fabricants à installer un miroir convexe sur l'aile avant gauche afin de permettre au conducteur de bien voir l'avant de la calandre;
- 2) recommande une étude de faisabilité quant à l'installation de trois (3) détecteurs à mouvement sur la calandre avec un rayon d'action de 70 cm chacun, lesquels pourraient émettre un signal sonore au conducteur pour l'avertir de la présence d'un piéton.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec:

- 1) modifie sa réglementation relative à la vérification et l'immatriculation des camions dont la masse nette est de plus de 5 500 kg, afin qu'aucune immatriculation ne soit émise si le propriétaire n'a pas soumis son véhicule à une vérification mécanique dans les 30 jours précédant l'immatriculation;
- 2) entreprenne les démarches pour faire amender le Code de la sécurité routière, afin que la pénalité encourue par le propriétaire qui permet la circulation et/ou le conducteur d'un camion dont le certificat de vérification mécanique est expiré soit plus dissuasive qu'elle ne l'est actuellement.

Organismes visés:

Transports Canada

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis/Dossier: A-114168 87860

Événement:

Alors qu'il quitte à pied le traversier Camille Marcoux, un homme est écrasé sous les roues d'une remorqueuse qui reculait du navire sur le débarcadère du terminal maritime de Baie-Comeau.

D'après les constatations, ni le conducteur de la remorqueuse ni le signaleur n'ont vu le piéton qui marchait au milieu du débarcadère alors que la remorqueuse faisait marche arrière. Un seul signaleur guide un conducteur de véhicule qui sort du navire. Sur la remorqueuse, il n'y a aucun avertisseur sonore automatique de marche arrière.

Recommandations:

Que la Société des traversiers du Québec révise sa directive concernant le débarquement en marche arrière de tout véhicule, conformément au Règlement sur les établissements industriels et commerciaux.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et le Ministère des Transports apportent les modifications législatives au Code de la sécurité routière ayant pour effet d'obliger les véhicules de plus de 5 500 kilos d'être muni d'un klaxon automatique pour la marche arrière.

Que la Société des traversiers du Québec, Transports Canada et le Ministère des Transports unissent leur action pour construire ou faire construire, sur les quais qui leur appartiennent ou lesquels ils ont juridiction, un accès piétonnier distinct, dans le but de permettre et obliger les piétons d'atteindre directement le pont supérieur du traversier, sans avoir à transiter par le pont des véhicules comme actuellement, en passant par l'étrave du navire.

Organismes visés:

Société des traversiers du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports
Transports Canada

3.5 Électrocutions

Avis/Dossier : A-111597 90169

Événement :

Un travailleur perd la vie par électrocution alors qu'il procède à la pose d'un toron (câble d'acier) au-dessus de la route 112 à Saint-Césaire. Il est électrocuté par les câbles électriques sous lesquels il travaillait, suite à un bris accidentel du poteau qui les soutenait, occasionné par un camion remorque circulant sur la Route 112.

Recommandations :

Que la compagnie Teltech 2000 inc. fasse une seconde révision de son programme de prévention des accidents pour l'entreprise et ajoute aux procédures particulières en page 9, que lorsqu'il y a utilisation de chaînettes servant à faire traverser des routes aux torons, que celles-ci ne soient enlevées qu'une fois les torons tensionnés.

Que la CSST fasse l'inventaire des entreprises oeuvrant dans le domaine des installations de câbles aériens et souterrains et s'assure qu'elles ont un programme de prévention des accidents qui soit adéquat. Programme dont la compagnie et les employés s'engagent à suivre.

Organismes visés :

Teltech 2000 inc.
Commission de la santé et la sécurité du Travail

4. SUICIDES

Avis/Dossier : A-116713 91691

Événement :

Une femme de 32 ans, connue comme ayant des problèmes psychosociaux lourds, est arrêtée suite à un comportement violent. Amenée et incarcérée au poste de la Sûreté municipale de Longueuil, elle se pend dans sa cellule.

L'investigation du coroner a permis de mettre en évidence qu'un très grand nombre de facteurs sont en cause en ce qui concerne l'autodestruction lors d'une incarcération. Nonobstant le fait que les policiers tentent d'évacuer la confusion des rôles qui leur incombent, c'est-à-dire la fonction policière versus celle de travailleur social, il n'en demeure pas moins que leur fonction première doit viser essentiellement la protection du citoyen. Et c'est dans ce contexte qu'il faut accorder une certaine énergie à la sensibilisation du milieu policier.

Par ailleurs, les milieux policiers doivent se doter d'outils d'évaluation des risques suicidaires chez les détenus et instaurer des mesures de surveillance particulière chez les sujets à risque. Enfin, à partir de l'analyse de différents paramètres de l'incarcération, il faudrait accorder plus d'importance à l'organisation et aux procédures qui concernent la surveillance des sujets à risque de suicide lors d'une incarcération.

Recommandations:

Que les corps de police municipaux du Québec et l'Institut de police du Québec:

- 1) considèrent une campagne de sensibilisation aux risques inhérents de suicide chez les prévenus incarcérés dans les cellules municipales, notamment qu'une attention particulière soit accordée aux facteurs suivants:
 - a) la nature du problème ayant conduit à l'incarcération (en particulier, la violence conjugale et/ou familiale);
 - b) les antécédents (violence, tentative de suicide, etc.);
 - c) l'isolement en cellule.
- 2) tentent de standardiser dans la mesure du possible, à l'échelle provinciale, une grille d'évaluation évolutive (avant et pendant l'incarcération) pour la détection de risques suicidaires chez les prévenus.
- 3) proposent une procédure standardisée pour la surveillance des prévenus à risque en accordant une importance particulière aux premières 24 heures d'incarcération, notamment:
 - a) définir la responsabilité de surveillance par monitoring;
 - b) définir la fréquence des rondes (contact visuel direct) auprès des prévenus;
 - c) mesurer en cours d'incarcération l'évolution du risque suicidaire;
 - d) tenter de minimiser les effets d'isolement, en particulier lors d'une première incarcération.
- 4) tentent d'obtenir le plus tôt possible une ordonnance d'examen psychiatrique dès lors que l'on identifie un risque suicidaire sérieux.

Que l'administration de la sûreté municipale de Longueuil:

- 1) considère une campagne de sensibilisation aux risques inhérents de suicide chez les prévenus incarcérés dans les cellules municipales, notamment qu'une attention particulière soit accordée aux facteurs suivants:
 - a) la nature du problème ayant conduit à l'incarcération (en particulier, la violence conjugale et/ou familiale);
 - b) les antécédents (violence, tentative de suicide, etc.);
 - c) l'isolement en cellule.
- 2) établit une grille évolutive (avant et pendant l'incarcération) pour la détection des risques suicidaires.
- 3) propose une procédure standardisée pour la surveillance des prévenus à risque en accordant une importance particulière aux premières 24 heures d'incarcération, notamment:
 - a) définir la responsabilité de surveillance par monitoring;
 - b) définir la fréquence des rondes (contact visuel direct) auprès des prévenus;
 - c) mesurer en cours d'incarcération l'évolution du risque suicidaire;
 - d) tenter de minimiser les effets d'isolement, en particulier lors d'une première incarcération.

- 4) tentent d'obtenir le plus tôt possible une ordonnance d'examen psychiatrique dès lors que l'on identifie un risque suicidaire sérieux

Que ce rapport soit soumis pour étude à l'administration de la Ville de Longueuil et au ministère de la Sécurité publique.

Organismes visés:

Service de police de Longueuil
Ville de Longueuil
Institut de police du Québec
Ministère de la Sécurité publique
Association des directeurs de police et pompiers du Québec

Avis/Dossiers :	A- 99191 81904	A-108458 82806
	A-100770 81651	A-109706 84080
	A-105109 82107	A-109707 84423
	A-105292 85056	A-110429 88406
	A-106458 83780	A-111507 86765
	A-107081 85900	A-111807 85461

Événement :

Enquête publique concernant les décès de 12 personnes incarcérées dans des centres de détention du Québec.

L'enquête a mis en lumière une déficience de l'organisation matérielle par la présence, dans les cellules, de crochets pouvant supporter le poids d'une personne et l'absence, dans certains centres, de draps et de jaquettes antisuicides ainsi que des cellules munies de caméra de surveillance.

De plus, la majorité des centres souffrent de manque de personnel de sorte qu'on n'a pas le temps de prendre connaissance du dossier social lors du dépistage du risque suicidaire et qu'on ne peut avoir l'assurance qu'il y aura évaluation et suivi du risque suicidaire dans les délais fixés.

La réanimation cardiorespiratoire dans les centres où les cas sous enquête se sont produits démontre, à l'exception d'un seul, une situation qui est le reflet des failles des instructions des Services Correctionnels, de sorte qu'il n'y a pas de recertification obligatoire en RCR pour les membres du personnel infirmier et que règle générale, les délais pour faire appel aux services extérieurs sont énormes.

Il y a un constat sur l'absence de réglementation pour les infirmeries et les bureaux de santé des centres de détention, de sorte qu'il n'y a aucun Comité de médecins, dentistes et pharmaciens dans les centres dotés d'une infirmerie, il n'y a aucune évaluation médicale des actes posés par les membres du personnel infirmier et, dans certains centres, il n'y a aucune norme pour la tenue des dossiers médicaux.

Recommandations:

Que les Services Correctionnels du Québec fassent appel au service d'un urgentologue pour l'élaboration d'instructions en matière de RCR qui devront obligatoirement être suivies et qui garantiront des délais rapides d'intervention et de relais aux services des intervenants de l'extérieur. Qu'il y ait une recertification aux 2 ans pour les agents des services correctionnels et des membres du personnel infirmier. Qu'il y ait la présence d'agents des services correctionnels et/ou de membres du personnel infirmier dûment formés et recertifiés sur les quarts de travail. Un exercice bisannuel pour tous les membres du personnel infirmier et les agents des services correctionnels formés en RCR permettra de s'assurer que les délais d'intervention sont respectés. Une évaluation bisannuelle des délais d'intervention devra être réalisée.

Qu'il y ait une réglementation prévoyant, à tout le moins, que les actes posés par le personnel infirmier et les dossiers médicaux seront évalués et tenus selon les normes applicables dans les hôpitaux. De plus, dans les centres dotés d'une infirmerie avec services de médecins, de dentistes et de pharmaciens, il y ait un Comité des médecins, dentistes et pharmaciens ayant les mêmes pouvoirs et devoirs qu'en milieu hospitalier.

Que l'on demande systématiquement à toute personne incarcérée ce, dès l'admission, si elle a des antécédents psychiatriques et si elle est en sevrage d'alcool ou de drogues.

Que les détenus(es) souffrant de maladie psychiatrique, qui sont en psychose, soient incarcérés(es) dans des centres disposant à tout le moins d'une infirmerie et de psychiatres disponibles sur place.

Que tout centre de détention, recevant un(e) prévenu(e) ou un(e) détenu(e) souffrant d'une maladie psychiatrique, fasse les démarches qui s'imposent pour obtenir les antécédents psychiatriques de cette personne à savoir, ses dossiers médicaux dans les cliniques, les hôpitaux ainsi que les centres de détention et soit en mesure de pallier au refus de prendre une médication.

Que tout centre de détention recevant un(e) prévenu(e) ou un(e) détenu(e) souffrant d'une maladie psychiatrique ou étant en sevrage, s'assure que cette personne sera vue en consultation médicale dans les plus brefs délais.

Que tous les centres de détention disposent d'au moins une cellule d'isolement qui n'offre aucun moyen de se pendre ou de se blesser et qui est munie d'un matelas ignifuge, de draps et de jaquettes antisuicides.

Que l'on procède, pour les cas de personnes en sevrage qui ne peuvent être vues en consultation médicale dès l'admission et pour les cas de personnes activement suicidaires où il n'y a pas d'autre solution, à l'isolement sur prescription médicale que l'on obtiendra, s'il y a lieu, par communication téléphonique avec un médecin de garde. On devra s'assurer que la personne soit vêtue d'une jaquette antisuicide, fouillée, placée dans une salle d'isolement et dispose d'assiettes et de couverts en plastique. S'il y a lieu, la médication est avalée dès qu'elle est remise. Une surveillance aux 15 minutes avec rapport sur chacune de ces surveillances devra être effectuée, tel qu'on le fait actuellement au Centre de détention de Trois-Rivières. Pour les cas de sevrage, on s'assure de plus que la prescription sera révisée dès qu'il y aura consultation médicale et ce, dans les plus brefs délais. Pour les cas de personnes suicidaires, on s'assure de plus que la prescription sera révisée au minimum, une fois par jour.

Que les cellules des centres de détention soient toutes munies de crochets à linge mobiles.

Que les Services Correctionnels du Québec abandonnent le programme actuel de prévention du suicide et ce, dans tous les centres provinciaux de détention.

Que les Services Correctionnels du Québec, avec l'aide d'intervenants de l'extérieur tels les centres de prévention du suicide, des psychiatres, des psychologues et le Ministère de la Santé et des services sociaux, établisse un programme de prévention du suicide qui remplacera le programme actuel et qui inclura les suggestions de Suicide-Action Montréal et les recommandations mentionnées plus haut.

Que ce programme soit appliqué, pour une période de 5 ans, uniquement dans 3 centres de détention soit, un centre de grande capacité, un centre de moyenne capacité et un centre de petite capacité.

Que les Services Correctionnels du Québec dégagent une enveloppe budgétaire pour l'application dudit programme.

Que le choix de ces 3 centres se porte vers ceux qui auront moins d'efforts à investir pour respecter les 9 premières recommandations donc plus de temps, de ressources et d'énergie à consacrer audit programme.

Que l'efficacité de ce programme soit évaluée annuellement puis globalement après une période de 5 ans.

Que, dans l'attente de l'évaluation globale de l'efficacité dudit programme, les autres centres investissent leurs efforts dans l'application des 9 premières recommandations et s'en tiennent uniquement à la prise en charge lors de tentatives de suicide et d'automutilations.

Organismes visés:

Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Santé et des Services Sociaux

Avis/Dossier : A-113814 87465

Événement :

Une résidente de la Maison Tanguay à Montréal est retrouvée pendue à l'aide d'un drap accroché au grillage de protection de la cellule 1, de l'aile C1 Nord. À la revue du dossier médical de la prison, il est noté par l'infirmière des changements de comportements récents chez la victime. C'est la raison pour laquelle elle a demandé une consultation en psychiatrie qui devait avoir lieu le même jour. Par contre, l'infirmière n'a pas communiqué ces changements au médecin traitant et s'est fiée sur la venue probable du consultant en psychiatrie qui, ayant un horaire variable, ne s'est pas présenté et sans qu'il ne soit avisé.

Recommandations:

Que l'infirmière de la Maison Tanguay communique personnellement et directement avec le médecin traitant pour l'informer d'un changement de comportement d'un patient plutôt que de se fier sur la venue possible d'un consultant;

Que la Maison Tanguay revoie la sécurité concernant les chambres d'observation situées près du poste des infirmières, afin qu'il soit impossible d'y accrocher un drap ou une corde et ainsi, prévenir les pendaisons chez les sujets plus à risque.

Organisme visé:

Maison Tanguay

Avis/Dossier : A-114038 89497

Événement :

Un Inuit de 29 ans, condamné pour 2 ans dans un pénitencier fédéral pour voies de fait dans un contexte de violence familiale, se suicide par pendaison en utilisant le drap relié au levier servant à l'ouverture et à la fermeture de la fenêtre de sa cellule.

L'investigation du coroner démontre que, lors de la confection du rapport pré-sentenciel, la victime souhaite ne pas retourner en prison et désire s'impliquer dans la communauté. Elle est déracinée de sa communauté par une décision à laquelle elle ne participe pas et se trouve dans un environnement étranger. Enfin, elle ne sait pas pourquoi elle est en prison, séparée des siens.

Ces éléments amènent à penser que notre système de justice occidentale est loin d'apporter toutes les solutions. Un système de justice règle avant tout la vie en société des individus et est le reflet de ce que les individus veulent comme société. Dans les communautés Inuit, il ne peut être contre-indiqué d'inclure leurs règles traditionnelles et de les faire participer à l'élaboration de cette vie en société afin d'avoir une justice plus adaptée.

Recommandations:

Que Justice Canada, de concert avec son homologue provincial, élabore un système de justice pénale pour les communautés Inuit, lequel devrait tenir compte des traditions et de ses modes de sanctions et devrait permettre à la communauté d'intervenir dans le processus judiciaire;

Que le Substitut du procureur de la Couronne, desservant les communautés Inuit, consulte la communauté et/ou le Conseil de Bande afin de connaître leur position dans les cas où une peine d'emprisonnement sera demandée;

Que le Service de probation, secteur nordique, du Ministère de la Sécurité publique obtienne l'opinion de la communauté et/ou du Conseil de Bande lors de la confection d'un rapport pré-sentenciel, afin qu'ils aient leur mot à dire dans la recommandation d'une sentence.

Organismes visés:

Justice Canada

Substitut du Procureur de la Couronne. Ministère de la Sécurité publique

Avis/Dossier : A-114044 90056

Événement :

Un garçon de 13 ans se suicide en utilisant l'arme de service de son père, lui-même policier.

L'arme et les munitions ayant servi à l'autodestruction étaient remises sous clé dans une armoire de la chambre des maîtres. La clé de l'armoire se trouvait sous le téléphone dans la même pièce. La victime, qui connaissait les habitudes de son père, a pu facilement ouvrir l'armoire et déverrouiller l'arme.

Recommandation:

Que le Ministère de la Sécurité publique informe les corps policiers des risques associés au remisage des armes de service au domicile des policiers. Notamment, il y aurait lieu d'éviter que des mineurs connaissent les informations et les procédures pour avoir accès à ces armes. Seuls les policiers eux-mêmes devraient connaître le mode d'accès à leur arme verrouillée et remise sous clé.

Organisme visé:

Ministère de la Sécurité publique

Avis/Dossier : A-114061 86385

Événement :

Un amérindien de la réserve de Betsiamites se suicide par arme à feu. Au moment de son décès il était en état d'ébriété. Il recevait des prestations de l'aide sociale et occupait ses temps libres à regarder la télévision. Quelques heures avant son décès il a évoqué le souvenir de son frère qui s'est suicidé deux ans auparavant sur la réserve.

Dans la remise où il a été découvert, trois autres armes à feu ont été trouvées, facilement accessibles, sans système de verrouillage pouvant en empêcher leur utilisation. Pour se procurer des balles, il s'est rendu chez un dépanneur.

Sur la réserve de Betsiamites, 15 hommes se sont suicidés au cours des dix dernières années, aucune femme. La méthode utilisée a été l'arme à feu dans 10 de ces décès.

Recommandations:

Que Justice Canada fasse les interventions appropriées afin de restreindre l'achat des munitions. Seule la production d'un permis ou d'un certificat permettant de constater que l'acheteur de munitions est un possesseur légitime d'armes à feu, devrait permettre l'achat de munitions.

Que le Conseil de bande de Betsiamites procède à une analyse approfondie au sein de sa communauté, en rapport avec la façon dont le règlement concernant l'entreposage, la mise en montre, la manipulation et le transport des armes à feu, est appliqué sur son territoire. Le Conseil doit s'assurer que les solutions identifiées soient appliquées dans les plus brefs délais (Règlement relatif à la partie III du Code criminel; entrée en vigueur le 1er janvier 1993).

Que le Conseil de bande de Betsiamites s'associe à la Régie régionale de la Côte Nord afin d'élaborer un programme de prévention, d'intervention et de postvention, en réponse au problème du suicide sur leur territoire. Différents facteurs d'influence sur le suicide et les comportements

suicidaires devront être abordés, particulièrement les facteurs sociologiques, économiques et culturels de cette collectivité.

Organismes visés:

Conseil de bande de Betsiamites
Justice Canada
Régie régionale de la Côte Nord
Sûreté du Québec
Ministère de la Sécurité publique

Avis/Dossier : A-114114 89937

Événement :

Un jeune Inuit de Inukjuak se suicide par pendaison.

Suite à son investigation, le coroner souligne que parmi toutes les communautés Inuit de la Baie d'Hudson, Inukjuak est celle qui s'est le plus démarquée ces dernières années quant à son désir d'aider les jeunes ayant des idées suicidaires. Toutefois, malgré le bon vouloir de chacun, les différents secteurs concernés (comité de prévention, services sociaux, dispensaire) sont constamment sollicités et ne fournissent pas à la demande.

Recommandations :

Que le village d'Inukjuak:

- 1) continue à prendre en charge la problématique du suicide car il concerne toute la communauté;
- 2) ravive l'intérêt de sa communauté quant à la problématique du suicide afin de stimuler l'entraide, qualité si louable du peuple Inuit;
- 3) augmente la discipline au sein de la communauté;
- 4) crée des activités occupationnelles en ciblant les jeunes;
- 5) encourage la communication et la coordination entre les différents secteurs concernés pour favoriser une meilleure gestion des ressources et donc des problèmes.

Que le Conseil régional Kativik, de concert avec la Régie régionale, le centre de Santé Inuulitsivik de Povungnituk et l'hôpital Tulattavik de Kuujuaq:

- 1) encourage la prise en charge de la problématique du suicide par la communauté elle-même avant tout;
- 2) développe des programmes de prévention de l'abus de drogues et d'alcool;
- 3) sensibilise le public afin de mieux reconnaître les signes avant-coureurs de suicide chez les personnes à risque;
- 4) palie au manque de ressources humaines;
- 5) rende accessibles aux différents groupes d'intervenants des stages de perfectionnement afin d'augmenter leur niveau de connaissance;
- 6) favorise l'émergence de groupes de support par les paires au sein de chacune des communautés;

- 7) développe un programme de post-intervention pour aider les familles à mieux gérer la crise après le suicide.

Organismes visés :

Village d'Inukjuak
Centre de Santé de Tulattavik de l'Ungava
Centre de santé Inuulitsivik
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Nunavik
Administration régionale Kativik

Avis/Dossier : A-114624 89733

Événement :

Un jeune homme présentant des problèmes de comportement est hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme au département d'observation. Il est retrouvé dans la salle de bain pendu au moyen d'une corde métallique de la "douche-téléphone". Admis aux soins intensifs et selon la révision du dossier il aurait été "monitoré" toute la nuit par prescriptions médicales téléphoniques. Des ordonnances verbales étaient notées et exécutées par le personnel infirmier et inhalothérapeute.

Depuis mai 1996, il était hébergé au Centre d'accueil Vert-Pré à Huberdeau et avait un suivi psychiatrique hebdomadaire assuré par la Clinique externe de pédopsychiatrie de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. En octobre 1996, il demande un transfert à l'hôpital mentionnant que le centre ne pouvait plus rien pour lui et qu'une salle d'isolement était insuffisante.

Il est admis à l'hôpital le 31 octobre et, lors de la consultation médicale, l'omnipraticien de garde constate qu'il est déprimé et exprime des idées suicidaires. Suite à une discussion avec le psychiatre de garde une demande d'hospitalisation en psychiatrie est faite. Comme il n'y a pas de lit disponible au département de psychiatrie il est placé au département d'observation. Depuis son admission, aucun suivi psychiatrique n'a été effectué.

Recommandation :

Que le Collège des médecins, la Régie régionale des Laurentides, le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et le Comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme révise ce dossier afin qu'une meilleure prise en charge et traitement du malade en milieu hospitalier soit effectuée.

Organismes visés :

Collège des médecins
Régie régionale des Laurentides
Hôtel-Dieu de St-Jérôme
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Avis/Dossier: A-115419 87914

Événement:

Un homme de 25 ans décède par intoxication aiguë après avoir ingurgité du cyanure de potassium qu'il avait dilué dans une bouteille de boisson gazeuse.

Le cyanure de potassium est un produit très dangereux qui a certaines utilités, particulièrement dans la galvanoplastie et chez les bijoutiers; il est également utilisé dans certains laboratoires.

Depuis 1987, le Centre Anti-Poison de Québec a enregistré 95 cas d'appels reçus touchant les effets nocifs de cette substance. Depuis 1990, le Bureau du coroner a procédé à l'investigation de 14 cas de suicide par intoxication au cyanure. Il y a donc lieu d'en restreindre son utilisation aux fins prévues, et de sensibiliser les gens qui ont à manipuler ce produit. Les milieux de vente devraient bien le connaître, afin qu'il soit distribué à bon escient.

Bien que la vente du cyanure de potassium ne soit pas assujettie à une réglementation particulière, il est très important que les manufacturiers et les distributeurs soient bien sensibilisés aux dangers potentiels de la vente de ce produit au public, afin que des mesures puissent être prises pour en limiter l'accès.

Recommandations:

Que le laboratoire MAT

- 1) s'assure que tous les vendeurs connaissent les utilités et les dangers du cyanure de potassium;
- 2) prenne les mesures nécessaires afin que la vente de ce produit soit mieux contrôlée, c'est-à-dire qu'elle se limite à des fins utilitaires.

Que la Commission de la santé et de la sécurité du Travail et l'Association canadienne des manufacturiers de spécialités chimiques, compte tenu de leurs facilités avec les distributeurs de cyanure de potassium au Québec, prennent certaines mesures de sensibilisation afin que les commerçants soient bien informés du danger de ce produit et qu'ils puissent en limiter la circulation.

Organismes visés :

Laboratoire MAT
Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail
Association canadienne des manufacturiers de spécialités chimiques
Santé Canada
Centre Anti-Poison

Avis/Dossier : A-117751 90154

Événement :

Un homme est retrouvé pendu à son domicile par son père.

Entre le 26 octobre et 12 décembre 1996, la victime a consulté, a été suivi et fut hospitalisée, à plusieurs reprises, à l'urgence du Pavillon Albert Prévost de l'Hôpital Sacré-Coeur de Montréal, pour trouble dysmorphique chronique et trouble de la personnalité passive-agressive avec des idées suicidaires ou idées de mort chronique. Après chaque consultation faite auprès de son psychiatre, celui-ci concluait qu'il n'y avait pas de dangerosité immédiate mais risque d'accident chronique présent.

Les professionnels de la santé étaient en présence d'un sujet ayant des troubles de personnalité agressive-passive. Les sujets atteints de ce désordre présentant des évidences manipulatrices, l'appréciation objective devient plus difficile. Par contre, en l'espèce, on retrouve une constante durant la période de désorganisation, l'idéation de mort chronique. Au niveau du danger immédiat, il y a divergences entre les professionnels de la santé. Lorsqu'on est d'avis qu'il n'y a pas de danger immédiat, on ajoute toutefois qu'il y a risque d'accident chronique. Or, s'il y a risque d'accident chronique, il y a sûrement la présence d'un danger quelconque. C'est donc l'évaluation du risque suicidaire qui est en cause.

Au Québec, il existe deux textes de loi régissant le recours à la cure fermée. Il y a les articles 26 à 31 du Code civil du Québec et La loi sur la protection du malade mental (L.R.Q.c. P-41).

Présentement, il y a un projet de loi à l'étude par l'Assemblée nationale, le projet de loi 39 institué Loi sur la protection des personnes atteintes de maladie mentale et modifiant d'autres dispositions législatives. Ce projet remplace la Loi sur la protection du malade mental. Il vise d'abord à compléter les règles sur l'examen psychiatrique prévu par le Code civil du Québec. Il prévoit également les règles applicables en matière de garde des personnes atteintes de maladie mentale. Il prévoit ensuite les cas d'urgence et des règles de procédure de façon à assurer à la personne atteinte et à ses proches une information complète et suivie des droits et recours de la personne sous garde. Ce projet de loi ne modifie aucunement la notion de danger pour elle-même ou pour autrui et le recours au Tribunal pour l'obtention d'une garde en établissement.

La notion de danger pour elle-même ou pour autrui sera toujours interprétée restrictivement par les Tribunaux car elle est privative de liberté et exige des motifs sérieux. Cette assurance garantit au sujet que ses droits fondamentaux ne seront pas brimés.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux propose un amendement au projet de loi 39 intitulé Loi sur la protection des personnes atteintes de maladie mentale et modifiant diverses dispositions législatives, afin de prévoir une immunité au psychiatre demandant une mise sous garde conformément aux règles de l'art et des critères médicaux reconnus lorsque le Tribunal refuse cette mise sous garde.

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal évalue les actes médicaux posés dans le dossier de la victime, afin de déterminer si l'évaluation du risque suicidaire a été faite selon les règles de l'art et les critères médicaux reconnus et qu'en conséquence, si le recours à la mise sous garde aurait été approprié ou pas dans les circonstances.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal

Avis/Dossier : A-119051 91862

Événement :

Un homme de 76 ans, vivant retiré dans son chalet de La Tuque, se suicide en utilisant son arme à feu.

Les mesures mises de l'avant par les différentes instances visent à prévenir globalement le suicide dans la population, en particulier chez les jeunes et les adultes. En regard des personnes âgées, des actions plus spécifiques devraient les rejoindre. À cet égard, la population âgée est déjà bien servie par plusieurs organismes communautaires et/ou de santé. Il faudrait y incorporer le volet "suicide chez les aînés", aux programmes déjà existants.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que les Régies régionales assument les responsabilités qui leur sont données dans le document de référence de février 1997, produit par le Ministère de la santé et des services sociaux, et s'assurent que les échéanciers fixés seront respectés.

Que les CLSC et plus particulièrement le Carrefour de Santé et des Services sociaux de la St-Maurice:

- 1) incorporent dans leur formation du personnel, un programme traitant du dépistage et des interventions en matière de suicide chez les personnes âgées;
- 2) via leurs professionnels de la santé, particulièrement ceux du maintien à domicile, initient des programmes de formation et d'assistance aux aidants naturels, des programmes de

surveillance et d'intervention des clientèles cibles, tenant compte des facteurs de risques, ainsi que des programmes visant à valoriser les personnes âgées;

- 3) étendent le champ de leurs connaissances aux maisons d'accueil et aux centres d'hébergement;
- 4) fassent la promotion de leurs programmes auprès d'organismes communautaires tels les clubs sociaux. La participation des centres de prévention du suicide devrait être également mise à contribution;
- 5) mettent en place un mécanisme de concertation et d'autoévaluation entre ces différents organismes.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Conférence des Régies régionales
Fédération des CLSC
Carrefour Santé et Services sociaux de la St-Maurice

5. HOMICIDES

Avis/Dossier : A-102831 82272

Événement :

Suite à un vol à l'étalage, un homme est poursuivi par des patrouilleurs du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Une fois l'homme arrêté et couché par terre, sur le point d'être menotté, un coup de feu provenant de l'arme du constable le blessa mortellement à la tête.

L'enquête du coroner a déterminé que lors de l'arrestation, la victime a fait une chute attribuable à une pression vers le bas exercée par le policier qui tirait sur sa chemise pour la sortir du véhicule. Le coup de feu accidentel est dû à la "sympatic contraction" involontaire et la perte d'équilibre qui se sont produits lorsque le policier a jeté la victime par terre tout en suivant le mouvement de celle-ci.

Certains éléments sur cette intervention ont fait ressortir quelques failles. Par ailleurs, des déficiences furent notées dans la formation, l'entraînement, les instructions, le dégainement et l'utilisation de l'arme par les policiers. Elles furent revues, analysées et ont conduit aux recommandations qui suivent.

Recommandations :

- 1) Que des représentants de tous les corps policiers du Québec élisent un membre d'un comité formation/entraînement/certification (ci-après appelé "Comité").
- 2) Que les membres du Comité aient une expertise en formation et en opération policières.
- 3) Que le Comité, en collaboration avec l'Institut de police du Québec (IPQ), précise pour les techniques d'utilisation de la force et pour la prise de décision qui devront être incluses dans le programme de formation régulière de l'IPQ:
 - a) les éléments de base que l'on doit retrouver dans le contenu de la formation par stimulations avec des suspects coopératifs et non coopératifs ainsi que le contenu de l'entraînement par simulateur;
 - b) l'expertise minimale obligatoire pour les personnes qui dispenseront la formation et superviseront l'entraînement;
 - c) la durée minimale utile pour dispenser ladite formation et ledit entraînement;

- 4) Que le Comité, en collaboration avec l'IPQ, fasse de même pour les techniques d'utilisation de la force et pour la prise de décision qui devront être incluses dans la formation continue des policiers;
- 5) Que l'entraînement par simulateur:
 - a) se fasse à l'aide de simulateurs permettant des scénarios interactifs;
 - b) soit supervisé par une personne formée pour obtenir un rendement maximal du simulateur.
- 6) Que l'IPQ dispose de davantage de simulateurs d'entraînement.
- 7) Que l'IPQ ajuste son programme de formation régulière et continue en fonction des prévisions du Comité et augmente la durée de ladite formation si nécessaire.
- 8) Que les corps policiers du Québec, qui dispensent une formation continue, ajustent leur formation annuelle obligatoire en fonction des précisions du Comité et augmentent la durée de ladite formation si nécessaire.
- 9) Que les corps policiers du Québec, qui ne dispensent pas de formation continue, voient à ce que leurs membres s'inscrivent annuellement à un programme de formation continue répondant aux précisions du Comité.
- 10) Que le Comité, en collaboration avec l'IPQ, révise annuellement le contenu de la formation régulière et de la formation continue pour les techniques d'utilisation de la force et pour la prise de décision ce, pour s'assurer que ledit contenu tient compte des plus récents développements en la matière.
- 11) Qu'en collaboration avec le Comité, l'IPQ:
 - a) élabore le contenu d'un stage obligatoire pour les futurs policiers, lequel devra inclure la composante relations humaines s'appliquant lors de situations conflictuelles;
 - b) détermine les éléments sur lesquels les stagiaires devront se certifier lors dudit stage.
- 12) Que le Comité élabore un code clair et précis (ci-après appelé "Code") qui déterminera les rôles et les positionnements des policiers lors d'interventions policières et qui s'appliquera, peu importe le type d'intervention et l'endroit où elle se déroule.
- 13) Que les corps policiers du Québec veillent à ce que l'on pratique mensuellement les rôles et les positionnements du Code lors de simulations d'interventions à risques élevés.
- 14) Que la pratique et l'enseignement des rôles et des positionnements du Code soient inclus dans les programmes de formation régulière et continue de l'IPQ.
- 15) Que tous les policiers du Québec aient l'obligation de se certifier annuellement pour les techniques de la force, la prise de décision et le contenu du Code.
- 16) Que le Comité élabore le contenu de ladite certification et détermine la note minimale requise pour chacun des objets de ladite certification.
- 17) Qu'en cas d'échec lors de la certification annuelle, le policier ait l'obligation de suivre, à ses frais, un entraînement par simulateur pour les techniques d'utilisation de la force et pour la prise de décision, en sus de l'obligation de reprendre l'épreuve de certification.
- 18) Qu'en cas de second échec lors de l'épreuve de certification, l'on retire l'arme de service de tout policier qui n'a pas rencontré la note minimale requise pour l'utilisation de ladite arme.
- 19) Que le ministère de la Sécurité publique et l'IPQ déterminent, en collaboration avec le Comité, le nombre de simulateurs, d'enseignants et de superviseurs ainsi que les endroits nécessaires pour la formation et l'entraînement continus des 13 800 policiers du Québec ainsi que leur certification annuelle.

- 20) Que le Comité élabore une illustration du continuum de force qui puisse être reproduite sur un carton pouvant être glissé dans la poche d'un vêtement.
- 21) Que les corps policiers du Québec s'assurent que leurs membres disposent de ladite illustration et la portent régulièrement sur eux.
- 22) Que les corps policiers du Québec exigent que leurs policiers posent l'index sur la détente seulement lorsqu'ils doivent tirer et qu'en tout autre temps où l'arme doit être dégainée, les policiers posent l'index sur le pontet.
- 23) Que les corps policiers du Québec fassent en sorte que toute décharge accidentelle d'une arme occasionnée par un positionnement de l'index sur la détente, alors que le policier n'avait pas l'intention de tirer, soit suivie pour ledit policier d'un entraînement obligatoire sur les techniques d'utilisation de la force et sur la prise de décision.
- 24) Que les corps policiers du Québec révisent les normes applicables aux pratiques de tir des policiers patrouilleurs pour:
 - a) qu'il y ait majoritairement du tir instinctif à une main;
 - b) faire en sorte que l'on pose l'index sur le pontet en dégainant;
 - c) faire en sorte que l'ordre de tirer soit donné seulement après qu'il y ait eu dégainement de l'arme.
- 25) Qu'à la grandeur du Québec, on fasse en sorte que le port de la veste pare-balles soit obligatoire lors des pratiques de tir et lorsque le policier est en devoir.
- 26) Que le Comité élabore un formulaire "rapport/rétroaction" applicable lorsqu'il y a contrôle physique à main nue, à l'aide d'une arme intermédiaire ou à l'aide de l'arme à feu, que celle-ci soit dégainée ou pointée.
- 27) Que les corps policiers du Québec exigent que ledit formulaire soit rempli par tout policier ayant exercé l'un des contrôles mentionnés en 26.
- 28) Que les corps policiers du Québec exigent une rétroaction systématique et rigoureuse supervisée par une personne maîtrisant les techniques d'utilisation de la force et la prise de décision, à chaque fois qu'il y a utilisation de l'arme de service, c'est-à-dire à chaque fois qu'il y a coup de feu.

Organismes visés :

Ministère de la Sécurité publique
 Sûreté du Québec
 Institut de police du Québec
 Service de police de la communauté urbaine de Montréal
 Association des directeurs de polices et pompiers du Québec

Avis/Dossier :	A-114728	88812
	A-114729	88811
	A-114730	88810

Événement :

Une intervenante du Centre de femmes l'Étincelle de Baie-Comeau et son fils sont assassinés par l'ex-conjoint, lequel s'est enlevé la vie avec une arme à feu. Cet individu avait harcelé son ex-conjointe pendant plusieurs mois.

Dans le cadre d'une enquête publique il a été mis en lumière, et ce de façon non équivoque, l'inefficacité des structures mises en place pour contrer la violence conjugale.

69

Le coroner croit que les différents intervenants des milieux de la santé, policier et judiciaire sauront se reconnaître, faire une auto-évaluation de leurs interventions ou de l'absence d'interventions et que les spécialistes en matière conjugale seront à même de déterminer les failles, les manquements, les lacunes qui ont abouti à ce drame et qu'ils trouveront les solutions pour prévenir ce genre de situation.

Jusqu'à tout dernièrement, la violence conjugale et familiale était ignorée, banalisée et considérée comme un problème du domaine de la vie privée. L'Etat n'avait pas à intervenir dans les "chicanes de ménage". De nos jours, la violence conjugale et familiale est de plus en plus reconnue comme un problème social majeur et ce, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde.

Lors de cette enquête, il est clairement apparu qu'il faut, au Québec, tout mettre en oeuvre, dans une approche préventive, pour dépister les conjoints violents et les aider adéquatement si nous voulons prévenir des agressions, des meurtres et réduire à néant ce fléau social. Les victimes doivent pouvoir compter sur toutes les ressources nécessaires afin qu'elles puissent être dépistées, aidées, protégées adéquatement et obtenir toute l'aide indispensable et vivre pleinement leur vie.

Recommandations :

Que le gouvernement du Québec;

- 1) fasse le point sur l'implantation de la politique gouvernementale en matière de violence conjugale, adoptée en décembre 1995 par les ministères de la Santé et des Services sociaux, de la Justice, de la Sécurité publique, de l'Éducation et par les secrétariats à la Condition féminine et à la Famille;
- 2) s'assure que d'ici un an, les engagements pris par les ministères et leurs réseaux en matière de violence conjugale et familiale soient respectés. Le coroner s'est engagé à rencontrer, dans un an, les autorités concernées afin de faire le bilan quant au suivi de ses recommandations;

Que le ministère de l'Éducation et l'Institut de police du Québec assurent aux aspirants policiers une formation adéquate leur permettant de bien connaître la problématique de la violence conjugale, ainsi que leur rôle spécifique et complémentaire en matière d'intervention dans les cas de violence conjugale. Les aspirants policiers doivent connaître la Politique gouvernementale québécoise en matière de violence conjugale.

Que le ministère de la Sécurité publique:

- 1) s'assure que tous les services de police aient un protocole unique et efficace d'intervention en matière de violence conjugale, lequel devra prendre en considération la nécessité de travailler en complémentarité avec les autres ressources du milieu;
- 2) s'assure que tous les policiers du Québec reçoivent une formation continue et adéquate en matière de violence conjugale.

Que le ministère de la Justice, dans les cas de violence conjugale, dote tous les districts judiciaires d'un service d'évaluation et d'information à la Cour ainsi que d'un service de surveillance des prévenus dans le cadre de leur remise en liberté provisoire.

Que les ordres professionnels regroupant des intervenants sociaux, médicaux ou judiciaires pouvant être confrontés à des drames de violence conjugale, de leur demander, lorsqu'il y a un danger pour la sécurité ou la vie d'une personne, de ne pas hésiter à lever la confidentialité ou le secret professionnel pour entrer en contact avec d'autres ressources. A cet effet, qu'ils se rencontrent et qu'ils établissent conjointement des règles d'éthique et de confidentialité adaptés à la Politique gouvernementale québécoise en matière de violence conjugale.

Que la Fédération des CLSC incite leurs membres à jouer un plus grand rôle en matière de violence conjugale et à collaborer avec les autres ressources du milieu en matière d'accueil, d'accompagnement, de référence, de prévention et de dépistage des femmes et des enfants victimes d'hommes violents;

Que le gouvernement du Québec, notamment le ministère de la Santé et des Services sociaux, implante d'ici un an un service téléphonique avec support psychosocial approprié, y compris de l'hébergement temporaire si nécessaire, à l'intention des conjoints violents en situation de crise ou des hommes vivant des difficultés conjugales ou familiales.

Que le gouvernement du Québec, en collaboration avec les CLSC ou autres organismes, implante en nombre suffisant de centres de prévention et d'aide pour les conjoints violents, cela de manière à contrer ou à prévenir la violence et à contribuer ainsi à l'arrêt de la transmission inter-génération du phénomène social qu'est la violence conjugale.

Que le gouvernement du Québec, plus particulièrement les ministères de la Justice et de la Santé et des Services sociaux, s'assure que tous les intervenants sociaux, médicaux et judiciaires bénéficient d'une formation continue adaptée à leurs mandats spécifiques.

Que le gouvernement du Québec, plus particulièrement les ministères de la Justice et de la Santé et des Services sociaux, mette en oeuvre une vaste campagne de sensibilisation, de prévention et d'éducation du type de "L'alcool au volant, c'est criminel", afin de contrer le phénomène social qu'est la violence conjugale.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et ses partenaires se préoccupent plus grandement de l'évaluation de la situation des enfants touchés par la violence familiale et de voir à leur apporter une aide adéquate.

Organismes visés :

Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Justice
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère de l'Éducation
Secrétariat à la famille
Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et ministère de la Sécurité du Revenu
Secrétariat à la condition féminine
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et familiale
Fédération des CLSC du Québec
Institut de police du Québec
Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmiers et infirmières du Québec
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
Association des médecins psychiatres du Québec
Ordre des psychologues du Québec
Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec
Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec

Avis/Dossier : A-118187 91591

Événement :

Une femme de 24 ans, passagère d'un véhicule automobile circulant sur l'Autoroute Ville-Marie à Montréal, est mortellement blessée par une pierre lancée du haut d'un viaduc. La pierre retrouvée dans le véhicule mesurait 20 x 4 cm et pesait 4 kg.

Ladite pierre fut lancée sur l'Autoroute Ville-Marie, sous le Palais des Congrès, à travers un espace de 30 cm existant entre les panneaux de signalisation indiquant la sortie de la rue Université. Une autre pierre de taille semblable fut également trouvée non loin du lieu de l'accident. Ces pierres proviennent de l'espace vert du métro Place d'Armes, lequel donne sur le Palais des Congrès. Une distance de 10 mètres sépare la porte de ce métro de l'endroit où la pierre a été lancée.

Recommandations :

Que la Ville de Montréal et le Ministère des Transports concluent un accord très rapidement dans le but d'installer une protection efficace des passerelles qui enjambent l'autoroute au niveau du métro Place d'Armes, afin d'éviter que tout projectile puisse être jeté du haut de celles-ci et porte atteinte à la sécurité des automobilistes

Que la Ville de Montréal retire la pierre concassée de l'espace vert se trouvant devant la porte de métro Place d'Armes et la remplace par un revêtement fixe. Ces fragments de pierre peuvent servir de projectiles et provoquer des réflexes dangereux pour les automobilistes circulant sur l'autoroute, nuire à leur visibilité ou même endommager leur pare-brise.

Organismes visés :

Ville de Montréal
Ministère des Transports

6. DÉCÈS NATURELS

Avis/Dossier: A-111906 85136

Événement :

Un enfant de 6 ans décède d'une septicémie occasionnée par une bactériémie au streptocoque "A".

La veille de son décès, il s'était présenté avec son père à l'urgence du Centre hospitalier régional de Lanaudière.

Recommandations:

Que le Comité chargé de l'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier régional de Lanaudière fasse l'étude de l'examen physique de la victime avant qu'il quitte le centre hospitalier.

Que le Collège des médecins du Québec, l'Association des médecins d'urgence du Québec et l'Association des pédiatres du Québec:

- 1) informent leurs membres sur les derniers développements de la littérature quant à l'effet rebond post-traitement de vaponéphrine lors d'une laryngite striduleuse;
- 2) suggèrent à leurs membres d'objectiver l'observation post-traitement de vaponéphrine en utilisant un "clinical croup score";
- 3) suggèrent à leurs membres une observation de quatre heures suite à un traitement de laryngite striduleuse par vaponéphrine vu la possibilité d'un retour ou d'une aggravation de la pathologie entre la troisième et la quatrième heure après le traitement.

Que les Services pré-hospitaliers de la Régie régionale de Lanaudière voient à la possibilité de recourir aux services de premiers répondants.

Que les Services pré-hospitaliers de la Régie régionale de Lanaudière avisent les différents services ambulanciers de sa région que les informations médicales reçues par la centrale de communications lors d'un transport ambulancier doivent être transmises aux techniciens ambulanciers qui effectuent ledit transport.

Que le ministère de la Santé et des services sociaux obtienne un avis juridique sur la conduite à tenir lors d'une demande par un patient, ou par un titulaire de l'autorité parentale, pour faire un arrêt en cours de transport dans un établissement non désigné.

Que sur réception de l'avis mentionné à la cinquième recommandation, le Ministère de la Santé et des Services sociaux informe les régies régionales de la conduite à tenir lors d'une demande pour un arrêt en cours de transport dans un établissement non désigné.
intoxication

Que, sous réserve de l'avis mentionné dans la cinquième recommandation, le Ministère de la Santé et des Services sociaux interdise les arrêts en cours de transport dans des établissements non désignés.

Que le ministère de la Santé et des services sociaux s'assure que les Services pré-hospitaliers de la Régie régionale de Lanaudière fourniront aux différents services ambulanciers de la région, la liste des établissements désignés de la région y inclus les soins qui correspondent à leur désignation.

Que le ministère de la Santé et des services sociaux, en collaboration avec les Services pré-hospitaliers de la Régie régionale de Lanaudière vérifie si certains établissements de santé de la région peuvent être désignés comme établissement de réanimation cardiorespiratoire avancée ce, afin de réduire les délais d'accès à ladite réanimation et ainsi augmenter les chances de survie lors d'arrêt cardiorespiratoire ou respiratoire.

Que l'Association des hôpitaux du Québec s'assure que:

- 1) les médecins oeuvrant dans les urgences des hôpitaux du Québec aient une formation en APLS;
- 2) les urgences des hôpitaux du Québec disposent en tout temps de l'équipement de réanimation cardiorespiratoire pédiatrique recommandé par l'American College of Emergency Physicians.

Organismes visés:

Centre hospitalier régional de Lanaudière
Collège des médecins du Québec
Association des médecins d'urgence du Québec
Association des pédiatres du Québec
Ministère de la Santé et des services sociaux
Régie régionale de Lanaudière
Association des hôpitaux du Québec
Conférence des régies régionales

Avis/Dossier : A-110755 87580

Événement :

Une femme connue asthmatique consulte son médecin de famille le 13 juin 1996, ayant noté depuis une semaine une récurrence de la symptomatologie thoracique qu'elle avait présentée en 1995. Son médecin de famille opte pour un complément d'investigation sur base externe, retenant comme diagnostic principal, la possibilité d'un phénomène digestif pour expliquer la symptomatologie de sa patiente. Il souligne la normalité du tapis roulant fait à l'automne 1995. Sur recommandation de son médecin, la dame se rend le jour même au Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon St-Joseph où un électrocardiogramme fut effectué. Celui-ci démontra la présence d'ischémie dans le territoire antérieur du coeur. Ce résultat fut acheminé à son médecin quelques jours plus tard. Dans la soirée, le même jour, elle s'effondre à la sortie de la Caisse. Les ambulanciers sont appelés et, arrivés sur les lieux, ils poursuivent les manoeuvres de réanimation qui avaient été débutées par des témoins. Elle est transportée au Centre hospitalier régional de la Mauricie où, malgré la poursuite des manoeuvres, son décès est constaté.

Il est à noter les ambulanciers avaient été avisés par les autorités du Centre hospitalier Comtois de Louiseville qu'il n'y avait pas de médecin de garde ce soir-là dans ce centre hospitalier, situé à moins de 15 minutes de St-Paulin. Le plus troublant des circonstances entourant ce décès est la présence d'un électrocardiogramme démontrant l'ischémie myocardique quelques heures seulement avant l'arrêt cardiaque.

Recommandations:

Que le directeur des Services professionnels du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon St-Joseph, de concert avec le service de cardiologie, élabore une politique visant à parfaire la communication d'un résultat anormal d'un électrocardiogramme demandé en urgence sur base externe.

Que ce rapport soit envoyé à la Régie régionale de Mauricie-Bois-Francs et au Conseil d'administration du Centre hospitalier Comtois de Louiseville afin qu'ils alimentent leurs discussions dans la recherche de solution à la pénurie de médecin à la salle d'urgence de cet hôpital.

Organismes visés :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon St-Joseph
Régie régionale de Mauricie-Bois-Francs
Centre hospitalier Comtois

Avis/Dossier: A-112322 90319

Événement:

Un homme de 44 ans décède d'un anévrisme de l'aorte avec rupture intrapéricardique et hémopéricarde massif.

La veille de son décès, devant un état de fatigue et des douleurs généralisées, la victime décide de prendre du repos à la maison et rejoint le centre Info-santé de sa région pour décrire son état et manifeste ses inquiétudes côté cardiaque. On lui répond d'attendre et d'aller voir son médecin. Un rendez-vous est donc pris pour le lendemain. Au petit matin, l'homme est retrouvé au lit, inanimé.

Le système de triage mis en place avec Info-santé représente un défi de taille compte tenu qu'il s'agit d'évaluer la gravité d'un cas, afin de diriger l'appelant au site d'intervention le plus approprié à la nature de ses problèmes. Ce cas met en exergue les limites de ce système et donne une indication claire sur la prudence qu'il faut manifester au niveau de l'évaluation de la symptomatologie d'un patient sans, en même temps, faire un examen clinique.

Dans le présent cas, il apparaît que seul le fait que le patient n'avait jamais présenté d'absence au travail pour maladie ajoutait un poids important à la gravité des symptômes qu'il présentait. Il apparaît évident que cette notion "d'absence au travail pour raison de maladie" devrait faire partie de la grille d'évaluation des préposés au téléphone du service Info-santé.

Recommandation:

Que ce dossier soit soumis à la Direction de la régie régionale de la Montérégie et du service Info-santé pour étude, afin que l'on envisage une amélioration de l'évaluation de la gravité des cas par le service téléphonique Info-santé. Il faudrait inscrire dans la grille d'évaluation des paramètres tel la fréquence des absences au travail pour raison de maladie et la fréquence d'utilisation du système de santé par la personne qui consulte au téléphone. En présence d'une symptomatologie vague, le seul fait que le patient se retire du travail, alors qu'il ne l'a jamais fait auparavant, représente un indicateur de sévérité.

Organisme visé :

Régie régionale de la Montérégie

Événement:

La concierge d'un bloc appartement, constatant que du courrier s'est accumulé depuis deux semaines dans un appartement, décide de s'y rendre et retrouve une personne décédée le 13 mars 1996.

En mars 1995, la concierge avait contacté le CLSC pour leur faire part qu'une dame âgée vivait seule, avait un comportement étrange, accumulait des objets dans son appartement, ne nettoyait jamais et ne payait pas ses comptes.

L'investigation a permis d'établir que la concierge a bien agi en mai 1995 en demandant des informations au CLSC quant à la conduite à tenir lorsqu'elle a constaté le danger potentiel pour l'occupante et les autres locataires. Les intervenants du CLSC ont rencontré la concierge seulement le 4 juillet et tenté de rencontrer la victime le 5 juillet. Ils ont noté que du courrier du gouvernement était toujours là. Le 10 juillet, il a été convenu avec le Curateur public de faire une demande d'ouverture d'un régime de protection. Le Curateur a accepté de s'occuper de la tutelle mais n'a effectué qu'une seule visite des lieux le 24 janvier 1996. Durant cette période, il ne s'est pas assuré que la victime pouvait subvenir à ses besoins essentiels. En février 1996, la concierge a informé le CLSC et le Curateur public que la dame ne sortait plus et ne voulait recevoir aucune aide. Elle a demandé de l'argent afin de lui acheter de la nourriture. Le Curateur a suggéré à la concierge de prendre son argent et qu'elle serait remboursée.

Lors de la fouille des lieux, l'inspecteur du Curateur, accompagné d'un enquêteur de la SPCUM, a trouvé quatorze chèques du gouvernement fédéral, seize chèques du gouvernement provincial, un chèque de l'avocat de la victime et de l'argent comptant. Le Curateur n'a pas fait les vérifications nécessaires pour établir adéquatement les avoirs de la dame et qu'il s'est satisfait de fermer le compte bancaire et de s'assurer que les chèques lui soient adressés.

En 1990, la nouvelle Loi sur le Curateur public entrait en vigueur et confirmait son rôle en matière de protection de la personne en sus des biens. En plus de veiller aux droits civils de la personne, il doit aussi veiller à ses droits fondamentaux. Ni les biens ni la personne n'ont été protégés adéquatement selon la loi par le Curateur.

Recommandations:

Que le Curateur public respecte la Loi qui le régit et s'assure que la personne est apte à subvenir à ses besoins et s'allie des proches ou d'autres intervenants dans le milieu qui peuvent intervenir auprès de la personne sur base régulière.

Que le Curateur public fasse les vérifications comptables adéquates afin de s'assurer qu'il gère tous les biens et avoirs de la personne sous tutelle.

Organismes visés :

Curateur public
CLSC Ahuntsic

Événement:

Un homme de 52 ans s'écroule, victime d'un malaise cardiaque, dans l'épicerie Provigo du centre d'achat commercial Place Ste-Anne à Ste-Anne-de-Beaupré. La majorité des gens présents pensait que la victime avait perdu connaissance suite à une chute. Or, aucune réanimation cardio-respiratoire n'a été initiée sur la victime par les gens présents, de peur de poser des mauvais gestes et craignant d'être assignés en justice s'ils gaffaient.

Un appel logé à la secrétaire de la clinique médicale située dans le même complexe ne démontrait pas de caractère paniquant. Pour cette raison, elle avisa d'appeler l'ambulance afin que le patient soit amené à l'hôpital. Elle n'en parla même pas aux médecins étant donné le caractère non dramatique comme tel de l'appel.

Recommandations:

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail:

- 1) rencontre les dirigeants du centre commercial "Place Ste-Anne" afin que le règlement sur les normes minimales de premiers secours et de premiers soins, selon l'égide de la Loi sur les accidents de travail, la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles et la Loi sur la santé et sécurité au travail, soient respectées;
- 2) se penche sur le dossier de l'établissement "Place Ste-Anne" et y fasse établir ses lignes directrices concernant la présence de secouristes attitrés, selon la Loi.

Que la Clinique médicale Régionale rencontre les gestionnaires du centre commercial "Place Ste-Anne" afin d'élaborer un plan ainsi qu'un protocole pour que l'établissement puisse recevoir les services médicaux appropriés lors d'urgence.

Que le Ministère de l'Éducation se penche sur ce problème social afin que des cours de réanimation cardio-respiratoire soient intégrés en milieu scolaire dans le cadre des cours de formation personnelle et sociale.

Organismes visés :

Commission de la santé et de la sécurité du travail
Clinique médicale régionale Ste-Anne
Centre commercial Ste-Anne
Ministère de l'Éducation

Avis/Dossier: A-114116 91646

Événement :

Un enfant de 3 mois décède d'une bronchiolite aiguë

L'enfant, issu d'une famille autochtone, fut donné en adoption par la mère à sa soeur. Dès la deuxième semaine de vie, la mère adoptive a consulté fréquemment pour tirage intercostal tachypnée et possible souffle cardiaque.

L'investigation du coroner démontre que l'enfant ne vivait pas dans un milieu harmonieux. La mère adoptive était connue de la DPJ pour négligence envers ses enfants. Par ailleurs, lors de l'hospitalisation de l'enfant, la mère adoptive de ce dernier et son conjoint sont venus le chercher alors qu'il était encore malade, en pleine nuit. Ils étaient visiblement en colère. La DPJ fut contactée et le bébé fut retourné au Département, le lendemain matin.

Recommandation:

Que la Direction de la Protection de la Jeunesse mène une enquête sur les agissements de la mère adoptive ainsi que ses capacités à s'occuper de ses enfants. Le retrait de la garde de ces derniers devrait être sérieusement considéré ainsi que toute future adoption de sa part. Éventuellement, si le besoin s'en fait sentir, la mère adoptive pourrait bénéficier d'une cure de désintoxication et/ou d'un support psychologique pour l'aider à résoudre ses problèmes.

Organisme visé:

Direction de la Protection de la Jeunesse

Avis/Dossier: A-114731 88928

Événement :

Une personne âgée de 70 ans a un malaise cardiaque alors qu'elle était au volant de son véhicule. Elle perd la maîtrise de son véhicule pour ensuite percuter un arbre.

Cette personne avait des antécédents médicaux chargés. Elle était en possession d'un permis de conduire de classe 5 et 6A sans restrictions. Etant porteuse d'une cardiomyopathie hypertrophique, une évaluation cardiovasculaire aurait dû être demandée afin de lui permettre de conduire un véhicule de promenade.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec:

- 1) par son service d'évaluation médicale, analyse la démarche qui n'a pas conduit à une déclaration d'inaptitude de ce conducteur dans une perspective d'avenir pour une meilleure protection de la vie humaine et qu'elle apporte les correctifs qu'elle jugera appropriés.
- 2) enclenche les démarches pour que le processus de signalement d'un problème d'alcoolisme chronique (tel que défini par le DSM 1V) cesse d'être facultatif, et devienne obligatoire pour les médecins qui sont amenés à diagnostiquer ce problème, dans le cours de leur pratique médicale (comme c'est déjà le cas dans d'autres provinces canadiennes).

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis/Dossier: A-117752 90270

Événement :

En décembre 1996, un homme âgé de 68 ans décède d'une insuffisance coronarienne aiguë et d'une insuffisance ventriculaire alors qu'il est au volant de son véhicule automobile. En mars 1996, il avait été hospitalisé 6 jours pour une insuffisance ventriculaire et infarctus sous endocardite. Lors d'une visite médicale de suivi le 4 septembre 1996, sa condition était stable et il devait être revu dans 6 mois.

La victime était détentrice d'un permis de conduire qui était valide du 1996/09/05 au 1998/10/28. Or, la Société de l'Assurance automobile du Québec n'avait aucune information au dossier médical de la victime quant à son antécédent de mars 1996. De plus, la victime ne l'avait pas déclaré lors de son renouvellement de permis.

Recommandations:

Que le Ministère des Transports amende l'article 603 du Code de la Sécurité routière afin de créer une obligation de divulguer l'inaptitude d'un patient à conduire un véhicule routier.

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec:

- 1) révisé le mode de fonctionnement du dévoilement de l'état de santé d'un détenteur de permis de conduire, notamment lors du renouvellement, en sensibilisant de l'importance de dévoiler correctement son état de santé pour une meilleure sécurité sur nos routes et en l'informant que les fausses déclarations et /ou omissions de déclarer entraînent des sanctions pénales.

- 2) examine la possibilité de suspendre le permis de conduire au détenteur qui a fait sciemment une fausse déclaration et /ou qui a omis de déclarer correctement son état de santé

Organismes visés:

Ministère des Transports
Société de l'Assurance automobile du Québec

Avis/Dossier : A-121811 93238

Événement :

Un bébé de 3 mois décède de mort subite du nourrisson alors qu'il était en garderie. L'enfant dormait habituellement sur le dos. Toutefois, à la garderie le bébé fut couché à plat ventre. À cet égard, les études récentes ont démontré que le syndrome de mort subite du nourrisson avait une incidence augmentée lors d'une telle position.

Recommandations :

Que l'agence de garde Calou:

- 1) s'assure que tous les propriétaires et responsables de garderie sur leur juridiction (celles qui accueillent des enfants de moins d'un an) connaissent bien le syndrome de mort subite du nourrisson ainsi que les conditions dans lesquelles ce type de décès se voit le plus fréquemment;
- 2) s'assure que les habitudes de sommeil du jeune enfant à la garderie seront les mêmes que celles adoptées à la maison;
- 3) s'assure que cette information touche tout le personnel de garderie qui doit s'occuper de ces jeunes, et que des rappels périodiques soient effectués.

Que le Ministère de la Famille et de l'Enfance sensibilise dans le même sens, touchant dans la mesure du possible toutes les garderies du Québec où des enfants de moins d'un an sont susceptibles de vivre pendant plusieurs heures.

Organismes visés :

Agence de Garde Calou
Ministère de la Famille et de l'Enfance

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

5. LISTE DES CORONERS POUR 1997-1998 AVEC, POUR CHACUN, LA NATURE DE SON POSTE,
LES CONDITIONS DE TRAVAIL, LES DOSSIERS SOUS SA RESPONSABILITÉ ET LA DATE DES MANDATS CONFIEs

Ministère de la Sécurité publique
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RECHERCHE DES CAUSES ET DES CIRCONSTANCES DES DÉCÈS 04.03

QUESTION 5 : Liste des coroners pour 1997-1998, avec, pour chacun, la nature de son poste, les conditions de travail, les dossiers sous sa responsabilité et la date des mandats confiés (P) Permanent (TP) Temps partiel

Nom et statut du coroner	Description de l'enquête	Date des mandats
Bérubé, Jacques (TP)	Enquête sur des décès survenus par noyade (55)	1997-05-28
Bérubé, Jacques (TP)	Enquête sur un décès survenu après une admission dans un hôpital	1997-02-25
Perron, Gilles (TP)	Enquête sur un décès survenu lors d'une chute d'un 3 ^e étage	1998-01-29
Perron, Gilles (TP)	Enquête sur un décès survenu dans un Centre hospitalier	1997-07-02
David, Anne-Marie (P)	Enquête sur un décès survenu après consultation à l'urgence d'un hôpital	1997-08-11
Malouin, Luc (TP)	Enquête relativement au décès de 44 personnes survenus lors d'un accident d'autobus	1997-10-22

NOTE : Les données ne concernent que le secteur des enquêtes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

6. ÉTAT DE SITUATION RELATIF AUX ENQUÊTES CONCERNANT LA CONDUITE DE CORONER(S),
CONFORMÉMENT À LA LOI SUR LA RECHERCHE DES CAUSES ET DES CIRCONSTANCES DES DÉCÈS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RECHERCHE DES CAUSES ET DES CIRCONSTANCES DES DÉCÈS 04.03

QUESTION 6 : État de situation relatif aux enquêtes concernant la conduite de coroner(s), conformément à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès

Me Bouliane a fait l'objet d'une enquête demandée par le ministre de la Sécurité publique relativement à une situation apparente de conflits d'intérêts l'impliquant dans un commerce de vente d'autobus scolaires usagés à Cuba. Dans ce dossier sont mises en évidence les obligations d'exclusivité de services du coroner envers son employeur (article 13 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*) et une situation de conflit d'intérêts (article 18 de la même loi). Conformément à la Loi, le juge en chef Albert Gobeil entendit la cause au mois de mai 1995 et remit au ministre de la Sécurité publique son rapport.

Le 28 août 1995, Me Bouliane a déposé une procédure en deux volets:

- le premier portant sur la révision du processus décisionnel entrepris et la cassation du rapport d'enquête du juge en chef;
- le second sur l'aspect requête pour jugement déclaratoire pour que la Cour fournisse des balises quant à l'interprétation de l'article 14, de façon à ce que, si un nouveau processus d'enquête est déclenché, il se déroule selon des règles pré-établies.

Le 13 septembre 1995, les parties se sont présentées en Cour et il y eu report des procédures disciplinaires. Le 18 décembre 1995, les parties se sont de nouveau présentées devant la Cour Supérieure pour poursuivre le processus initié. Une question préalable à l'audition porte sur la mise sous scellés du rapport du juge Gobeil jusqu'au jugement à intervenir, et la requête pour l'émission d'une ordonnance de non publication des propos et extraits concernant ce rapport. Au moment où le juge s'apprêtait à rendre sa décision, des procureurs de différents médias se sont présentés pour faire valoir leurs motifs à l'effet que le rapport se devait d'être public. Après leurs interventions, le juge a rendu son jugement séance tenante rejetant les requêtes préliminaires de Me Bouliane. Le procureur de Me Bouliane a immédiatement décidé d'en appeler de cette décision, puisqu'il considérait qu'il comporte des erreurs de droit et qu'il est de nature à porter irrémédiablement atteinte aux droits fondamentaux de son client.

Le 22 janvier 1996, il fut permis d'en appeler à la Cour d'Appel. Le 21 mars 1996, la Cour d'Appel, après avoir examiné le dossier et entendu les parties, rejette l'appel. La même journée, Me Bouliane décide de s'adresser à la Cour Suprême. Le 5 septembre 1996, la requête pour permission d'en appeler à la Cour Suprême sur la décision du juge de rendre public le rapport du juge en chef a été rejetée.

Le 15 avril 1997, l'audition sur la requête en évocation a continué et s'est poursuivie le 17 avril, les 6 et 7 mai 1997. Le 28 octobre 1997, la Cour Supérieure a donné raison à Marc-André Bouliane et a annulé le rapport d'enquête du 7 juillet 1995. Elle a ordonné que le dossier soit retourné au juge en chef de la Cour du Québec pour qu'une nouvelle enquête soit tenue. La décision était:

- 1) qu'en regard du deuxième mandat (le 29 mars 1995), le Ministère a demandé au juge en chef d'élargir son mandat pour inclure 10 autres événements), la règle d'informer la personne visée par l'enquête n'a pas été suivie et il y a eu accroch aux règles de justice naturelle. Il y a eu excès de juridiction;
- 2) l'audition formelle, complète et impartiale s'imposait vu que l'enquête était une étape nécessaire et inéluctable dans un processus disciplinaire pouvant mener à la destitution.

Marc-André Bouliane avait le droit et aurait dû avoir l'occasion d'assister à l'enquête, de contre-interroger les témoins et d'y administrer une preuve pertinente. L'en avoir privé constitue un excès de juridiction.

Le 26 janvier 1998, le Ministre de la Sécurité publique a demandé à la juge en chef de la Cour du Québec qu'une nouvelle enquête soit tenue relativement aux implications de M.A. Bouliane, coroner permanent en regard de la vente d'autobus scolaires usagés à Cuba.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

7. COÛTS RATTACHÉS AUX PROCÉDURES RELATIVES AUX ENQUÊTES
CONCERNANT LA CONDUITE DE CORONER(S),
CONFORMÉMENT À LA LOI SUR LA RECHERCHE DES CAUSES ET DES CIRCONSTANCES DES DÉCÈS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RECHERCHE DES CAUSES ET DES CIRCONSTANCES DES DÉCÈS 04.03

QUESTION 7 : Coûts rattachés aux procédures relatives aux enquêtes concernant la conduite de coroner(s), conformément à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès

AUCUN COÛT EN 1997-1998

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

8. NOMBRE DE DÉTENUS QUI, DURANT L'ANNÉE 1997-1998, N'ÉTAIENT PAS EN CENTRE DE DÉTENTION ALORS QU'ILS DEVAIENT NORMALEMENT Y ÊTRE EN RAISON DE LA NATURE DE LEUR SENTENCE, EN PRÉCISANT POUR CHACUN ET CE, POUR CHAQUE CENTRE QU'IL AURAIT DÛ OCCUPER :

A) LA NATURE DE LA SENTENCE ;

B) LE MOTIF DE LA LIBÉRATION.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

QUESTION 8 : Nombre de détenus qui, durant l'année 1997-1998, n'étaient pas en centre de détention alors qu'ils devaient normalement y être en raison de la nature de leur sentence, en précisant pour chacun et ce, pour chaque centre qu'il aurait dû occuper : a) la nature de la sentence; b) le motif de la libération

VENTILATION DES ABSENCES TEMPORAIRES SELON LE MOTIF ET LA DURÉE DE LA SENTENCE
 (Nombre journalier moyen de personnes inscrites en détention ¹)

Durée de la sentence	Fraction de la sentence	Incarcérés	Absences temporaires			TOTAL
			Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	
6 mois et plus	- 1/6	602	17	2	3	624
	1/6 à 1/3	394	28	6	329	757
	+ 1/3	651	152	6	10	819
Moins de 6 mois	- 1/6	196	155	1	4	356
	1/6 à 1/3	99	129	2	243	473
	+ 1/3	131	200	4	625	960
Prévenus	N/A	1187	0	48	0	1235
Autres ²	N/A	12	2	0	10	24
Total ³	N/A	3272	683	69	1224	5248

¹ Il s'agit d'une estimation basée sur les 11 premiers mois de 1997-1998.

² Peine continue dont le calcul de sentence n'est pas complété lors du relevé informatique.

³ Excluant les peines discontinues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

9. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LES SERVICES DE TRAITEMENT DES PLAINTES
DES ÉTABLISSEMENTS CARCÉRAUX ET/OU REÇUES PAR LE MINISTÈRE AU 31 MARS 1998,
EN PRÉCISANT LA NATURE ET LE SUIVI APPORTÉ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

ESTRIE - MONTÉRÉGIE

QUESTION 9 : Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1998, en précisant la nature de chacune et le suivi apporté

Établissement	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTES FONDÉES
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
Sherbrooke	42	3 : 3 SPAC	7,5	36	85			3	7,5	Objets perdus (1) Cantine épargne fonds (1) Mesures de sécurité (1)
Sorel	24	12 : SPSC (1) SPAC (1) APAC (1)	50	11	46			1	4	Soins médicaux, délais (1) Conditions d'hébergement (9) Membres du personnel (1) Objets perdus (1) Perte privilège (1)
Valleyfield	4			4	100					
TOTAL :	70	15	21	51	73			4	6	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

QUÉBEC - MAURICIE-BOIS-FRANCS - CHAUDIÈRE APPALACHES
SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

QUESTION 9 : Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1998, en précisant la nature de chacune et le suivi apporté

Établissement	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTE FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
C.D.Q. (Masc)	58	9: SPSC (4) APAC (4)	15	49	85					Classement (2) Soins médicaux (1) Perte de droit (1) Membres de personnel (1) Objets perdus, volés, effets personnels... (1) Transfert, transport (3)
C.D.Q. (FÉM)	1			1	100					
ROBERVAL	4	3: APAC (1) APSC (1) SPSC (1)	75	1	25					Membres de personnel (1) Condition d'hébergement (1) Transfert (1)
TRS-RIVIÈRES	10			10	100					
Total :	73	12	16,4	61	83,6					

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

BAS-ST-LAURENT - GASPÉSIE - CÔTE-NORD - ILES-DE-LA-MADELEINE

QUESTION 9 : Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1998, en précisant la nature de chacune et le suivi apporté

Établissement	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTES FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
BAIE-COMEAU	1			1	100					
RIMOUSKI	9			9	100					
SEPT-ILES	2			2	100					
TOTAL :	12			12	100					

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

MONTRÉAL

QUESTION 9 : Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1998, en précisant la nature de chacune et le suivi apporté

Établissement	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTES FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
MONTRÉAL	46	12 : APAC (4)	27	32	72			2	5	Nourriture, diète (4) Conditions d'hébergement(5) Gestion des sentences (1) Transfert, transport (2)
RIV. PRAIRIES	88	22 : APAC (6) SPSC (9) SPAC (4) APSC (3)	25	64	72			2	3	Nourriture, diète (2) Condition d'hébergement (6) Erreur de procédure (1) Membre du personnel (6) Soins médicaux (2) Vêtements (2) Objets perdus (2) Classement (1)
TANGUAY	6	1: SPAC (1)	16	5	84					Classement (1)
TOTAL :	140	35	25	101	72			4	3	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

LAURENTIDES - LAVAL - LANAUDIÈRE - OUTAOUAIS

QUESTION 9 : Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1998, en précisant la nature de chacune et le suivi apporté

Établissement	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTES FONDÉES
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
HULL	19	3 : SPAC (3)	15	14	74			2	11	Perte de droit (1) Condition d'hébergement (1) Objets perdus, volés, effets personnels (2) Activités rémunérées (1)
ST-JÉRÔME	44	5 : SPAC (4) APAC (1)	11	36	82			3	7	Objets perdus (3) Transfert, transport (2) Perte de droits (1) Soins médicaux (1) Absence temporaire (1)
TOTAL :	63	8	13	50	79			5	8	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE - NORD DU QUÉBEC

QUESTION 9 : Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1998, en précisant la nature de chacune et le suivi apporté

Établissement	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTE FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
AMOS	4	2 : SPAC (2)	50	2	50					Soins médicaux (délai) (1) Absence temporaire (1)
TOTAL :	4	2	50	2	50					

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

DANS L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES

QUESTION 9 : Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1998, en précisant la nature de chacune et le suivi apporté

		COTE								
	Nbre	Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
TOTAL :	362	72	19	277	71			13	4	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

10. POUR CHACUN DES CENTRES DE DÉTENTION, INDIQUER :

- A) LE NOM DE L'ÉTABLISSEMENT, SA CAPACITÉ D'ACCUEIL ET LE TAUX D'OCCUPATION 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 ET 1997-1998 ;
- B) LES DÉPENSES 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 ET 1997-1998 ;
- C) LES COÛTS PER DIEM 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 ET 1997-1998 ;
- D) LES CRÉDITS ALLOUÉS 1997-1998 ;
- E) LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATION POUR LES CENTRES DE DÉTENTION.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

QUESTION 10 : Pour chacun des centres de détention, indiquer: a) le nom de l'établissement, sa capacité d'accueil et le taux d'occupation; b) les dépenses 94-95, 95-96, 96-97 et 97-98; c) les coûts par place; d) les crédits alloués 97-98; e) le plan triennal d'immobilisation pour les centres de détention.																
Centres de détention	Nb. de places				Taux d'occupation				Dépenses avec loyer				Per diem avec loyer			
	94-95	95-96	96-97	97-98	94-95	95-96	96-97	ESTIMÉ	94-95	95-96	96-97	ESTIMÉ	94-95	95-96	96-97	ESTIMÉ
GROUPE A																
Détention Montréal(Bordeaux)	949	985	985	916	0,96	0,93	0,98	0,96	38 589,44	39 376,04	38 903,34	36 324,94	116 \$	117 \$	111 \$	113 \$
CDQ	477	477	477	492	1,08	1,09	1,14	1,19	29 953,84	30 023,04	30 458,64	29 610,44	160 \$	158 \$	153 \$	139 \$
Rivière des prairies (1)	466	466	470	470	0,93	0,82	0,88	0,85	28 138,24	27 511,04	30 219,94	38 079,54	179 \$	197 \$	200 \$	261 \$
GROUPE B																
Laval (B-16)	147	0	0		0,98	0,64			4 976,44	1 498,64			95 \$	173 \$		
Maison Tanguay	132	132	132	94	1,28	1,19	1,04	1,00	7 828,44	7 808,74	7 601,14	6 907,94	127 \$	136 \$	151 \$	202 \$
St-Jérôme	130	130	224	224	0,85	1,28	1,18	1,44	8 374,54	13 644,64	15 681,54	17 170,54	207 \$	224 \$	162 \$	146 \$
Sherbrooke	158	158	158	158	0,98	0,99	1,10	1,00	8 729,84	8 631,64	9 093,64	8 881,14	155 \$	152 \$	144 \$	154 \$
Trois-Rivières	134	154	154	154	1,24	1,08	1,07	1,06	7 988,04	7 985,04	8 002,94	7 750,24	132 \$	131 \$	133 \$	130 \$
Waterloo	180	180	0		0,99	0,99	0,64		6 474,04	6 309,94	1 649,84		100 \$	97 \$		
Hull	86	109	131	146	1,28	1,02	1,14	1,02	7 099,14	8 419,74	10 139,64	9 969,54	177 \$	207 \$	185 \$	184 \$
GROUPE C																
Amos	82	82	82	82	0,96	0,91	0,95	0,86	4 552,64	4 508,24	4 449,24	3 917,64	159 \$	166 \$	156 \$	153 \$
Beau-Comeau	92	92	92	92	0,76	0,77	0,81	0,62	3 527,34	3 517,34	3 502,34	3 265,94	139 \$	136 \$	129 \$	156 \$
Chicoutimi	62	62	62	62	0,95	0,93	0,95	0,98	2 676,04	2 718,54	2 865,14	2 838,94	126 \$	129 \$	133 \$	128 \$
Roberval	60	60	60	60	0,85	0,90	0,81	0,79	2 367,04	2 410,34	2 380,04	2 032,34	128 \$	122 \$	119 \$	118 \$
St-Hyacinthe	65	65	0		0,93	1,06	0,80		3 322,44	3 590,44	1 150,74		153 \$	142 \$		
Sorel	65	65	65	64	1,04	1,03	1,22	1,02	3 211,64	3 144,14	3 686,54	4 245,14	131 \$	129 \$	128 \$	178 \$
GROUPE D																
Cowansville	56	56	0		0,83	0,84	0,49		2 338,04	2 260,74	815,04	327,14	138 \$	132 \$		
Joliette/ Q.C. Joliette 96-97	41	30	0		1,16	1,24	0,13		2 582,64	2 518,04	1 529,44	1 214,34	152 \$	186 \$		
New-Carlisle	64	64	64	64	0,84	0,80	0,94	0,85	2 778,64	2 725,84	3 022,34	2 990,54	142 \$	146 \$	138 \$	150 \$
Rimouski	44	68	68	88	0,98	0,90	1,10	1,10	3 525,14	4 846,34	5 077,74	5 658,04	224 \$	218 \$	186 \$	160 \$
Valleyfield	52	52	52	52	1,03	1,10	1,05	0,98	2 432,44	2 408,94	2 559,54	2 595,14	124 \$	115 \$	128 \$	140 \$
GROUPE E																
Rivière-du-loup	20	32	0		1,28	1,00	0,62		2 344,44	3 440,04	1 504,84		251 \$	293 \$		
Sept-Îles	19	19	19	19	0,88	0,93	0,99	1,16	1 567,14	1 643,94	1 588,14	1 643,74	258 \$	255 \$	232 \$	205 \$
Havre-Aubert	2	2	2	2	0,29	0,33	0,38	0,23	182,04	170,84	184,94	191,24	858 \$	706 \$	660 \$	1159 \$
Total	3683	3640	3297	3238	0,99	0,96	0,96	1,01	186 169,64	191 282,04	186 762,04	185 613,74	144 \$	151 \$	148 \$	155 \$

(1) Centre de prévention de Montréal (Parthenais) pour 1994-1995 et 1995-1996

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

11. BILAN 1997-1998 DU PROGRAMME DE TRAVAIL AUPRÈS D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES
EN REMPLACEMENT DES SENTENCES DE FINS DE SEMAINE, EN PRÉCISANT LA NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS
ET S'IL S'AGIT D'HOMMES, DE FEMMES OU DE JEUNES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

QUESTION 11 : Bilan 1997-1998 du programme de travail auprès d'organismes communautaires en remplacement des sentences de fins de semaine, en précisant la nature des travaux effectués et s'il s'agit d'hommes, de femmes ou de jeunes

ORGANISME	LOCALITÉ	ACHALANDAGE (JOURS)	DÉPENSES (\$)
Unité Point de départ	Joliette	354	5 207,34
C.R.C. Curé Labelle	St-Jérôme	497	7 310,87
Maison Radisson	Trois-Rivières	315	4 633,65
Arc en Soi	Rivière-du-Loup	266	3 912,86
La Relève	Chicoutimi	176	2 588,96
Maison à Damas	Iles-de-la-Madeleine	8	141,68
		Total : 1 616	Total : 23 795,36

L'objectif du programme est d'administrer les décisions des tribunaux à l'égard des personnes condamnées à purger de façon discontinue leur sentence d'incarcération.

Dans le cadre de ce programme, la ressource fournit le gîte, les repas du midi, le soutien et le support aux personnes condamnées à purger une sentence intermittente. Les sentences intermittentes sont habituellement purgées durant les fins de semaine. Le tarif payé à la ressource qui reçoit la personne condamnée est de 14,71 \$ par jour.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

12. BILAN POUR L'ANNÉE 1997-1998 DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE RÉHABILITATION SOCIALE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

QUESTION 12 : Bilan pour l'année 1997-1998 de l'aide financière accordée aux organismes communautaires de réhabilitation sociale

Au cours de l'exercice 1997-1998, les Services correctionnels n'ont versé aucune aide financière à des organismes communautaires de réhabilitation sociale. Cependant, des contrats de services ont été octroyés à différentes ressources communautaires et ces derniers sont déjà inscrits au Cahier des renseignements généraux ou dans les déclarations mensuelles des engagements de plus de 25,0 k\$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

13. RÉPARTITION, AU 31 DÉCEMBRE 1997 ET AU 31 MARS 1998,
DES EFFECTIFS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, PAR DISTRICTS ET PAR POSTES,
AVEC LES UNITÉS DE PATROUILLE QUI EN DÉPENDENT, EN DISTINGUANT L'EFFECTIF DE JOUR DE CELUI DE NUIT

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

14. FOURNIR LES FACTURES DES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
POUR CHACUNE DES MUNICIPALITÉS EN 1997 ET LES PRÉVISIONS POUR 1998

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 14 : Fournir les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 1997 et les prévisions pour 1998

Pour l'année 1997, les données concernant la facturation des services de la Sûreté du Québec aux municipalités ont été compilées par le Ministère des Affaires municipales. La liste des factures pour l'année 1997 est disponible au ministère des Affaires municipales. Par ailleurs, cette responsabilité est sur le point d'être transférée au ministère de la Sécurité publique. Aussi un tableau détaillant la facture 1998 pour les services de base de la SQ se retrouve en annexe.

Facture 1998
pour les services de base de la
Sûreté du Québec



Québec le 23 mars 1998

Ordre numérique

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
01005	L'île-d'Entrée	VL	175	3 466 \$	1001
01010	L'île-du-Havre-Aubert	M	2443	91 605 \$	1002
01015	L'Étang-du-Nord	M	3087	167 105 \$	1003
01020	Cap-aux-Meules	VL	1661	173 514 \$	1004
01025	Fatima	M	2966	104 205 \$	1005
01030	Havre-aux-Maisons	M	2211	83 210 \$	1006
01035	Grande-Entrée	M	692	16 186 \$	1007
01040	Grosse-Île	M	567	44 245 \$	1008
02005	Percé	V	3993	210 945 \$	1009
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	1262	44 299 \$	1010
02015	Grande-Rivière	V	3888	201 034 \$	1011
02020	Saint-François-de-Pabos	M	708	14 260 \$	1012
02025	Pabos	M	1488	72 327 \$	1013
02035	Pabos Mills	M	1578	49 492 \$	1014
02040	Newport	M	2029	69 795 \$	1015
02045	Ste-Germaine-l'Anse-aux-Gascon	P	1281	43 529 \$	1016
02050	Port-Daniel	M	1755	51 217 \$	1017
03005	Gaspé	V	16517	1 500 000 \$	1018
03010	Cloridorme	CT	1084	26 994 \$	1019
03015	Petite-Vallée	M	224	5 293 \$	1020
03020	Grande-Vallée	P	1431	42 765 \$	1021
03025	Murdochville	V	1595	93 633 \$	1022
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	482	16 154 \$	1023
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	VL	1499	40 938 \$	1024
04015	Mont-Saint-Pierre	M	288	8 834 \$	1025
04020	Rivière-à-Claude	M	192	6 582 \$	1026
04025	Marsoui	VL	440	9 540 \$	1027
04030	La Martre	M	315	6 631 \$	1028
04035	Tourelle	M	1566	38 801 \$	1029
04040	Sainte-Anne-des-Monts	V	5617	479 467 \$	1030
04045	Cap-Chat	V	2847	99 644 \$	1031
04050	Capucins	M	280	8 595 \$	1032
05010	Shigawake	M	392	11 313 \$	1033
05015	Saint-Godefroi	CT	488	16 943 \$	1034
05020	Hope Town	M	371	13 382 \$	1035
05025	Hope	CT	822	27 280 \$	1036
05032	Paspébiac	M	3654	155 904 \$	1037
05040	New Carlisle	M	1538	74 117 \$	1038
05045	Bonaventure	V	2884	148 579 \$	1039
05050	Saint-Elzéar	M	565	19 101 \$	1040
05055	Saint-Siméon	P	1211	44 951 \$	1041
05060	Caplan	M	2145	84 164 \$	1042
05065	Saint-Alphonse	M	866	30 101 \$	1043
05070	New Richmond	V	3941	369 841 \$	1044
05075	Grande-Cascapédia	M	261	15 001 \$	1045
05080	Saint-Jules	M	412	16 614 \$	1046
06005	Maria	M	2581	144 951 \$	1047
06010	Carleton	V	2886	167 578 \$	1048
06015	Saint-Omer	P	1381	55 196 \$	1049
06020	Nouvelle	M	2009	89 626 \$	1050
06025	Escuminac	M	661	25 982 \$	1051
06030	Pointe-à-la-Croix	M	1607	63 410 \$	1052
06035	Ristigouche-Parlie-Sud-Est	CT	155	8 841 \$	1053
06040	Saint-André-de-Restigouche	M	220	8 761 \$	1054
06045	Matapédia	P	749	54 967 \$	1055
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	P	747	23 948 \$	1056
06055	Saint-François-d'Assise	P	897	27 361 \$	1057
06060	L'Ascension-de-Patapédia	M	267	8 492 \$	1058
07005	Sainte-Marguerite	M	235	8 872 \$	1059
07010	Sainte-Florence	M	546	16 660 \$	1060
07018	Causapscai	V	2811	111 435 \$	1061
07025	Albertville	M	364	12 594 \$	1062
07030	Saint-Léon-le-Grand	P	1145	38 489 \$	1063
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	464	17 162 \$	1064
07040	Sainte-Irène	P	352	19 565 \$	1065
07047	Amqui	V	6800	388 958 \$	1066
07057	Lac-au-Saumon	M	1553	61 127 \$	1067
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	P	350	8 055 \$	1068

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
07070	Saint-Tharcisius	P	557	15 429 \$	1069
07075	Saint-Vianney	M	592	16 603 \$	1070
07080	Val-Brillant	M	1040	43 037 \$	1071
07085	Sayabec	M	2069	106 736 \$	1072
07090	Saint-Cléophas	P	404	12 362 \$	1073
07095	Saint-Moise	P	625	25 667 \$	1074
07100	Saint-Noël	VL	509	12 114 \$	1075
07105	Saint-Damase	P	439	17 409 \$	1076
08005	Les Méchins	M	1280	52 731 \$	1077
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	P	239	4 353 \$	1078
08015	Grosses-Roches	M	493	15 803 \$	1079
08023	Sainte-Félicité	M	1330	46 125 \$	1080
08030	Saint-Adelme	P	543	19 202 \$	1081
08035	Saint-René-de-Matane	M	1065	34 865 \$	1082
08040	Sainte-Paule	M	228	19 755 \$	1083
08045	Saint-Luc-de-Matane	M	899	37 058 \$	1084
08050	Petit-Matane	M	1360	62 744 \$	1085
08060	Saint-Jérôme-de-Matane	P	1165	69 082 \$	1086
08065	Saint-Léandre	P	401	18 842 \$	1087
08070	Saint-Ulric	VL	754	22 146 \$	1088
08075	Saint-Ulric-de-Matane	P	945	57 007 \$	1089
08080	Baie-des-Sables	M	657	24 088 \$	1090
09005	La Rédemption	P	562	14 115 \$	1091
09010	Saint-Charles-Garnier	P	337	7 447 \$	1092
09015	Les Hauteurs	M	636	22 604 \$	1093
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	P	371	14 768 \$	1094
09025	Saint-Gabriel	M	1223	44 208 \$	1095
09030	Saint-Donat	P	812	43 583 \$	1096
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	M	1162	43 782 \$	1097
09040	Padoue	M	296	10 285 \$	1098
09045	Les Boules	M	410	15 312 \$	1099
09050	Métis-sur-Mer	VL	211	35 111 \$	1100
09055	Saint-Octave-de-Métis	P	575	21 361 \$	1101
09060	Grand-Métis	M	276	14 747 \$	1102
09065	Price	VL	1916	65 522 \$	1103
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	P	587	27 604 \$	1104
09080	Saint-Jean-Baptiste	M	759	33 184 \$	1105
09085	Sainte-Flavie	P	920	52 825 \$	1106
09090	Luceville	VL	1421	57 215 \$	1107
09095	Sainte-Luce	P	1419	95 782 \$	1108
10005	Esprit-Saint	M	472	17 371 \$	1109
10010	La Trinité-des-Monts	P	283	11 915 \$	1110
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	996	45 390 \$	1111
10020	Mont-Lebel	M	355	14 564 \$	1112
10025	Saint-Marcellin	P	313	21 710 \$	1113
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	P	2546	124 643 \$	1114
10035	Pointe-au-Père	V	4145	279 297 \$	1115
10040	Rimouski-Est	VL	2119	107 528 \$	1116
10050	Sainte-Odile-sur-Rimouski	P	1412	68 945 \$	1117
10055	Sainte-Blandine	P	2114	88 169 \$	1118
10060	Saint-Valérien	P	830	37 231 \$	1119
10065	Le Bic	M	2999	151 725 \$	1120
10070	Saint-Fabien	P	1838	92 066 \$	1121
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	P	479	24 580 \$	1122
11005	Saint-Clément	P	566	16 306 \$	1123
11010	Saint-Jean-de-Dieu	M	1828	61 161 \$	1124
11015	Sainte-Rita	M	387	16 566 \$	1125
11020	Saint-Guy	M	108	7 235 \$	1126
11025	Saint-Médard	M	314	8 314 \$	1127
11030	Sainte-Françoise	P	467	15 494 \$	1128
11035	Saint-Éloi	P	340	16 061 \$	1129
11040	Trois-Pistoles	V	3807	206 125 \$	1130
11045	Notre-Dame-des-Neiges	M	1318	84 074 \$	1131
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	P	565	42 535 \$	1132
11055	Saint-Simon	P	504	26 204 \$	1133
12005	Saint-Cyprien	M	1274	56 245 \$	1134
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Lou	M	1374	73 178 \$	1135
12015	Saint-Antoine	P	3368	175 679 \$	1136

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
12020	Saint-Modeste	P	891	50 000 \$	1137
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	M	305	11 577 \$	1138
12030	Saint-Épiphanie	M	895	31 176 \$	1139
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	P	402	14 139 \$	1140
12040	L'Isle-Verte	VL	971	43 056 \$	1141
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	42	8 045 \$	1142
12050	St-Jean-Baptiste-l'Isle-Verte	M	596	37 812 \$	1143
12055	Saint-Georges-de-Cacouna	VL	1130	60 899 \$	1144
12060	Saint-Georges-de-Cacouna	P	664	63 091 \$	1145
12065	Saint-Arsène	P	1198	55 202 \$	1146
12075	Saint-Patrice/Rivière-du-Loup	P	3080	206 146 \$	1147
12080	Notre-Dame-du-Portage	P	1209	116 580 \$	1148
13005	Dégelis	V	3437	222 482 \$	1149
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	M	323	14 362 \$	1150
13015	Packington	P	637	24 881 \$	1151
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	P	486	18 482 \$	1152
13025	Rivière-Bleue	M	1517	67 591 \$	1153
13030	Saint-Eusèbe	P	662	24 393 \$	1154
13035	Notre-Dame-du-Lac	V	2193	101 542 \$	1155
13040	Saint-Juste-du-Lac	M	654	21 185 \$	1156
13045	Auclair	M	546	19 126 \$	1157
13050	Lejeune	M	371	13 137 \$	1158
13055	Biencourt	M	675	23 044 \$	1159
13060	Lac-des-Aigles	M	644	23 840 \$	1160
13065	Saint-Michel-du-Squatec	P	1380	54 669 \$	1161
13070	Cabano	V	3086	151 870 \$	1162
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	M	138	6 120 \$	1163
13080	Saint-Louis-du-Hai Hai	P	1471	55 707 \$	1164
13085	Saint-Elzéar	M	374	11 204 \$	1165
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	838	30 469 \$	1166
13095	Pohénégamook	V	3259	162 230 \$	1167
13100	Saint-Athanase	M	391	11 768 \$	1168
14005	Mont-Carmel	M	1287	54 790 \$	1169
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	529	28 936 \$	1170
14015	Saint-Pascal	V	2504	135 280 \$	1171
14020	Saint-Pascal	M	1346	67 561 \$	1172
14025	Sainte-Hélène	P	933	37 935 \$	1173
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	412	19 454 \$	1174
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	1807	85 727 \$	1175
14040	Saint-André	M	598	29 873 \$	1176
14045	Saint-Germain	P	300	15 516 \$	1177
14050	Kamouraska	M	707	53 205 \$	1178
14055	Saint-Denis	P	488	38 646 \$	1179
14060	Saint-Philippe-de-Néri	P	967	36 046 \$	1180
14065	Rivière-Ouelle	M	1257	76 025 \$	1181
14070	Saint-Pacôme	M	1799	75 541 \$	1182
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	M	883	27 915 \$	1183
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	P	649	26 533 \$	1184
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	1862	95 648 \$	1185
15005	Saint-Irénée	P	643	76 829 \$	1186
15020	Sainte-Agnès	P	675	42 992 \$	1187
15025	Notre-Dame-des-Monts	M	913	28 785 \$	1188
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	M	900	59 249 \$	1189
15040	Cap-à-l'Aigle	VL	713	60 011 \$	1190
15045	Rivière-Malbaie	M	2022	129 168 \$	1191
15050	Saint-Fidèle	M	946	42 473 \$	1192
15055	Saint-Siméon	VL	1012	46 254 \$	1193
15060	Saint-Siméon	P	477	25 202 \$	1194
15065	Baie-Sainte-Catherine	M	295	14 226 \$	1195
16005	Petite-Rivière-Saint-François	M	753	63 480 \$	1196
16013	Baie-Saint-Paul	V	7379	385 292 \$	1197
16025	La Baleine	M	279	34 497 \$	1198
16028	L'Île-aux-Coudres	M	1066	64 754 \$	1199
16040	Saint-Joseph-de-la-Rive	VL	204	25 347 \$	1200
16045	Les Éboulements	M	1013	92 031 \$	1201
16050	Saint-Hilarion	P	1215	56 229 \$	1202
16055	Saint-Urbain	P	1528	79 816 \$	1203
17005	Saint-Omer	M	363	13 621 \$	1204

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
17010	Saint-Pamphile	V	2990	125 019 \$	1205
17015	Saint-Adalbert	M	708	26 879 \$	1206
17020	Saint-Marcel	M	548	19 605 \$	1207
17025	Sainte-Félicité	M	472	11 537 \$	1208
17030	Sainte-Perpétue	M	2028	77 557 \$	1209
17035	Tourville	M	800	22 517 \$	1210
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	M	630	32 534 \$	1211
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	P	830	42 230 \$	1212
17050	Saint-Eugène	P	1158	48 084 \$	1213
17055	Saint-Aubert	M	1343	100 873 \$	1214
17060	Sainte-Louise	P	823	35 382 \$	1215
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	P	1008	64 135 \$	1216
17070	Saint-Jean-Port-Joli	M	3402	233 990 \$	1217
17075	L'Islet	V	934	55 054 \$	1218
17080	L'Islet-sur-Mer	M	1786	96 013 \$	1219
18005	Saint-Just-de-Bretenières	M	881	34 247 \$	1220
18010	Lac-Frontière	M	174	7 892 \$	1221
18015	Saint-Fabien-de-Panet	P	1061	36 833 \$	1222
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	408	10 540 \$	1223
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	P	705	30 139 \$	1224
18030	Saint-Paul-de-Montminy	M	931	50 664 \$	1225
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	376	12 658 \$	1226
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	M	394	18 646 \$	1227
18045	Cap-Saint-Ignace	M	3078	172 677 \$	1228
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	889	51 254 \$	1229
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	M	1609	98 501 \$	1230
18065	Berthier-sur-Mer	P	1227	100 534 \$	1231
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	176	19 797 \$	1232
19005	Saint-Philémon	P	853	49 924 \$	1233
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	844	45 439 \$	1234
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	406	20 036 \$	1235
19020	Saint-Léon-de-Standon	P	1237	58 836 \$	1236
19025	Saint-Malachie	P	1355	81 376 \$	1237
19030	Saint-Damien-de-Buckland	P	2216	129 423 \$	1238
19037	Armagh	M	1604	72 526 \$	1239
19045	Saint-Nérée	P	832	43 436 \$	1240
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	1249	60 047 \$	1241
19055	Sainte-Claire	M	3160	225 995 \$	1242
19062	Saint-Anselme	VL	3317	226 973 \$	1243
19070	Honfleur	M	836	62 292 \$	1245
19075	Saint-Gervais	M	1875	123 727 \$	1246
19082	Saint-Raphaël	M	2187	112 354 \$	1247
19090	La Durantaye	P	721	37 314 \$	1248
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	M	2197	151 715 \$	1249
19105	Saint-Étienne-de-Beaumont	M	2067	165 546 \$	1250
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	M	1676	124 847 \$	1251
19117	Saint-Vallier	M	1042	73 925 \$	1252
20005	Saint-François	P	484	60 026 \$	1253
20010	Sainte-Famille	P	913	83 212 \$	1254
20015	Saint-Jean	P	847	142 244 \$	1255
20020	Saint-Laurent	P	1576	183 628 \$	1256
20025	Saint-Pierre-de-L'Île-d'Orléan	M	1982	146 583 \$	1257
20030	Sainte-Pétronille	VL	1090	127 511 \$	1258
21005	Saint-Tite-des-Caps	M	1522	84 802 \$	1259
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	M	2219	343 142 \$	1260
21020	Saint-Joachim	P	1493	86 657 \$	1261
21025	Beaupré	V	2799	423 743 \$	1262
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	V	3023	181 226 \$	1263
21035	Château-Richer	V	3579	238 571 \$	1264
21040	L'Ange-Gardien	P	2841	179 130 \$	1265
25005	St-Lambert-de-Lauzon	P	4590	367 288 \$	1266
26005	Frampton	M	1278	92 119 \$	1267
26010	Saints-Anges	P	938	59 766 \$	1268
26015	Vallée-Jonction	M	1827	102 328 \$	1269
26022	Saint-Elzéar	M	1665	127 753 \$	1270
26035	Sainte-Marguerite	P	985	85 476 \$	1271
26040	Sainte-Hénédine	P	1175	80 202 \$	1272
26048	Scott	M	1544	94 358 \$	1273

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
26055	Saint-Bernard	M	2023	164 231 \$	1274
26063	Saint-Isidore	M	2657	155 247 \$	1275
27008	Saint-Victor	M	2408	153 799 \$	1276
27015	Saint-Alfred	M	467	25 674 \$	1277
27028	Beauceville	V	6371	386 076 \$	1279
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	1448	70 261 \$	1281
27040	Saint-Joseph-de-Beauce	P	1121	70 954 \$	1282
27045	Saint-Joseph-de-Beauce	V	3240	199 110 \$	1283
27050	Saint-Joseph-des-Érables	M	455	29 614 \$	1284
27055	Saint-Jules	P	537	31 273 \$	1285
27060	Tring-Jonction	VL	1387	65 172 \$	1286
27065	Saint-Frédéric	P	1006	52 053 \$	1287
27070	Saint-Séverin	P	272	18 211 \$	1288
28005	Saint-Zacharie	M	2180	88 696 \$	1289
28015	Sainte-Aurélie	M	867	51 576 \$	1290
28020	Saint-Prosper	M	3772	175 434 \$	1291
28025	Saint-Benjamin	M	917	34 961 \$	1292
28030	Sainte-Rose-de-Watford	M	814	35 443 \$	1293
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	M	455	25 660 \$	1294
28040	Saint-Cyprien	M	617	29 048 \$	1295
28045	Sainte-Justine	P	1939	86 648 \$	1296
28050	Lac-Etchemin	V	2488	132 904 \$	1297
28055	Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin	P	1565	98 161 \$	1298
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	M	524	24 740 \$	1299
28065	Sainte-Sabine	P	455	17 353 \$	1300
28070	Saint-Camille-de-Lellis	P	963	38 912 \$	1301
28075	Saint-Magloire	M	800	33 449 \$	1302
29005	Saint-Théophile	M	823	63 502 \$	1303
29010	Saint-Gédéon-de-Beauce	M	1770	81 163 \$	1304
29015	Saint-Gédéon	P	584	33 088 \$	1305
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	P	121	24 621 \$	1306
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	M	638	40 701 \$	1307
29030	La Guadeloupe	VL	1772	85 105 \$	1308
29035	Shenley	CT	1009	45 954 \$	1309
29040	Saint-Honoré	P	691	45 860 \$	1310
29045	Saint-Martin	P	2546	110 001 \$	1311
29050	Saint-René	P	573	25 039 \$	1312
29057	Saint-Côme-Linière	M	3241	156 225 \$	1313
29065	Saint-Philibert	M	414	19 499 \$	1314
29070	Saint-Georges-Est	P	3555	238 025 \$	1315
29085	Aubert-Gallion	M	2209	118 407 \$	1316
29090	Saint-Jean-de-la-Lande	P	763	36 689 \$	1317
29095	Lac-Poulin	VL	63	28 009 \$	1318
29100	Saint-Benoît-Labre	M	1553	101 003 \$	1319
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	M	2528	129 850 \$	1320
29120	Notre-Dame-des-Pins	P	1025	54 429 \$	1321
29125	Saint-Simon-les-Mines	M	383	22 389 \$	1322
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	P	715	53 510 \$	1323
30010	Notre-Dame-des-Bois	M	654	47 090 \$	1324
30015	Val-Racine	P	104	10 906 \$	1325
30020	Piopolis	M	300	42 136 \$	1326
30025	Frontenac	M	1402	127 965 \$	1327
30035	Marston	CT	595	48 196 \$	1328
30040	Milan	M	281	20 297 \$	1329
30045	Nantes	M	1361	67 988 \$	1330
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	M	821	57 279 \$	1331
30055	Audet	M	732	39 855 \$	1332
30072	Saint-Ludger	M	1302	70 699 \$	1333
30070	Saint-Robert-Bellarmin	M	687	33 482 \$	1335
30080	Lac-Drolet	M	1133	73 966 \$	1337
30085	Saint-Sébastien	M	799	54 735 \$	1338
30090	Courcelles	P	988	54 024 \$	1339
30095	Lambton	M	1517	158 894 \$	1340
30100	Saint-Romain	M	682	55 334 \$	1341
30105	Stomoway	M	564	40 608 \$	1342
30110	Stratford	CT	786	121 922 \$	1343
31005	Beaulac	VL	397	34 725 \$	1344
31010	Garthby	CT	399	44 734 \$	1345

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
31015	Disraeli	V	2657	121 825 \$	1346
31020	Disraeli	P	1069	75 530 \$	1347
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	P	179	14 339 \$	1348
31030	Saint-Fortunat	M	275	21 133 \$	1349
31035	Saint-Julien	P	420	21 605 \$	1350
31040	Irlande	M	1011	56 429 \$	1351
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	M	1735	143 751 \$	1352
31050	Sainte-Praxède	P	354	43 050 \$	1353
31055	Saint-Méthode-de-Frontenac	M	1613	118 013 \$	1354
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	583	36 186 \$	1355
31065	Sainte-Anne-du-Lac	VL	63	37 818 \$	1356
31070	Sacré-Coeur-de-Marie-Pite-Sud	P	668	42 693 \$	1357
31080	Thetford-Parie-Sud	CT	3030	171 071 \$	1358
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	M	375	24 996 \$	1359
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	M	390	27 081 \$	1360
31105	Kinnear's Mills	M	358	28 446 \$	1361
31110	Pontbriand	M	858	42 516 \$	1362
31115	Robertsonville	VL	1829	91 824 \$	1363
31122	East Broughton	M	2489	92 189 \$	1364
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	P	604	37 855 \$	1365
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	M	871	59 843 \$	1366
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	M	750	49 444 \$	1367
32005	Vianney	M	183	11 661 \$	1368
32010	Bernierville	VL	1871	73 919 \$	1369
32015	Saint-Ferdinand	M	771	88 265 \$	1370
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	M	662	38 408 \$	1371
32035	Princeville	P	1753	121 003 \$	1372
32045	Plessisville	P	2728	142 256 \$	1373
32050	Saint-Pierre-Baptiste	P	508	39 528 \$	1374
32055	Invemess	VL	253	12 494 \$	1375
32060	Invemess	CT	602	54 425 \$	1376
32065	Lyster	M	1715	92 182 \$	1377
32072	Laurierville	M	1586	76 459 \$	1378
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	P	752	36 176 \$	1379
32085	Villeroy	M	493	23 781 \$	1380
33007	Saint-Sylvestre	M	968	71 576 \$	1381
33015	Sainte-Agathe	VL	675	34 075 \$	1382
33020	Sainte-Agathe	P	561	51 230 \$	1383
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	1125	87 369 \$	1384
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	1080	103 062 \$	1385
33035	Saint-Gilles	P	1806	108 176 \$	1386
33040	Dosquet	M	908	37 336 \$	1387
33045	Saint-Agapit	M	2913	156 708 \$	1388
33050	Saint-Flavien	VL	796	37 212 \$	1389
33055	Saint-Flavien	P	657	45 667 \$	1390
33060	Laurier-Station	VL	2399	159 586 \$	1391
33065	Saint-Janvier-de-Joly	M	936	44 387 \$	1392
33070	Val-Alain	M	895	43 048 \$	1393
33075	Sainte-Emmélie	P	322	21 802 \$	1394
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	1278	75 668 \$	1395
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	759	43 668 \$	1396
33090	Saint-Apollinaire	M	3716	306 301 \$	1397
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	M	1381	133 868 \$	1398
33100	Sainte-Croix	VL	1618	99 405 \$	1399
33105	Sainte-Croix	P	825	71 042 \$	1400
33115	Lotbinière	M	1008	74 327 \$	1401
33125	Leclercville	VL	295	12 887 \$	1402
34007	Neuville	V	3261	226 241 \$	1403
34017	Pont-Rouge	V	6821	416 134 \$	1404
34035	Saint-Basile-Sud	VL	1684	106 796 \$	1405
34040	Saint-Basile	P	840	57 802 \$	1406
34045	Notre-Dame-de-Portneuf	P	1727	85 359 \$	1407
34050	Portneuf	V	1470	99 626 \$	1408
34055	Deschambault	M	1240	451 095 \$	1409
34060	Saint-Gilbert	P	323	16 064 \$	1410
34065	Saint-Marc-des-Carières	VL	2955	181 797 \$	1411
34070	Grondines	M	718	51 584 \$	1412
34075	Saint-Casimir	M	1347	65 973 \$	1413

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
34080	Saint-Casimir	P	436	23 676 \$	1414
34085	Saint-Thurbe	P	360	18 526 \$	1415
34090	Saint-Ubalde	M	1540	113 989 \$	1416
34097	Saint-Alban	M	1159	73 150 \$	1417
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	M	337	45 223 \$	1418
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	M	988	87 074 \$	1419
34120	Lac-Sergeant	V	198	46 798 \$	1420
34128	Saint-Raymond	V	8733	615 481 \$	1421
34135	Rivière-à-Pierre	M	694	59 376 \$	1422
35005	Notre-Dame-de-Montauban	M	909	52 067 \$	1423
35010	Lac-aux-Sables	P	1441	102 073 \$	1424
35015	Saint-Adelphe	P	1014	56 747 \$	1425
35020	Saint-Séverin	P	976	55 012 \$	1426
35025	Saint-Tite	V	2555	123 299 \$	1427
35030	Saint-Tite	P	1445	103 334 \$	1428
35035	Hérouxville	P	1314	61 305 \$	1429
35040	Grandes-Piles	VL	371	29 423 \$	1430
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	P	298	29 467 \$	1431
35050	Sainte-Thècle	M	2698	130 178 \$	1432
35055	Boucher	M	454	44 473 \$	1433
37005	Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	2181	119 718 \$	1434
37010	Saint-Prosper	P	548	41 629 \$	1435
37015	Saint-Stanislas	M	1174	62 041 \$	1436
37020	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	1044	62 879 \$	1437
37025	Batiscan	M	891	61 129 \$	1438
37030	Champlain	M	1608	124 464 \$	1439
37035	Saint-Luc-de-Vincennes	M	623	29 647 \$	1440
37040	Saint-Narcisse	P	1937	93 409 \$	1441
37045	Saint-Maurice	P	2295	106 296 \$	1442
37050	Sainte-Marthe-du-Cap	M	6150	510 859 \$	1443
37060	Saint-Louis-de-France	V	7327	645 474 \$	1444
37075	Pointe-du-Lac	M	6197	607 384 \$	1445
37080	Saint-Étienne-des-Grès	P	3823	228 471 \$	1446
38005	Saint-Sylvere	M	863	49 799 \$	1447
38010	Bécancour	V	11489	1 500 000 \$	1448
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	M	476	27 089 \$	1449
38020	Lemieux	M	347	14 704 \$	1450
38028	Manseau	M	1005	40 476 \$	1451
38035	Sainte-Françoise	M	505	29 117 \$	1452
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	777	39 167 \$	1453
38045	Forterville	VL	419	14 461 \$	1454
38050	Ste-Philomène-de-Forterville	P	286	17 264 \$	1455
38055	Parisville	P	553	33 391 \$	1456
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	420	22 471 \$	1457
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	M	1336	71 688 \$	1458
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	M	1060	65 345 \$	1459
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	P	206	38 102 \$	1460
39010	Ham-Nord	CT	959	45 501 \$	1461
39015	Notre-Dame-de-Ham	M	343	12 172 \$	1462
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	P	477	30 896 \$	1463
39025	Tingwick	P	1278	92 101 \$	1464
39030	Chesterville	M	784	50 257 \$	1465
39035	Chester-Est	CT	333	19 410 \$	1466
39042	Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	893	53 979 \$	1467
39045	Norbertville	VL	255	10 932 \$	1468
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	2264	132 055 \$	1469
39075	Warwick	V	2904	178 782 \$	1470
39080	Warwick	CT	1972	150 395 \$	1471
39085	Saint-Albert	M	1430	80 569 \$	1472
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	P	431	25 838 \$	1473
39097	Kingsey Falls	M	1868	181 427 \$	1474
39105	Sainte-Séraphine	P	399	31 954 \$	1475
39117	Sainte-Cloilde-de-Horton	M	1486	88 264 \$	1476
39130	Saint-Samuel	P	726	31 969 \$	1477
39135	Saint-Valère	M	1337	72 198 \$	1478
39145	Saint-Rosaire	P	741	45 581 \$	1479
39150	Sainte-Anne-du-Sault	P	1385	64 540 \$	1480
39155	Daveluyville	M	1038	53 731 \$	1481

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
39165	Maddington	CT	428	16 845 \$	1482
39170	Saint-Louis-de-Blandford	P	806	41 911 \$	1483
40005	Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	233	23 358 \$	1484
40010	Saint-Adrien	M	534	27 137 \$	1485
40017	Wotton	M	1583	74 911 \$	1486
40025	Saint-Camille	CT	459	28 759 \$	1487
40032	Saint-Georges-de-Windsor	M	874	59 954 \$	1488
40045	Danville	V	1796	58 649 \$	1489
40050	Shipton	M	2753	128 265 \$	1490
40055	Trois-Lacs	M	502	29 343 \$	1491
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	M	978	67 063 \$	1492
41020	Chartierville	M	328	36 422 \$	1493
41027	La Patrie	M	816	60 719 \$	1494
41035	Newport	CT	729	72 827 \$	1495
41040	Sawyerville	VL	832	34 561 \$	1496
41045	Cookshire	V	1532	80 797 \$	1497
41050	Eaton	CT	2819	189 360 \$	1498
41070	Bury	M	1151	82 883 \$	1499
41075	Hampden	CT	153	12 888 \$	1500
41080	Scotstown	V	680	19 226 \$	1501
41085	Lingwick	CT	425	49 911 \$	1502
41095	Saint-Gérard	VL	514	26 294 \$	1503
41097	Weedon	M	2107	120 946 \$	1504
41117	Dudswell	M	1607	126 311 \$	1505
42005	Stoke	M	2409	150 351 \$	1506
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	P	2008	107 822 \$	1507
42025	Saint-Denis-de-Brompton	P	2289	194 941 \$	1508
42032	Racine	M	1036	101 232 \$	1509
42040	Bonsecours	M	503	50 333 \$	1510
42045	Lawrenceville	VL	666	27 842 \$	1511
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	644	43 603 \$	1512
42060	Valcourt	CT	1030	73 361 \$	1513
42065	Maricourt	M	458	30 842 \$	1514
42070	Kingsbury	VL	157	5 685 \$	1515
42075	Melbourne	CT	977	71 790 \$	1516
42080	Melbourne	VL	531	20 462 \$	1517
42085	Saint-Grégoire-de-Greenlay	VL	611	24 770 \$	1518
42095	Val-Joli	M	1536	95 732 \$	1519
42100	Saint-Claude	M	1004	69 243 \$	1520
42110	Cleveland	CT	1581	94 584 \$	1521
44003	Saint-Malo	M	375	26 988 \$	1522
44005	Saint-Venant-de-Paquette	M	111	9 323 \$	1523
44010	East Hereford	M	317	25 004 \$	1524
44015	Saint-Herménégilde	M	616	57 926 \$	1525
44023	Dixville	M	751	45 153 \$	1526
44030	Barford	CT	656	36 758 \$	1527
44040	Barnston	CT	1500	124 425 \$	1528
44045	Barnston-Ouest	M	598	46 667 \$	1529
44050	Stanstead-Est	M	668	52 548 \$	1530
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	530	39 951 \$	1531
44060	Martinville	M	476	25 420 \$	1532
44067	Compton	M	2185	135 212 \$	1533
44075	Compton Station	M	858	61 508 \$	1534
45008	Stanstead	V	3112	130 580 \$	1535
45020	Ogden	M	769	128 332 \$	1536
45025	Stanstead	CT	883	286 212 \$	1537
45030	Potton	CT	1690	341 018 \$	1538
45035	Ayer's Cliff	VL	1007	85 973 \$	1539
45043	Hatley	M	642	92 817 \$	1540
45050	North Hatley	VL	758	119 292 \$	1541
45055	Hatley	CT	1430	107 989 \$	1542
45090	Eastman	VL	711	79 186 \$	1543
45095	Bolton-Est	M	651	102 614 \$	1544
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	M	400	63 466 \$	1545
45105	Stukely-Sud	VL	882	58 115 \$	1546
45110	Stukely	M	444	115 570 \$	1547
46005	Abercorn	VL	344	47 068 \$	1548
46010	Freighsburg	M	1048	126 702 \$	1549

Facturation - services de base de la S.Q. - 199898-03-25

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
46015	Philipsburg	VL	245	18 898 \$	1550
46020	Saint-Armand	M	1047	100 384 \$	1551
46025	St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	614	52 170 \$	1552
46030	Stanbridge Station	M	363	28 873 \$	1553
46040	Bedford	CT	799	51 569 \$	1554
46045	Stanbridge East	M	856	55 509 \$	1555
46050	Dunham	V	3370	328 813 \$	1556
46055	Sutton	V	1617	123 850 \$	1557
46060	Sutton	CT	1701	431 802 \$	1558
46065	Bolton-Ouest	M	575	133 434 \$	1559
46070	Brome	VL	287	24 446 \$	1560
46085	East Farnham	VL	518	32 195 \$	1561
46090	Brigham	M	2290	159 308 \$	1562
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	P	692	60 037 \$	1563
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	P	814	56 049 \$	1564
46105	Sainte-Sabine	P	1036	81 852 \$	1565
46110	Rainville	M	1855	119 498 \$	1566
47010	Saint-Alphonse	P	2889	199 079 \$	1567
47025	Waterloo	V	4040	286 262 \$	1568 a
47035	Shefford	CT	4496	475 421 \$	1569
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	P	1142	88 236 \$	1570
47047	Roxton Pond	M	3348	263 278 \$	1571
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	CT	1889	121 021 \$	1572
48005	Béthanie	M	354	23 944 \$	1573
48010	Roxton Falls	VL	1371	67 021 \$	1574
48015	Roxton	CT	1116	76 570 \$	1575
48020	Sainte-Christine	P	797	54 492 \$	1576
48030	Saint-André-d'Acton	P	2487	142 886 \$	1577
48035	Upton	M	1928	119 939 \$	1578
48045	Saint-Théodore-d'Acton	P	1633	86 502 \$	1580
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	P	932	62 718 \$	1581
49005	Kingsey	CT	1439	85 424 \$	1582
49010	Ulverton	M	304	25 880 \$	1583
49015	Durham-Sud	M	988	62 822 \$	1584
49020	Lefebvre	M	792	37 573 \$	1585
49025	L'Avenir	M	1274	73 524 \$	1586
49030	Saint-Lucien	P	1220	67 997 \$	1587
49040	Wickham	M	2376	149 134 \$	1588
49048	Saint-Germain-de-Grantham	M	3509	185 956 \$	1589
49065	Saint-Charles-de-Drummond	M	5046	442 998 \$	1590
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	M	3849	246 437 \$	1591
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	1343	73 965 \$	1592
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	956	65 668 \$	1593
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	P	736	49 410 \$	1594
49090	Saint-Joachim-de-Courval	P	644	38 848 \$	1595
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	P	871	53 102 \$	1596
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	P	572	32 786 \$	1597
49105	Saint-Eugène	M	1058	64 541 \$	1598
49113	Saint-Guillaume	M	1598	96 949 \$	1599
49125	Saint-Bonaventure	M	1071	65 066 \$	1600
49130	Saint-Pie-de-Guire	P	471	32 100 \$	1601
50005	Sainte-Eulalie	M	879	55 887 \$	1602
50013	Aston-Jonction	M	433	22 495 \$	1603
50023	Saint-Wenceslas	M	1170	71 727 \$	1604
50030	Saint-Célestin	VL	756	38 286 \$	1605
50035	Saint-Célestin	M	670	45 782 \$	1606
50042	Saint-Léonard-d'Aston	M	2216	124 061 \$	1607
50050	Sainte-Perpétue	P	1024	71 037 \$	1608
50057	Sainte-Monique	M	630	50 252 \$	1609
50065	Grand-Saint-Esprit	M	499	28 075 \$	1610
50075	Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet	P	3076	220 580 \$	1611
50080	Nicolet-Sud	M	367	39 378 \$	1612
50085	La Visitation-de-Yamaska	M	400	33 536 \$	1613
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	P	796	50 212 \$	1614
50095	Saint-Elphège	P	321	20 098 \$	1615
50100	Baie-du-Febvre	M	1196	77 364 \$	1616
50105	Pierreville	VL	1047	42 995 \$	1617
50110	Saint-Thomas-de-Pierreville	P	634	41 928 \$	1618

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
50115	Notre-Dame-de-Pierreville	P	813	36 848 \$	1619
50125	Saint-François du Lac	VL	907	35 429 \$	1620
50130	Saint-François du lac	P	1094	71 380 \$	1621
51005	Maskinongé	VL	1052	52 195 \$	1622
51010	Saint-Joseph-de-Maskinongé	P	1151	76 348 \$	1623
51015	Louiseville	V	7911	875 059 \$	1624
51020	Yamachiche	M	2776	189 145 \$	1625
51025	Saint-Barnabé	P	1284	71 718 \$	1626
51030	Saint-Sévère	P	358	23 460 \$	1627
51035	Saint-Léon-le-Grand	P	955	61 971 \$	1628
51040	Sainte-Ursule	P	1431	82 033 \$	1629
51045	Saint-Justin	P	1152	71 882 \$	1630
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	744	38 234 \$	1631
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	M	637	31 658 \$	1632
51060	Saint-Paulin	M	1599	86 757 \$	1633
51065	Saint-Alexis-des-Monts	P	2741	179 602 \$	1634
52005	Lavaltrie	VL	5821	565 542 \$	1635
52010	Saint-Antoine-de-Lavaltrie	P	4385	424 981 \$	1636
52015	Saint-Joseph-de-Lanoraie	P	1855	101 506 \$	1637
52020	Lanoraie-d'Autray	M	1904	179 596 \$	1638
52030	Sainte-Élisabeth	P	1559	109 332 \$	1639
52040	Sainte-Genève-de-Berthier	P	2402	160 702 \$	1640
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	P	1883	105 174 \$	1641
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	564	36 886 \$	1642
52055	Saint-Barthélemy	P	2075	120 687 \$	1643
52062	Saint-Cuthbert	M	1923	123 777 \$	1644
52070	Saint-Norbert	P	1070	64 692 \$	1646
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	M	283	14 380 \$	1647
52080	Saint-Gabriel	V	2862	144 867 \$	1648
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	P	2608	190 556 \$	1649
52090	Saint-Didace	P	583	61 327 \$	1650
52095	Saint-Charles-de-Mandeville	M	1824	140 952 \$	1651
53005	Saint-David	P	873	71 339 \$	1652
53010	Massueville	VL	592	25 392 \$	1653
53015	Saint-Aimé	P	560	54 722 \$	1654
53020	Saint-Robert	P	1905	99 514 \$	1655
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	P	2318	150 656 \$	1656
53032	Saint-Ours	V	1619	119 980 \$	1657
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	P	1739	104 919 \$	1658
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	P	2796	163 493 \$	1659
53070	Yamaska-Est	VL	250	9 006 \$	1660
53075	Yamaska	VL	466	20 125 \$	1661
53080	Saint-Michel-d'Yamaska	P	1017	70 189 \$	1662
53085	Saint-Gérard-Majella	P	258	27 520 \$	1663
54005	Saint-Pie	VL	2249	131 480 \$	1664
54010	Saint-Pie	P	2400	221 009 \$	1665
54015	Saint-Damase	P	1362	102 228 \$	1666
54020	Saint-Damase	VL	1149	120 280 \$	1667
54025	Sainte-Madeleine	P	1993	115 516 \$	1668
54030	Sainte-Marie-Madeleine	VL	2262	180 903 \$	1669
54035	La Présentation	P	1851	174 350 \$	1670
54040	Saint-Thomas-d'Aquin	P	4196	420 949 \$	1671
54050	Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe	P	866	77 577 \$	1672
54055	Saint-Hyacinthe-le-Confesseur	P	1126	89 793 \$	1673
54060	Saint-Dominique	M	2236	174 784 \$	1674
54065	Saint-Valérien-de-Milton	CT	1776	158 182 \$	1675
54072	Saint-Liboire	M	2594	177 576 \$	1676
54080	Sainte-Rosalie	VL	4153	340 941 \$	1677
54085	Sainte-Rosalie	P	1571	152 770 \$	1678
54090	Saint-Simon	P	1168	107 054 \$	1679
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	M	1495	127 299 \$	1680
54100	Saint-Hugues	M	1340	112 219 \$	1681
54105	Saint-Barnabé-Sud	M	902	87 354 \$	1682
54110	Saint-Jude	M	1143	91 831 \$	1683
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	M	607	56 167 \$	1684
54120	Saint-Louis	M	715	47 243 \$	1685
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	P	619	44 821 \$	1686
55008	Ange-Gardien	M	1911	204 961 \$	1687

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	P	2789	239 812 \$	1688
55025	Saint-Césaire	P	1945	155 383 \$	1689
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	P	1481	95 474 \$	1690
55035	Saint-Michel-de-Rougemont	P	1463	133 394 \$	1691
55040	Rougemont	VL	1237	109 659 \$	1692
55050	Sainte-Marie-de-Monnoir	P	2126	146 587 \$	1693
55055	Richelieu	V	3195	210 528 \$	1694
55060	Notre-Dame-de-Bon-Secours	M	1516	119 231 \$	1695
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	4014	377 290 \$	1696
55070	Saint-Jean-Baptiste	P	2913	224 595 \$	1697
56005	Venise-en-Québec	M	1108	134 791 \$	1698
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	M	980	101 300 \$	1699
56015	Noyan	M	1012	95 584 \$	1700
56020	Lacolle	VL	1554	79 678 \$	1701
56025	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	940	80 964 \$	1702
56030	Saint-Valentin	P	490	38 618 \$	1703
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	P	1847	163 757 \$	1704
56040	Henryville	VL	701	33 311 \$	1705
56045	Henryville	M	857	88 015 \$	1706
56050	Saint-Sébastien	P	749	76 420 \$	1707
56055	Saint-Alexandre	M	2380	150 914 \$	1708
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	1910	138 719 \$	1709
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	2067	149 748 \$	1710
56097	Mont-Saint-Grégoire	M	3112	232 146 \$	1711
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	M	1371	118 874 \$	1712
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	2143	271 591 \$	1713
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	M	1999	181 563 \$	1714
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	M	1710	175 712 \$	1715
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	M	2141	191 730 \$	1716
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	1533	152 695 \$	1717
59030	Caixa-Lavallée	P	467	43 638 \$	1718
60020	Saint-Sulpice	P	3307	307 185 \$	1719
60035	L'Épiphanie	V	4153	273 037 \$	1720
60040	L'Épiphanie	P	2739	204 717 \$	1721
61005	Saint-Paul	M	3644	266 902 \$	1722
61013	Crabtree	M	3499	227 994 \$	1723
61020	Saint-Pierre	VL	357	40 407 \$	1724
61027	Saint-Thomas	M	2987	218 619 \$	1725
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	P	3406	253 059 \$	1726
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	P	2087	114 271 \$	1727
61050	Sainte-Mélanie	M	2474	158 102 \$	1728
62007	Saint-Félix-de-Valois	M	5442	447 470 \$	1729
62015	Saint-Jean-de-Matha	M	3624	342 503 \$	1730
62020	Sainte-Béatrix	M	1617	124 138 \$	1731
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	M	2461	225 074 \$	1732
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	1221	95 589 \$	1733
62035	Rawdon	VL	3855	349 558 \$	1734
62040	Rawdon	CT	4399	445 686 \$	1735
62047	Chertsey	M	3853	498 337 \$	1736
62053	Entrelacs	M	732	136 504 \$	1737
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	M	726	135 240 \$	1738
62065	Saint-Côme	P	1921	175 633 \$	1739
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	1437	101 097 \$	1740
62075	Saint-Damien	P	1780	158 151 \$	1741
62080	Saint-Zénon	P	1146	114 393 \$	1742
62085	Saint-Michel-des-Saints	M	2339	208 179 \$	1743
63005	Sainte-Marie-Salomé	P	1189	63 810 \$	1744
63010	Saint-Jacques	VL	2261	135 094 \$	1745
63015	Saint-Jacques	P	1554	107 470 \$	1746
63020	Saint-Alexis	VL	503	32 486 \$	1747
63025	Saint-Alexis	P	755	56 670 \$	1748
63030	Saint-Esprit	P	1908	149 237 \$	1749
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	P	4340	417 502 \$	1750
63040	Saint-Roch-Ouest	M	315	49 791 \$	1751
63045	Laurentides	V	2703	184 360 \$	1752
63050	Saint-Lin	M	9336	1 028 703 \$	1753
63055	Saint-Calixte	M	4681	444 269 \$	1754
63060	Sainte-Julienne	P	6778	793 363 \$	1755

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
63065	Saint-Liguori	P	1730	114 588 \$	1756
67005	Saint-Mathieu	M	1925	124 113 \$	1757
67010	Saint-Philippe	M	3656	291 420 \$	1758
67040	Saint-Isidore	P	2401	189 242 \$	1759
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	P	1544	150 324 \$	1760
68010	Hemmingford	VL	751	45 810 \$	1761
68015	Hemmingford	CT	1748	166 543 \$	1762
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	P	1595	131 945 \$	1763
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	P	1960	159 057 \$	1764
68030	Napierville	VL	3004	187 640 \$	1765
68035	St-Cyprien-de-Napierville	P	1307	137 686 \$	1766
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	P	1612	111 931 \$	1767
68045	Saint-Édouard	P	1257	100 740 \$	1768
68050	Saint-Michel	P	2451	183 261 \$	1769
69005	Havelock	CT	811	66 881 \$	1770
69010	Franklin	M	1640	144 093 \$	1771
69015	Saint-Chrysostome	VL	850	38 000 \$	1772
69020	Saint-Jean-Chrysostome	P	1737	119 097 \$	1773
69025	Howick	VL	617	31 298 \$	1774
69030	Très-Saint-Sacrement	P	1283	116 354 \$	1775
69035	Ormstown	VL	1604	94 355 \$	1776
69040	Saint-Malachie-d'Ormstown	P	2096	143 473 \$	1777
69045	Hinchinbrooke	CT	2407	148 876 \$	1778
69050	Elgin	CT	448	35 352 \$	1779
69055	Huntingdon	V	2746	147 395 \$	1780
69060	Godmanchester	CT	1550	116 041 \$	1781
69065	Sainte-Barbe	P	1277	124 919 \$	1782
69070	Saint-Anicet	P	2549	270 199 \$	1783
69075	Dundee	CT	392	55 738 \$	1784
70005	Saint-Urbain-Premier	M	1179	99 602 \$	1785
70010	Sainte-Martine	M	2316	149 949 \$	1786
70015	Saint-Paul-de-Châteauguay	M	1362	127 609 \$	1787
70020	Maple Grove	V	2606	147 896 \$	1788
70030	Saint-Étienne-de-Beauhamois	M	799	72 297 \$	1789
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	P	1380	112 795 \$	1790
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	P	1643	143 381 \$	1791
70050	Grande-Ile	M	4468	476 909 \$	1792
70060	Melocheville	VL	2486	199 159 \$	1793
71005	Rivière-Beaudette	M	1381	128 965 \$	1794
71015	Saint-Télesphore	P	805	79 462 \$	1795
71020	Saint-Polycarpe	M	1676	142 018 \$	1796
71025	Saint-Zotique	VL	3683	347 374 \$	1797
71033	Les Coteaux	M	2843	167 345 \$	1798
71055	Pointe-des-Cascades	VL	910	55 376 \$	1799
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	928	95 700 \$	1800
71095	L'Île-Cadieux	V	121	37 215 \$	1801
71110	Sainte-Marthe	M	1090	141 870 \$	1802
71115	Sainte-Justine-de-Newton	P	934	104 677 \$	1803
71125	Très-Saint-Rédempteur	P	622	42 037 \$	1804
71133	Rigaud	M	6057	534 148 \$	1805
71140	Pointe-Fortune	VL	451	33 308 \$	1806
72030	Oka	M	1514	122 165 \$	1807
72035	Oka	P	2775	203 501 \$	1808
72043	Saint-Placide	M	1479	121 207 \$	1809
75005	Saint-Colomban	P	5569	608 797 \$	1810 a
75025	New Glasgow	VL	157	6 991 \$	1811 b
76005	Saint-André-Est	VL	1471	94 083 \$	1812
76010	Carillon	VL	258	12 206 \$	1813
76015	Saint-André-d'Argenteuil	P	1192	105 662 \$	1814
76025	Gore	CT	1133	153 130 \$	1815
76030	Mille-Isles	M	1157	115 765 \$	1816
76035	Wentworth	CT	379	132 427 \$	1817
76045	Chatham	CT	4100	395 733 \$	1818
76050	Calumet	VL	602	25 694 \$	1819
76055	Grenville	VL	1443	92 721 \$	1820
76060	Grenville	CT	1964	213 763 \$	1821
76065	Harrington	CT	730	152 083 \$	1822
77015	Sainte-Marguerite/Lac-Masson	P	2251	283 202 \$	1823

Facturation - services de base de la S.Q. - 1998

98-03-25

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
77045	Saint-Sauveur	P	3970	1 021 670 \$	1824
77055	Lac-des-Seize-Iles	M	184	42 041 \$	1825
77060	Wentworth-Nord	M	1039	229 126 \$	1826
78005	Val-Morin	M	2043	299 894 \$	1827
78010	Val-David	VL	3473	412 627 \$	1828
78015	Lantier	M	633	112 746 \$	1829
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	999	107 614 \$	1830
78030	Sainte-Agathe-Sud	VL	2209	260 278 \$	1831
78035	Sainte-Agathe-Nord	M	1454	195 305 \$	1832
78040	Ivry-sur-le-Lac	M	346	143 771 \$	1833
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	M	2470	299 989 \$	1834
78050	Barkmere	V	53	29 560 \$	1835
78055	Montcalm	M	449	88 465 \$	1836
78060	Arundel	CT	533	54 392 \$	1837
78065	Huberdeau	M	942	62 925 \$	1838
78070	Amherst	CT	1208	123 952 \$	1839
78075	Brébeuf	P	695	54 084 \$	1840
78085	Saint-Jovite	P	1708	237 371 \$	1841
78095	Lac-Supérieur	M	1199	249 969 \$	1842
78100	Val-des-Lacs	M	627	89 815 \$	1843
78105	Mont-Tremblant	M	977	729 908 \$	1844
78115	La Conception	M	917	139 719 \$	1845
78120	Labelle	M	2256	173 680 \$	1846
78125	Lac-Tremblant-Nord	M	4	64 978 \$	1847
78130	La Minerve	CT	927	174 823 \$	1848
79005	Notre-Dame-du-Laus	M	1378	157 991 \$	1849
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	M	581	50 291 \$	1850
79015	Lac-du-Cerf	M	425	51 066 \$	1851
79020	Saint-Aimé-du-Lac-des-Iles	M	789	63 481 \$	1852
79025	Kiamika	M	722	50 745 \$	1853
79030	Lac-Norminingue	M	1930	228 437 \$	1854
79035	L'Annonciation	VL	2085	130 201 \$	1855
79040	Marchand	M	1430	124 062 \$	1856
79045	La Macaza	M	1020	113 608 \$	1857
79050	L'Ascension	M	755	64 219 \$	1858
79055	Sainte-Véronique	VL	1088	75 311 \$	1859
79060	Lac-Sagunay	VL	318	31 971 \$	1860
79065	Chute-Saint-Philippe	M	778	62 636 \$	1861
79070	Val-Barrette	VL	611	29 030 \$	1862
79075	Lac-des-Écorces	VL	989	36 168 \$	1863
79080	Beaux-Rivages	M	1104	88 891 \$	1864
79085	Mont-Laurier	V	8007	1 136 904 \$	1865 c
79090	Des Ruisseaux	M	5139	468 688 \$	1866
79097	Ferme-Neuve	M	3091	144 166 \$	1867
79105	Lac-Saint-Paul	M	415	32 810 \$	1868
79110	Mont-Saint-Michel	M	616	33 342 \$	1869
79115	Sainte-Anne-du-Lac	M	623	39 935 \$	1870
80005	Fasseti	M	500	28 821 \$	1871
80010	Montebello	VL	1066	95 105 \$	1872
80015	N.-D.-de-Bon-Secours-Pite-Nord	P	273	51 817 \$	1873
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	P	688	48 967 \$	1874
80027	Saint-André-Aveillin	M	3298	194 342 \$	1875
80035	Papineauville	VL	1628	106 109 \$	1876
80040	Sainte-Angélique	P	634	55 123 \$	1877
80045	Plaisance	M	992	53 265 \$	1878
80050	Thurso	V	2498	245 392 \$	1879
80055	Lochaber	CT	510	33 564 \$	1880
80060	Lochaber-Partie-Ouest	CT	477	43 438 \$	1881
80065	Mayo	M	401	46 365 \$	1882
80070	Saint-Sixte	M	456	27 247 \$	1883
80075	Ripon	VL	601	26 521 \$	1884
80080	Ripon	CT	714	71 820 \$	1885
80085	Mulgrave-et-Derry	CU	250	61 607 \$	1886
80090	Montpellier	M	835	72 894 \$	1887
80095	Lac-Simon	M	667	187 409 \$	1888
80103	Chénéville	M	755	42 674 \$	1889
80110	Narmur	M	543	29 438 \$	1890
80115	Boileau	M	165	36 263 \$	1891

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	M	433	35 918 \$	1892
80130	Lac-des-Plages	M	380	71 522 \$	1893
80135	Duhamel	M	321	107 244 \$	1894
80140	Val-des-Bois	M	668	82 683 \$	1895
80145	Bowman	M	516	82 087 \$	1896
83005	Denholm	CT	493	59 521 \$	1897
83010	Low	CT	807	104 520 \$	1898
83015	Kazabazua	M	759	95 155 \$	1899
83020	Lac-Sainte-Marie	M	492	144 626 \$	1900
83025	Northfield	M	516	122 843 \$	1901
83030	Gracefield	VL	713	36 762 \$	1902
83035	Wright	CT	1202	77 065 \$	1903
83040	Cayamant	M	706	74 606 \$	1904
83045	Blue Sea	M	595	89 717 \$	1905
83050	Bouchette	M	722	72 431 \$	1906
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	411	50 458 \$	1907
83060	Messines	M	1517	117 153 \$	1908
83065	Maniwaki	V	4527	342 096 \$	1909
83070	Délagé	M	2036	84 469 \$	1910
83075	Egan-Sud	M	578	31 119 \$	1911
83080	Montcerf	M	474	15 137 \$	1912
83085	Bois-Franc	M	425	16 686 \$	1913
83090	Aumond	CT	592	39 494 \$	1914
83095	Grand-Remous	CT	1257	60 539 \$	1915
83100	Lytton	CT	252	17 720 \$	1916
84005	Bristol	CT	1129	123 966 \$	1917
84010	Shawville	VL	1632	127 045 \$	1918
84015	Clarendon	CT	1474	125 658 \$	1919
84020	Portage-du-Fort	VL	289	12 340 \$	1920
84025	Bryson	VL	753	29 319 \$	1921
84030	Campbell's Bay	VL	874	38 118 \$	1922
84035	Grand-Calumet	CT	774	48 160 \$	1923
84040	Litchfield	CT	484	105 397 \$	1924
84045	Thorne	CT	397	68 824 \$	1925
84050	Alleyn-et-Cawood	CU	185	35 561 \$	1926
84055	Leslie-Clapham-et-Huddersfield	CU	1002	88 577 \$	1927
84060	Fort-Coulonge	VL	1716	54 887 \$	1928
84065	Mansfield-et-Pontefract	CU	2115	137 443 \$	1929
84070	Waltham	M	496	24 276 \$	1930
84075	L'Isle-aux-Allumettes-P.-Est	CT	450	56 870 \$	1931
84080	Chapeau	VL	442	17 880 \$	1932
84085	L'Isle-aux-Allumettes	CT	590	59 278 \$	1933
84090	Chichester	CT	462	28 136 \$	1934
84095	Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malako	CU	127	32 481 \$	1935
84100	Rapides-des-Joachims	M	185	10 354 \$	1936
85005	Témiscaming	V	3112	292 334 \$	1937
85010	Kipawa	M	549	44 640 \$	1938
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	P	734	40 628 \$	1939
85020	Béarn	M	973	42 780 \$	1940
85025	Ville-Marie	V	2855	167 387 \$	1941
85030	Duhamel-Ouest	M	671	47 766 \$	1942
85037	Lorrainville	M	1507	68 040 \$	1943
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	M	1117	60 505 \$	1944
85050	Laverlochère	P	813	38 040 \$	1945
85055	Fugèreville	M	376	15 888 \$	1946
85060	Latulipe-et-Gaboury	CU	351	16 954 \$	1947
85065	Belleterre	V	395	14 387 \$	1948
85070	Laforce	M	456	5 703 \$	1949
85075	Moffet	M	226	10 942 \$	1950
85080	Angliers	VL	306	14 907 \$	1951
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	M	423	24 190 \$	1952
85090	Notre-Dame-du-Nord	M	1250	57 569 \$	1953
85095	Guérin	CT	297	14 195 \$	1954
85100	Nédélec	CT	474	16 406 \$	1955
85105	Rémigny	M	364	14 895 \$	1956
86005	Bellecombe	M	755	32 100 \$	1957
86010	Rollet	M	408	13 680 \$	1958
86015	Cloutier	M	356	12 979 \$	1959

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
86020	Montbeillard	M	677	39 228 \$	1960
86025	Beaudry	M	1139	47 795 \$	1961
86030	Armfild	M	433	29 873 \$	1962
86035	Évain	M	3892	245 515 \$	1963
86050	McWatters	M	1914	97 548 \$	1964
86055	Cadillac	V	930	34 948 \$	1965
86060	Mont-Brun	M	537	18 406 \$	1966
86065	Saint-Joseph-de-Cléncy	M	538	23 633 \$	1967
86075	D'Alembert	M	810	45 646 \$	1968
86080	Destor	M	445	24 316 \$	1969
87005	Duparquet	V	738	34 451 \$	1970
87010	Rapide-Dansezur	M	247	9 209 \$	1971
87015	Roquemaure	M	459	12 431 \$	1972
87020	Gallichan	M	478	16 397 \$	1973
87025	Palmarolle	M	1561	62 620 \$	1974
87030	Sainte-Germaine-Boulé	M	1076	31 697 \$	1975
87035	Poulaies	M	838	22 704 \$	1976
87040	Taschereau	VL	641	19 876 \$	1977
87045	Taschereau	M	460	13 489 \$	1978
87050	Authier	M	324	10 988 \$	1979
87055	Macarnic	V	1711	75 136 \$	1980
87060	Macarnic	P	549	19 325 \$	1981
87065	Colombourg	M	780	31 306 \$	1982
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	415	14 365 \$	1983
87075	Clerval	M	356	14 128 \$	1984
87080	La Reine	M	437	9 270 \$	1985
87085	Dupuy	M	1100	33 686 \$	1986
87095	Chazel	M	388	11 718 \$	1987
87100	Authier-Nord	M	374	10 414 \$	1988
87105	Val-Saint-Gilles	M	187	4 244 \$	1989
87110	Clermont	CT	591	18 996 \$	1990
87115	Normétal	M	1129	22 542 \$	1991
87120	Saint-Lambert	P	268	5 955 \$	1992
88005	Champneuf	M	169	6 167 \$	1993
88010	Rochebaucourt	M	227	3 429 \$	1994
88015	La Morandière	M	295	6 672 \$	1995
88022	Baraute	M	2134	77 321 \$	1996
88030	La Corne	M	621	25 419 \$	1997
88035	Landrienne	CT	1007	36 996 \$	1998
88040	Saint-Marc-de-Figuery	P	580	25 368 \$	1999
88045	La Motte	M	409	15 937 \$	2000
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	M	717	30 892 \$	2001
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	M	978	32 372 \$	2002
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	M	457	14 043 \$	2003
88070	Berry	M	501	16 745 \$	2004
88075	Trécession	CT	1145	56 835 \$	2005
88080	Launay	CT	260	11 009 \$	2006
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	M	809	23 035 \$	2007
88090	Preissac	M	619	82 695 \$	2008
89010	Rivière-Héva	M	1096	51 500 \$	2009
89015	Malartic	V	4154	251 806 \$	2010
89020	Dubuisson	M	1655	94 157 \$	2011
89025	Sullivan	M	3312	170 692 \$	2012
89030	Vassan	M	988	38 675 \$	2013
89035	Val-Senneville	M	2408	116 526 \$	2014
89040	Senneterre	V	3488	174 590 \$	2015
89045	Senneterre	P	1169	49 197 \$	2016
89050	Belcourt	M	285	6 670 \$	2017
90015	La Bostonnais	M	524	26 392 \$	2018
90020	Langelier	CT	539	26 167 \$	2019
90025	Lac-Édouard	M	155	14 297 \$	2020
90030	Parent	VL	387	15 954 \$	2021
91005	Lac-Bouchette	M	1445	59 822 \$	2022
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	580	16 484 \$	2023
91015	Saint-François-de-Sales	M	717	25 072 \$	2024
91020	Chambord	M	1784	121 144 \$	2025
91030	Sainte-Hedwidge	M	863	31 582 \$	2026
91035	Saint-Prime	M	2685	122 765 \$	2027

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
91050	La Doré	P	1624	66 148 \$	2028
92005	Saint-Augustin	P	486	14 350 \$	2029
92010	Pérbonka	M	588	53 910 \$	2030
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	1158	36 205 \$	2031
92030	Albanel	M	2540	81 664 \$	2032
92045	Saint-Thomas-Didyme	M	855	33 709 \$	2033
92050	Saint-Edmond	M	585	15 262 \$	2034
92055	Girardville	M	1350	54 721 \$	2035
92060	Notre-Dame-de-Lorette	M	234	6 121 \$	2036
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	M	651	15 382 \$	2037
92070	Saint-Stanislas	M	319	9 322 \$	2038
93005	Desbiens	V	1202	47 096 \$	2039
93015	Lac-à-la-Croix	M	1013	47 520 \$	2040
93020	Hébertville	M	2438	117 085 \$	2041
93025	Hébertville-Station	VL	1393	42 279 \$	2042
93035	Saint-Gédéon	M	1877	115 353 \$	2043
93045	Saint-Nazaire	M	2095	72 377 \$	2044
93050	Deislé	M	4256	251 193 \$	2045
93055	Labrecque	M	1224	46 387 \$	2046
93060	Lamarche	M	564	14 501 \$	2047
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	1867	74 302 \$	2048
93070	Saint-Henri-de-Taillon	M	743	43 857 \$	2049
93075	Sainte-Monique	M	954	55 252 \$	2050
93080	Saint-Ludger-de-Milot	M	752	25 361 \$	2051
94005	Petit-Saguenay	M	918	29 329 \$	2052
94010	L'Anse-Saint-Jean	M	1250	68 849 \$	2053 c
94015	Rivière-Éternité	M	572	19 163 \$	2054
94020	Ferland-et-Boilleau	M	652	28 812 \$	2055
94025	Saint-Félix-d'Otis	M	715	50 092 \$	2056
94030	Sainte-Rose-du-Nord	P	403	23 903 \$	2057
94035	Saint-Fulgence	M	2078	92 730 \$	2058
94055	Tremblay	CT	3665	180 802 \$	2059
94060	Saint-Honoré	M	3851	221 951 \$	2060
94065	Shipshaw	M	2858	134 954 \$	2061
94075	Lac-Kénogami	M	1517	104 770 \$	2062
94080	Larouche	P	1049	44 557 \$	2063
94085	Saint-Charles-de-Bourget	M	715	29 218 \$	2064
94090	Saint-Ambroise	M	3605	161 246 \$	2065
94095	Saint-David-de-Falardeau	M	2137	282 805 \$	2066
94100	Bégin	M	920	32 557 \$	2067
95005	Tadoussac	VL	913	80 685 \$	2068
95010	Sacré-Coeur	M	2081	79 504 \$	2069
95015	Grandes-Bergeronnes	VL	601	21 815 \$	2070
95020	Bergeronnes	CT	212	11 976 \$	2071
95025	Les Escourmins	M	2136	101 073 \$	2072
95032	Saint-Paul-du-Nord-Sault-au-Mo	M	1410	30 085 \$	2073
95040	Sainte-Anne-de-Portneuf	M	990	25 479 \$	2074
95045	Forestville	V	3894	201 511 \$	2075
95050	Colombier	M	947	23 662 \$	2076
96005	Baie-Trinité	VL	646	28 527 \$	2077
96010	Godbout	VL	390	20 215 \$	2078
96015	Franquelin	M	391	12 512 \$	2079
96025	Pointe-Lebel	VL	2011	102 495 \$	2080
96030	Pointe-aux-Outardes	VL	1339	111 133 \$	2081
96035	Chute-aux-Outardes	VL	2155	78 986 \$	2082
96040	Ragueneau	P	1684	54 181 \$	2083
97005	Moisie	V	897	38 004 \$	2084
97015	Gallix	M	616	28 888 \$	2085
97025	Rivière-Pentecôte	M	640	20 775 \$	2086
97040	Schefferville	V	578	5 108 \$	2087
98005	Blanc-Sablon	M	1248	70 578 \$	2088
98010	Bonne-Espérance	M	906	20 995 \$	2089
98012	Saint-Augustin	M	925	27 096 \$	2090
98014	Gros-Mécatina	M	622	19 593 \$	2091
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-La	M	1214	35 654 \$	2092
98020	L'Île-d'Anticosti	M	263	39 427 \$	2093
98025	Natashquan	CT	356	9 231 \$	2094
98030	Aguanish	M	380	6 489 \$	2095

Code	Municipalité	Des	Population	Facture 1998	No Facture
98035	Baie-Johan-Beetz	M	85	3 316 \$	2096
98040	Havre-Saint-Pierre	M	3450	231 928 \$	2097
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	M	537	16 049 \$	2098
98050	Rivière-Saint-Jean	M	319	6 717 \$	2099 b
98055	Rivière-au-Tonnerre	M	476	15 157 \$	2100
99015	Matagami	V	2243	119 355 \$	2101
99020	Chapais	V	2030	51 332 \$	2102
99060	Baie-James	M	2456	554 978 \$	2103
NR020	Pabok	TR	0	591 \$	2104 d
NR030	La Côte-de-Gaspé	TR	0	1 773 \$	2105 d
NR040	Denis-Riverin	TR	207	14 807 \$	2106
NR050	Bonaventure	TR	0	3 061 \$	2107
NR060	Avignon	TR	0	299 \$	2108 d
NR070	La Matapédia	TR	28	20 200 \$	2109
NR080	Matane	TR	0	2 107 \$	2110
NR090	La Miitis	TR	0	13 976 \$	2111
NR100	Rimouski-Neigette	TR	0	0 \$	0 e
NR110	Les Basques	TR	0	369 \$	2112
NR120	Rivière-du-Loup	TR	0	0 \$	0 e
NR140	Kamouraska	TR	0	5 157 \$	2113
NR150	Charlevoix-Est	TR	202	36 812 \$	2114
NR160	Charlevoix	TR	0	11 434 \$	2115
NR210	La Côte-de-Beaupré	TR	0	73 136 \$	2116
NR220	La Jacques-Cartier	TR	0	2 759 \$	2117
NR290	Beauce-Sartigan	TR	0	0 \$	0 e
NR340	Portneuf	TR	0	16 336 \$	2118
NR350	Mékinac	TR	0	18 796 \$	2119
NR360	Le Centre-de-la-Mauricie	TR	5	0 \$	0 e
NR510	Maskinongé	TR	0	1 936 \$	2120 d
NR620	Matawinie	TR	91	36 150 \$	2121
NR780	Les Laurentides	TR	0	0 \$	0 e
NR790	Antoine-Labelle	TR	10	24 781 \$	2122
NR800	Papineau	TR	0	196 \$	2123 d
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	11 762 \$	2124
NR840	Pontiac	TR	0	10 200 \$	2125
NR850	Témiscamingue	TR	95	45 385 \$	2126
NR860	Rouyn-Noranda	TR	7	2 211 \$	2127
NR870	Abitibi-Ouest	TR	119	1 784 \$	2128
NR880	Abitibi	TR	278	12 895 \$	2129
NR890	Vallée-de-l'Or	TR	389	37 574 \$	2130
NR900	Le Haut-Saint-Maurice	TR	266	173 820 \$	2131
NR910	Le Domaine-du-Roy	TR	0	27 733 \$	2132
NR920	Maria-Chapdelaine	TR	192	45 157 \$	2133
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	4 188 \$	2134
NR940	Le Fjord-du-Saguenay	TR	2	185 400 \$	2135
NR950	La Haute-Côte-Nord	TR	3	16 772 \$	2136
NR960	Manicouagan	TR	59	48 364 \$	2137
NR971	Sept-Rivières	TR	128	11 502 \$	2138
NR972	Caniapiscau	TR	0	0 \$	0 e
NR981	Minganie	TR	0	0 \$	0 e

a: Nouvelles municipalités

b: Municipalités facturées sur des données estimatives

c: Factures incluant une partie de 1997

d: Municipalités facturées sur des données provenant du sommaire de rôle

e: Impossible de facturer ces municipalités, aucune donnée d'évaluation, ni sommaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

15. RÉPARTITION, AU 31 MARS 1998, DES MEMBRES DES ESCOUADES
CARCAJOU, GRICO ET GRIZZLY DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC,
LIEUX DE LEUR AFFECTATION ET BUDGET RATTACHÉ

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

16. NOMBRE D'HEURES ET COÛT PAR POSTES DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC,
AVEC PRÉCISIONS SUR LE TYPE DE DOSSIER AUQUEL LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE A ÉTÉ ACCORDÉ

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

17. LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTES, POUR L'ANNÉE 1997-1998

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

18. EFFECTIF DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉ À LA SURVEILLANCE
DE CHACUN DES TERRITOIRES AUTOCHTONES, POUR 1997-1998,
AVEC PRÉCISIONS SUR LES COÛTS INHÉRENTS À LA SURVEILLANCE DE CES TERRITOIRES

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

19. LISTE DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION AVEC PRÉCISIONS, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, DE L'EFFECTIF ET DES COÛTS RÉELS QU'ILS REPRÉSENTENT

(Complément de réponse dans le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 19 : Liste des services de télécommunication avec précisions, pour chacune des régions, de l'effectif et des coûts réels qu'ils représentent

Le Ministère n'est pas en mesure de produire cette liste selon la ventilation demandée étant donné la décentralisation de ces activités et de leur facturation par la Direction générale des télécommunications du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

20. NOMBRE DE PLAINTES ADRESSÉES, EN 1997-1998,
AU COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE, AVEC PRÉCISIONS SUR :

- A) LE NOMBRE DE PLAINTES PAR POSTES ;
- B) LEUR NATURE ;
- C) LE TRAITEMENT APPORTÉ ET LES DÉCISIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Page 1 de 2

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

QUESTION 20 : Nombre de plaintes adressées, en 1997-1998, au Commissaire à la déontologie policière, avec précisions sur : a) le nombre de plaintes par postes; b) leur nature; c) le traitement apporté et les décisions, le cas échéant	
Nombre de plaintes reçues entre le 1er avril 1997 et le 31 mars 1998	1092
1. Répartition par corps policiers* :	
- Sûreté du Québec:	250
- Service de police de la Communauté urbaine de Montréal:	338
- Corps de police municipaux:	485
- Constables spéciaux:	20
- Autres:	18
TOTAL:	1111
* Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.	
2. Nature des plaintes selon les articles du Code de déontologie* :	
- Article 5 (comportement et langage):	460
- Article 6 (abus d'autorité):	1016
- Article 7 (non respect de la loi):	386
- Article 8 (manque de probité):	92
- Article 9 (conflit d'intérêt):	10
- Article 10 (non respect des droits de la personne):	116
- Article 11 (usage d'équipements):	82
- Autres:	50
TOTAL:	2212
* Il peut y avoir plus d'un manquement déontologique par plainte.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

Page 2 de 2

QUESTION 20 : Nombre de plaintes adressées, en 1997-1998, au Commissaire à la déontologie policière, avec précisions sur : a) le nombre de plaintes par postes; b) leur nature; c) le traitement apporté et les décisions, le cas échéant

3. Traitement apporté et décisions à la réception :

	<u>1er avril au 30 septembre 1997</u>	<u>1er octobre 1997 au 31 mars 1998</u>
- Désistements:	7	8
- Plaintes refusées:	283	224
- Enquêtes:	274	89
- Conciliations:	56	127
- En attente de renseignements additionnels:	80	44
- À l'étude:	0	55

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

21. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS, EN 1997-1998, PAR LE COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE,
EN PRÉCISANT, POUR CHACUN DES DOSSIERS, LA NATURE, LE TRAITEMENT,
LE RÉSULTAT FINAL AVEC LA DÉCISION RENDUE, SELON LES POSTES VISÉS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.05

Question 21 : Nombre de dossiers traités, en 1997-1998, par le Comité de déontologie policière, en précisant, pour chacun des dossiers, la nature, le traitement, le résultat final avec la décision rendue, selon les postes visés

<u>Provenance</u>	<u>Dossiers reçus</u> <u>Du 27-04-01 au 28-03-31</u>	<u>Décisions rendues</u> <u>Du 27-04-01 au 28-03-31</u>	<u>Ventilation des décisions dérogatoires</u> <u>du 27-04-01 au 28-03-31</u>
Citations	315	153: 87 non-dérogatoires 66 dérogatoires	Dossiers de citations dérogatoires: 66
Révisions	104	129: 92 rejetées 37 acceptées	- Sanctions rendues 54
Enquêtes publiques:	0	0: 0 non-fondée 0 fondée	- Avertissements 8
			- Réprimandes 18
			- Suspensions 1 à 11 jours 26
			- Rétrogradations 0
			- Destitutions 2
			- En attente de sanction 12
TOTAL:	419	282	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

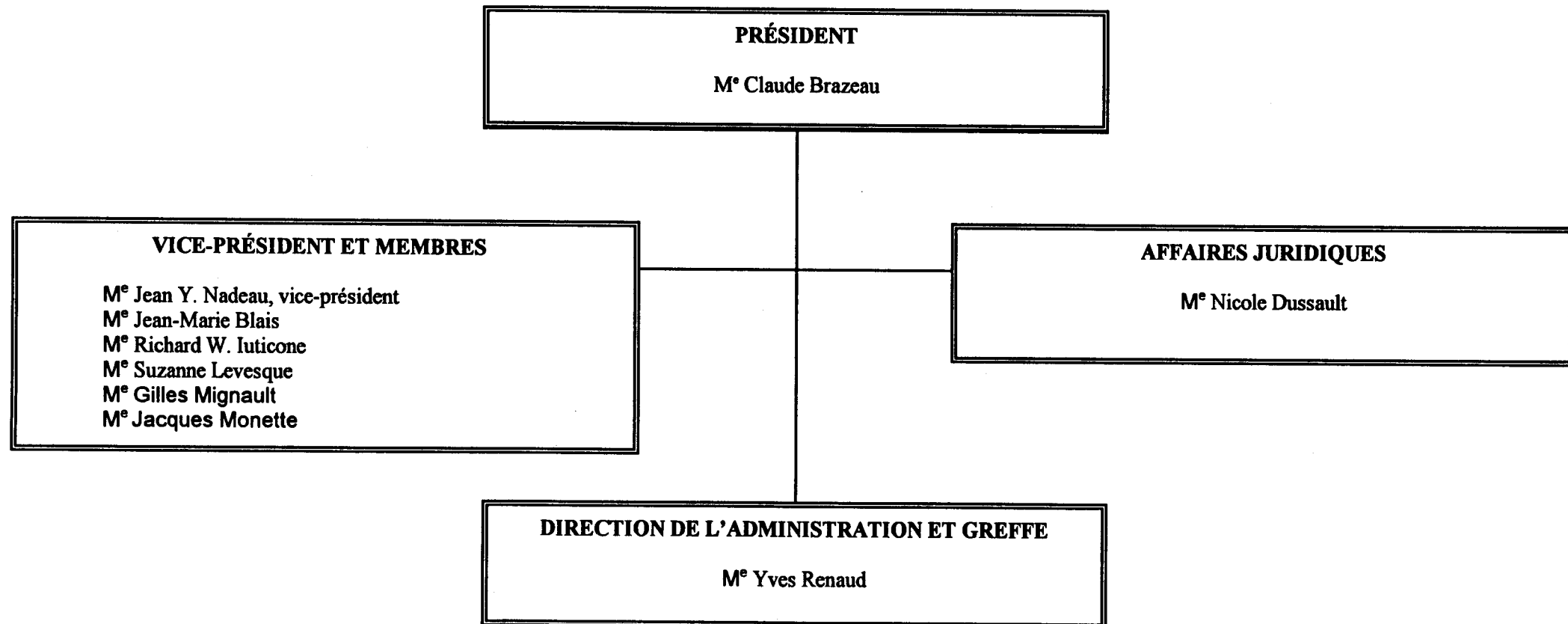
22. LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE AVEC LEURS RESPONSABILITÉS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.05

QUESTION 22 : Liste des membres du Comité de déontologie policière avec leurs responsabilités

LE COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE
LISTE DES MEMBRES
AU 31 MARS 1998



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

23. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES AU COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE
ET NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À UN CORPS DE POLICE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

QUESTION 23 : Nombre de plaintes déposées au Commissaire à la déontologie policière et nombre de plaintes déposées à un corps de police

Du 1er avril 1997 au 30 septembre 1997, 545 plaintes furent déposées au bureau du Commissaire à la déontologie policière. D'ailleurs, seul celui-ci pouvait les recevoir.

Du 1er octobre 1997 au 31 mars 1998, 547 plaintes furent logées par des citoyens, soit 91 déposées dans un corps de police et 456 au bureau du Commissaire à la déontologie policière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

24. NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES PAR LE COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE ET MOTIF DE REFUS

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

QUESTION 24 : Nombre de plaintes rejetées par le Commissaire à la déontologie policière et motif de refus

Entre le 1^{er} avril 1997 et le 31 mars 1998, 234 dossiers furent rejetés et ce, pour les raisons suivantes:

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut:
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - le geste n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec;
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an);
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant);
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte;
- les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce;
- Le plaignant n'a pas de motif valable pour s'opposer à la conciliation. Depuis le 1er octobre 1997, ce fut le cas dans 4 dossiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

25. NOMBRE DE PLAINTES SOUMISES AU PROCESSUS DE CONCILIATION
ET CELUI QUE LE COMMISSAIRE RÉSERVE À SA JURIDICTION

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

QUESTION 25 : Nombre de plaintes soumises au processus de conciliation et celui que le Commissaire réserve à sa juridiction

Entre le 1er octobre 1997, date de l'entrée en vigueur de ces dispositions, et le 31 mars 1998, 127 dossiers ont été traités en conciliation obligatoire tandis que le Commissaire a réservé à sa juridiction 89 dossiers pour fins d'enquête; 45 de ces derniers dossiers ont également donné lieu à une enquête en matière criminelle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

26. NOMBRE DE DOSSIERS OÙ L'ON A CONSTATÉ UN ÉCHEC DE LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ET MOTIF

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

QUESTION 26 : Nombre de dossiers où l'on a constaté un échec de la procédure de conciliation et motif

Du 1er octobre 1997 au 31 mars 1998, 78 séances de conciliation ont été tenues. De ces 78 dossiers, 67 ont fait l'objet d'un règlement tandis qu'un échec est survenu dans les 11 autres dossiers. Les motifs de ces échecs sont que les prétentions des parties étaient irréconciliables ou encore que les attentes du plaignant ne correspondent pas à la finalité du système de déontologie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

27. DURÉE MOYENNE DE LA PROCÉDURE DE CONCILIATION

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

QUESTION 27 : Durée moyenne de la procédure de conciliation

La durée moyenne de la procédure de conciliation est de 39 jours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

28. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE CONCILIATION
ET POURCENTAGE DE SUCCÈS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

QUESTION 28 : Nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une deuxième période de conciliation et pourcentage de succès

Aucune plainte reçue depuis le 1er octobre 1997 a fait l'objet d'une deuxième période de conciliation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

29. NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LE PLAIGNANT A EXERCÉ SON DROIT DE RÉVISION
DE LA DÉCISION DU COMMISSAIRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.05

QUESTION 29 : Nombre de dossiers où le plaignant a exercé son droit de révision de la décision du Commissaire.

DEMANDES DE RÉVISION TRANSMISES AU COMITÉ :

<u>Provenance</u>	<u>Dossiers reçus</u> <u>Du 27-04-01 au 28-03-31</u>	<u>Décisions rendues</u> <u>Du 27-04-01 au 28-03-31</u>
Révisions	104	129 : 92 rejetées 37 acceptées

DEMANDES DE RÉVISION TRANSMISES AU COMISSAIRE :

Au nombre de 104 dossiers de révision transmis au Comité, il faut ajouter 39 demandes de révisions transmises au Commissaire à la déontologie policière conformément aux nouvelles dispositions législatives entrées en vigueur le 1^{er} octobre 1997.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

30. FOURNIR UNE DESCRIPTION DES ÉCONOMIES GÉNÉRÉES PAR LA NOUVELLE PROCÉDURE
DU SYSTÈME DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE DEPUIS L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 136,
LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'ORGANISATION POLICIÈRE
ET LA LOI DE POLICE EN MATIÈRE DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE 04.04

QUESTION 30 : Fournir une description des économies générées par la nouvelle procédure du système de déontologie policière depuis l'adoption du projet de loi 136, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière*

Compte tenu que nous sommes encore en transition entre l'ancien et le nouveau système et que la mise-en-oeuvre du projet de loi 136 est très récente, il est extrêmement difficile de chiffrer les économies réalisées. Toutefois, pour le gouvernement l'économie prévisible pourrait se situer à environ 2 M\$ compte tenu qu'environ 1,5 M\$ de revenus résultant de la tarification sont prévus sur une base annuelle et que la réorganisation du système dans son ensemble aurait généré environ 500 k\$ de rationalisation.

Par ailleurs, les six premiers mois d'activité démontrent une baisse importante du nombre d'enquêtes. En effet, il est à prévoir que 200 enquêtes seront effectuées au cours de la première année alors qu'auparavant, ce nombre était de 600. Il va de soi que cette réduction de 400 enquêtes devrait conduire également à une diminution du nombre de citations, réduisant d'autant les coûts qui étaient auparavant engendrés notamment au niveau des municipalités. Pour l'instant, celles-ci bénéficient partiellement de cet effet puisque le système doit épuiser les anciennes plaintes. Mais dès que le rythme de croisière sera atteint, on peut présumer que les économies escomptées au départ pourront bénéficier aux municipalités.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

31. NOMBRE DE POLICIERS AFFECTÉS À LA LUTTE À LA CONTREBANDE D'ALCOOL ET D'ARMES, EN 1997-1998

(Complément de réponse dans le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 31 : Nombre de policiers affectés à la lutte à la contrebande d'alcool et d'armes, en 1997-1998

Corps de police municipaux

- **Contrebande d'alcool**

Outre les opérations menées en propre par la SQ et le SPCUM en matière de contrebande d'alcool, le MSP a favorisé la mise en place du plan d'action du comité ACCÈS, auquel ont été associés 130 policiers venant de différents services de police municipaux. En plus des policiers de la Sûreté du Québec, du SPCUM et de la GRC, d'autres services de police ont également collaboré aux opérations découlant du plan d'action du Comité ACCÈS. Ces services de police sont : Alma, Aylmer, Charlesbourg, Cap-de-la-Madeleine, Chicoutimi, Gatineau, Haute St-Charles, Hull, Lac Brome, La Baie, Lévis, Longueuil, Magog, Memphrémagog, Québec, Repentigny, Rock Forest, Sherbrooke, Sillery, St-Bruno-de-Montarville, St-Basile-le-Grand, St-Félicien, St-Georges, Ste-Foy, Ste-Julie, Ste-Marie, Thetford-Mines, Trois-Rivières, Val-Bélair, Varennes.

- **Contrebande d'armes**

Le Ministère ne dispose pas de statistiques à ce sujet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

32. CONCERNANT LA CONTREBANDE D'ALCOOL ET D'ARMES,
NOMBRE ET VALEUR APPROXIMATIVE DES SAISIES EFFECTUÉES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
ET LES CORPS POLICIERS MUNICIPAUX, EN 1997-1998

(Complément de réponse dans le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 32 : Concernant la contrebande d'alcool et d'armes, nombre et valeur approximative des saisies effectuées par la Sûreté du Québec et les corps policiers municipaux, en 1997-1998

Corps de police municipaux

- Contrebande d'alcool

Dans le cadre du programme ACCÈS, 24 722 litres de boissons alcooliques ont été saisis par les policiers municipaux et remis à la Société des alcools du Québec lors de 8 933 inspections effectuées en 1997-1998. Ces saisies ont une valeur approximative de 300 000 \$. Au total, les trente corps de police ayant combattu la contrebande d'alcool ont réalisé 14 600 inspections.

- Contrebande d'armes

Le Ministère ne dispose pas de statistiques à ce sujet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

33. CONCERNANT LES APPAREILS DE VIDÉO POKER,
NOMBRE ET VALEUR DES SAISIES EFFECTUÉES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
ET LES CORPS POLICIERS MUNICIPAUX, PAR RÉGIONS,
POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 ET 1997-1998.

(Complément de réponse dans le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 33 : Concernant les appareils de vidéo-poker, nombre et valeur des saisies effectuées par la Sûreté du Québec et les corps policiers municipaux, par régions, pour les années financières 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998

Entre 1994-1995 et 1997-1998, les corps policiers ont procédé à des milliers d'inspections en vue d'enrayer l'exploitation d'appareils de loteries vidéo illégaux, lesquelles ont généré la saisie de 13 871 appareils.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

34. NOMBRE DE PLAINTES DE PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES
DONT UN DES LOCATAIRES A FAIT L'OBJET D'UNE PERQUISITION OU D'UNE INTERVENTION POLICIÈRE
DANS SON LOGEMENT, AU 31 MARS 1998, AVEC POUR CHACUNE, LE MONTANT EN CAUSE ET LE SUIVI ASSURÉ

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

35. NOMBRE DE POLICIERS IMPLIQUÉS, À TITRE DE TÉMOINS,
DANS UN DOSSIER JUDICIAIRE EN 1997-1998, PAR POSTES.

NOMBRE DE POLICIERS QUI SE DÉPLACENT AU PALAIS DE JUSTICE,
ALORS QU'IL Y A EU ABANDON DE PROCÉDURES.

NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL PAYÉES, AVEC LES CONDITIONS ET LE TAUX, POUR CHAQUE POSTE

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

36. LISTE DES EFFECTIFS DE CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile - 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>
1	48025	V	ACTON VALE	4 685	6
2	93040	V	ALMA	26 127	34
3	88055	V	AMOS	13 632	19
4	66010	V	ANJOU (R: Montréal)	37 308	s.p.c.u.m.
5	40040	V	ASBESTOS	6 271	10
6	41055	M	ASCOT CORNER (R:East Angus)	2 280	
7	43015	SD	ASCOT (R: Sherbrooke)	6 757	
8	43035	M	AUSTIN (R: Magog (Memphrémagog))	1 083	
9	81025	V	AYLMER	34 901	44
10	96020	V	BAIE-COMEAU	25 554	39
11	36025	VL	BAIE-DE-SHAWINIGAN (R: shawinigan)	265	
12	66110	V	BAIE-D'URFÉ (R: Montréal)	3 774	s.p.c.u.m.
13	66105	V	BEACONSFIELD (R: Montréal)	19 414	s.p.c.u.m.
14	70025	V	BEAUHARNOIS	6 435	11
15	23005	V	BEAUPORT (R: Québec)	72 920	
16	46035	V	BEDFORD	2 748	4
17	75010	P	BELLEFEUILLE (R: Saint-Jérôme (St-Jérôme-Métropolitain))	12 803	
18	57040	V	BELOEIL / McMasterville	19 294	26
19	52035	V	BERTHIERVILLE	3 952	5
20	31085	V	BLACK LAKE (R: Thetford Mines)	4 408	
21	73015	V	BLAINVILLE	29 603	25
22	73005	V	BOISBRIAND	25 227	27

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile -- 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	CODE	DÉSIGNATION	MUNICIPALITÉS	POPULATION DÉCRET 1654-97	EFFECTIF 31 déc. 96
23	21045	SD	BOISCHATEL	4 152	3
24	73030	V	BOIS-DES-FILION (R: Terrebonne)	7 124	
25	59005	V	BOUCHERVILLE	34 989	49
26	47005	V	BROMONT	4 290	7
27	42015	CT	BROMPTON (R: Sherbrooke)	2 157	
28	42010	V	BROMPTONVILLE (R: Sherbrooke)	3 426	
29	58005	V	BROSSARD	65 927	88
30	76040	VL	BROWNSBURG (R: Lachute)	2 583	
31	81005	V	BUCKINGHAM (R: Gatineau)	11 678	
32	67020	V	CANDIAC	11 805	15
33	82020	M	CANTLEY (R: La Pêche (MRC Les Collines-de-l'Outaouais))	5 425	
34	37055	V	CAP-DE-LA-MADELEINE	33 438	46
35	23065	V	CAP-ROUGE (R: Sainte-Foy)	14 163	
36	34030	SD	CAP-SANTÉ (R: Donnacona)	2 615	
37	57010	V	CARIGNAN	5 614	5
38	57005	V	CHAMBLY	19 716	22
39	02030	V	CHANDLER	3 358	1
40	36005	M	CHARETTE (R: Shawinigan)	962	
41	60005	V	CHARLEMAGNE (R: Le Gardeur)	5 742	
42	23030	V	CHARLESBOURG	70 942	82
43	25030	V	CHARNY (R: Saint-Jean-Chrysostome (Chaudière-Etchemin))	10 661	
44	67050	V	CHÂTEAUGUAY	41 423	50

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile - 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>
45	82025	M	CHELSEA (R: La Pêche (MRC Les Collines-de-l'Outaouais))	5 925	
46	99025	V	CHIBOUGAMAU	8 664	14
47	94050	V	CHICOUTIMI / Laterrière	63 061	76
48	15035	V	CLERMONT	3 225	2
49	44035	V	COATICOOK	6 653	7
50	59035	SD	CONTRECOEUR (R: Tracy)	5 331	
51	71040	M	COTEAU-DU-LAC (R: St-Lazare (Régie des Seigneuries))	4 960	
52	66055	C	CÔTE-SAINT-LUC (R: Montréal)	29 705	s.p.c.u.m.
53	46080	V	COWANSVILLE	12 051	12
54	67025	V	DELSON (R: Saint-Constant)	6 703	
55	72010	V	DEUX-MONTAGNES / Pointe-Calumet / St-Joseph-du-Lac / Ste-Marthe-sur-le-L	15 953	29
56	92025	V	DOLBEAU-MISTASSINI	15 214	18
57	66140	V	DOLLARD-DES-ORMEAUX (R: Montréal)	47 826	s.p.c.u.m.
58	34025	V	DONNACONA / Cap-Santé	5 739	10
59	66085	C	DORVAL (R: Montréal)	17 572	s.p.c.u.m.
60	49060	V	DRUMMONDVILLE / Saint-Nicéphore	44 882	57
61	41060	V	EAST ANGUS / Ascot Corner / Westbury	3 642	8
62	77010	V	ESTÉREL	108	3
63	46115	V	FARNHAM	6 044	10
64	97035	V	FERMONT	3 234	6
65	43020	SD	FLEURIMONT (R: Sherbrooke)	16 262	
66	22010	V	FOSSAMBAULT-SUR-LE-LAC (R: Loretteville (Haute-St-Charles))	921	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998–1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité–protection et sécurité civile – 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	CODE	DÉSIGNATION	MUNICIPALITÉS	POPULATION DÉCRET 1654–97	EFFECTIF 31 déc. 96
67	81015	V	GATINEAU / Buckingham / Masson–Angers	100 702	153
68	47015	V	GRANBY	43 316	55
69	47020	CT	GRANBY (CANTON)	11 266	15
70	36055	V	GRAND–MÈRE	14 223	20
71	58015	V	GREENFIELD PARK	17 337	30
72	66060	V	HAMPSTEAD (R: Montréal)	6 986	s.p.c.u.m.
73	71100	V	HUDSON	4 796	9
74	81020	V	HULL	62 339	129
75	56085	V	IBERVILLE (R: Saint–Jean–sur–Richelieu (Haut–Richelieu))	9 635	
76	61025	V	JOLIETTE	17 541	30
77	94070	V	JONQUIÈRE	56 503	70
78	66100	V	KIRKLAND (R: Montréal)	18 678	s.p.c.u.m.
79	94040	V	LA BAIE	21 057	30
80	15015	V	LA MALBAIE–POINTE–AU–PIC	4 918	4
81	82035	M	LA PÊCHE / Cantley / Chelsea / L'Ange–Gardien / Notre–Dame–de–la–Salette /	6 160	23
82	64020	P	LA PLAINE	14 413	14
83	14085	V	LA POCATIÈRE	4 887	8
84	67015	V	LA PRAIRIE	17 128	20
85	87090	V	LA SARRE	8 345	9
86	90010	V	LA TUQUE	12 102	17
87	64005	V	LACHENAIE	18 486	18
88	66080	V	LACHINE (R: Montréal)	35 171	s.p.c.u.m.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile – 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>
89	76020	V	LACHUTE / Brownsburg	11 493	18
90	36045	M	LAC-À-LA-TORTUE (R: Shawinigan)	3 050	
91	22040	SD	LAC-BEAUPORT (R:Loretteville (Haute-St-Charles))	5 008	
92	46075	V	LAC-BROME	5 073	7
93	22902	NO	LAC-CROCHE (R:Loretteville (Haute-St-Charles))	0	
94	22030	V	LAC-DELAGE (R:Loretteville (Haute-St-Charles))	368	
95	36902	NO	LAC-DES-CINQ (R: Shawinigan)	0	
96	30030	V	LAC-MÉGANTIC	5 864	8
97	23040	SD	LAC-SAINT-CHARLES (R: Loretteville (Haute-St-Charles))	8 540	
98	22015	V	LAC-SAINT-JOSEPH (R:Loretteville (Haute-St-Charles))	83	
99	36904	NO	LAC-WAPIZAGONKE (R: Shawinigan)	0	
100	75035	VL	LAFONTAINE (R: Saint-Jérôme (St-Jérôme-Métropolitain))	9 008	
101	66040	V	LASALLE (R: Montréal)	72 029	s.p.c.u.m.
102	94045	V	LATERRIÈRE (R: Chicoutimi)	4 815	
103	65005	V	LAVAL	330 393	435
104	60010	V	LE GARDEUR / Charlemagne	16 853	22
105	99005	V	LEBEL-SUR-QUÉVILLON	3 416	6
106	58025	V	LEMOYNE (R: Saint-Hubert)	5 052	
107	43010	V	LENNOXVILLE (R: Sherbrooke)	4 795	
108	67055	V	LÉRY	2 410	2
109	71050	M	LES CÈDRES (R: St-Lazare (Régie des Seigneuries))	4 641	
110	24020	V	LÉVIS / Pintendre / St-Henri / St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	40 407	51

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998–1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité–protection et sécurité civile – 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	CODE	DÉSIGNATION	MUNICIPALITÉS	POPULATION DÉCRET 1654–97	EFFECTIF 31 déc. 96
111	58030	V	LONGUEUIL	127 977	190
112	23045	V	LORETTEVILLE / Lac–Saint–Charles / Saint–Émile / MRC de la Jacques–Cartier	14 168	49
113	73025	V	LORRAINE	8 876	6
114	56070	SD	L'ACADIE (R: Saint–Jean–sur–Richelieu (Haut–Richelieu))	5 474	
115	23055	V	L'ANCIENNE–LORETTE	15 895	16
116	82005	M	L'ANGE–GARDIEN (R: La Pêche (MRC Les Collines–de–L'Outaouais))	3 521	
117	60027	V	L'ASSOMPTION / Saint–Gérard–Majella	11 366	17
118	66150	P	L'ÎLE–BIZARD (R: Montréal)	13 038	s.p.c.u.m.
119	66090	V	L'ÎLE–DORVAL (R: Montréal)	2	s.p.c.u.m.
120	71060	V	L'ÎLE–PERROT / Notre–Dame–de–l'Île–Perrot	9 178	20
121	45075	CT	MAGOG (CANTON) (R: Magog (Memphrémagog))	5 216	
122	45070	V	MAGOG / Austin / Magog (canton) / Omerville / Orford / Ste–Catherine–de–Hatley	14 050	29
123	55045	V	MARIEVILLE	5 510	7
124	64015	V	MASCOUCHE	28 097	26
125	81010	V	MASSON–ANGERS (R: Gatineau)	7 989	
126	80550	V	MATANE	12 364	18
127	57025	VL	MCMASTERVILLE (R: Beloeil)	3 813	
128	67045	V	MERCIER	9 059	10
129	93010	V	MÉTABETCHOUAN	3 474	1
130	74005	V	MIRABEL	22 689	24
131	18050	V	MONTMAGNY	11 885	14
132	66025	V	MONTRÉAL (S.P.C.U.M.)	1 016 376	4 167

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile - 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>
133	66005	V	MONTREAL-EST (R: Montréal)	3 523	s.p.c.u.m.
134	66020	V	MONTREAL-NORD (R: Montréal)	81 581	s.p.c.u.m.
135	66045	V	MONTREAL-OUEST (R: Montréal)	5 254	s.p.c.u.m.
136	09075	V	MONT-JOLI	6 267	9
137	66070	V	MONT-ROYAL (R: Montréal)	18 282	s.p.c.u.m.
138	57035	V	MONT-SAINT-HILAIRE	13 064	15
139	77050	SD	MORIN-HEIGHTS	2 332	4
140	03025	V	MURDOCHVILLE	1 595	1
141	50070	V	NICOLET	4 352	5
142	92040	V	NORMANDIN	3 873	4
143	82010	M	NOTRE-DAME-DE-LA-SALETTE (R: La Pêche (MRC Les Collines-de-L'Outaouais))	678	
144	61030	SD	NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES (R: Saint-Charles-Borromée)	6 837	
145	71065	P	NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT (R: L'Île-Perrot)	7 059	
146	36040	P	NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL (R: Shawinigan)	4 835	
147	45065	VL	OMERVILLE (R: Magog (Memphrémagog))	2 068	
148	45115	C T	ORFORD (R: Magog (Memphrémagog))	1 427	
149	57030	V	OTTERBURN PARK	7 320	6
150	66065	V	OUTREMONT (R: Montréal)	22 571	s.p.c.u.m.
151	77030	M	PIEDMONT (R: Prévost (Régie Rivière-du-Nord))	1 862	
152	66130	V	PIERREFONDS (R: Montréal)	52 986	s.p.c.u.m.
153	71070	V	PINCOURT	10 023	13
154	24010	SD	PINTENDRE (R: Lévis)	6 035	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile - 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	CODE	DÉSIGNATION	MUNICIPALITÉS	POPULATION DÉCRET 1654-97	EFFECTIF 31 déc. 96
155	32040	V	PLESSISVILLE	6 810	8
156	72020	VL	POINTE-CALUMET (R: Deux-Montagnes)	5 443	
157	66095	V	POINTE-CLAIRE (R: Montréal)	28 435	s.p.c.u.m.
158	82030	M	PONTIAC (R: La Pêche (MRC Les Collines-de-l'Outaouais))	4 722	
159	97020	V	PORT-CARTIER	7 070	14
160	75040	M	PRÉVOST / Piedmont / Sainte-Anne-des-Lacs	7 308	11
161	32030	V	PRINCEVILLE	3 997	7
162	23025	V	QUÉBEC / Beauport / Saint-Augustin-de-Desmaures / Vanier	167 264	431
163	60015	V	REPENTIGNY	53 824	49
164	42105	V	RICHMOND	3 053	4
165	10045	V	RIMOUSKI	31 773	43
166	12070	V	RIVIÈRE-DU-LOUP	14 721	21
167	91025	V	ROBERVAL	11 640	13
168	43030	V	ROCK FOREST (R: Sherbrooke)	16 604	
169	73020	V	ROSEMÈRE	12 025	17
170	86040	V	ROUYN-NORANDA	29 797	41
171	66145	V	ROXBORO (R: Montréal)	5 950	s.p.c.u.m.
172	77020	V	SAINTE-ADÈLE	8 719	10
173	78025	V	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	5 669	10
174	73035	V	SAINTE-ANNE-DES-PLAINES (R: Terrebonne)	12 908	
175	66115	V	SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (R: Montréal)	4 700	s.p.c.u.m.
176	77035	P	SAINTE-ANNE-DES-LACS (R: Prévost (Régie Rivière-du-Nord))	2 236	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile - 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>	
177	22045	SD	SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL (R:Loretteville (Haute-St-Charles))	3 214		
178	67030	V	SAINTE-CATHERINE	13 724	11	
179	45060	M	SAINTE-CATHERINE-DE-HATLEY (R: Magog (Memphrémagog))	1 838		
180	22005	SD	SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER (R:Loretteville (Haute-St-Charle	4 428		
181	23060	V	SAINTE-FOY / Cap-Rouge	72 330	119	
182	66135	V	SAINTE-GENEVIÈVE (R: Montréal)	3 339	s.p.c.u.m.	
183	25015	P	SAINTE-HÉLÈNE-DE-BREAKEYVILLE (R: Saint-Jean-Chrysostome (Chaudière-Etc	3 423		
184	59010	V	SAINTE-JULIE / Saint-Amable / Verchères	24 030	34	
185	26030	V	SAINTE-MARIE	10 966	7	
186	72015	V	SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC (R: Deux-Montagnes)	8 295		
187	75030	SD	SAINTE-SOPHIE	8 534	6	
188	73010	V	SAINTE-THÉRÈSE	23 477	36	
189	77065	SD	SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	2 632	5	
190	59015	SD	SAINT-AMABLE (R: Sainte-Julie)	7 105		
191	75020	V	SAINT-ANTOINE (R: Saint-Jérôme (St-Jérôme-Métropolitain))	10 806		
192	56090	P	SAINT-ATHANASE (R: Saint-Jean-sur-Richelieu (Haut-Richelieu))	6 546		
193	23070	P	SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES (R: Québec)	14 771		
194	57020	V	SAINT-BASILE-LE-GRAND	11 771	11	
195	36020	VL	SAINT-BONIFACE-DE-SHAWINIGAN (R: Shawinigan)	3 998		
196	93030	SD	SAINT-BRUNO	2 422	0	
197	57015	V	SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE	23 714	29	
198	55020	V	SAINT-CÉSAIRE	2 990	1	223

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile - 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>
199	61035	SD	SAINT-CHARLES-BORROMÉE / Notre-Dame-des-Prairies	10 013	12
200	71045	M	SAINT-CLET (R: St-Lazare (Régie des Seigneuries))	1 524	
201	67035	V	SAINT-CONSTANT / Delson	21 933	23
202	62060	SD	SAINT-DONAT	3 260	6
203	36010	P	SAINT-ÉLIE (R: Shawinigan)	1 455	
204	43040	SD	SAINT-ÉLIE-D'ORFORD (R: Sherbrooke)	6 148	
205	23035	V	SAINT-ÉMILE (R: Loretteville (Haute-St-Charles))	9 889	
206	25010	SD	SAINT-ÉTIENNE-DE-LAUZON (R: Saint-Jean-Chrysostome (Chaudière-Etchemin))	8 207	
207	72005	V	SAINT-EUSTACHE	39 848	45
208	91040	V	SAINT-FÉLICIEN	10 797	12
209	22025	SD	SAINT-GABRIEL-DE-VALCARTIER (R: Loretteville (Haute-St-Charles))	2 204	
210	29075	V	SAINT-GEORGES	20 057	22
211	36050	VL	SAINT-GEORGES (R: Shawinigan)	3 929	
212	36060	P	SAINT-GÉRARD-DES-LAURENTIDES (R: Shawinigan)	2 114	
213	60045	P	SAINT-GÉRARD-MAJELLA (R: L'Assomption)	4 207	
214	24005	M	SAINT-HENRI (R: Lévis)	3 886	
215	58020	V	SAINT-HUBERT / Lemoyne	77 042	105
216	54045	V	SAINT-HYACINTHE	38 981	58
217	25020	V	SAINT-JEAN-CHRYSTOSTOME / Charny / St-Étienne-de-Lauzon / Ste-Hélène-	16 161	32
218	36065	P	SAINT-JEAN-DES-PILES (R: Shawinigan)	640	
219	56080	V	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU / Iberville / L'Acadie / Saint-Athanase	36 435	67
220	75015	V	SAINT-JÉRÔME / Bellefeuille / Lafontaine / St-Antoine	23 916	69

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile – 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>
221	24015	P	SAINT-JOSEPH-DE-LA-POINTE-DE-LÉVY (R: Lévis)	894	
222	53050	V	SAINT-JOSEPH-DE-SOREL (R: Tracy)	1 875	
223	72025	P	SAINT-JOSEPH-DU-LAC (R: Deux-Montagnes)	4 930	
224	78080	V	SAINT-JOVITE	4 609	5
225	58010	V	SAINT-LAMBERT	20 971	34
226	66075	V	SAINT-LAURENT (R: Montréal)	74 240	s.p.c.u.m.
227	71105	P	SAINT-LAZARE / Coteau-du-Lac / Les Cèdres / St-Clet	11 193	10
228	66015	V	SAINT-LÉONARD (R: Montréal)	71 327	s.p.c.u.m.
229	56075	V	SAINT-LUC	18 371	12
230	36015	P	SAINT-MATHIEU (R: Shawinigan)	1 150	
231	49035	M	SAINT-NICÉPHORE	9 251	
232	25040	SD	SAINT-NICOLAS (R: Saint-Jean-Chrysostome (Chaudière-Etchemin))	15 594	21
233	66050	V	SAINT-PIERRE (R: Montréal)	4 739	s.p.c.u.m.
234	25035	V	SAINT-RÉDEMPTEUR (R: Saint-Jean-Chrysostome (Chaudière-Etchemin))	6 358	
235	68055	V	SAINT-RÉMI	5 707	8
236	25025	V	SAINT-ROMUALD (R: Saint-Jean-Chrysostome (Chaudière-Etchemin))	10 604	
237	77040	VL	SAINT-SAUVEUR-DES-MONTS	2 904	5
238	70055	SD	SAINT-TIMOTHÉE (R: Salaberry-de-Valleyfield)	8 495	
239	70045	V	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD / Saint-Timothée	26 600	51
240	66125	VL	SENNEVILLE (R: Montréal)	906	s.p.c.u.m.
241	97802	V	SEPT-ÎLES	25 224	51
242	22020	SD	SHANNON (R: Loretteville (Haute-St-Charles))	3 751	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile - 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>
243	36030	V	SHAWINIGAN / Baie-de-Shawinigan / Charette / Lac-à-la-Tortue / Lac-des-Cinq /	18 678	31
244	36035	V	SHAWINIGAN-SUD	11 804	15
245	43025	V	SHERBROOKE / Ascot / Brompton / Bromptonville / Fleurimont / Lennoxville /	76 786	172
246	23020	V	SILLERY	12 003	19
247	53057	V	SOREL	23 248	32
248	22035	CU	STONEHAM-ET-TEWKESBURY (R:Loretteville (Haute-St-Charles))	4 842	
249	71075	SD	TERRASSE-VAUDREUIL	1 977	1
250	64010	V	TERREBONNE / Bois-des-Filion / Sainte-Anne-des-Plaines	42 214	61
251	31075	V	THETFORD MINES / Black Lake	17 635	30
252	53045	V	TRACY / Contrecoeur / Saint-Joseph-de-Sorel	12 773	27
253	37065	V	TROIS-RIVIÈRES	48 419	98
254	37070	V	TROIS-RIVIÈRES-OUEST	22 886	23
255	42055	V	VALCOURT	2 442	3
256	23050	V	VAL-BÉLAIR	20 176	18
257	82015	M	VAL-DES-MONTS (R:La Pêche (MRC Les Collines-de-l'Outaouais))	7 231	
258	89005	V	VAL-D'OR	24 531	29
259	23010	V	VANIER (R: Québec)	11 174	
260	59020	V	VARENNES	18 842	12
261	71085	V	VAUDREUIL-DORION	18 466	21
262	59025	M	VERCHÈRES (R: Sainte-Julie)	4 854	
263	66035	V	VERDUN (R: Montréal)	59 714	s.p.c.u.m.
264	39065	V	VICTORIAVILLE	38 174	45

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières, sécurité-protection et sécurité civile -- 04.02

Question 36: Liste des effectifs des corps de police municipaux

	<u>CODE</u>	<u>DÉSIGNATION</u>	<u>MUNICIPALITÉS</u>	<u>POPULATION</u> <u>DÉCRET 1654-97</u>	<u>EFFECTIF</u> <u>31 déc. 96</u>
265	41065	CT	WESTBURY (R:East Angus)	978	
266	66030	V	WESTMOUNT (R: Montréal)	20 420	s.p.c.u.m.
267	42090	V	WINDSOR	4 904	7
Nombre de municipalités protégées par un corps de police municipal				267	
				Population	Nbre total
				totale	policiers
				5 604 965	8 954

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

37. LISTE DE TOUTES LES INTERVENTIONS (SOUTIEN, ENQUÊTE, ETC.)
DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AUPRÈS DE CHACUN DES CORPS DE POLICE MUNICIPaux

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

38. NOMBRE D'AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
AFFECTÉS À DES CORPS POLICIERS MUNICIPAUX, AVEC LEURS FONCTIONS

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

39. LISTE DES MRC ET MUNICIPALITÉS QUI ONT CONCLU UNE ENTENTE AVEC LE MINISTRE
CONCERNANT LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC,
TEL QUE PRÉVU À L'ARTICLE 73.1 DE LA LOI DE LA POLICE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 39 : Liste des MRC et municipalités qui ont conclu une entente avec le Ministre concernant les services de la Sûreté du Québec, tel que prévu à l'article 73.1 de la Loi de police

District 1 Bas St-Laurent / Gaspésie	District 2 Saguenay / Lac St-Jean	District 3 Québec
010 Les Iles-de-la-Madeleine 020 Pabok 030 Côte-de-Gaspé 040 Denis-Riverin 050 Bonaventure 060 Avignon 070 La Matapédia 080 Matane 090 La Mitis 100 Rimouski-Neigette 110 Les Basques 130 Témiscouata 140 Kamouraska	910 Le Domaine-du-Roy 920 Maria-Chapdeleine 930 Lac St-Jean Est 940 Le Fjord-du-Saguenay	160 Charlevoix 170 L'Islet 180 Montmagny 190 Bellechasse 250 Lotbinière 260 La Nouvelle-Beauce 270 Robert-Cliche 280 Les Etchemins 290 Beauce-Sartignan 310 L'Amiante 240 Portneuf

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 39 : Liste des MRC et municipalités qui ont conclu une entente avec le Ministre concernant les services de la Sûreté du Québec, tel que prévu à l'article 73.1 de la Loi de police

District 4 Trois-Rivières

320 L'Érable
 350 Mékinac
 380 Bécancour
 390 Arthabaska
 490 Drummond
 500 Nicolet-Yamaska
 510 Maskinongé
 900 Le Haut St-Maurice

District 7 Outaouais

790 Antoine-Labelle
 830 La Vallée-de-la-Gatineau
 840 Pontiac

District 5 Estrie

400 Asbestos
 410 Le Haut St-François
 440 Coaticook
 460 Brome-Missisquoi

Distict 8 Abitibi-Témiscamingue

850 Témiscamingue
 860 Rouyn-Noranda
 870 Abitibi-Ouest
 880 Abitibi
 890 La Vallée-de-l'Or
 991 Matagami et Radisson *

District 6 Montréal

480 Acton
 530 Le Bas-Richelieu
 540 Les Maskoutains
 560 Le Haut-Richelieu
 570 La Vallée du Richelieu
 620 Matawinie
 680 Les Jardins-de-Napierville
 690 Le Haut-St-Laurent
 700 Beauharnois-Salaberry
 720 Deux-Montagnes
 770 Les Pays-d'en-Haut

District 9 Côte-Nord

950 La Haute-Côte-Nord
 960 Manicouagan
 971 Sept-Rivières
 981 Minganie

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

40. MONTANT PERÇU PAR LE MINISTRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LES SOMMES PAYABLES
PAR LES MUNICIPALITÉS POUR LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 40 : Montant perçu par le Ministre en vertu du Règlement sur les sommes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec

Pour l'exercice 1997-1998, la responsabilité de percevoir les montants dus en vertu du Règlement sur les sommes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec était assumée par le ministère des Affaires municipales. Les sommes reçues sont versées au Fonds de services de police. En 1997-1998, le montant probable prévu au Livre des crédits est de 103,1 M\$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

41. LISTE DES LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION
OU DE MODIFICATION AU MINISTÈRE,
AVEC LA DATE DU DÉBUT DU PROCESSUS ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 41 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification au Ministère, avec la date du début du processus et l'état d'avancement.

Titre	Début du Processus	État d'avancement des travaux
Projet de loi sur la sécurité civile	Printemps 1997	Orientations en cours d'élaboration
Projet de loi modifiant la Loi sur les services correctionnels	Printemps 1997	Décision prise par le Conseil des ministres

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: BUREAU DU SOUS-MINISTRE 01-01

QUESTION 41 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification au Ministère, avec la date du début du processus et l'état d'avancement.

Titre	Début du Processus	État d'avancement des travaux
Projet de loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus	Été 1997	À l'Étape du Conseil des ministres
Loi modifiant diverses lois dont l'administration est confiée à la Régie des alcools, des courses et des jeux et d'autres dispositions législatives	Printemps 1998	Mémoire et projet de loi en cours d'élaboration
Projet de Règlement modifiant le Règlement sur la libération conditionnelle des détenus	Été 1997	En cours d'élaboration
Projet de Règlement modifiant le Règlement sur les travaux communautaires	Été 1997	En cours d'élaboration
Projet de Règlement modifiant le Règlement sur les établissements de détention	Printemps 1997	Orientations définitives à déterminer
Projet de Règlement sur les exigences de formation ainsi que les autres qualités requises des membres des services d'incendie	Automne 1997	Orientations définitives à déterminer

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

42. MONTANT DES AMENDES PERÇUES PAR LE GOUVERNEMENT
POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES DEPUIS 1993
EN APPLICATION DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, PAR CATÉGORIES DE ROUTES

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

43. LISTE DES PROGRAMMES D'AIDE MIS SUR PIED POUR LA SÉCURITÉ CIVILE,
AVEC UN BILAN, PAR PROGRAMMES :
- A) DU BUDGET ;
 - B) DE L'EFFECTIF ;
 - C) DES DÉPENSES ;
 - D) DU NOMBRE ET DE LA NATURE DES RÉCLAMATIONS.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 43 : Liste des programmes d'aide mis sur pied pour la sécurité civile, avec un bilan, par programmes : a) du budget; b) de l'effectif; c) des dépenses; d) du nombre et de la nature des réclamations

Programme	Réclamations		Aide financière versée
	Nature	Nombre	
Sauvetage d'une résidence principale à Saint-Maurice Décret 539-97 du 23 avril 1997	Frais d'hébergement Particulier	1 1	54 225
Sauvetage d'une résidence principale à Sept-Îles Décret 1293-97 du 1 ^{er} octobre 1997	Frais d'hébergement Particulier	1 1	16 030
Sauvetage d'une résidence principale à Mascouche Décret 1294-97 du 1 ^{er} octobre 1997	Frais d'hébergement Particulier	1 1	46 799
Inondations survenues en décembre 1996, à l'hiver et au printemps 1997 Décret 1356-97 du 15 octobre 1997	Frais d'hébergement Dommages aux biens (particuliers) Dommages aux biens et mesures d'urgence des municipalités Dommages aux biens (entreprises) Dommages aux immeubles locatifs (propriétaires occupants)	32 75 13 11 12	157 056
Incendies de forêt en juin 1997 Décret 1357-97 du 15 octobre 1997	Mesures d'urgence des municipalités Organismes ayant apporté aide et assistance aux sinistrés	2 1	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 43 : Liste des programmes d'aide mis sur pied pour la sécurité civile, avec un bilan, par programmes : a) du budget; b) de l'effectif; c) des dépenses; d) du nombre et de la nature des réclamations			
Programme	Nature	Réclamations Nombre	Aide financière versée
Tempête de verglas du 5 janvier 1997 Décret 1358-97 du 15 octobre 1997	Mesures d'urgence des municipalités Organismes ayant apporté aide et assistance aux sinistrés	43 3	15 933
Pluies abondantes survenues en juin et juillet 1997 Décret 1359-97 du 15 octobre 1997	Frais d'hébergement Dommages aux biens (particuliers) Dommages aux biens et mesures d'urgence des municipalités Dommages aux biens (entreprises) Immeubles locatifs (propriétaires occupants)	16 400 20 21 23	211 545
Tempête de verglas du 5 au 9 janvier 1998 - Décret 27-98 du 11 janvier 1998	Mesures d'urgence des municipalités Organismes ayant apporté aide et assistance aux sinistrés	251 24	24 054 972
- Décret 28-98 du 11 janvier 1998 (modifié par le décret 54-98 du 14 janvier 1998 mais excluant les montants complémentaires de 10 \$/jour prévus par le décret 58-98 du 14 janvier 1998)	Frais d'hébergement (chèques encaissés 70\$ et 140\$)	670 000	76 300 000
Sauvetage d'une résidence principale à Sainte-Mélanie Décret 146-98 du 4 février 1998	Frais d'hébergement Particulier	0 1	15 109

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

44. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX POUR LA SÉCURITÉ CIVILE
EN PRÉCISANT, POUR CHACUN, L'EFFECTIF ET LE BUDGET ALLOUÉ

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 44 : Liste des bureaux régionaux pour la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué

Au 1^{er} avril 1997, la répartition des effectifs¹ et des crédits était ventilée comme suit :

Direction régionale du Bas Saint-Laurent, Côte-Nord, Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	6 effectifs réguliers	299 000,00 \$
Direction régionale du Québec, Chaudière-Appalaches, Saguenay/Lac Saint-Jean, Communautés Inuits	16 effectifs réguliers	706 400,00 \$
Direction régionale Mauricie/Bois-Francs	11 effectifs réguliers	487 000,00 \$
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie	15 effectifs réguliers	696 400,00 \$
Direction régionale de l'Outaouais, Abitibi/Témiscamingue, Nord du Québec	6 effectifs réguliers	350 100,00 \$

¹ La répartition des effectifs tient compte du départ de 6 employés dans le cadre du programme de départ volontaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

45. NOMBRE DE POLICIERS-POMPIERS, DE POMPIERS PROFESSIONNELS
ET DE POMPIERS VOLONTAIRES AU QUÉBEC,
EN INDIQUANT À QUELS SERVICES ILS SONT RATTACHÉS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

Question 45 : Nombre de policiers-pompiers, de pompiers professionnels et de pompiers volontaires au Québec, en indiquant à quels services ils sont rattachés																													
Genre de services	1 à 4 999 hab.				5 000 à 9 999 hab.				10 000 à 24 999 hab.				25 000 à 49 999 hab.				50 000 à 99 999 hab.				100 000 hab. et plus				Ensemble du Québec				
	SI	TPL	PP	TPA	SI	TPL	PP	TPA	SI	TPL	PP	TPA	SI	TPL	PP	TPA	SI	TPL	PP	TPA	SI	TPL	PP	TPA	SI	TPL	PP	TPA	TOTAL
À temps plein seulement					2	43			2	81			3	116			5	387			4	2 226			16	2 853			2 853
À temps partiel seulement	758			13 921	47			1 124	16			443												821			15 488	15 488	
Policiers-pompiers seulement	1		23										4		284									5		307		307	
À temps plein et à temps partiel	25	51		517	12	12		349	28	152		976	16	204		512	5	178		142	2	216		37	88	813		2 533	3 346
À temps plein et policiers-pompiers									1	1	34						1	33	1					2	34	35		69	
Policiers-pompiers et à temps partiel	7		24	141	6		54	144	11		182	250	2		102	22								26		362	557	919	
À temps plein, policiers pompiers et temps partiels	1	2	5	22					7	12	145	169	3	7	145	86	1	17	39	6					12	38	334	283	655
TOTAL	792	53	52	14 601	67	55	54	1 617	65	246	361	1 838	28	327	531	620	12	615	40	148	6	2 442	0	37	970	3 738	1 038	18 861	23 637

Abréviations : SI : Service d'incendie PP : Policier-pompier
 TPL : Temps plein TPA : Temps partiel

Les données relatives à la population représentent la situation au 18 mars 1998.

Les données relatives aux effectifs représentent la situation de mars 1997.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

46. NOMBRE DE SENTENCES D'EMPRISONNEMENT DE MOINS DE 2 ANS
ET DESCRIPTION DES DÉLITS DEPUIS 1991

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 1998-1999
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

QUESTION 46 : Nombre de sentences d'emprisonnement de moins de 2 ans et description des délits depuis 1991-1992									
Description des délits	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	Variation en % 1997-1998 vs 1991-1992	Variation en % 1997-1998 vs 1996-1997
Infraction contre l'État	293	364	428	381	396	353	225	-23%	-36%
Homicide	23	23	12	9	9	5	0	-100%	-100%
Homicide involontaire	6	3	8	5	4	5	4	-33%	-20%
Tentative de meurtre	24	14	9	9	9	7	7	-71%	0%
Infraction d'ordre sexuel	447	470	468	469	460	325	314	-30%	-3%
Voies de fait	1339	1562	1621	1844	1511	1334	1124	-16%	-16%
Autres infractions contre la personne	436	528	567	688	666	568	445	2%	-22%
Vol qualifié	726	678	625	565	564	441	340	-53%	-23%
Introduction par effraction	2067	2248	2002	1997	1869	1641	1345	-35%	-18%
Extorsion	44	36	40	44	49	30	42	-5%	40%
Vol simple	2054	2386	2421	2270	2196	1996	1560	-24%	-22%
Méfait, incendie et dommage	832	887	907	871	849	717	576	-31%	-20%
Recel	308	346	381	400	398	318	228	-26%	-28%
Autres infractions contre la propriété	45	49	48	49	50	62	49	9%	-21%
Infraction lié aux armes à feu	127	104	97	133	120	108	73	-43%	-32%
Fraude, corruption et escroquerie	381	471	376	326	344	272	242	-36%	-11%
Pari, prostitution et mœurs	334	310	279	322	288	211	157	-53%	-26%
Outrage	5	7	23	9	11	0	7	40%	---
Complot, complicité et tentative	488	605	607	589	630	486	386	-21%	-21%
Évasion	856	1086	1047	1142	1122	1023	813	-5%	-21%
Infraction au C.C. lié à la circulation	2854	3344	4165	4455	4778	4054	3005	5%	-26%
Autres infractions au Code criminel	1415	1848	1737	1777	1616	1504	1179	-17%	-22%
Stupéfiants	1853	2480	2645	2838	2981	2330	1855	0%	-20%
Aliments et drogues	12	26	31	15	21	14	19	58%	36%
Immigration	26	24	19	32	14	18	11	-58%	-39%
Assurance-chômage	170	128	71	76	45	60	53	-69%	-12%
Loi sur les Indiens	1	0	113	1	0	1	0	-100%	-100%
Autres infractions aux statuts fédéraux	131	135	72	251	224	245	193	47%	-21%
Lois québécoises	4643	4920	4999	4245	5529	6832	7497	61%	10%
Règlements municipaux	661	899	991	2588	3191	3913	4543	587%	16%
Infraction non indiquée	313	319	371	160	366	263	235	-25%	-11%
Total	22914	26300	27180	28360	30310	29136	26527	16%	-9%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

47. POUR 1997-1998, INDIQUER, POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION, VENTILÉ PAR MOIS, LE NOMBRE TOTAL DES DÉTENUS INSCRITS SOUS LA RESPONSABILITÉ DES CENTRES ET QUI SONT :

- A) INCARCÉRÉS ;
- B) NON INCARCÉRÉS ;
- C) INDIQUER LA DURÉE DE LA SENTENCE D'INCARCÉRATION ET FOURNIR LES RAISONS MOTIVANT LES NON-INCARCÉRATIONS.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 47 : Pour 1997-1998, indiquer, pour chaque centre de détention, ventilé par mois, le nombre total des détenus inscrits sous la responsabilité des centres et qui sont :
a) incarcérés b) non incarcérés c) indiquer la durée de la sentence d'incarcération et fournir les raisons motivant les non-incarcérations

Pour répondre à cette question, vous trouverez ci-joints trois tableaux par établissement :

Tableau 1 (toute la clientèle) - Ce tableau répond aux alinéas a) et b) de la question

Indique le nombre de jours purgés durant chaque mois par la clientèle, selon le statut et selon leur présence ou non en détention.

Exemple : Amos - avril 1997 : - 1 433 jours purgés à l'intérieur des murs par des «prévenus». En moyenne 47,77 personnes par jour.
- 60 jours purgés à l'extérieur par des «prévenus». En moyenne 2,00 personnes par jour.
De même pour les «peines continues» et les «peines discontinues».

Tableau 2 (clientèle peine continue) - Ce tableau répond, pour la clientèle «peine continue» seulement, aux alinéas a), b) et la première partie de l'alinéa c)

Répartit les jours purgés par la clientèle «peine continue» selon leur présence ou non en détention et selon leur sentence.

- 6 mois et plus
- moins de 6 mois
- sans sentence

Tableau 3 (clientèle peine continue absente) - Ce tableau répond à la deuxième partie de l'alinéa c)

Répartit, selon la durée de la sentence et les motifs d'absence, la clientèle «peine continue» placée en absence temporaire.

Une liste des codes d'absence est jointe.

Ces tableaux présentent des jours/séjours et non un nombre de personnes. Les données pour le mois de mars 1998 sont non disponibles.

268

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

TABLEAU 2

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

Page 9

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
Codes		ANNÉE 1997-98												
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"	114	39	84	29	27	18	13	8	38	15	22	0	407	
Total Médical"	7	0	0	0	0	1	7	0	0	0	0	0	15	
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	1	12	6	0	15	0	34	
SOUS TOTAL	121	39	84	29	27	19	21	20	44	15	37	0	456	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"	235	153	123	78	39	19	7	22	59	14	35	0	784	
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	
Total "Réins. sociale"	314	328	260	353	398	362	580	559	369	328	236	0	4 087	
SOUS TOTAL	549	481	383	431	437	381	587	581	429	342	271	0	4 872	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"	65	64	115	137	36	75	52	74	94	67	77	0	856	
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2	
Total "Réins. sociale"	1	3	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	9	
SOUS TOTAL	66	67	115	142	36	75	52	74	94	69	77	0	867	
TOTAL	736	587	582	602	500	475	660	675	567	426	385	0	6 195	

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
Codes		ANNÉE 1997-98												
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"	240	54	52	2	0	0	70	10	51	63	39	0	581	
Total Médical"	7	4	0	3	0	0	0	0	2	0	0	0	16	
Total "Réins. sociale"	1	1	0	0	0	3	7	0	4	0	3	0	19	
SOUS TOTAL	248	59	52	5	0	3	77	10	57	63	42	0	616	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"	131	71	9	22	37	11	25	33	11	102	75	0	527	
Total Médical"	0	0	0	5	0	0	0	0	2	0	0	0	7	
Total "Réins. sociale"	259	325	104	153	95	124	323	206	212	150	252	0	2 203	
SOUS TOTAL	390	396	113	180	132	135	348	239	225	252	327	0	2 737	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"	69	79	107	62	109	67	62	27	55	81	191	0	909	
Total Médical"	0	0	0	1	11	0	0	0	0	0	0	0	12	
Total "Réins. sociale"	450	841	413	346	199	198	340	586	507	412	341	0	4 633	
SOUS TOTAL	519	920	520	409	319	265	402	613	562	493	532	0	5 554	
TOTAL	1 157	1 375	685	594	451	403	827	862	844	808	901	0	8 907	

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
Codes		ANNÉE 1997-98												
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Réins. sociale"	0	1	0	4	4	0	0	13	0	0	0	0	22	
SOUS TOTAL	0	1	0	4	4	0	0	13	0	0	0	0	22	
GRAND TOTAL	1 893	1 963	1 267	1 200	955	878	1 487	1 550	1 411	1 234	1 286	0	15 124	

REPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

Page 11

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS															1997-98	
Fraction		ANNÉE 1997-98													TOTAL	
sentence		absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars		
- 1/6	01	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	02	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	05	31	7	0	0	0	0	0	8	0	0	17	3	0	0	
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	09	41	2	0	0	0	0	0	22	0	0	3	0	0	0	
	10	161	45	52	2	0	0	0	40	10	51	43	36	0	0	
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	41	240	54	52	2	0	0	0	70	10	51	63	39	0	0	
	-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	42	7	4	0	0	3	0	0	0	0	2	0	0	0	0	
	Total "Médical"	7	4	0	0	3	0	0	0	0	2	0	0	0	0	
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	63	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	65	0	1	0	0	0	0	0	3	0	4	0	3	0	0	
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Total "Réins. soc."	1	1	0	0	0	0	0	3	0	4	0	3	0	0	
	SOUS TOTAL	248	59	52	5	0	0	3	77	10	57	63	42	0	0	
	1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	0	0
02		0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	
03		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
04		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
05		33	13	0	0	0	4	2	9	25	2	0	0	0	0	
06		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
07		0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
08		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
09		20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
10		77	38	7	20	33	9	9	16	8	9	93	55	0	0	
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	41	131	71	9	22	37	11	25	33	11	102	75	0	0	0	
	1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	42	0	0	0	0	5	0	0	0	0	2	0	0	0	0	
	Total "Médical"	0	0	0	5	5	0	0	0	0	2	0	0	0	0	
1/6 - 1/3	61	4	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	
	62	0	0	0	0	5	15	0	31	29	0	0	5	0	85	
	63	0	25	0	0	0	0	12	11	0	0	0	0	0	48	
	64	3	5	0	0	2	1	3	21	0	3	2	2	0	21	
	65	252	283	104	148	78	111	278	177	210	147	245	0	0	2 033	
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Total "Réins. soc."	259	325	104	153	95	124	323	206	212	150	252	0	0	2 203	
	SOUS TOTAL	390	396	113	180	132	135	348	239	225	252	327	0	0	2 737	
	+ 1/3	01	0	0	0	4	2	0	0	0	0	0	0	12	0	18
02		0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	
03		6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	
04		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
05		10	13	12	0	8	7	0	0	7	34	14	0	0	105	
06		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
07		0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	
08		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
09		20	20	11	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	63	
10		33	44	72	55	101	60	62	20	21	67	167	0	0	702	
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	41	69	79	107	62	109	67	62	27	55	81	191	0	0	909	
	+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	42	0	0	0	0	1	11	0	0	0	0	0	0	0	12	
	Total "Médical"	0	0	0	0	1	11	0	0	0	0	0	0	0	12	
+ 1/3	61	17	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35	
	62	24	0	0	20	12	4	3	50	17	0	0	0	0	130	
	63	0	3	11	0	0	4	20	30	8	0	0	0	0	76	
	64	13	15	11	3	11	2	1	21	16	8	5	0	0	106	
	65	396	805	391	323	173	188	316	485	466	404	336	0	0	4 283	
	66	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3	
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Total "Réins. soc."	450	841	413	346	199	198	340	586	507	412	341	0	0	4 633	
	SOUS TOTAL	519	920	520	409	319	265	402	613	562	493	532	0	0	5 554	
	TOTAL		1 157	1 375	685	594	451	403	827	862	844	808	901	0	0	8 907

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
		ANNÉE 1997-98												
Codes		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
absences														
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	0	4	4	0	0	0	0	0	0	1
66	0	0	0	0	0	4	4	0	13	0	0	0	0	21
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	1	0	4	4	0	0	13	0	0	0	0	22
TOTAL		0	1	0	4	4	0	0	13	0	0	0	0	22

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	565	18.83	480	15.48	424	14.13	553	17.84	396	12.77	558	18.60	529	17.06	336	11.20	256	8.26	374	12.06	270	9.31	460	14.84	5 201	14.21
		96/97	453	15.10	396	12.77	313	10.43	401	12.94	464	14.97	423	14.10	748	24.13	435	14.50	329	10.61	372	12.00	310	11.07	323	10.42	4 967	13.61
		97/98	277	9.23	308	9.94	291	9.70	378	12.19	501	16.16	388	12.93	403	13.00	379	12.63	415	13.39	371	11.97	331	11.82	0	0.00	4 042	12.10
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	14	0.45	4	0.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4	0.13	0	0.00	0	0.00	24	0.07
		96/97	0	0.00	4	0.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	8	0.27	12	0.39	0	0.00	6	0.21	3	0.10	33	0.09
		97/98	0	0.00	0	0.00	1	0.03	2	0.06	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.07	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	5	0.01
Peines cont.	Prés.	95/96	1 827	60.90	1 606	51.81	1 201	40.03	1 256	40.52	1 313	42.35	1 450	48.33	1 996	64.39	1 961	65.37	1 831	59.06	1 914	61.74	2 052	70.76	2 032	65.55	20 439	55.84
		96/97	1 958	65.27	1 636	52.77	1 435	47.83	1 561	50.35	1 418	45.74	1 466	48.87	1 843	59.45	2 175	72.50	2 317	74.74	2 341	75.52	1 981	70.75	1 814	58.52	21 945	60.12
		97/98	1 707	56.90	1 725	55.65	1 024	34.13	926	29.87	809	26.10	1 006	33.53	1 673	53.97	1 626	54.20	1 569	50.61	1 499	48.35	1 559	55.68	0	0.00	15 123	45.28
	Abs.	95/96	295	9.83	318	10.26	215	7.17	174	5.61	173	5.58	148	4.93	373	12.03	311	10.37	330	10.65	198	6.39	249	8.59	374	12.06	3 158	8.63
		96/97	402	13.40	347	11.19	382	12.73	272	8.77	211	6.81	281	9.37	334	10.77	292	9.73	504	16.26	464	14.97	325	11.61	491	15.84	4 305	11.79
		97/98	345	11.50	490	15.81	526	17.53	260	8.39	249	8.03	137	4.57	169	5.45	182	6.07	143	4.61	128	4.13	314	11.21	0	0.00	2 943	8.81
Peines disc.	Prés.	95/96	4	0.13	3	0.10	0	0.00	1	0.03	10	0.32	6	0.20	10	0.32	22	0.73	24	0.77	16	0.52	13	0.45	25	0.81	134	0.37
		96/97	24	0.80	25	0.81	12	0.40	8	0.26	8	0.26	20	0.67	12	0.39	10	0.33	13	0.42	24	0.77	14	0.50	2	0.06	172	0.47
		97/98	10	0.33	3	0.10	0	0.00	6	0.19	4	0.13	8	0.27	3	0.10	3	0.10	1	0.03	2	0.06	0	0.00	0	0.00	40	0.12
	Abs.	95/96	54	1.80	42	1.35	45	1.50	19	0.61	11	0.35	23	0.77	26	0.84	43	1.43	62	2.00	46	1.48	51	1.76	59	1.90	481	1.31
		96/97	46	1.53	24	0.77	19	0.63	19	0.61	39	1.26	15	0.50	12	0.39	19	0.63	14	0.45	20	0.65	13	0.46	26	0.84	266	0.73
		97/98	1	0.03	7	0.23	8	0.27	5	0.16	15	0.48	5	0.17	6	0.19	3	0.10	3	0.10	3	0.10	4	0.14	0	0.00	60	0.18

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	2 396	79.87	2 089	67.39	1 625	54.17	1 810	58.39	1 719	55.45	2 014	67.13	2 535	81.77	2 319	77.30	2 111	68.10	2 304	74.32	2 335	80.52	2 517	81.19	25 774	70.42
	96/97	2 435	81.17	2 057	66.35	1 760	58.67	1 970	63.55	1 890	60.97	1 909	63.63	2 603	83.97	2 620	87.33	2 659	85.77	2 737	88.29	2 305	82.32	2 139	69.00	27 084	74.20
	97/98	1 994	66.47	2 036	65.68	1 315	43.83	1 310	42.26	1 314	42.39	1 402	46.73	2 079	67.06	2 008	66.93	1 985	64.03	1 872	60.39	1 890	67.50	0	0.00	19 205	57.50
Pers. abs.	95/96	349	11.63	360	11.61	260	8.67	195	6.29	198	6.39	175	5.83	399	12.87	354	11.80	392	12.65	248	8.00	300	10.34	433	13.97	3 663	10.01
	96/97	448	14.93	375	12.10	401	13.37	291	9.39	250	8.06	296	9.87	346	11.16	319	10.63	530	17.10	484	15.61	344	12.29	520	16.77	4 604	12.61
	97/98	346	11.53	497	16.03	535	17.83	267	8.61	264	8.52	142	4.73	175	5.65	187	6.23	146	4.71	131	4.23	318	11.36	0	0.00	3 008	9.01
Total des pers. inscr.	95/96	2 745	91.50	2 449	79.00	1 885	62.83	2 005	64.68	1 917	61.84	2 189	72.97	2 934	94.65	2 673	89.10	2 503	80.74	2 552	82.32	2 635	90.86	2 950	95.16	29 437	80.43
	96/97	2 883	96.10	2 432	78.45	2 161	72.03	2 261	72.94	2 140	69.03	2 205	73.50	2 949	95.13	2 939	97.97	3 189	102.87	3 221	103.90	2 649	94.61	2 659	85.77	31 688	86.82
	97/98	2 340	78.00	2 533	81.71	1 850	61.67	1 577	50.87	1 578	50.90	1 544	51.47	2 254	72.71	2 195	73.17	2 131	68.74	2 003	64.61	2 208	78.86	0	0.00	22 213	66.51

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

Page 125

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes		ANNÉE 1997-98											
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	1	32	25	12	3	0	1	0	3	1	0	0	78
Total Médical"	0	3	5	0	1	0	0	0	0	0	2	0	11
Total "Réins. sociale"	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
SOUS TOTAL	2	36	30	12	4	0	1	0	3	1	2	0	91
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	38	36	15	1	20	1	6	2	25	29	1	0	174
Total Médical"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3	5	0	9
Total "Réins. sociale"	37	46	37	27	61	33	48	31	0	45	174	0	539
SOUS TOTAL	76	82	52	28	81	34	54	33	25	77	180	0	722
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	65	157	215	86	51	31	51	49	35	29	68	0	837
Total Médical"	0	1	0	0	0	0	1	8	10	0	0	0	20
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0	0	10
SOUS TOTAL	65	158	215	86	51	31	62	57	45	29	68	0	867
TOTAL	143	276	297	126	136	65	117	90	73	107	250	0	1 680

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes		ANNÉE 1997-98											
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	8	21	9	19	4	2	6	0	6	1	1	0	77
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	8	21	9	19	4	2	6	0	6	1	1	0	77
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	34	44	38	23	23	0	7	16	14	0	5	0	204
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	16	22	7	2	5	4	10	7	1	0	10	0	84
SOUS TOTAL	50	66	45	25	28	4	17	23	15	0	15	0	288
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	94	56	101	41	50	7	8	43	18	17	37	0	472
Total Médical"	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total "Réins. sociale"	49	68	74	49	31	59	21	26	31	3	11	0	422
SOUS TOTAL	143	127	175	90	81	66	29	69	49	20	48	0	897
TOTAL	201	214	229	134	113	72	52	92	70	21	64	0	1 262

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes		ANNÉE 1997-98											
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
GRAND TOTAL	345	490	526	260	249	137	169	182	143	128	314	0	2 943

REPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

Page 127

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL
		Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	
- 1/6	01	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	7	21	9	19	4	2	6	0	0	1	1	0	76
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	8	21	9	19	4	2	6	0	0	1	1	0	77
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		8	21	9	19	4	2	6	0	0	1	1	0	77
1/6 - 1/3	01	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	02	0	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0	0	8
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	34	40	38	23	23	0	4	14	11	0	5	0	192
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	34	44	38	23	23	0	7	16	14	0	5	0	204
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2
	65	15	22	7	2	5	4	10	7	0	0	10	0	82
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	16	22	7	2	5	4	10	7	1	0	10	0	84
SOUS TOTAL		50	66	45	25	28	4	17	23	15	0	15	0	288

+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	9	14	2	0	0	25
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	1	4	0	0	0	0	0	0	5
	05	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	94	56	101	40	46	6	8	34	4	15	37	0	441
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	94	56	101	41	50	7	8	43	18	17	37	0	472
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	6	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	14
	65	43	68	74	49	31	59	13	26	31	3	11	0	408
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	49	68	74	49	31	59	21	26	31	3	11	0	422
SOUS TOTAL		143	127	175	90	81	66	29	69	49	20	48	0	897
TOTAL		201	214	229	134	113	72	52	92	70	21	64	0	1262

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUÉE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE															TOTAL
ANNÉE 1997-98															
Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars			
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
10	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Humanitaire"															
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Médical"															
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Reins. soc."															
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL															
1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	2	0.01
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	1	0.00
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Peines cont.	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	2	0.06	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	0	0.00	0	0.00	1	0.03	6	0.02
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	1	0.03	20	0.71	0	0.00	22	0.06
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.00
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4	0.13	0	0.00	3	0.10	0	0.00	3	0.10	1	0.03	0	0.00	0	0.00	3	0.10	14	0.04
		96/97	1	0.03	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	3	0.01
		97/98	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4	0.01
Peines disc.	Prés.	95/96	92	3.07	58	1.87	24	0.80	36	1.16	74	2.39	17	0.57	45	1.45	39	1.30	22	0.71	69	2.23	45	1.55	99	3.19	620	1.69
		96/97	12	0.40	61	1.97	27	0.90	72	2.32	15	0.48	17	0.57	8	0.26	13	0.43	26	0.84	10	0.32	32	1.14	9	0.29	302	0.83
		97/98	6	0.20	21	0.68	32	1.07	11	0.35	3	0.10	15	0.50	3	0.10	35	1.17	8	0.26	8	0.26	10	0.36	0	0.00	152	0.46
	Abs.	95/96	2 087	69.57	1 651	53.26	1 593	53.10	1 786	57.61	1 335	43.06	1 732	57.73	1 504	48.52	1 549	51.63	1 830	59.03	1 484	47.87	1 693	58.38	2 202	71.03	20 446	55.86
		96/97	1 683	56.10	1 674	54.00	1 952	65.07	1 413	45.58	1 605	51.77	1 162	38.73	1 117	36.03	1 376	45.87	961	31.00	807	26.03	827	29.54	1 101	35.52	15 678	42.95
		97/98	850	28.33	1 096	35.35	796	26.53	735	23.71	882	28.45	679	22.63	733	23.65	946	31.53	735	23.71	879	28.35	716	25.57	0	0.00	9 047	27.09

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.	95/96	92	3.07	58	1.87	24	0.80	37	1.19	76	2.45	17	0.57	46	1.48	39	1.30	24	0.77	69	2.23	45	1.55	101	3.26	628	1.72
prés.	96/97	12	0.40	61	1.97	27	0.90	72	2.32	15	0.48	17	0.57	8	0.26	14	0.47	26	0.84	11	0.35	52	1.86	9	0.29	324	0.89
	97/98	6	0.20	21	0.68	32	1.07	11	0.35	4	0.13	15	0.50	3	0.10	35	1.17	8	0.26	8	0.26	10	0.36	0	0.00	153	0.46
Pers.	95/96	2 087	69.57	1 651	53.26	1 593	53.10	1 790	57.74	1 335	43.06	1 735	57.83	1 504	48.52	1 552	51.73	1 831	59.06	1 485	47.90	1 693	58.38	2 205	71.13	20 461	55.90
abs.	96/97	1 684	56.13	1 675	54.03	1 952	65.07	1 413	45.58	1 605	51.77	1 162	38.73	1 117	36.03	1 376	45.87	961	31.00	807	26.03	827	29.54	1 102	35.55	15 681	42.96
	97/98	851	28.37	1 096	35.35	796	26.53	735	23.71	885	28.55	679	22.63	733	23.65	946	31.53	735	23.71	879	28.35	716	25.57	0	0.00	9 051	27.10
Total des	95/96	2 179	72.63	1 709	55.13	1 617	53.90	1 827	58.94	1 411	45.52	1 752	58.40	1 550	50.00	1 591	53.03	1 855	59.84	1 554	50.13	1 738	59.93	2 306	74.39	21 089	57.62
pers. inscr.	96/97	1 696	56.53	1 736	56.00	1 979	65.97	1 485	47.90	1 620	52.26	1 179	39.30	1 125	36.29	1 390	46.33	987	31.84	818	26.39	879	31.39	1 111	35.84	16 005	43.85
	97/98	857	28.57	1 117	36.03	828	27.60	746	24.06	889	28.68	694	23.13	736	23.74	981	32.70	743	23.97	887	28.61	726	25.93	0	0.00	9 204	27.56

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

Page 9

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	100.00%
1/6 - 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
+ 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL	Abs.	1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	100.00%
TOTAL		1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
1/6 - 1/3	Prés.	0		0		0		0		1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		1	100.00%
	Abs.	0		0		0		0		3	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		3	100.00%
+ 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS	Prés.	0		0		0		0		1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		1	25.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		3	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		3	75.00%
TOTAL		0		0		0		0		4	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		4	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
		ANNÉE 1997 - 1998																									
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
GRAND TOTAL		1	20.00%	0		0		0		4	80.00%	0		0		0		0		0		0		0		5	100.00%

TABEAU 2

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
ANNÉE 1997-98													
Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL													
	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
ANNÉE 1997-98													
Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
SOUS TOTAL	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL													
	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
ANNÉE 1997-98													
Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GRAND TOTAL													
	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	4

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

[illegible]

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes		ANNÉE 1997-98											
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	47	126	30	47	49	31	60	18	83	35	27	0	553
Total Médical"	31	0	0	0	0	0	0	0	28	18	0	0	77
Total "Réins. sociale"	19	42	8	26	2	2	8	11	2	10	4	0	134
SOUS TOTAL	97	168	38	73	51	33	68	29	113	63	31	0	764
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	76	77	40	60	117	71	62	40	201	146	69	0	959
Total Médical"	0	46	53	21	7	0	0	20	23	40	24	0	234
Total "Réins. sociale"	3 409	3 380	3 351	3 136	2 480	1 805	1 559	1 552	1 912	2 038	1 974	0	26 596
SOUS TOTAL	3 485	3 503	3 444	3 217	2 604	1 876	1 621	1 612	2 136	2 224	2 067	0	27 789
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	541	454	539	463	574	470	503	509	803	778	595	0	6 229
Total Médical"	61	71	57	62	34	30	30	0	0	18	50	0	413
Total "Réins. sociale"	203	200	103	146	196	186	84	135	113	113	45	0	1 524
SOUS TOTAL	805	725	699	671	804	686	617	644	916	909	690	0	8 166
TOTAL	4 387	4 396	4 181	3 961	3 459	2 595	2 306	2 285	3 165	3 196	2 788	0	36 719

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
Codes		ANNÉE 1997-98												
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"	2 519	2 315	1 862	1 506	1 493	1 624	2 245	2 229	1 880	1 322	2 094	0	21 089	
Total Médical"	0	7	3	0	0	0	0	0	2	3	0	0	15	
Total "Réins. sociale"	18	61	22	13	13	29	28	22	20	3	25	0	254	
SOUS TOTAL	2 537	2 383	1 887	1 519	1 506	1 653	2 273	2 251	1 902	1 328	2 119	0	21 358	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"	2 632	2 133	1 830	1 487	1 476	1 756	2 785	2 718	2 842	1 958	2 265	0	23 882	
Total Médical"	0	9	21	4	5	0	9	0	0	2	0	0	50	
Total "Réins. sociale"	2 778	2 884	2 285	2 023	1 649	1 309	1 114	1 371	1 445	884	1 052	0	18 794	
SOUS TOTAL	5 410	5 026	4 136	3 514	3 130	3 065	3 908	4 089	4 287	2 844	3 317	0	42 726	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"	2 873	3 539	2 830	2 304	2 175	2 319	3 527	4 173	4 677	4 096	3 123	0	35 636	
Total Médical"	10	3	26	59	12	0	2	35	5	0	0	0	152	
Total "Réins. sociale"	7 919	7 638	7 046	6 510	5 300	4 439	4 186	3 318	4 062	3 381	2 808	0	56 607	
SOUS TOTAL	10 802	11 180	9 902	8 873	7 487	6 758	7 715	7 526	8 744	7 477	5 931	0	92 395	
FRACTION DE SENTENCE : + 2/3														
TOTAL	18 749	18 589	15 925	13 906	12 123	11 476	13 896	13 866	14 933	11 649	11 367	0	156 479	

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
Total "Humanitaire"	18	0	1	1	21	20	0	0	11	31	35	0	138		
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"	114	155	150	211	315	330	302	300	340	327	312	0	2 856		
SOUS TOTAL	132	155	151	212	336	350	302	300	351	358	347	0	2 994		
GRAND TOTAL	23 268	23 140	20 257	18 079	15 918	14 421	16 504	16 451	18 449	15 203	14 502	0	196 192		

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

		DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
		ANNÉE 1997-98													
Codes absences		Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	18	0	0	1	0	21	20	0	0	11	31	35	0	137	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		18	0	1	1	21	20	0	0	11	31	35	0	138	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	0	0	0	17
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	114	155	150	211	298	330	302	300	340	327	312	0	0	2 839	0
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Reins. soc."		114	155	150	211	315	330	302	300	340	327	312	0	2 856	0
TOTAL		132	155	151	212	336	350	302	300	351	358	347	0	2 994	0

CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	389	12.97	365	11.77	424	14.13	339	10.94	390	12.58	321	10.70	519	16.74	379	12.63	338	10.90	312	10.06	456	15.72	365	11.77	4 597	12.56
		96/97	383	12.77	387	12.48	378	12.60	403	13.00	454	14.65	386	12.87	483	15.58	456	15.20	362	11.68	366	11.81	302	10.79	401	12.94	4 761	13.04
		97/98	413	13.77	353	11.39	191	6.37	328	10.58	277	8.94	259	8.63	305	9.84	284	9.47	313	10.10	188	6.06	273	9.75	0	0.00	3 184	9.53
	Abs.	95/96	0	0.00	1	0.03	6	0.20	0	0.00	0	0.00	2	0.07	3	0.10	0	0.00	0	0.00	1	0.03	5	0.17	0	0.00	18	0.05
		96/97	4	0.13	14	0.45	0	0.00	0	0.00	14	0.45	0	0.00	0	0.00	2	0.07	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	34	0.09
		97/98	3	0.10	0	0.00	0	0.00	7	0.23	0	0.00	0	0.00	2	0.06	29	0.97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	41	0.12
Peines cont.	Prés.	95/96	962	32.07	978	31.55	925	30.83	998	32.19	958	30.90	730	24.33	895	28.87	941	31.37	1 076	34.71	1 004	32.39	1 013	34.93	1 157	37.32	11 637	31.80
		96/97	1 053	35.10	958	30.90	998	33.27	1 144	36.90	1 063	34.29	1 087	36.23	999	32.23	1 061	35.37	1 124	36.26	1 137	36.68	1 033	36.89	985	31.77	12 642	34.64
		97/98	1 027	34.23	1 180	38.06	860	28.67	617	19.90	774	24.97	896	29.87	886	28.58	960	32.00	687	22.16	693	22.35	692	24.71	0	0.00	9 272	27.76
	Abs.	95/96	598	19.93	598	19.29	848	28.27	635	20.48	698	22.52	406	13.53	556	17.94	506	16.87	627	20.23	477	15.39	877	30.24	952	30.71	7 778	21.25
		96/97	901	30.03	822	26.52	750	25.00	721	23.26	877	28.29	643	21.43	586	18.90	746	24.87	636	20.52	482	15.55	565	20.18	748	24.13	8 477	23.22
		97/98	794	26.47	910	29.35	838	27.93	575	18.55	326	10.52	397	13.23	479	15.45	653	21.77	747	24.10	386	12.45	477	17.04	0	0.00	6 582	19.71
Peines disc.	Prés.	95/96	7	0.23	9	0.29	4	0.13	1	0.03	0	0.00	5	0.17	0	0.00	0	0.00	4	0.13	0	0.00	1	0.03	2	0.06	33	0.09
		96/97	7	0.23	3	0.10	1	0.03	0	0.00	1	0.03	7	0.23	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.07	1	0.03	22	0.06
		97/98	0	0.00	4	0.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.10	3	0.10	0	0.00	0	0.00	1	0.03	3	0.11	0	0.00	14	0.04
	Abs.	95/96	87	2.90	32	1.03	18	0.60	10	0.32	9	0.29	24	0.80	37	1.19	33	1.10	35	1.13	38	1.23	51	1.76	73	2.35	447	1.22
		96/97	55	1.83	48	1.55	68	2.27	65	2.10	48	1.55	34	1.13	28	0.90	26	0.87	25	0.81	19	0.61	15	0.54	27	0.87	458	1.25
		97/98	26	0.87	28	0.90	25	0.83	35	1.13	27	0.87	22	0.73	11	0.35	24	0.80	32	1.03	39	1.26	41	1.46	0	0.00	310	0.93

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	95/96	1 358	45.27	1 352	43.61	1 353	45.10	1 338	43.16	1 348	43.48	1 056	35.20	1 414	45.61	1 320	44.00	1 418	45.74	1 316	42.45	1 470	50.69	1 524	49.16	16 267	44.45
	96/97	1 443	48.10	1 348	43.48	1 377	45.90	1 547	49.90	1 518	48.97	1 480	49.33	1 482	47.81	1 517	50.57	1 486	47.94	1 503	48.48	1 337	47.75	1 387	44.74	17 425	47.74
	97/98	1 440	48.00	1 537	49.58	1 051	35.03	945	30.48	1 051	33.90	1 158	38.60	1 194	38.52	1 244	41.47	1 000	32.26	882	28.45	968	34.57	0	0.00	12 470	37.34
Pers. abs.	95/96	685	22.83	631	20.35	872	29.07	645	20.81	707	22.81	432	14.40	596	19.23	539	17.97	662	21.35	516	16.65	933	32.17	1 025	33.06	8 243	22.52
	96/97	960	32.00	884	28.52	818	27.27	786	25.35	939	30.29	677	22.57	614	19.81	774	25.80	661	21.32	501	16.16	580	20.71	775	25.00	8 969	24.57
	97/98	823	27.43	938	30.26	863	28.77	617	19.90	353	11.39	419	13.97	492	15.87	706	23.53	779	25.13	425	13.71	518	18.50	0	0.00	6 933	20.76
Total des pers. inscr.	95/96	2 043	68.10	1 983	63.97	2 225	74.17	1 983	63.97	2 055	66.29	1 488	49.60	2 010	64.84	1 859	61.97	2 080	67.10	1 832	59.10	2 403	82.86	2 549	82.23	24 510	66.97
	96/97	2 403	80.10	2 232	72.00	2 195	73.17	2 333	75.26	2 457	79.26	2 157	71.90	2 096	67.61	2 291	76.37	2 147	69.26	2 004	64.65	1 917	68.46	2 162	69.74	26 394	72.31
	97/98	2 263	75.43	2 475	79.84	1 914	63.80	1 562	50.39	1 404	45.29	1 577	52.57	1 686	54.39	1 950	65.00	1 779	57.39	1 307	42.16	1 486	53.07	0	0.00	19 403	58.09

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																										Page 22		
ANNÉE 1997 - 1998																												
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembré		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL		
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
- 1/6	Prés.	325	42.48%	395	46.20%	253	42.45%	134	29.39%	167	29.82%	179	35.38%	299	52.46%	317	61.08%	181	39.01%	253	46.00%	202	40.81%	0			2 705	42.69%
	Abs.	7	2.47%	4	1.61%	8	2.71%	0		3	3.06%	14	9.09%	8	5.13%	15	6.85%	48	16.96%	8	3.64%	5	2.28%	0			120	5.08%
1/6 - 1/3	Prés.	137	17.91%	101	11.81%	146	24.50%	107	23.46%	105	18.75%	65	12.85%	55	9.65%	92	17.73%	163	35.13%	103	18.73%	111	22.42%	0			1 185	18.70%
	Abs.	208	73.50%	151	60.89%	141	47.80%	120	63.83%	35	35.71%	89	57.79%	92	58.97%	158	72.15%	199	70.32%	191	86.82%	187	85.39%	0			1 571	66.48%
+ 1/3	Prés.	303	39.61%	359	41.99%	197	33.05%	215	47.15%	288	51.43%	262	51.78%	216	37.89%	110	21.19%	120	25.86%	194	35.27%	182	36.77%	0			2 446	38.60%
	Abs.	68	24.03%	93	37.50%	146	49.49%	68	36.17%	60	61.22%	51	33.12%	56	35.90%	46	21.00%	36	12.72%	21	9.55%	27	12.33%	0			672	28.44%
SOUS	Prés.	765	12.07%	855	13.49%	596	9.41%	458	7.20%	560	8.84%	506	7.99%	570	9.00%	519	8.19%	464	7.32%	550	8.68%	495	7.81%	0			6 336	72.84%
TOTAL	Abs.	283	11.98%	248	10.50%	295	12.48%	188	7.96%	98	4.15%	154	6.52%	156	6.60%	219	9.27%	283	11.98%	220	9.31%	219	9.27%	0			2 363	27.16%
TOTAL		1 048	12.05%	1 103	12.68%	891	10.24%	644	7.40%	658	7.56%	660	7.59%	726	8.35%	738	8.48%	747	8.59%	770	8.85%	714	8.21%	0			8 699	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
Fraction sentence		Pers. prés. & abs.		ANNÉE 1997 - 1998																							
				Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars	
				Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	164	62.84%	128	39.38%	107	40.53%	78	48.45%	114	53.27%	135	34.70%	121	38.29%	145	32.95%	55	25.23%	84	58.74%	105	53.30%	0		1 238	42.21%
	Abs.	31	6.07%	45	6.80%	24	4.42%	7	1.81%	26	11.40%	17	7.00%	11	3.41%	21	4.84%	14	3.04%	2	1.20%	10	3.88%	0		208	4.93%
1/6 - 1/3	Prés.	42	16.09%	89	27.38%	33	12.50%	48	29.81%	69	32.24%	131	33.68%	54	17.09%	153	34.77%	49	22.48%	34	23.78%	33	16.75%	0		735	25.10%
	Abs.	156	30.53%	212	32.02%	139	25.60%	90	23.26%	45	19.74%	87	35.80%	106	32.82%	125	28.80%	81	17.61%	65	39.16%	64	24.81%	0		1 170	27.76%
+ 1/3	Prés.	55	21.07%	108	33.23%	124	46.97%	35	21.74%	31	14.49%	123	31.62%	141	44.62%	142	32.27%	114	52.29%	25	17.48%	59	29.95%	0		957	32.68%
	Abs.	324	63.41%	405	61.18%	380	69.98%	290	74.94%	157	68.86%	139	57.20%	206	63.78%	288	66.36%	365	79.35%	99	59.64%	184	71.32%	0		2 837	67.31%
SOUS	Prés.	281	8.91%	325	11.10%	264	9.02%	161	5.50%	214	7.31%	389	13.29%	316	10.79%	440	15.03%	218	7.45%	143	4.88%	197	6.73%	0		2 928	40.99%
TOTAL	Abs.	511	12.12%	662	15.71%	543	12.88%	387	9.18%	228	5.41%	243	5.77%	323	7.66%	434	10.30%	460	10.91%	166	3.94%	258	6.12%	0		4 215	59.01%
TOTAL		772	10.81%	987	13.82%	807	11.30%	548	7.67%	442	6.19%	632	8.85%	639	8.95%	874	12.24%	678	9.49%	309	4.33%	455	6.37%	0		7 143	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	1	12.50%	0		0		0		0		1	12.50%	0		1	12.50%	5	62.50%	0		0		0		8	66.67%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		4	100.00%	0		0		0		4	33.33%
TOTAL		1	8.33%	0		0		0		0		1	8.33%	0		1	8.33%	9	75.00%	0		0		0		12	100.00%
GRAND TOTAL		1 821	11.49%	2 090	13.18%	1 698	10.71%	1 192	7.52%	1 100	6.94%	1 293	8.16%	1 365	8.61%	1 613	10.17%	1 434	9.05%	1 079	6.81%	1 169	7.37%	0		15 854	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6																
Codes		ANNÉE 1997-98														
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
Total "Humanitaire"		7	4	8	0	1	14	8	15	48	0	5	0	110		
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	2	0	0	0	0	8	0	0	10		
SOUS TOTAL		7	4	8	0	3	14	8	15	48	8	5	0	120		
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3																
Total "Humanitaire"		2	0	0	6	2	0	0	0	0	0	0	0	10		
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"		206	151	141	114	33	89	92	158	199	191	187	0	1 561		
SOUS TOTAL		208	151	141	120	35	89	92	158	199	191	187	0	1 571		
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3																
Total "Humanitaire"		68	93	123	68	60	51	56	46	22	21	26	0	634		
Total Médical"		0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4		
Total "Réins. sociale"		0	0	19	0	0	0	0	0	14	0	1	0	34		
SOUS TOTAL		68	93	146	68	60	51	56	46	36	21	27	0	672		
TOTAL		283	248	295	188	98	154	156	219	283	220	219	0	2 363		

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6																
Codes		ANNÉE 1997-98														
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
Total "Humanitaire"		31	45	24	7	26	17	11	21	14	2	10	0	208		
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
SOUS TOTAL		31	45	24	7	26	17	11	21	14	2	10	0	208		
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3																
Total "Humanitaire"		3	0	1	2	0	0	0	5	8	4	2	0	25		
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"		153	212	138	88	45	87	106	120	73	61	62	0	1 145		
SOUS TOTAL		156	212	139	90	45	87	106	125	81	65	64	0	1 170		
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3																
Total "Humanitaire"		2	7	12	2	1	0	2	9	27	10	0	0	72		
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"		322	398	368	288	156	139	204	279	338	89	184	0	2 765		
SOUS TOTAL		324	405	380	290	157	139	206	288	365	99	184	0	2 837		
TOTAL		511	662	543	387	228	243	323	434	460	166	258	0	4 215		

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																
Codes		ANNÉE 1997-98														
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4		
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4		
GRAND TOTAL		794	910	838	575	326	397	479	653	747	386	477	0	6 582		

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE												
Codes absences	ANNÉE 1997-98											
	Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	0	0

CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	5 230	174.33	5 001	161.32	4 859	161.97	5 234	168.84	5 505	177.58	5 212	173.73	5 414	174.65	5 223	174.10	5 154	166.26	5 334	172.06	5 121	176.59	5 654	182.39	62 941	171.97
		96/97	5 803	193.43	5 824	187.87	5 362	178.73	5 733	184.94	6 011	193.90	6 306	210.20	6 155	198.55	5 947	198.23	5 935	191.45	6 005	193.71	4 812	171.86	6 064	195.61	69 957	191.66
		97/98	5 995	199.83	5 886	189.87	5 336	177.87	5 516	177.94	5 678	183.16	6 237	207.90	6 728	217.03	6 265	208.83	5 973	192.68	6 262	202.00	6 095	217.68	0	0.00	65 971	197.52
	Abs.	95/96	34	1.13	18	0.58	39	1.30	39	1.26	8	0.26	0	0.00	6	0.19	29	0.97	21	0.68	19	0.61	79	2.72	88	2.84	380	1.04
		96/97	81	2.70	43	1.39	19	0.63	38	1.23	44	1.42	4	0.13	19	0.61	58	1.93	22	0.71	31	1.00	50	1.79	38	1.23	447	1.22
		97/98	36	1.20	37	1.19	6	0.20	2	0.06	94	3.03	52	1.73	10	0.32	63	2.10	3	0.10	16	0.52	19	0.68	0	0.00	338	1.01
Peines cont.	Prés.	95/96	8 836	294.53	9 407	303.45	8 633	287.77	9 004	290.45	9 190	296.45	9 128	304.27	9 563	308.48	9 544	318.13	8 983	289.77	9 693	312.68	8 988	309.93	9 237	297.97	110 206	301.11
		96/97	8 515	283.83	9 220	297.42	9 095	303.17	9 437	304.42	8 876	286.32	8 508	283.60	8 897	287.00	8 770	292.33	8 871	286.16	9 219	297.39	9 803	350.11	11 409	368.03	110 620	303.07
		97/98	10 979	365.97	11 923	384.61	10 982	366.07	10 961	353.58	10 353	333.97	10 330	344.33	10 373	334.61	10 341	344.70	10 554	340.45	10 511	339.06	9 221	329.32	0	0.00	116 528	348.89
	Abs.	95/96	10 871	362.37	9 131	294.55	7 225	240.83	6 206	200.19	6 586	212.45	6 664	222.13	7 934	255.94	7 872	262.40	8 220	265.16	7 467	240.87	10 771	371.41	12 057	388.94	101 004	275.97
		96/97	11 157	371.90	11 681	376.81	10 189	339.63	10 643	343.32	9 451	304.87	8 882	296.07	8 690	280.32	9 186	306.20	10 496	338.58	8 647	278.94	9 536	340.57	11 313	364.94	119 871	328.41
		97/98	11 092	369.73	10 926	352.45	11 159	371.97	10 187	328.61	8 697	280.55	7 903	263.43	8 510	274.52	8 795	293.17	9 235	297.90	7 465	240.81	7 978	284.93	0	0.00	101 947	305.23
Peines disc.	Prés.	95/96	97	3.23	61	1.97	52	1.73	42	1.35	18	0.58	64	2.13	58	1.87	84	2.80	108	3.48	41	1.32	72	2.48	152	4.90	849	2.32
		96/97	112	3.73	131	4.23	131	4.37	93	3.00	111	3.58	57	1.90	87	2.81	138	4.60	71	2.29	70	2.26	39	1.39	65	2.10	1 105	3.03
		97/98	20	0.67	29	0.94	58	1.93	19	0.61	55	1.77	25	0.83	51	1.65	58	1.93	40	1.29	20	0.65	17	0.61	0	0.00	392	1.17
	Abs.	95/96	1 106	36.87	841	27.13	775	25.83	870	28.06	593	19.13	761	25.37	698	22.52	697	23.23	822	26.52	611	19.71	661	22.79	925	29.84	9 360	25.57
		96/97	763	25.43	731	23.58	862	28.73	638	20.58	666	21.48	485	16.17	447	14.42	497	16.57	339	10.94	250	8.06	272	9.71	415	13.39	6 365	17.44
		97/98	377	12.57	418	13.48	348	11.60	302	9.74	283	9.13	194	6.47	228	7.35	287	9.57	231	7.45	271	8.74	248	8.86	0	0.00	3 187	9.54

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	14 163	472.10	14 469	466.74	13 544	451.47	14 280	460.65	14 713	474.61	14 404	480.13	15 035	485.00	14 851	495.03	14 245	459.52	15 068	486.06	14 181	489.00	15 043	485.26	173 996	475.40
	96/97	14 430	481.00	15 175	489.52	14 588	486.27	15 263	492.35	14 998	483.81	14 871	495.70	15 139	488.35	14 855	495.17	14 877	479.90	15 294	493.35	14 654	523.36	17 538	565.74	181 682	497.76
	97/98	16 994	566.47	17 838	575.42	16 376	545.87	16 496	532.13	16 086	518.90	16 592	553.07	17 152	553.29	16 664	555.47	16 567	534.42	16 793	541.71	15 333	547.61	0	0.00	182 891	547.58
Pers. abs.	95/96	12 011	400.37	9 990	322.26	8 039	267.97	7 115	229.52	7 187	231.84	7 425	247.50	8 638	278.65	8 598	286.60	9 063	292.35	8 097	261.19	11 511	396.93	13 070	421.61	110 744	302.58
	96/97	12 001	400.03	12 455	401.77	11 070	369.00	11 319	365.13	10 161	327.77	9 371	312.37	9 156	295.35	9 741	324.70	10 857	350.23	8 928	288.00	9 858	352.07	11 766	379.55	126 683	347.08
	97/98	11 505	383.50	11 381	367.13	11 513	383.77	10 491	338.42	9 074	292.71	8 149	271.63	8 748	282.19	9 145	304.83	9 469	305.45	7 752	250.06	8 245	294.46	0	0.00	105 472	315.78
Total des pers. inscr.	95/96	26 174	872.47	24 459	789.00	21 583	719.43	21 395	690.16	21 900	706.45	21 829	727.63	23 673	763.65	23 449	781.63	23 308	751.87	23 165	747.26	25 692	885.93	28 113	906.87	284 740	777.98
	96/97	26 431	881.03	27 630	891.29	25 658	855.27	26 582	857.48	25 159	811.58	24 242	808.07	24 295	783.71	24 596	819.87	25 734	830.13	24 222	781.35	24 512	875.43	29 304	945.29	308 365	844.84
	97/98	28 499	949.97	29 219	942.55	27 889	929.63	26 987	870.55	25 160	811.61	24 741	824.70	25 900	835.48	25 809	860.30	26 036	839.87	24 545	791.77	23 578	842.07	0	0.00	288 363	863.36

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

298

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																								Page 23					
ANNÉE 1997 - 1998																													
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL			
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
- 1/6	Prés.	3 054	32.94%	3 459	33.98%	3 416	35.79%	3 225	33.63%	2 759	29.78%	2 738	30.57%	3 633	39.61%	3 568	38.59%	3 023	33.02%	3 076	33.85%	2 862	36.76%						
	Abs.	123	4.44%	166	5.25%	88	2.32%	17	0.48%	55	1.76%	25	0.91%	61	1.96%	98	3.67%	120	4.87%	54	2.54%	61	3.19%	0				34 813	34.38%
1/6 - 1/3	Prés.	2 072	22.35%	2 386	23.44%	2 300	24.10%	2 890	30.13%	2 436	26.29%	2 165	24.17%	2 181	23.78%	2 133	23.07%	2 561	27.98%	2 392	26.33%	2 061	26.47%	0				868	2.76%
	Abs.	1 725	62.23%	1 555	49.22%	2 022	53.41%	2 030	56.99%	1 870	59.92%	1 654	60.01%	1 756	56.28%	1 623	60.76%	1 649	68.92%	1 485	69.85%	1 256	65.66%	0				25 577	25.26%
+ 1/3	Prés.	4 146	44.72%	4 335	42.58%	3 829	40.12%	3 476	36.24%	4 071	43.93%	4 053	45.25%	3 358	36.61%	3 544	38.33%	3 570	39.00%	3 618	39.82%	2 862	36.76%	0				18 625	59.22%
	Abs.	924	33.33%	1 438	45.52%	1 676	44.27%	1 515	42.53%	1 196	38.32%	1 077	39.08%	1 303	41.76%	950	35.57%	695	28.21%	587	27.61%	596	31.16%	0				40 862	40.36%
SOUS	Prés.	9 272	9.16%	10 180	10.05%	9 545	9.43%	9 591	9.47%	9 286	9.15%	8 956	8.85%	9 172	9.06%	9 245	9.13%	9 154	9.04%	9 086	8.97%	7 785	7.89%	0				11 957	38.02%
TOTAL	Abs.	2 772	8.81%	3 159	10.04%	3 788	12.04%	3 562	11.33%	3 121	9.92%	2 758	8.76%	3 120	9.92%	2 671	8.49%	2 464	7.83%	2 126	6.76%	1 913	6.08%	0				101 252	76.30%
TOTAL		12 044	9.08%	13 339	10.05%	13 331	10.05%	13 153	9.91%	12 387	9.33%	11 712	8.83%	12 292	9.26%	11 916	8.98%	11 618	8.75%	11 212	8.45%	9 698	7.31%	0				31 450	23.70%
																							0				132 702	100.00%	

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	897	53.65%	894	51.29%	740	53.05%	640	47.23%	525	49.20%	602	44.96%	651	55.55%	551	50.50%	638	45.57%	616	43.66%	690	48.73%			7 444	49.43%
	Abs.	1 151	13.83%	1 135	14.61%	920	12.48%	799	12.11%	820	14.71%	708	13.76%	946	17.60%	1 094	17.86%	967	14.29%	683	12.79%	958	15.80%	0	0	10 181	14.45%
1/6 - 1/3	Prés.	323	19.32%	492	28.23%	316	22.65%	382	28.19%	270	25.30%	376	28.08%	254	21.67%	322	29.51%	327	23.36%	272	19.28%	296	20.90%	0	0	3 630	24.10%
	Abs.	2 325	27.94%	1 929	24.84%	2 011	27.28%	1 618	24.52%	1 475	26.45%	1 287	25.00%	1 502	27.95%	1 771	28.92%	1 832	27.08%	1 565	29.31%	1 526	25.16%	0	0	18 841	26.74%
+ 1/3	Prés.	452	27.03%	357	20.48%	339	24.30%	333	24.58%	272	25.49%	361	26.96%	267	22.78%	218	19.98%	435	31.07%	523	37.07%	430	30.37%	0	0	3 987	26.47%
	Abs.	4 844	58.22%	4 703	60.55%	4 442	60.25%	4 182	63.37%	3 281	58.84%	3 152	61.24%	2 926	54.45%	3 259	53.22%	3 966	58.63%	3 091	57.89%	3 581	59.04%	0	0	41 427	58.80%
SOUS	Prés.	1 672	11.10%	1 743	11.57%	1 395	9.26%	1 355	9.00%	1 067	7.08%	1 339	8.89%	1 172	7.78%	1 091	7.24%	1 400	9.30%	1 411	9.37%	1 416	9.40%	0	0	15 081	17.61%
TOTAL	Abs.	8 320	11.81%	7 767	11.02%	7 373	10.47%	6 599	9.37%	5 576	7.91%	5 147	7.31%	5 374	7.63%	6 124	8.69%	6 785	9.60%	5 339	7.58%	6 065	8.61%	0	0	70 449	82.39%
TOTAL		9 992	11.69%	9 510	11.12%	8 768	10.25%	7 954	9.30%	6 643	7.77%	6 486	7.59%	6 546	7.66%	7 215	8.44%	8 185	9.55%	6 750	7.89%	7 481	8.75%	0	0	85 510	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	35	16.28%	0		42	19.53%	15	6.98%	20	9.30%	35	16.28%	29	13.49%	5	2.33%	0		14	6.51%	20	9.30%	0		215	81.75%
TOTAL	Abs.	0		0		0		26	54.17%	0		0		16	33.33%	0		6	12.50%	0		0		0		48	18.25%
TOTAL		35	13.31%	0		42	15.97%	41	15.59%	20	7.60%	35	13.31%	45	17.11%	5	1.90%	6	2.28%	14	5.32%	20	7.60%	0		263	100.00%
GRAND TOTAL		22 071	10.10%	22 849	10.46%	22 141	10.13%	21 148	9.68%	19 050	8.72%	18 233	8.35%	18 883	8.64%	19 136	8.76%	19 789	9.06%	17 976	8.23%	17 199	7.87%	0		218 475	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE

CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS															
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		77	121	87	17	33	25	61	81	83	47	40	0	672	
Total Médical"		39	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	46	
Total "Réins. sociale"		7	45	1	0	22	0	0	17	37	0	21	0	150	
SOUS TOTAL		123	166	88	17	55	25	61	98	120	54	61	0	868	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3															
Total "Humanitaire"		66	48	165	157	138	65	78	19	78	41	21	0	876	
Total Médical"		15	35	22	55	43	20	24	0	0	3	28	0	245	
Total "Réins. sociale"		1 644	1 472	1 835	1 818	1 689	1 569	1 654	1 604	1 571	1 441	1 207	0	17 504	
SOUS TOTAL		1 725	1 555	2 022	2 030	1 870	1 654	1 756	1 623	1 649	1 485	1 256	0	18 625	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3															
Total "Humanitaire"		919	1 397	1 655	1 511	1 189	1 047	1 230	887	662	545	570	0	11 612	
Total Médical"		4	41	2	0	0	0	2	18	0	0	0	0	67	
Total "Réins. sociale"		1	0	19	4	7	30	71	45	33	42	26	0	278	
SOUS TOTAL		924	1 438	1 676	1 515	1 196	1 077	1 303	950	695	587	596	0	11 957	
TOTAL		2 772	3 159	3 786	3 562	3 121	2 756	3 120	2 671	2 464	2 126	1 913	0	31 450	

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS															
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		1 097	1 055	888	785	789	694	929	1 056	962	663	947	0	9 865	
Total Médical"		1	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	5	
Total "Réins. sociale"		53	80	32	10	31	14	17	38	5	20	11	0	311	
SOUS TOTAL		1 151	1 135	920	799	820	708	946	1 094	967	683	958	0	10 181	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3															
Total "Humanitaire"		38	111	115	136	68	41	130	48	17	11	76	0	791	
Total Médical"		16	0	0	4	10	0	0	0	0	15	3	0	48	
Total "Réins. sociale"		2 271	1 818	1 896	1 478	1 397	1 246	1 372	1 723	1 815	1 539	1 447	0	18 002	
SOUS TOTAL		2 325	1 929	2 011	1 618	1 475	1 287	1 502	1 771	1 832	1 565	1 526	0	18 841	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3															
Total "Humanitaire"		215	237	409	315	433	204	360	307	197	96	209	0	2 982	
Total Médical"		28	43	0	0	21	4	0	0	0	20	29	0	145	
Total "Réins. sociale"		4 601	4 423	4 033	3 867	2 827	2 944	2 566	2 952	3 769	2 975	3 343	0	38 300	
SOUS TOTAL		4 844	4 703	4 442	4 182	3 281	3 152	2 926	3 259	3 966	3 091	3 581	0	41 427	
TOTAL		8 320	7 767	7 373	6 599	5 576	5 147	5 374	6 124	6 765	5 339	6 065	0	70 449	

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		0	0	0	17	0	0	16	0	0	0	0	0	33	
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Réins. sociale"		0	0	0	9	0	0	0	0	6	0	0	0	15	
SOUS TOTAL		0	0	0	26	0	0	16	0	6	0	0	0	48	
GRAND TOTAL		11 092	10 926	11 159	10 187	8 697	7 903	8 510	8 795	9 235	7 465	7 978	0	101 947	

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

Page 90

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS														ANNÉE 1997-98												Page 90	
Fraction sentence		Codes absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL											
- 1/6	01	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	0	14										
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	10										
	03	2	2	1	0	0	0	0	0	0	3	1	0	1	0	0	10										
	04	20	1	12	2	0	0	0	0	0	2	0	0	1	0	0	37										
	05	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	12	17	18	0	0	61										
	06	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1										
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0										
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0										
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0										
	10	53	116	74	15	32	25	56	68	57	15	25	3	0	0	0	3										
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	536										
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0										
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0										
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0										
Total "Humanitaire"		77	121	87	17	33	25	61	81	83	47	40	0	0	0	672											
-1/6		41	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	19											
Total "Médical"		42	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27											
- 1/6		61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	46											
62		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
63		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22	0	0	0	22											
64		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
65		7	45	1	0	22	0	0	0	0	0	17	15	0	21	128											
66		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
69		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
Total "Réins. soc."		7	45	1	0	22	0	0	0	0	0	17	37	0	21	150											
SOUS TOTAL		123	166	88	17	55	25	61	98	120	54	61	0	0	0	868											
1/6 - 1/3		01	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	1	0	10											
02		6	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0	40	6	3	60											
03		2	0	8	0	0	0	0	1	0	0	1	2	0	0	14											
04		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1											
05		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	7											
06		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
07		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
08		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
09		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
10		55	48	146	153	136	61	57	17	37	4	0	0	0	0	3											
11		0	0	0	11	3	0	0	19	1	0	23	9	0	0	714											
12		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66											
38		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
39		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
Total "Humanitaire"		66	48	165	157	138	65	78	19	78	41	21	0	0	0	876											
1/6 - 1/3		41	15	35	22	55	30	0	0	0	0	3	28	0	0	188											
42		0	0	0	0	0	13	20	24	0	0	0	0	0	0	57											
Total "Médical"		15	35	22	55	43	20	24	0	0	3	28	0	0	0	245											
1/6 - 1/3		61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
62		494	427	467	628	726	564	562	432	505	573	565	0	5 943	0	0											
63		14	9	30	16	7	65	128	66	0	17	2	0	354	0	0											
64		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
65		1 136	1 036	1 338	1 174	956	940	964	1 106	1 066	851	640	0	11 207	0	0											
66		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
69		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
Total "Réins. soc."		1 644	1 472	1 835	1 818	1 689	1 569	1 654	1 604	1 571	1 441	1 207	0	17 504	0	0											
SOUS TOTAL		1 725	1 555	2 022	2 030	1 870	1 554	1 756	1 623	1 649	1 485	1 256	0	18 625	0	0											
+ 1/3		01	0	0	12	12	5	0	0	0	0	0	0	2	0	31											
02		39	33	10	25	25	20	37	28	38	34	0	352	0	0	0											
03		2	5	3	0	0	5	0	0	3	7	0	0	0	0	25											
04		0	0	0	3	3	6	0	0	3	0	0	0	0	0	15											
05		3	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	6											
06		0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1											
07		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
08		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
09		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2											
10		777	1 267	1 548	1 423	1 058	872	1 081	810	475	352	0	10 247	0	0	0											
11		98	92	82	48	64	113	99	43	8	29	180	0	856	0	0											
12		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
38		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
39		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
Total "Humanitaire"		919	1 397	1 635	1 511	1 189	1 047	1 230	887	662	545	570	0	11 612	0	0											
+ 1/3		41	4	41	2	0	0	0	2	18	0	0	0	0	0	67											
42		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
Total "Médical"		4	41	2	0	0	0	0	2	18	0	0	0	0	0	67											
+ 1/3		61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67											
62		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
63		0	0	18	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20											
64		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
65		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
66		0	0	1	4	5	30	71	45	33	31	26	0	247	0	0											
69		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0											
Total "Réins. soc."		1	0	19	4	7	30	71	45	33	42	26	0	278	0	0											
SOUS TOTAL		924	1 438	1 676	1 515	1 196	1 077	1 303	950	695	587	596	0	11 957	0	0											
TOTAL		2 772	3 159	3 786	3 562	3 121	2 756	3 120	2 671	2 464	2 126	1 913	0	31 450	0	0											

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

Page 91

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	1 097	1 055	888	785	789	694	929	1 054	962	663	947	0	9 863
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	1 097	1 055	888	785	789	694	929	1 054	962	663	947	0	9 863
- 1/6	41	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	42	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Total "Médical"		1	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	5
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	53	80	32	10	31	14	17	38	5	20	11	0	311
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins soc."	53	80	32	10	31	14	17	38	5	20	11	0	311
SOUS TOTAL		1 151	1 135	920	799	820	708	946	1 094	967	683	958	0	10 181

1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	21	8	0	0	0	0	0	0	29
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	38	111	115	136	47	33	130	48	13	11	76	0	758
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	38	111	115	136	47	33	130	48	17	11	76	0	791
1/6 - 1/3	41	16	0	0	0	0	0	0	0	0	10	3	0	29
	42	0	0	0	4	10	0	0	0	0	5	0	0	19
Total "Médical"		16	0	0	4	10	0	0	0	0	15	3	0	48
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	5	1	0	0	0	7	3	23	14	13	0	66
	63	0	0	0	0	6	14	0	0	0	0	0	0	20
	64	0	0	0	0	0	0	4	0	1	10	0	0	15
	65	2 271	1 813	1 895	1 478	1 391	1 232	1 361	1 720	1 792	1 524	1 424	0	17 901
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins soc."	2 271	1 818	1 896	1 478	1 397	1 246	1 372	1 723	1 815	1 539	1 447	0	18 002
SOUS TOTAL		2 325	1 929	2 011	1 618	1 475	1 287	1 502	1 771	1 832	1 565	1 526	0	18 841

+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	15	52	25	0	0	0	1	0	92
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	215	237	408	315	418	152	335	307	193	96	143	0	2 819
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65	0	65
	12	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	215	237	409	315	433	204	360	307	197	96	209	0	2 982
+ 1/3	41	28	43	0	0	0	0	0	0	0	19	29	0	119
	42	0	0	0	0	21	4	0	0	0	1	0	0	26
Total "Médical"		28	43	0	0	21	4	0	0	0	20	29	0	145
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	67	51	33	35	59	32	5	2	23	17	27	0	351
	63	0	0	0	0	0	13	1	0	0	4	0	0	18
	64	0	0	0	0	0	0	5	2	0	2	14	0	23
	65	4 534	4 372	4 000	3 832	2 768	2 899	2 555	2 948	3 746	2 932	3 302	0	37 908
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins soc."	4 601	4 423	4 033	3 867	2 827	2 944	2 566	2 952	3 769	2 975	3 343	0	38 300
SOUS TOTAL		4 844	4 703	4 442	4 182	3 281	3 152	2 926	3 259	3 966	3 091	3 581	0	41 427
TOTAL		8 320	7 767	7 373	6 599	5 576	5 147	5 374	6 124	6 765	5 339	6 065	0	70 449

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
Codes absences		ANNÉE 1997-98												
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	17	0	0	0	16	0	0	0	0	33
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0	15
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	9	0	0	0	0	6	0	0	0	15
TOTAL		0	0	0	26	0	0	0	16	0	6	0	0	48

CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	459	15.30	471	15.19	636	21.20	710	22.90	626	20.19	539	17.97	575	18.55	549	18.30	552	17.81	556	17.94	526	18.14	666	21.48	6 865	18.76
		96/97	640	21.33	660	21.29	542	18.07	450	14.52	627	20.23	578	19.27	642	20.71	550	18.33	571	18.42	575	18.55	567	20.25	648	20.90	7 050	19.32
		97/98	632	21.07	489	15.77	522	17.40	528	17.03	721	23.26	668	22.27	867	27.97	807	26.90	661	21.32	689	22.23	783	27.96	0	0.00	7 367	22.06
	Abs.	95/96	33	1.10	18	0.58	45	1.50	7	0.23	22	0.71	35	1.17	42	1.35	33	1.10	35	1.13	55	1.77	75	2.59	33	1.06	433	1.18
		96/97	12	0.40	4	0.13	24	0.80	14	0.45	0	0.00	4	0.13	49	1.58	51	1.70	33	1.06	0	0.00	52	1.86	85	2.74	328	0.90
		97/98	45	1.50	24	0.77	25	0.83	32	1.03	35	1.13	30	1.00	48	1.55	57	1.90	33	1.06	58	1.87	81	2.89	0	0.00	468	1.40
Peines cont.	Prés.	95/96	1 079	35.97	1 116	36.00	1 171	39.03	1 149	37.06	1 129	36.42	1 200	40.00	1 190	38.39	1 114	37.13	1 009	32.55	1 070	34.52	1 299	44.79	1 235	39.84	13 761	37.60
		96/97	1 233	41.10	1 188	38.32	1 103	36.77	1 021	32.94	1 313	42.35	1 261	42.03	1 310	42.26	1 239	41.30	1 163	37.52	1 150	37.10	1 162	41.50	1 202	38.77	14 345	39.30
		97/98	1 254	41.80	1 326	42.77	1 254	41.80	1 271	41.00	1 163	37.52	1 167	38.90	1 054	34.00	1 051	35.03	1 185	38.23	1 230	39.68	968	34.57	0	0.00	12 923	38.69
	Abs.	95/96	916	30.53	675	21.77	824	27.47	714	23.03	666	21.48	561	18.70	553	17.84	571	19.03	795	25.65	379	12.23	720	24.83	875	28.23	8 249	22.54
		96/97	758	25.27	1 008	32.52	774	25.80	814	26.26	662	21.35	790	26.33	994	32.06	942	31.40	1 021	32.94	721	23.26	1 359	48.54	1 847	59.58	11 690	32.03
		97/98	1 505	50.17	1 457	47.00	1 173	39.10	999	32.23	842	27.16	825	27.50	1 277	41.19	1 221	40.70	1 345	43.39	1 031	33.26	1 573	56.18	0	0.00	13 248	39.66
Peines disc.	Prés.	95/96	91	3.03	68	2.19	17	0.57	14	0.45	16	0.52	34	1.13	36	1.16	50	1.67	32	1.03	36	1.16	15	0.52	28	0.90	437	1.19
		96/97	11	0.37	24	0.77	19	0.63	12	0.39	1	0.03	4	0.13	6	0.19	16	0.53	16	0.52	12	0.39	1	0.04	7	0.23	129	0.35
		97/98	6	0.20	14	0.45	7	0.23	8	0.26	4	0.13	6	0.20	5	0.16	2	0.07	5	0.16	5	0.16	10	0.36	0	0.00	72	0.22
	Abs.	95/96	213	7.10	123	3.97	161	5.37	141	4.55	113	3.65	119	3.97	100	3.23	102	3.40	137	4.42	91	2.94	147	5.07	195	6.29	1 642	4.49
		96/97	128	4.27	103	3.32	120	4.00	96	3.10	85	2.74	57	1.90	69	2.23	86	2.87	97	3.13	97	3.13	107	3.82	143	4.61	1 188	3.25
		97/98	138	4.60	132	4.26	107	3.57	106	3.42	120	3.87	77	2.57	71	2.29	86	2.87	68	2.19	94	3.03	103	3.68	0	0.00	1 102	3.30

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.	95/96	1 629	54.30	1 655	53.39	1 824	60.80	1 873	60.42	1 771	57.13	1 773	59.10	1 801	58.10	1 713	57.10	1 593	51.39	1 662	53.61	1 840	63.45	1 929	62.23	21 063	57.55
prés.	96/97	1 884	62.80	1 872	60.39	1 664	55.47	1 483	47.84	1 941	62.61	1 843	61.43	1 958	63.16	1 805	60.17	1 750	56.45	1 737	56.03	1 730	61.79	1 857	59.90	21 524	58.97
	97/98	1 892	63.07	1 829	59.00	1 783	59.43	1 807	58.29	1 888	60.90	1 841	61.37	1 926	62.13	1 860	62.00	1 851	59.71	1 924	62.06	1 761	62.89	0	0.00	20 362	60.96
Pers.	95/96	1 162	38.73	816	26.32	1 030	34.33	862	27.81	801	25.84	715	23.83	695	22.42	706	23.53	967	31.19	525	16.94	942	32.48	1 103	35.58	10 324	28.21
abs.	96/97	898	29.93	1 115	35.97	918	30.60	924	29.81	747	24.10	851	28.37	1 112	35.87	1 079	35.97	1 151	37.13	818	26.39	1 518	54.21	2 075	66.94	13 206	36.18
	97/98	1 688	56.27	1 613	52.03	1 305	43.50	1 137	36.68	997	32.16	932	31.07	1 396	45.03	1 364	45.47	1 446	46.65	1 183	38.16	1 757	62.75	0	0.00	14 818	44.37
Total des	95/96	2 791	93.03	2 471	79.71	2 854	95.13	2 735	88.23	2 572	82.97	2 488	82.93	2 496	80.52	2 419	80.63	2 560	82.58	2 187	70.55	2 782	95.93	3 032	97.81	31 387	85.76
pers. inscr.	96/97	2 782	92.73	2 987	96.35	2 582	86.07	2 407	77.65	2 688	86.71	2 694	89.80	3 070	99.03	2 884	96.13	2 901	93.58	2 555	82.42	3 248	116.00	3 932	126.84	34 730	95.15
	97/98	3 580	119.33	3 442	111.03	3 088	102.93	2 944	94.97	2 885	93.06	2 773	92.43	3 322	107.16	3 224	107.47	3 297	106.35	3 107	100.23	3 518	125.64	0	0.00	35 180	105.33

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

304

Page 25

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																									Page 25		
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	648	64.35%	504	49.07%	459	42.98%	472	44.61%	354	37.46%	490	48.09%	436	48.77%	490	53.15%	533	54.44%	467	46.38%	396	50.19%	0		5 249	48.99%
	Abs.	53	5.16%	29	3.55%	35	4.91%	0		17	3.46%	20	3.94%	28	4.11%	5	0.81%	13	2.06%	15	2.71%	106	15.54%	0		321	4.43%
1/6 - 1/3	Prés.	187	18.57%	266	25.90%	226	21.16%	183	17.30%	257	27.20%	223	21.88%	212	23.71%	167	18.11%	235	24.00%	309	30.69%	117	14.83%	0		2 382	22.23%
	Abs.	589	57.30%	464	56.86%	315	44.18%	313	60.19%	353	71.89%	361	71.20%	440	64.52%	330	53.31%	429	68.10%	416	75.09%	426	62.46%	0		4 436	61.25%
+ 1/3	Prés.	172	17.08%	257	25.02%	383	35.86%	403	38.09%	334	35.34%	306	30.03%	246	27.52%	265	28.74%	211	21.55%	231	22.94%	276	34.98%	0		3 084	28.78%
	Abs.	386	37.55%	323	39.58%	363	50.91%	207	39.81%	121	24.64%	126	24.85%	214	31.38%	284	45.88%	188	29.84%	123	22.20%	150	21.99%	0		2 485	34.31%
SOUS	Prés.	1 007	9.40%	1 027	9.58%	1 068	9.97%	1 058	9.87%	945	8.82%	1 019	9.51%	894	8.34%	922	8.60%	979	9.14%	1 007	9.40%	789	7.36%	0		10 715	59.67%
TOTAL	Abs.	1 028	14.19%	816	11.27%	713	9.85%	520	7.18%	491	6.78%	507	7.00%	682	9.42%	619	8.55%	630	8.70%	554	7.65%	682	9.42%	0		7 242	40.33%
TOTAL		2 035	11.33%	1 843	10.26%	1 781	9.92%	1 578	8.79%	1 436	8.00%	1 526	8.50%	1 576	8.78%	1 541	8.58%	1 609	8.96%	1 561	8.69%	1 471	8.19%	0		17 957	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	150	61.48%	191	66.78%	75	40.98%	58	28.57%	57	29.08%	76	52.78%	116	87.88%	81	47.29%	73	39.67%	109	56.19%	130	75.58%	0		1 096	53.02%
	Abs.	58	12.16%	22	3.43%	14	3.04%	21	4.38%	6	1.71%	21	6.60%	85	10.92%	73	12.15%	45	6.52%	53	11.37%	195	21.89%	0		573	9.60%
1/6 - 1/3	Prés.	28	11.48%	42	14.69%	62	33.88%	66	32.51%	46	23.47%	35	24.31%	11	8.33%	42	32.56%	61	33.15%	40	20.62%	26	15.12%	0		459	22.21%
	Abs.	131	27.46%	218	34.01%	127	27.61%	96	20.04%	78	22.22%	86	27.04%	192	32.27%	197	32.78%	136	19.71%	128	27.47%	303	34.01%	0		1 692	28.35%
+ 1/3	Prés.	66	27.05%	53	18.53%	46	25.14%	79	38.92%	93	47.45%	33	22.92%	5	3.79%	26	20.16%	50	27.17%	45	23.20%	18	9.30%	0		512	24.77%
	Abs.	288	60.38%	401	62.56%	319	69.35%	362	75.57%	267	76.07%	211	66.35%	338	56.81%	331	55.07%	509	73.77%	285	61.16%	393	44.11%	0		3 704	62.05%
SOUS	Prés.	244	11.80%	286	13.84%	183	8.85%	203	9.82%	196	9.48%	144	8.97%	132	8.39%	129	6.24%	184	8.90%	194	8.39%	172	8.32%	0		2 067	25.72%
TOTAL	Abs.	477	7.99%	641	10.74%	480	7.71%	479	8.02%	351	5.88%	318	5.33%	595	9.97%	601	10.07%	690	11.56%	466	7.81%	891	14.93%	0		5 969	74.28%
TOTAL		721	8.97%	927	11.54%	643	8.00%	682	8.49%	547	6.81%	462	5.75%	727	9.05%	730	9.08%	874	10.88%	680	8.21%	1 063	13.23%	0		8 036	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	3	2.13%	13	9.22%	3	2.13%	10	7.09%	22	15.60%	4	2.84%	28	19.86%	0		22	15.60%	29	20.57%	7	4.96%	0		141	74.60%
TOTAL	Abs.	11	22.92%	0		0		0		0		0		0		1	2.08%	25	52.08%	11	22.92%	0		0		48	25.40%
TOTAL		14	7.41%	13	6.88%	3	1.59%	10	5.29%	22	11.64%	4	2.12%	28	14.81%	1	0.53%	47	24.87%	40	21.16%	7	3.70%	0		189	100.00%
GRAND TOTAL		2 770	10.58%	2 783	10.63%	2 427	9.27%	2 270	8.67%	2 005	7.66%	1 992	7.61%	2 331	8.90%	2 272	8.68%	2 530	9.66%	2 261	8.64%	2 541	9.71%	0		26 182	100.00%

TABEAU 2

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

Page 97

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

ANNÉE 1997-98

Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	51	29	11	0	17	20	28	2	13	15	106	0	292
Total Médical"	2	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15
Total "Réins. sociale"	0	0	11	0	0	0	0	3	0	0	0	0	14
SOUS TOTAL	53	29	35	0	17	20	28	5	13	15	106	0	321
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	92	60	72	49	74	50	32	79	140	63	130	0	841
Total Médical"	0	0	6	31	31	12	0	5	9	0	0	0	94
Total "Réins. sociale"	497	404	237	233	248	299	408	246	280	353	296	0	3 501
SOUS TOTAL	589	464	315	313	353	361	440	330	429	416	426	0	4 436
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	356	291	333	182	121	126	214	284	188	120	150	0	2 365
Total Médical"	30	31	30	25	0	0	0	0	0	3	0	0	119
Total "Réins. sociale"	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
SOUS TOTAL	386	323	363	207	121	126	214	284	188	123	150	0	2 485

TOTAL	1 028	816	713	520	491	507	682	619	630	554	682	0	7 242
-------	-------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-------

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
ANNÉE 1997-98													
Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
absences													
Total "Humanitaire"	54	17	10	12	5	21	65	69	45	53	186	0	537
Total Médical"	4	5	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	13
Total "Réins. sociale"	0	0	4	9	1	0	0	0	0	0	9	0	23
SOUS TOTAL	58	22	14	21	6	21	65	73	45	53	195	0	573
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	97	82	30	27	11	60	146	130	114	65	219	0	981
Total Médical"	4	6	1	0	0	0	0	8	2	0	0	0	21
Total "Réins. sociale"	30	130	96	69	67	26	46	59	20	63	84	0	690
SOUS TOTAL	131	218	127	96	78	86	192	197	136	128	303	0	1 692
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	183	164	66	19	65	61	205	189	339	163	180	0	1 634
Total Médical"	0	10	0	0	0	0	0	7	11	0	0	0	28
Total "Réins. sociale"	105	227	253	343	202	150	133	135	159	122	213	0	2 042
SOUS TOTAL	288	401	319	362	267	211	338	331	509	285	393	0	3 704
TOTAL	477	641	460	479	351	318	595	601	690	466	891	0	5 969

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
ANNÉE 1997-98													
Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
absences													
Total "Humanitaire"	7	0	0	0	0	0	0	1	11	11	0	0	30
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	4	0	0	0	0	0	0	0	14	0	0	0	18
SOUS TOTAL	11	0	0	0	0	0	0	1	25	11	0	0	48
GRAND TOTAL	1 516	1 457	1 173	999	842	825	1 277	1 221	1 345	1 031	1 573	0	13 259

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	7	0	2	0	1	10	1	0	10	3	2	0	36
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47	0	59
	10	36	29	7	0	16	10	27	2	3	8	57	0	195
- 1/6	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanaire"		51	29	11	0	17	20	28	2	13	15	106	0	292
- 1/6		41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		42	2	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	15
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	11	0	0	0	0	3	0	0	0	0	14
SOUS TOTAL		53	29	35	0	17	20	28	5	13	15	106	0	321

1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	10	30	42	28	35	42	25	14	76	27	8	0	337
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	7
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	28	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28
	10	54	24	30	21	39	8	7	58	62	36	102	0	441
1/6 - 1/3	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanaire"		92	60	72	49	74	50	32	79	140	63	130	0	841
1/6 - 1/3		41	0	0	0	0	4	0	5	9	0	0	0	18
Total "Médical"		42	0	6	31	31	8	0	0	0	0	0	0	76
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	5	9	0	0	0	94
	62	112	150	74	68	68	64	118	77	147	90	22	0	990
	63	13	0	0	0	0	0	0	22	0	42	20	0	97
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	1	0	5
	65	372	237	147	165	169	205	260	147	133	217	253	0	2 305
	66	0	17	16	0	11	30	30	0	0	0	0	0	104
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		497	404	237	233	248	299	408	246	280	353	296	0	3 501
SOUS TOTAL		589	464	315	313	353	361	440	330	429	416	426	0	4 436

+ 1/3	01	0	0	3	22	0	0	0	0	0	0	0	0	25
	02	16	13	94	26	33	30	16	30	35	10	28	0	331
	03	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	316	260	227	134	88	96	198	252	153	110	119	0	1 953
+ 1/3	11	24	17	9	0	0	0	0	0	0	0	2	0	52
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanaire"		356	291	333	182	121	126	214	284	188	120	150	0	2 365
+ 1/3		41	17	30	14	0	0	0	0	0	0	0	0	92
Total "Médical"		42	13	0	11	0	0	0	0	0	3	0	0	27
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	119
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
SOUS TOTAL		386	323	363	207	121	126	214	284	188	123	150	0	2 485
TOTAL		1 028	816	713	520	491	507	682	619	630	554	682	0	7 242

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

Page 99

Page

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1997-98

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	6	1	1	0	0	0	0	0	3	0	30	0	41
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	9	0	3	3	0	0	0	0	5	0	0	0	20
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	39	16	6	9	5	21	61	69	37	7	0	0	11
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	54	17	10	12	5	21	65	69	45	53	186	0	0	537
- 1/6	41	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	42	4	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	8
Total "Médical"	4	5	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	13
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	4	9	1	0	0	0	0	0	0	0	23
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	0	0	4	9	1	0	0	0	0	0	0	0	0	23
SOUS TOTAL	58	22	14	21	6	21	65	73	45	53	195	0	0	573

1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
-----------	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--

+ 1/3	01	1	1	0	0	0	1	0	0	0	7	0	0	10
	02	0	3	0	4	6	9	4	0	34	9	3	0	72
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	7	26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33
	05	11	23	0	0	0	0	7	0	0	24	0	0	65
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22	0	22
	10	171	130	40	15	59	51	176	189	305	123	155	0	1 414
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Humanitaire"		183	164	66	19	65	61	205	189	339	163	180	0	1 634
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28
	42	0	10	0	0	0	0	0	7	11	0	0	0	28
Total "Médical"		0	10	0	0	0	0	0	7	11	0	0	0	28
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	3	34	0	0	1	5	27	23	29	0	0	0	122
	63	0	11	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	13
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	102	182	253	343	199	145	106	112	130	122	213	0	1 907
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		105	227	253	343	202	150	133	135	159	122	213	0	2 042
SOUS TOTAL		288	401	319	362	267	211	338	331	509	285	393	0	3 704
TOTAL		477	641	460	479	351	318	595	601	690	466	891	0	5 969

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1997-98												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	1	11	11	0	0	30
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	38	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	7	0	0	0	0	0	0	1	11	11	0	0	30
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	4	0	0	0	0	0	0	0	14	0	0	0	18
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	4	0	0	0	0	0	0	0	14	0	0	0	18
TOTAL	11	0	0	0	0	0	0	1	25	11	0	0	48

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

Statut	État	Année	MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	6	0.20	6	0.19	14	0.47	5	0.16	15	0.48	8	0.27	12	0.39	24	0.80	1	0.03	7	0.23	11	0.38	39	1.26	148	0.40
		96/97	7	0.23	0	0.00	6	0.20	6	0.19	5	0.16	9	0.30	19	0.61	14	0.47	2	0.06	7	0.23	0	0.00	10	0.32	85	0.23
		97/98	6	0.20	3	0.10	1	0.03	9	0.29	12	0.39	14	0.47	1	0.03	0	0.00	0	0.00	4	0.13	1	0.04	0	0.00	51	0.15
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Peines cont.	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	8	0.27	0	0.00	23	0.77	3	0.10	8	0.26	40	1.38	9	0.29	91	0.25
		96/97	38	1.27	30	0.97	12	0.40	5	0.16	4	0.13	0	0.00	14	0.45	0	0.00	14	0.45	14	0.45	3	0.11	24	0.77	158	0.43
		97/98	2	0.07	1	0.03	0	0.00	4	0.13	0	0.00	3	0.10	22	0.71	14	0.47	16	0.52	0	0.00	0	0.00	0	0.00	62	0.19
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	5	0.16	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.07	1	0.03	3	0.10	3	0.10	1	0.03	15	0.04
		96/97	41	1.37	9	0.29	0	0.00	0	0.00	35	1.13	72	2.40	44	1.42	53	1.77	63	2.03	101	3.26	104	3.71	53	1.71	575	1.58
		97/98	90	3.00	8	0.26	26	0.87	34	1.10	35	1.13	50	1.67	18	0.58	15	0.50	22	0.71	27	0.87	8	0.29	0	0.00	333	1.00
Peines disc.	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.01
		96/97	2	0.07	12	0.39	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	6	0.19	2	0.07	7	0.23	0	0.00	0	0.00	8	0.26	37	0.10
		97/98	0	0.00	2	0.06	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	18	0.60	9	0.29	0	0.00	7	0.25	0	0.00	38	0.11
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		96/97	2	0.07	3	0.10	1	0.03	9	0.29	1	0.03	0	0.00	12	0.39	39	1.30	22	0.71	6	0.19	0	0.00	4	0.13	99	0.27
		97/98	16	0.53	18	0.58	16	0.53	12	0.39	0	0.00	0	0.00	2	0.06	5	0.17	4	0.13	6	0.19	2	0.07	0	0.00	81	0.24

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	6	0.20	6	0.19	14	0.47	5	0.16	15	0.48	16	0.53	12	0.39	50	1.67	4	0.13	15	0.48	51	1.76	48	1.55	242	0.66
	96/97	47	1.57	42	1.35	18	0.60	11	0.35	9	0.29	9	0.30	39	1.26	16	0.53	23	0.74	21	0.68	3	0.11	42	1.35	280	0.77
	97/98	8	0.27	6	0.19	1	0.03	13	0.42	12	0.39	17	0.57	25	0.81	32	1.07	25	0.81	4	0.13	8	0.29	0	0.00	151	0.45
Pers. abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	5	0.16	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.07	1	0.03	3	0.10	3	0.10	1	0.03	15	0.04
	96/97	43	1.43	12	0.39	1	0.03	9	0.29	36	1.16	72	2.40	56	1.81	92	3.07	85	2.74	107	3.45	104	3.71	57	1.84	674	1.85
	97/98	106	3.53	26	0.84	42	1.40	46	1.48	35	1.13	50	1.67	20	0.65	20	0.67	26	0.84	33	1.06	10	0.36	0	0.00	414	1.24
Total des pers. inscr.	95/96	6	0.20	6	0.19	14	0.47	10	0.32	15	0.48	16	0.53	12	0.39	52	1.73	5	0.16	18	0.58	54	1.86	49	1.58	257	0.70
	96/97	90	3.00	54	1.74	19	0.63	20	0.65	45	1.45	81	2.70	95	3.06	108	3.60	108	3.48	128	4.13	107	3.82	99	3.19	954	2.61
	97/98	114	3.80	32	1.03	43	1.43	59	1.90	47	1.52	67	2.23	45	1.45	52	1.73	51	1.65	37	1.19	18	0.64	0	0.00	565	1.69

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

TARIFA II 2

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS															
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3															
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		22	1	26	31	31	2	0	0	0	0	0	0	113	0
SOUS TOTAL		22	1	26	31	31	2	0	0	0	0	0	0	113	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3															
Total "Humanitaire"		20	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		20	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26	0
TOTAL		42	7	26	31	31	2	0	0	0	0	0	0	139	0

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS															
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	10	0	12	3	2	3	0	30	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	13	0	12	3	2	3	0	33	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3															
Total "Humanitaire"		1	0	0	1	1	14	0	0	18	0	4	0	39	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		1	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	6	0
SOUS TOTAL		2	0	0	1	1	19	0	0	18	0	4	0	45	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3															
Total "Humanitaire"		17	0	0	2	3	7	0	0	1	25	1	0	56	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		29	1	0	0	0	9	18	3	0	0	0	0	60	0
SOUS TOTAL		46	1	0	2	3	16	18	3	1	25	1	0	116	0
TOTAL		48	1	0	3	4	48	18	15	22	27	8	0	194	0

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GRAND TOTAL		90	8	26	34	35	50	18	15	22	27	8	0	333	0

REPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNEES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DUREE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ETABLISSEMENT DE DETENTION DE HAVRE AUBERT

[illegible][illegible][illegible]

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

Page 29

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
ANNÉE 1997-98														
Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"	57	64	48	12	4	7	1	2	47	17	40	0	299	
Total Médical"	0	14	0	0	1	30	10	0	0	1	1	0	57	
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	13	0	0	0	0	4	0	0	17	
SOUS TOTAL	57	78	48	12	18	37	11	2	47	22	41	0	373	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"	3	8	38	10	14	17	6	10	56	18	17	0	197	
Total Médical"	0	0	0	3	26	0	21	23	0	0	13	0	86	
Total "Réins. sociale"	314	452	511	441	409	530	348	318	226	198	249	0	3 996	
SOUS TOTAL	317	460	549	454	449	547	375	351	282	216	279	0	4 279	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"	327	234	171	146	202	202	137	136	250	182	211	0	2 198	
Total Médical"	32	0	7	9	2	0	0	30	46	31	17	0	174	
Total "Réins. sociale"	1	24	12	17	0	17	21	40	24	5	9	0	170	
SOUS TOTAL	360	258	190	172	204	219	158	206	320	218	237	0	2 542	
TOTAL	734	796	787	638	671	803	544	559	649	456	557	0	7 194	

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
ANNÉE 1997-98													
Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	458	405	301	149	244	284	227	210	266	170	371	0	3 085
Total Médical"	1	7	13	3	0	5	8	0	1	0	0	0	38
Total "Réins. sociale"	6	3	11	10	6	6	0	1	0	0	4	0	47
SOUS TOTAL	465	415	325	162	250	295	235	211	267	170	375	0	3 170
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	315	301	275	194	164	225	210	204	177	119	236	0	2 420
Total Médical"	3	0	0	18	0	6	5	0	0	0	0	0	32
Total "Réins. sociale"	604	505	485	292	281	290	528	481	349	316	418	0	4 549
SOUS TOTAL	922	806	760	504	445	521	743	685	526	435	654	0	7 001
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	392	489	358	318	232	404	326	351	226	134	252	0	3 482
Total Médical"	5	0	0	10	1	16	16	0	0	0	0	0	48
Total "Réins. sociale"	1 658	1 400	1 248	1 183	919	638	1 044	1 361	1 214	876	1 065	0	12 606
SOUS TOTAL	2 055	1 889	1 606	1 511	1 152	1 058	1 386	1 712	1 440	1 010	1 317	0	16 136
TOTAL	3 442	3 110	2 691	2 177	1 847	1 874	2 364	2 608	2 233	1 615	2 346	0	26 307

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1997-98												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	10	31	0	24	5	0	0	6	2	0	78
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	4	11	0	37	31	30	0	0	4	31	28	0	176
SOUS TOTAL	4	11	10	68	31	54	5	0	4	37	30	0	254
GRAND TOTAL	4 180	3 917	3 488	2 883	2 549	2 731	2 913	3 167	2 886	2 108	2 933	0	33 755

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

Page 31

319

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS												
Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1997-98										
		Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept	Octobre	Nov.	Dec.	Janvier	Février
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	03	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	458	404	300	149	244	284	217	208	261	168	371
Total "Humanitaire"		458	405	301	149	244	284	227	210	266	170	371
- 1/6	41	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
	42	0	6	13	3	0	4	8	0	1	0	0
Total "Médical"		1	7	13	3	0	5	8	0	1	0	0
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	6	3	11	10	6	6	0	1	0	0	4
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		6	3	11	10	6	6	0	1	0	0	4
SOUS TOTAL		465	415	325	162	250	295	235	211	267	170	375

1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0
	03	0	0	0	0	0	1	0	0	16	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0
	10	315	301	273	193	164	224	200	204	160	119	236
Total "Humanitaire"		315	301	275	194	164	225	210	204	177	119	236
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	5	1	0	0	0	0
	42	3	0	0	18	0	1	4	0	0	0	0
Total "Médical"		3	0	0	18	0	6	5	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	27	29	19	17	23	21	30	42	22	27	26
	63	0	0	0	0	2	0	0	0	0	12	0
	64	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0
	65	577	476	466	275	256	269	492	439	327	289	380
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		604	505	485	292	281	290	528	481	349	316	418
SOUS TOTAL		922	806	760	504	445	531	743	685	526	435	654

+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	11	5	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0
	10	392	489	352	318	232	404	323	351	215	129	252
Total "Humanitaire"		392	489	358	318	232	404	326	351	226	134	252
+ 1/3	41	0	0	0	0	1	16	5	0	0	0	0
	42	5	0	0	10	0	0	11	0	0	0	0
Total "Médical"		5	0	0	10	1	16	16	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	15	43	74	52	53	29	80	84	102	65	15
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	1	0	14	0	0	0	0	0	0
	65	1 643	1 357	1 173	1 131	850	609	964	1 277	1 112	811	1 050
	66	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1 658	1 400	1 248	1 183	919	638	1 044	1 361	1 214	876	1 065
SOUS TOTAL		2 055	1 889	1 606	1 511	1 152	1 058	1 386	1 712	1 440	1 010	1 317
TOTAL		3 442	3 110	2 691	2 177	1 847	1 874	2 364	2 608	2 233	1 615	2 346

26 307

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1997-98												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	10	31	0	24	5	0	0	6	2	0	78
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	10	31	0	24	5	0	0	6	2	0	78
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	4	11	0	37	31	30	0	0	4	31	28	0	176
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	4	11	0	37	31	30	0	0	4	31	28	0	176
TOTAL	4	11	10	68	31	54	5	0	4	37	30	0	254

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	435	14.50	302	9.74	297	9.90	254	8.19	461	14.87	330	11.00	347	11.19	388	12.93	247	7.97	449	14.48	372	12.83	490	15.81	4 372	11.95
		96/97	319	10.63	348	11.23	421	14.03	431	13.90	588	18.97	458	15.27	801	25.84	568	18.93	319	10.29	561	18.10	456	16.29	575	18.55	5 845	16.01
		97/98	593	19.77	554	17.87	536	17.87	559	18.03	710	22.90	530	17.67	574	18.52	469	15.63	474	15.29	474	15.29	334	11.93	0	0.00	5 807	17.39
	Abs.	95/96	2	0.07	4	0.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4	0.13	6	0.20	30	0.97	40	1.29	42	1.45	41	1.32	169	0.46
		96/97	4	0.13	15	0.48	5	0.17	18	0.58	28	0.90	1	0.03	6	0.19	25	0.83	11	0.35	12	0.39	5	0.18	3	0.10	133	0.36
		97/98	2	0.07	0	0.00	0	0.00	0	0.00	21	0.68	11	0.37	2	0.06	7	0.23	0	0.00	0	0.00	1	0.04	0	0.00	44	0.13
Peines cont.	Prés.	95/96	1 280	42.67	1 294	41.74	901	30.03	836	26.97	802	25.87	1 073	35.77	1 432	46.19	1 335	44.50	993	32.03	1 218	39.29	1 429	49.28	1 424	45.94	14 017	38.30
		96/97	1 452	48.40	1 503	48.48	1 372	45.73	897	28.94	775	25.00	1 305	43.50	1 240	40.00	1 448	48.27	1 483	47.84	1 427	46.03	1 534	54.79	1 609	51.90	16 045	43.96
		97/98	1 548	51.60	1 602	51.68	985	32.83	1 017	32.81	900	29.03	1 302	43.40	1 013	32.68	878	29.27	815	26.29	994	32.06	1 464	52.29	0	0.00	12 518	37.48
	Abs.	95/96	1 390	46.33	1 163	37.52	754	25.13	643	20.74	723	23.32	669	22.30	805	25.97	1 144	38.13	1 430	46.13	1 229	39.65	1 873	64.59	2 218	71.55	14 041	38.36
		96/97	1 841	61.37	1 341	43.26	1 321	44.03	1 455	46.94	1 516	48.90	1 080	36.00	1 803	58.16	1 724	57.47	1 676	54.06	1 250	40.32	1 097	39.18	1 637	52.81	17 741	48.61
		97/98	1 580	52.67	1 501	48.42	1 257	41.90	1 211	39.06	1 111	35.84	791	26.37	1 209	39.00	1 412	47.07	2 044	65.94	1 218	39.29	1 294	46.21	0	0.00	14 628	43.80
Peines disc.	Prés.	95/96	16	0.53	19	0.61	11	0.37	13	0.42	3	0.10	31	1.03	24	0.77	24	0.80	40	1.29	38	1.23	15	0.52	39	1.26	273	0.75
		96/97	21	0.70	18	0.58	6	0.20	0	0.00	2	0.06	5	0.17	2	0.06	2	0.07	1	0.03	1	0.03	8	0.29	7	0.23	73	0.20
		97/98	0	0.00	13	0.42	11	0.37	0	0.00	0	0.00	4	0.13	0	0.00	13	0.43	8	0.26	7	0.23	2	0.07	0	0.00	58	0.17
	Abs.	95/96	47	1.57	28	0.90	17	0.57	21	0.68	15	0.48	17	0.57	34	1.10	37	1.23	105	3.39	74	2.39	93	3.21	126	4.06	614	1.68
		96/97	78	2.60	72	2.32	64	2.13	53	1.71	47	1.52	27	0.90	18	0.58	31	1.03	47	1.52	12	0.39	0	0.00	9	0.29	458	1.25
		97/98	8	0.27	0	0.00	12	0.40	8	0.26	9	0.29	6	0.20	7	0.23	20	0.67	43	1.39	22	0.71	16	0.57	0	0.00	151	0.45

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	95/96	1 731	57.70	1 615	52.10	1 209	40.30	1 103	35.58	1 266	40.84	1 434	47.80	1 803	58.16	1 747	58.23	1 280	41.29	1 705	55.00	1 816	62.62	1 953	63.00	18 662	50.99
	96/97	1 792	59.73	1 869	60.29	1 799	59.97	1 328	42.84	1 365	44.03	1 768	58.93	2 043	65.90	2 018	67.27	1 803	58.16	1 989	64.16	1 998	71.36	2 191	70.68	21 963	60.17
	97/98	2 141	71.37	2 169	69.97	1 532	51.07	1 576	50.84	1 610	51.94	1 836	61.20	1 587	51.19	1 360	45.33	1 297	41.84	1 475	47.58	1 800	64.29	0	0.00	18 383	55.04
Pers. abs.	95/96	1 439	47.97	1 195	38.55	771	25.70	664	21.42	738	23.81	686	22.87	843	27.19	1 187	39.57	1 565	50.48	1 343	43.32	2 008	69.24	2 385	76.94	14 824	40.50
	96/97	1 923	64.10	1 428	46.06	1 390	46.33	1 526	49.23	1 591	51.32	1 108	36.93	1 827	58.94	1 780	59.33	1 734	55.94	1 274	41.10	1 102	39.36	1 649	53.19	18 332	50.22
	97/98	1 590	53.00	1 501	48.42	1 269	42.30	1 219	39.32	1 141	36.81	808	26.93	1 218	39.29	1 439	47.97	2 087	67.32	1 240	40.00	1 311	46.82	0	0.00	14 823	44.38
Total des pers. inscr.	95/96	3 170	105.67	2 810	90.65	1 980	66.00	1 767	57.00	2 004	64.65	2 120	70.67	2 646	85.35	2 934	97.80	2 845	91.77	3 048	98.32	3 824	131.86	4 338	139.94	33 486	91.49
	96/97	3 715	123.83	3 297	106.35	3 189	106.30	2 854	92.06	2 956	95.35	2 876	95.87	3 870	124.84	3 798	126.60	3 537	114.10	3 263	105.26	3 100	110.71	3 840	123.87	40 295	110.40
	97/98	3 731	124.37	3 670	118.39	2 801	93.37	2 795	90.16	2 751	88.74	2 644	88.13	2 805	90.48	2 799	93.30	3 384	109.16	2 715	87.58	3 111	111.11	0	0.00	33 206	99.42

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

322

Page 29

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																									Page 29		
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	671	49.67%	419	29.53%	274	33.41%	359	38.44%	302	37.10%	468	41.34%	337	40.90%	362	52.39%	481	67.75%	337	39.00%	464	46.82%	0		4 474	42.41%
	Abs.	9	1.22%	7	0.95%	8	1.26%	27	4.78%	38	6.16%	16	3.77%	25	4.14%	11	1.97%	43	5.91%	19	3.48%	2	0.54%	0		205	3.14%
1/6 - 1/3	Prés.	343	25.39%	370	26.07%	249	30.37%	167	17.88%	114	14.00%	81	7.16%	107	12.99%	93	13.46%	113	15.92%	223	25.81%	200	20.18%	0		2 060	19.53%
	Abs.	462	62.69%	497	67.44%	292	45.91%	263	46.55%	214	34.68%	168	39.62%	238	39.40%	227	40.61%	319	43.88%	319	58.42%	200	53.76%	0		3 199	49.03%
+ 1/3	Prés.	337	24.94%	630	44.40%	297	36.22%	408	43.68%	398	48.89%	583	51.50%	380	46.12%	236	34.15%	116	16.34%	304	35.19%	327	33.00%	0		4 016	38.07%
	Abs.	266	36.09%	233	31.61%	336	52.83%	275	48.67%	365	59.16%	240	56.60%	341	56.46%	321	57.42%	365	50.21%	208	38.10%	170	45.70%	0		3 120	47.82%
SOUS	Prés.	1 351	12.81%	1 419	13.45%	820	7.77%	934	8.85%	814	7.72%	1 132	10.73%	824	7.81%	691	6.55%	710	6.73%	864	8.19%	991	9.39%	0		10 550	61.79%
TOTAL	Abs.	737	11.30%	737	11.30%	636	9.75%	585	8.66%	617	9.46%	424	6.50%	604	9.26%	559	8.57%	727	11.14%	546	8.37%	372	5.70%	0		6 524	38.21%
TOTAL		2 088	12.23%	2 156	12.63%	1 456	8.53%	1 499	8.78%	1 431	8.38%	1 556	9.11%	1 428	8.36%	1 250	7.32%	1 437	8.42%	1 410	8.26%	1 363	7.98%	0		17 074	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	118	62.43%	88	51.16%	88	62.41%	22	28.83%	48	58.54%	111	74.00%	120	63.49%	136	72.73%	63	60.00%	74	56.92%	347	79.41%	0		1 215	65.18%
	Abs.	68	8.13%	39	5.13%	58	9.34%	81	12.54%	88	17.81%	23	6.27%	90	14.88%	179	20.98%	170	12.91%	34	5.14%	64	6.94%	0		894	11.06%
1/6 - 1/3	Prés.	39	20.63%	27	15.70%	52	36.88%	10	12.20%	8	9.76%	32	21.33%	43	22.75%	20	10.70%	12	11.43%	32	24.62%	65	14.87%	0		340	18.24%
	Abs.	256	30.62%	207	27.24%	177	28.50%	159	24.61%	114	23.08%	120	32.70%	185	30.58%	374	43.85%	357	27.11%	156	23.56%	328	35.57%	0		2 433	30.10%
+ 1/3	Prés.	32	16.93%	57	33.14%	1	0.71%	50	60.98%	26	31.71%	7	4.67%	26	13.76%	31	16.58%	30	28.57%	24	18.46%	25	5.72%	0		309	16.58%
	Abs.	512	61.24%	514	67.63%	386	62.16%	406	62.85%	292	59.11%	224	61.04%	330	54.55%	300	35.17%	790	59.98%	472	71.30%	530	57.48%	0		4 756	58.84%
SOUS	Prés.	189	10.14%	172	9.23%	141	7.56%	82	4.40%	82	4.40%	150	8.05%	189	10.14%	187	10.03%	105	5.63%	130	6.97%	437	23.44%	0		1 884	18.74%
TOTAL	Abs.	836	10.34%	760	9.40%	621	7.68%	646	7.99%	494	6.11%	367	4.54%	605	7.48%	853	10.55%	1 317	16.29%	662	8.19%	922	11.41%	0		8 083	81.26%
TOTAL		1 025	10.30%	932	9.37%	762	7.66%	728	7.32%	576	5.79%	517	5.20%	794	7.98%	1 040	10.46%	1 422	14.30%	792	7.96%	1 359	13.66%	0		9 947	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	8	7.69%	11	10.58%	24	23.08%	1	0.96%	4	3.85%	20	19.23%	0		0		0		0		36	34.62%	0		104	83.20%
TOTAL	Abs.	7	33.33%	4	19.05%	0		0		0		0		0		0		0		10	47.62%	0		0		21	16.80%
TOTAL		15	12.00%	15	12.00%	24	19.20%	1	0.80%	4	3.20%	20	16.00%	0		0		0		10	8.00%	36	28.80%	0		125	100.00%
GRAND TOTAL		3 128	11.52%	3 103	11.43%	2 242	8.26%	2 228	8.21%	2 011	7.41%	2 093	7.71%	2 222	8.19%	2 290	8.44%	2 859	10.53%	2 212	8.15%	2 758	10.16%	0		27 146	100.00%

TABIEAU 2

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6																
Codes		ANNÉE 1997-98														
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
Total "Humanitaire"		9	7	8	17	12	4	10	7	43	19	0	0	136		
Total Médical"		0	0	0	0	0	7	15	4	0	0	2	0	28		
Total "Réins. sociale"		0	0	0	10	26	5	0	0	0	0	0	0	41		
SOUS TOTAL		9	7	8	27	38	16	25	11	43	19	2	0	205		
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3																
Total "Humanitaire"		115	98	73	54	71	2	56	47	47	27	43	0	633		
Total Médical"		45	22	16	23	0	0	12	44	62	22	1	0	247		
Total "Réins. sociale"		302	377	203	186	143	166	170	136	210	270	156	0	2 319		
SOUS TOTAL		462	497	292	263	214	168	238	227	319	319	200	0	3 199		
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3																
Total "Humanitaire"		256	219	336	275	358	239	332	301	365	208	165	0	3 054		
Total Médical"		10	14	0	0	7	1	9	0	0	0	5	0	46		
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	20	0	0	0	0	20		
SOUS TOTAL		266	233	336	275	365	240	341	321	365	208	170	0	3 120		
TOTAL		737	737	636	565	617	424	604	559	727	546	372	0	6 524		

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6																
Codes		ANNÉE 1997-98														
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
Total "Humanitaire"		59	32	41	81	88	23	75	179	168	32	31	0	809		
Total Médical"		9	0	17	0	0	0	15	0	2	2	33	0	78		
Total "Réins. sociale"		0	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7		
SOUS TOTAL		68	39	58	81	88	23	90	179	170	34	64	0	894		
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3																
Total "Humanitaire"		142	43	88	120	56	52	74	291	268	80	59	0	1 273		
Total Médical"		0	0	3	17	0	0	10	20	0	0	27	0	77		
Total "Réins. sociale"		114	164	86	22	58	68	101	63	89	76	242	0	1 083		
SOUS TOTAL		256	207	177	159	114	120	185	374	357	156	328	0	2 433		
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3																
Total "Humanitaire"		111	51	76	163	157	57	160	207	412	240	169	0	1 803		
Total Médical"		25	0	0	14	28	0	0	10	31	19	8	0	135		
Total "Réins. sociale"		376	463	310	229	107	167	170	83	347	213	353	0	2 818		
SOUS TOTAL		512	514	386	406	292	224	330	300	790	472	530	0	4 756		
TOTAL		836	760	621	646	494	367	605	853	1 317	662	922	0	8 083		

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																
Codes		ANNÉE 1997-98														
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
Total "Humanitaire"		7	4	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	21		
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
SOUS TOTAL		7	4	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	21		
GRAND TOTAL		1 580	1 501	1 257	1 211	1 111	791	1 209	1 412	2 044	1 218	1 294	0	14 628		

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1997-98												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	7	4	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	21
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"													
41	7	4	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	21
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"													
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."													
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL													
	7	4	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	21

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	241	8.03	292	9.42	234	7.80	256	8.26	457	14.74	404	13.47	487	15.71	585	19.50	464	14.97	713	23.00	963	33.21	787	25.39	5 883	16.07
		96/97	737	24.57	765	24.68	847	28.23	735	23.71	958	30.90	1 062	35.40	1 298	41.87	1 225	40.83	1 033	33.32	1 275	41.13	852	30.43	995	32.10	11 782	32.28
		97/98	996	33.20	1 177	37.97	889	29.63	960	30.97	926	29.87	629	20.97	868	28.00	871	29.03	844	27.23	841	27.13	782	27.93	0	0.00	9 783	29.29
Peines cont.	Abs.	95/96	54	1.80	64	2.06	75	2.50	39	1.26	16	0.52	50	1.67	94	3.03	49	1.63	42	1.35	58	1.87	48	1.66	68	2.19	657	1.80
		96/97	147	4.90	73	2.35	19	0.63	47	1.52	42	1.35	103	3.43	81	2.61	58	1.93	46	1.48	69	2.23	12	0.43	51	1.65	748	2.05
		97/98	40	1.33	108	3.48	14	0.47	116	3.74	153	4.94	98	3.27	27	0.87	21	0.70	37	1.19	83	2.68	24	0.86	0	0.00	721	2.16
Peines disc.	Prés.	95/96	1 232	41.07	1 415	45.65	1 193	39.77	963	31.06	1 032	33.29	1 500	50.00	1 648	53.16	1 525	50.83	1 640	52.90	1 496	48.26	1 134	39.10	1 418	45.74	16 196	44.25
		96/97	1 447	48.23	1 447	46.68	1 367	45.57	1 491	48.10	1 279	41.26	1 077	35.90	937	30.23	980	32.67	1 155	37.26	938	30.26	1 279	45.68	2 028	65.42	15 425	42.26
		97/98	2 031	67.70	1 917	61.84	2 123	70.77	2 033	65.58	2 132	68.77	2 138	71.27	2 152	69.42	2 065	68.83	2 026	65.35	2 054	66.26	1 987	70.96	0	0.00	22 658	67.84
Pers. abs.	Abs.	95/96	476	15.87	496	16.00	598	19.93	465	15.00	413	13.32	416	13.87	491	15.84	697	23.23	524	16.90	688	22.19	1 109	38.24	1 185	38.23	7 558	20.65
		96/97	1 363	45.43	1 537	49.58	2 062	68.73	1 875	60.48	2 013	64.94	1 738	57.93	1 661	53.58	1 638	54.60	1 817	58.61	1 527	49.26	1 344	48.00	1 867	60.23	20 442	56.01
		97/98	1 647	54.90	1 401	45.19	1 332	44.40	1 424	45.94	1 188	38.32	1 052	35.07	1 265	40.81	1 509	50.30	1 615	52.10	1 226	39.55	1 078	38.50	0	0.00	14 737	44.12
Pers. abs. disc.	Prés.	95/96	5	0.17	14	0.45	22	0.73	10	0.32	9	0.29	11	0.37	9	0.29	7	0.23	6	0.19	31	1.00	27	0.93	10	0.32	161	0.44
		96/97	8	0.27	5	0.16	13	0.43	12	0.39	8	0.26	5	0.17	4	0.13	3	0.10	20	0.65	26	0.84	5	0.18	0	0.00	109	0.30
		97/98	3	0.10	1	0.03	1	0.03	2	0.06	0	0.00	1	0.03	2	0.06	1	0.03	0	0.00	8	0.26	0	0.00	0	0.00	19	0.06
Pers. abs. disc.	Abs.	95/96	23	0.77	11	0.35	11	0.37	6	0.19	11	0.35	4	0.13	8	0.26	7	0.23	8	0.26	8	0.26	4	0.14	10	0.32	111	0.30
		96/97	13	0.43	10	0.32	28	0.93	22	0.71	25	0.81	19	0.63	17	0.55	23	0.77	28	0.90	22	0.71	22	0.79	19	0.61	248	0.68
		97/98	27	0.90	9	0.29	4	0.13	7	0.23	7	0.23	4	0.13	4	0.13	5	0.17	4	0.13	4	0.13	0	0.00	0	0.00	75	0.22

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	1 478	49.27	1 721	55.52	1 449	48.30	1 229	39.65	1 498	48.32	1 915	63.83	2 144	69.16	2 117	70.57	2 110	68.06	2 240	72.26	2 124	73.24	2 215	71.45	22 240	60.77
	96/97	2 192	73.07	2 217	71.52	2 227	74.23	2 238	72.19	2 245	72.42	2 144	71.47	2 239	72.23	2 208	73.60	2 208	71.23	2 239	72.23	2 136	76.29	3 023	97.52	27 316	74.84
	97/98	3 030	101.00	3 095	99.84	3 013	100.43	2 995	96.61	3 058	98.65	2 768	92.27	3 022	97.48	2 937	97.90	2 870	92.58	2 903	93.65	2 769	98.89	0	0.00	32 460	97.19
Pers. abs.	95/96	553	18.43	571	18.42	684	22.80	510	16.45	440	14.19	470	15.67	593	19.13	753	25.10	574	18.52	754	24.32	1 161	40.03	1 263	40.74	8 326	22.75
	96/97	1 523	50.77	1 620	52.26	2 109	70.30	1 944	62.71	2 080	67.10	1 860	62.00	1 759	56.74	1 719	57.30	1 891	61.00	1 618	52.19	1 378	49.21	1 937	62.48	21 438	58.73
	97/98	1 714	57.13	1 518	48.97	1 350	45.00	1 547	49.90	1 348	43.48	1 154	38.47	1 296	41.81	1 535	51.17	1 656	53.42	1 313	42.35	1 102	39.36	0	0.00	15 533	46.51
Total des pers. inscr.	95/96	2 031	67.70	2 292	73.94	2 133	71.10	1 739	56.10	1 938	62.52	2 385	79.50	2 737	88.29	2 870	95.67	2 684	86.58	2 994	96.58	3 285	113.28	3 478	112.19	30 566	83.51
	96/97	3 715	123.83	3 837	123.77	4 336	144.53	4 182	134.90	4 325	139.52	4 004	133.47	3 998	128.97	3 927	130.90	4 099	132.23	3 857	124.42	3 514	125.50	4 960	160.00	48 754	133.57
	97/98	4 744	158.13	4 613	148.81	4 363	145.43	4 542	146.52	4 406	142.13	3 922	130.73	4 318	139.29	4 472	149.07	4 526	146.00	4 216	136.00	3 871	138.25	0	0.00	47 993	143.69

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

328

		DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																								Page 30			
		ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL			
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
- 1/6	Prés.	588	36.91%	547	37.75%	724	37.67%	739	38.87%	992	51.72%	783	44.64%	654	37.98%	763	43.01%	732	41.95%	756	42.78%	835	49.03%						
	Abs.	0		5	0.93%	32	5.68%	11	1.53%	4	0.57%	11	2.20%	0		30	4.61%	28	3.50%	3	0.45%	0		0		8 113	42.15%		
1/6 - 1/3	Prés.	350	21.97%	304	20.98%	454	23.62%	307	16.15%	331	17.26%	467	26.62%	464	26.95%	361	20.35%	422	24.18%	392	22.18%	350	20.55%	0		4 202	21.83%		
	Abs.	277	51.30%	327	61.12%	321	57.02%	444	61.67%	408	57.71%	230	45.91%	204	51.65%	382	58.68%	474	63.88%	536	80.00%	294	76.76%	0		122	1.90%		
+ 1/3	Prés.	655	41.12%	598	41.27%	744	38.71%	855	44.98%	595	31.02%	504	28.73%	604	35.08%	650	36.64%	591	33.87%	619	35.03%	518	30.42%	0		4 202	21.83%		
	Abs.	263	48.70%	203	37.94%	210	37.30%	265	36.81%	295	41.73%	260	51.90%	191	48.35%	239	36.71%	242	32.61%	131	19.55%	89	23.24%	0		3 897	60.82%		
SOUS TOTAL	Prés.	1 593	8.28%	1 449	7.53%	1 922	9.99%	1 901	9.88%	1 918	9.96%	1 754	9.11%	1 722	8.95%	1 774	9.22%	1 745	9.07%	1 767	9.18%	1 703	8.85%	0		6 933	36.02%		
	Abs.	540	8.43%	535	8.35%	563	8.79%	720	11.24%	707	11.03%	501	7.82%	395	6.17%	651	10.16%	742	11.58%	670	10.46%	383	5.98%	0		2 388	37.27%		
TOTAL		2 133	8.31%	1 984	7.73%	2 485	9.69%	2 621	10.22%	2 625	10.23%	2 255	8.79%	2 117	8.25%	2 425	9.45%	2 487	9.69%	2 437	9.50%	2 086	8.13%	0		19 248	75.03%		
																										6 407	24.97%		
																										25 655	100.00%		

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																												
ANNÉE 1997 - 1998																												
Fraction sentence - 1/6	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL		
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
1/6 - 1/3	Prés.	226	54.59%	126	29.72%	79	42.02%	66	54.10%	179	84.04%	142	42.90%	223	54.00%	128	44.44%	95	33.81%	147	54.65%	143	50.35%	0		1 554	48.16%	
	Abs.	124	11.20%	46	5.32%	85	11.10%	41	5.82%	61	12.68%	57	10.34%	112	12.87%	119	13.87%	56	6.41%	44	7.91%	79	11.37%	0		824	9.90%	
+ 1/3	Prés.	89	21.50%	155	36.56%	27	14.36%	34	27.87%	16	7.51%	137	41.39%	45	10.90%	111	38.54%	65	23.13%	67	24.91%	96	33.80%	0		842	26.09%	
	Abs.	286	25.84%	203	23.50%	188	24.54%	148	21.02%	127	26.40%	188	34.12%	192	22.07%	255	29.72%	222	25.43%	85	15.29%	207	29.78%	0		2 101	25.24%	
SOUS TOTAL	Prés.	414	12.83%	424	13.14%	188	5.83%	515	73.15%	293	60.91%	306	55.54%	566	65.06%	484	56.41%	595	68.16%	55	20.45%	45	15.85%	0		831	25.75%	
	Abs.	1 107	13.30%	864	10.38%	766	9.20%	704	8.46%	481	5.78%	551	6.62%	870	10.45%	858	10.31%	873	10.49%	281	8.71%	269	8.34%	284	8.80%	0		5 400
TOTAL		1 521	13.17%	1 288	11.15%	954	8.26%	826	7.15%	694	6.01%	882	7.64%	1 283	11.11%	1 146	9.92%	1 154	9.98%	825	7.14%	979	8.47%	0		11 552	100.00%	

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																													
ANNÉE 1997 - 1998																													
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL			
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
SOUS	Prés.	24	13.11%	44	24.04%	13	7.10%	10	5.46%	1	0.55%	53	28.96%	17	9.29%	3	1.64%	0		18	9.84%	0		0		0		183	98.83%
TOTAL	Abs.	0		5	83.33%	1	16.67%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		6	3.17%		
TOTAL		24	12.70%	49	25.93%	14	7.41%	10	5.29%	1	0.53%	53	28.04%	17	8.99%	3	1.59%	0		18	9.52%	0		0		6	3.17%		
GRAND TOTAL		3 678	9.84%	3 321	8.88%	3 453	9.23%	3 457	9.24%	3 320	8.88%	3 190	8.53%	3 417	9.14%	3 574	9.56%	3 641	9.74%	3 280	8.77%	3 065	8.20%	0		37 398	100.00%		

TABEAU 2

TABLERAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes		ANNÉE 1997-98											
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars
Total "Humanitaire"		0	0	30	11	0	0	0	0	8	0	0	0
Total Médical"		0	3	0	0	4	0	0	0	22	26	3	0
Total "Réins. sociale"		0	2	2	0	0	11	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	5	32	11	4	11	0	30	26	3	0	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"		25	16	11	9	33	20	36	16	45	9	7	0
Total Médical"		1	27	0	0	8	0	0	7	13	0	0	0
Total "Réins. sociale"		251	284	310	435	367	210	168	359	416	527	287	0
SOUS TOTAL		277	327	321	444	408	230	204	382	474	536	294	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"		228	144	157	218	257	226	183	230	239	131	54	0
Total Médical"		35	55	53	44	38	34	8	9	3	0	35	0
Total "Réins. sociale"		0	4	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		263	203	210	265	295	260	191	239	242	131	89	0
TOTAL		540	535	563	720	707	501	395	651	742	670	383	0

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes		ANNÉE 1997-98											
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars
Total "Humanitaire"		124	43	74	41	55	57	105	103	50	44	76	0
Total Médical"		0	3	11	0	0	0	7	13	6	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	6	0	0	3	0	0	3	0
SOUS TOTAL		124	46	85	41	61	57	112	119	56	44	79	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"		199	68	33	21	25	46	53	47	15	4	13	0
Total Médical"		0	0	19	4	0	0	0	0	20	5	0	0
Total "Réins. sociale"		87	135	136	123	102	142	139	208	187	76	194	0
SOUS TOTAL		286	203	188	148	127	188	192	255	222	85	207	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"		382	188	21	8	5	6	15	19	36	7	10	0
Total Médical"		0	0	0	27	20	0	0	0	0	26	25	0
Total "Réins. sociale"		315	427	472	480	268	300	551	465	559	394	374	0
SOUS TOTAL		697	615	493	515	293	306	566	484	595	427	409	0
TOTAL		1 107	864	766	704	481	551	870	858	873	556	695	0

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes		ANNÉE 1997-98											
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GRAND TOTAL		1 647	1 404	1 330	1 424	1 188	1 052	1 265	1 509	1 615	1 226	1 078	0

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

Page 119

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

l'raction sentence	Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL
		Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	2	4	0	0	9	1	0	0	0	0	0	0	16
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	13	0	0	0	12	1	0	0	0	0	26
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	122	39	61	41	46	56	93	102	50	44	76	0	730
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	124	43	74	41	55	57	105	103	50	44	76	0	772
- 1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	3	6	0	0	0	9
	42	0	3	11	0	0	0	7	10	0	0	0	0	31
	Total	0	3	11	0	0	0	7	13	6	0	0	0	40
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	0	6
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	0	0	0	0	6	0	0	3	0	0	3	0	12
	SOUS TOTAL	124	46	85	41	61	57	112	119	56	44	79	0	824

1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	12	5	0	0	10	2	2	0	0	0	0	0	31
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	2	0	10	0	0	0	4	2	0	0	0	0	18
	06	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	185	63	23	21	15	43	45	45	15	4	13	0	472
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	199	68	33	21	25	46	53	47	15	4	13	0	524
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	20	5	0	0	25
	42	0	0	19	4	0	0	0	23	0	0	0	0	23
	Total	0	0	19	4	0	0	0	23	20	5	0	0	48
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	0	7
	65	87	135	136	123	95	142	139	208	187	76	194	0	1 522
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	87	135	136	123	102	142	139	208	187	76	194	0	1 529
	SOUS TOTAL	286	203	188	148	127	188	192	255	222	85	207	0	2 101

+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	14	10	0	0	0	0	0	0	19	4	0	0	47
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	26	0	0	0	0	3	4	8	0	0	0	0	41
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	342	178	21	8	5	3	8	11	17	3	10	0	606
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	382	188	21	8	5	6	15	19	36	7	10	0	697
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26	25	0	51
	42	0	0	0	0	27	20	0	0	0	0	0	0	47
	Total	0	0	0	0	27	20	0	0	0	26	25	0	98
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	4
	65	315	427	472	477	267	300	551	465	559	394	374	0	4 601
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	315	427	472	480	268	300	551	465	559	394	374	0	4 605
	SOUS TOTAL	697	615	493	515	293	306	566	484	595	427	409	0	5 400

TOTAL	1 107	864	766	704	481	551	870	858	873	556	695	0	0	8 325
-------	-------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	---	-------

CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	12 278	409.27	12 686	409.23	12 125	404.17	10 829	349.32	10 912	352.00	10 870	362.33	11 196	361.16	11 205	373.50	10 392	335.23	10 935	352.74	10 775	371.55	11 535	372.10	135 738	370.87
		96/97	11 820	394.00	12 615	406.94	11 649	388.30	11 720	378.06	12 320	397.42	13 355	445.17	10 579	341.26	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	84 058	230.30
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	95/96	582	19.40	457	14.74	386	12.87	464	14.97	428	13.81	481	16.03	532	17.16	597	19.90	512	16.52	732	23.61	745	25.69	799	25.77	6 715	18.35
		96/97	836	27.87	762	24.58	627	20.90	547	17.65	520	16.77	570	19.00	391	12.61	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4 253	11.65
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Peines cont.	Prés.	95/96	276	9.20	408	13.16	359	11.97	328	10.58	385	12.42	318	10.60	307	9.90	348	11.60	276	8.90	331	10.68	232	8.00	360	11.61	3 928	10.73
		96/97	395	13.17	301	9.71	214	7.13	252	8.13	216	6.97	231	7.70	271	8.74	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1 880	5.15
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	6	0.19	30	1.00	8	0.26	0	0.00	0	0.00	1	0.03	45	0.12
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.01
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Peines disc.	Prés.	95/96	4	0.13	3	0.10	6	0.20	22	0.71	4	0.13	3	0.10	14	0.45	5	0.17	0	0.00	16	0.52	7	0.24	1	0.03	85	0.23
		96/97	0	0.00	14	0.45	10	0.33	3	0.10	17	0.55	42	1.40	13	0.42	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	99	0.27
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.01
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	95/96	12 558	418.60	13 097	422.48	12 490	416.33	11 179	360.61	11 301	364.55	11 191	373.03	11 517	371.52	11 558	385.27	10 668	344.13	11 282	363.94	11 014	379.79	11 896	383.74	139 751	381.83
	96/97	12 215	407.17	12 930	417.10	11 873	395.77	11 975	386.29	12 553	404.94	13 628	454.27	10 863	350.42	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	86 037	235.72
	97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Pers. abs.	95/96	582	19.40	457	14.74	386	12.87	466	15.03	428	13.81	482	16.07	538	17.35	627	20.90	520	16.77	732	23.61	745	25.69	800	25.81	6 763	18.48
	96/97	836	27.87	762	24.58	627	20.90	547	17.65	520	16.77	570	19.00	394	12.71	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4 256	11.66
	97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Total des pers. inscr.	95/96	13 140	438.00	13 554	437.23	12 876	429.20	11 645	375.65	11 729	378.35	11 673	389.10	12 055	388.87	12 185	406.17	11 188	360.90	12 014	387.55	11 759	405.48	12 696	409.55	146 514	400.31
	96/97	13 051	435.03	13 692	441.68	12 500	416.67	12 522	403.94	13 073	421.71	14 198	473.27	11 257	363.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	90 293	247.38
	97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00

ÉTABLISSEMENT DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

Statut	État	Année	MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Prés.	96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2 000	64.52	12 927	430.90	12 670	408.71	12 158	392.19	11 245	401.61	11 830	381.61	62 830	172.14
	Prés.	97/98	10 968	365.60	11 602	374.26	11 319	377.30	11 292	364.26	10 993	354.61	12 166	405.53	13 065	421.45	11 750	391.67	11 840	381.94	12 736	410.84	11 220	400.71	11 830	381.61	62 830	172.14
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	94	3.03	562	18.73	600	19.35	479	15.45	473	16.89	478	15.42	2 686	7.36
	Abs.	97/98	549	18.30	590	19.03	668	22.27	700	22.58	626	20.19	599	19.97	622	20.06	507	16.90	454	14.65	425	13.71	359	12.82	478	15.42	2 686	7.36
Peines cont.	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Prés.	96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	49	1.58	486	16.20	491	15.84	404	13.03	358	12.79	374	12.06	2 162	5.92
	Prés.	97/98	396	13.20	431	13.90	456	15.20	477	15.39	401	12.94	420	14.00	360	11.61	415	13.83	307	9.90	277	8.94	347	12.39	374	12.06	2 162	5.92
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.10	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	97/98	0	0.00	1	0.03	6	0.20	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	18	0.58	28	1.00	2	0.06	54	0.15
Peines disc.	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Prés.	96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Prés.	97/98	29	0.97	25	0.81	34	1.13	37	1.19	15	0.48	49	1.63	35	1.13	46	1.53	22	0.71	34	1.10	9	0.32	8	0.29	69	0.19
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	335	1.003
	Abs.	96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	97/98	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers.	95/96	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
prés.	96/97	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 049	66.097	13 428	447.6	13 171	424.87	12 590	406.13	11 611	414.68	12 212	393.94	65 061	178.25
	97/98	11 393	379.77	12 058	388.97	11 809	393.63	11 806	380.84	11 409	368.03	12 635	421.17	13 460	434.19	12 211	407.03	12 169	392.55	13 047	420.87	11 576	413.43	0	0	133 573	399.92
Pers.	95/96	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
abs.	96/97	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	94	3.0323	565	18.833	603	19.452	497	16.032	501	17.893	480	15.484	2 740	7.51
	97/98	549	18.3	591	19.065	674	22.467	700	22.581	626	20.194	599	19.967	622	20.065	507	16.9	454	14.645	425	13.71	359	12.821	0	0	6 106	18.281
Total des	95/96	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
pers. inscr.	96/97	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 143	69.129	13 993	466.43	13 774	444.32	13 087	422.16	12 112	432.57	12 692	409.42	67 801	185.76
	97/98	11 942	398.07	12 649	408.03	12 483	416.1	12 506	403.42	12 035	388.23	13 234	441.13	14 082	454.26	12 718	423.93	12 623	407.19	13 472	434.58	11 935	426.25	0	0	139 679	418.2

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

Page 12

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	77	65.25%	69	41.07%	81	49.09%	84	57.14%	27	31.03%	54	38.03%	57	49.14%	68	43.59%	56	75.68%	20	33.33%	83	61.94%	0		676	49.45%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
1/6 - 1/3	Prés.	14	11.86%	45	26.79%	58	35.15%	45	30.61%	43	49.43%	24	16.90%	4	3.45%	61	39.10%	7	9.46%	7	11.67%	15	11.19%	0		323	23.63%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
+ 1/3	Prés.	27	22.88%	54	32.14%	26	15.76%	18	12.24%	17	19.54%	64	45.07%	55	47.41%	27	17.31%	11	14.86%	33	55.00%	36	26.87%	0		368	26.92%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS	Prés.	118	8.63%	168	12.29%	165	12.07%	147	10.75%	87	6.36%	142	10.39%	116	8.49%	156	11.41%	74	5.41%	60	4.39%	134	9.80%	0		1 367	100.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		118	8.63%	168	12.29%	165	12.07%	147	10.75%	87	6.36%	142	10.39%	116	8.49%	156	11.41%	74	5.41%	60	4.39%	134	9.80%	0		1 367	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	79	43.17%	68	48.92%	82	41.41%	62	38.75%	82	56.55%	53	46.49%	58	47.54%	78	55.32%	65	43.33%	52	45.61%	61	53.04%	0		740	46.81%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
1/6 - 1/3	Prés.	37	20.22%	22	15.83%	48	24.24%	36	22.50%	34	23.45%	20	17.54%	27	22.13%	25	17.73%	41	27.33%	37	32.46%	28	24.35%	0		355	22.45%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
+ 1/3	Prés.	67	36.61%	49	35.25%	68	34.34%	62	38.75%	29	20.00%	41	35.96%	37	30.33%	38	26.95%	44	29.33%	25	21.93%	26	22.61%	0		486	30.74%
	Abs.	0		0		3	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		3	100.00%
SOUS	Prés.	183	11.57%	139	8.79%	198	12.52%	160	10.12%	145	9.17%	114	7.21%	122	7.72%	141	8.92%	150	9.49%	114	7.21%	115	7.27%	0		1 581	99.81%
TOTAL	Abs.	0		0		3	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		3	0.19%
TOTAL		183	11.55%	139	8.78%	201	12.69%	160	10.10%	145	9.15%	114	7.20%	122	7.70%	141	8.90%	150	9.47%	114	7.20%	115	7.26%	0		1 584	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	95	7.09%	124	9.26%	93	6.95%	170	12.70%	169	12.62%	164	12.25%	122	9.11%	118	8.81%	83	6.20%	103	7.69%	98	7.32%	0		1 339	99.78%
TOTAL	Abs.	0		0		3	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		3	0.22%
TOTAL		95	7.08%	124	9.24%	96	7.15%	170	12.67%	169	12.59%	164	12.22%	122	9.09%	118	8.79%	83	6.18%	103	7.68%	98	7.30%	0		1 342	100.00%
GRAND TOTAL		396	9.22%	431	10.04%	462	10.76%	477	11.11%	401	9.34%	420	9.78%	360	8.39%	415	9.67%	307	7.15%	277	6.45%	347	8.08%	0		4 293	100.00%

TABEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

Page

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
ANNÉE 1997-98														
Codes	absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
ANNÉE 1997-98														
Codes	absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
ANNÉE 1997-98														
Codes	absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GRAND TOTAL		0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRES

Page

		DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS												ANNÉE 1997-98													
Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL													
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
- 1/6	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	Total "Humanaire"																										
	-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	Total "Médical"																										
	- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	- 1/6	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0												
63		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
64		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
65		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
66		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
99		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
Total "Réins. soc."																											
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
1/6 - 1/3		01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0												
		02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0												
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
1/6 - 1/3	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	Total "Humanaire"																										
	1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	Total "Médical"																										
	1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	1/6 - 1/3	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0												
63		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
64		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
65		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
66		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
99		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
Total "Réins. soc."																											
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
+ 1/3		01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0												
		02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0												
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
+ 1/3	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	Total "Humanaire"																										
	+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	Total "Médical"																										
	+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
	+ 1/3	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0												
63		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
64		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
65		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
66		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
99		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
Total "Réins. soc."																											
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0													

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

[illegible]

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

			MOIS DE AVRIL À MARS - 1995-1996 À 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	221	7.37	273	8.81	300	10.00	414	13.35	235	7.58	217	7.23	367	11.84	323	10.77	342	11.03	282	9.10	299	10.31	276	8.90	3 549	9.70
		96/97	327	10.90	209	6.74	196	6.53	288	9.29	317	10.23	620	20.67	572	18.45	409	13.63	395	12.74	337	10.87	172	6.14	183	5.90	4 025	11.03
		97/98	132	4.40	121	3.90	102	3.40	195	6.29	245	7.90	246	8.20	277	8.94	258	8.60	199	6.42	254	8.19	344	12.29	0	0.00	2 373	7.10
	Abs.	95/96	46	1.53	1	0.03	0	0.00	10	0.32	24	0.77	2	0.07	9	0.29	2	0.07	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	94	0.26
		96/97	14	0.47	30	0.97	11	0.37	17	0.55	11	0.35	33	1.10	46	1.48	22	0.73	6	0.19	39	1.26	29	1.04	0	0.00	258	0.71
		97/98	0	0.00	0	0.00	4	0.13	0	0.00	0	0.00	21	0.70	5	0.16	18	0.60	31	1.00	50	1.61	14	0.50	0	0.00	143	0.43
Peines cont.	Prés.	95/96	1 492	49.73	1 340	43.23	1 082	36.07	991	31.97	895	28.87	1 256	41.87	1 515	48.87	1 423	47.43	1 241	40.03	1 328	42.84	1 526	52.62	1 681	54.23	15 770	43.09
		96/97	1 496	49.87	1 631	52.61	1 482	49.40	1 226	39.55	963	31.06	1 006	33.53	1 409	45.45	1 476	49.20	1 115	35.97	1 281	41.32	1 315	46.96	1 298	41.87	15 698	43.01
		97/98	1 308	43.60	1 327	42.81	974	32.47	1 048	33.81	1 189	38.35	1 291	43.03	1 274	41.10	1 246	41.53	1 282	41.35	1 307	42.16	1 111	39.68	0	0.00	13 357	39.99
	Abs.	95/96	484	16.13	516	16.65	431	14.37	410	13.23	336	10.84	516	17.20	533	17.19	543	18.10	625	20.16	558	18.00	698	24.07	1 101	35.52	6 751	18.45
		96/97	881	29.37	744	24.00	444	14.80	497	16.03	589	19.00	387	12.90	351	11.32	611	20.37	765	24.68	561	18.10	833	29.75	665	21.45	7 328	20.08
		97/98	761	25.37	683	22.03	726	24.20	538	17.35	551	17.77	426	14.20	699	22.55	756	25.20	722	23.29	657	21.19	984	35.14	0	0.00	7 503	22.46
Peines disc.	Prés.	95/96	40	1.33	52	1.68	42	1.40	37	1.19	62	2.00	42	1.40	15	0.48	26	0.87	24	0.77	27	0.87	10	0.34	21	0.68	398	1.09
		96/97	20	0.67	30	0.97	27	0.90	14	0.45	45	1.45	29	0.97	7	0.23	18	0.60	21	0.68	15	0.48	22	0.79	9	0.29	257	0.70
		97/98	7	0.23	11	0.35	29	0.97	24	0.77	14	0.45	2	0.07	8	0.26	2	0.07	8	0.26	7	0.23	1	0.04	0	0.00	113	0.34
	Abs.	95/96	63	2.10	38	1.23	59	1.97	81	2.61	51	1.65	101	3.37	99	3.19	44	1.47	53	1.71	66	2.13	131	4.52	151	4.87	937	2.56
		96/97	76	2.53	80	2.58	90	3.00	81	2.61	44	1.42	57	1.90	72	2.32	103	3.43	95	3.06	75	2.42	61	2.18	74	2.39	908	2.49
		97/98	60	2.00	72	2.32	55	1.83	48	1.55	52	1.68	49	1.63	55	1.77	59	1.97	46	1.48	70	2.26	85	3.04	0	0.00	651	1.95

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	1 753	58.43	1 665	53.71	1 424	47.47	1 442	46.52	1 192	38.45	1 515	50.50	1 897	61.19	1 772	59.07	1 607	51.84	1 637	52.81	1 835	63.28	1 978	63.81	19 717	53.87
	96/97	1 843	61.43	1 870	60.32	1 705	56.83	1 528	49.29	1 325	42.74	1 655	55.17	1 988	64.13	1 903	63.43	1 531	49.39	1 633	52.68	1 509	53.89	1 490	48.06	19 980	54.74
	97/98	1 447	48.23	1 459	47.06	1 105	36.83	1 267	40.87	1 448	46.71	1 539	51.30	1 559	50.29	1 506	50.20	1 489	48.03	1 568	50.58	1 456	52.00	0	0.00	15 843	47.43
Pers. abs.	95/96	593	19.77	555	17.90	490	16.33	501	16.16	411	13.26	619	20.63	641	20.68	589	19.63	678	21.87	624	20.13	829	28.59	1 252	40.39	7 782	21.26
	96/97	971	32.37	854	27.55	545	18.17	595	19.19	644	20.77	477	15.90	469	15.13	736	24.53	866	27.94	675	21.77	923	32.96	739	23.84	8 494	23.27
	97/98	821	27.37	755	24.35	785	26.17	586	18.90	603	19.45	496	16.53	759	24.48	833	27.77	799	25.77	777	25.06	1 083	38.68	0	0.00	8 297	24.84
Total des pers. inscr.	95/96	2 346	78.20	2 220	71.61	1 914	63.80	1 943	62.68	1 603	51.71	2 134	71.13	2 538	81.87	2 361	78.70	2 285	73.71	2 261	72.94	2 664	91.86	3 230	104.19	27 499	75.13
	96/97	2 814	93.80	2 724	87.87	2 250	75.00	2 123	68.48	1 969	63.52	2 132	71.07	2 457	79.26	2 639	87.97	2 397	77.32	2 308	74.45	2 432	86.86	2 229	71.90	28 474	78.01
	97/98	2 268	75.60	2 214	71.42	1 890	63.00	1 853	59.77	2 051	66.16	2 035	67.83	2 318	74.77	2 339	77.97	2 288	73.81	2 345	75.65	2 539	90.68	0	0.00	24 140	72.28

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																									Page 26				
ANNÉE 1997 - 1998																													
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL			
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
- 1/6	Prés.	592	50.25%	750	61.68%	410	46.80%	252	28.70%	398	38.23%	476	40.93%	475	43.34%	385	34.47%	389	34.03%	437	38.37%	384	39.75%					4 948	41.89%
	Abs.	9	2.36%	20	4.55%	80	16.06%	26	7.69%	4	1.18%	14	4.98%	54	11.49%	53	11.37%	26	6.00%	86	21.83%	136	22.93%	0				508	10.97%
1/6 - 1/3	Prés.	143	12.14%	159	13.08%	247	28.20%	314	35.76%	259	24.88%	276	23.73%	227	20.71%	279	24.98%	303	26.51%	197	17.30%	61	6.31%	0				2 465	20.87%
	Abs.	180	47.24%	231	52.50%	330	66.27%	264	78.11%	285	84.32%	227	80.78%	272	57.87%	267	57.30%	202	46.65%	143	36.29%	243	40.98%	0				2 644	57.08%
+ 1/3	Prés.	443	37.61%	307	25.25%	219	25.00%	312	35.54%	384	36.89%	411	35.34%	394	35.95%	453	40.56%	451	39.46%	505	44.34%	521	53.93%	0				4 400	37.25%
	Abs.	192	50.39%	189	42.95%	88	17.67%	48	14.20%	49	14.50%	40	14.23%	144	30.64%	146	31.33%	205	47.34%	165	41.88%	214	36.09%	0				1 480	31.95%
SOUS	Prés.	1 178	9.97%	1 216	10.29%	876	7.42%	878	7.43%	1 041	8.81%	1 163	9.85%	1 096	9.28%	1 117	9.46%	1 143	9.68%	1 139	9.64%	966	8.18%	0				11 813	71.83%
TOTAL	Abs.	381	8.23%	440	9.50%	498	10.75%	338	7.30%	338	7.30%	281	6.07%	470	10.15%	466	10.06%	433	9.35%	394	8.51%	593	12.80%	0				4 632	28.17%
TOTAL		1 559	9.48%	1 656	10.07%	1 374	8.36%	1 216	7.39%	1 379	8.39%	1 444	8.78%	1 566	9.52%	1 583	9.83%	1 576	9.58%	1 533	9.32%	1 559	9.48%	0			16 445	100.00%	

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	47	36.15%	74	66.67%	37	37.76%	53	31.18%	54	36.49%	54	42.86%	86	50.59%	47	38.84%	71	51.08%	76	47.20%	110	75.86%	0		709	46.68%
	Abs.	25	6.58%	10	4.12%	17	7.46%	17	8.50%	17	7.98%	16	11.19%	15	6.55%	59	20.34%	28	9.69%	10	3.80%	86	21.99%	0		300	10.46%
1/6 - 1/3	Prés.	28	21.54%	18	16.22%	38	38.78%	70	41.18%	35	23.65%	43	34.13%	52	30.59%	44	36.36%	26	18.71%	41	25.47%	13	8.97%	0		408	26.86%
	Abs.	75	19.74%	52	21.40%	47	20.61%	41	20.50%	37	17.37%	33	23.08%	54	23.58%	96	33.10%	85	29.41%	80	30.42%	114	29.16%	0		714	24.89%
+ 1/3	Prés.	55	42.31%	19	17.12%	23	23.47%	47	27.65%	59	39.86%	29	23.02%	32	18.82%	30	24.79%	42	30.22%	44	27.33%	22	15.17%	0		402	26.46%
	Abs.	280	73.68%	181	74.49%	164	71.93%	142	71.00%	159	74.65%	94	65.73%	160	69.87%	135	46.55%	176	60.90%	173	65.78%	191	48.85%	0		1 855	64.66%
SOUS	Prés.	130	8.56%	111	7.31%	98	6.45%	170	11.19%	148	9.74%	126	8.29%	170	11.19%	121	7.97%	139	9.15%	181	10.60%	145	9.55%	0		1 519	34.62%
TOTAL	Abs.	380	13.25%	243	8.47%	228	7.95%	200	6.97%	213	7.42%	143	4.98%	229	7.98%	290	10.11%	289	10.07%	263	9.17%	391	13.63%	0		2 869	65.38%
TOTAL		510	11.62%	354	8.07%	326	7.43%	370	8.43%	361	8.23%	269	6.13%	399	9.09%	411	9.37%	428	9.75%	424	9.66%	536	12.22%	0		4 388	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		0		0		0		0		2	8.00%	8	32.00%	8	32.00%	0		7	28.00%	0		0		25	92.59%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		2	100.00%	0		0		0		0		0		0		2	7.41%
TOTAL		0		0		0		0		0		4	14.81%	8	29.63%	8	29.63%	0		7	25.93%	0		0		27	100.00%
GRAND TOTAL		2 069	9.92%	2 010	9.64%	1 700	8.15%	1 586	7.60%	1 740	8.34%	1 717	8.23%	1 973	9.46%	2 002	9.60%	2 004	9.61%	1 964	9.42%	2 095	10.04%	0		20 860	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS															
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		1	7	30	5	0	14	54	53	12	65	110	0	351	
Total Médical"		0	13	50	21	4	0	0	0	14	21	26	0	149	
Total "Réins. sociale"		8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	
SOUS TOTAL		9	20	80	26	4	14	54	53	26	86	136	0	508	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3															
Total "Humanitaire"		3	11	12	5	5	5	25	39	30	17	115	0	267	
Total Médical"		28	49	67	48	90	58	10	0	0	10	28	0	388	
Total "Réins. sociale"		149	171	251	211	190	164	237	228	172	116	100	0	1 989	
SOUS TOTAL		180	231	330	264	285	227	272	267	202	143	243	0	2 644	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3															
Total "Humanitaire"		151	158	58	17	24	40	144	146	205	165	214	0	1 322	
Total Médical"		41	31	30	31	25	0	0	0	0	0	0	0	158	
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SOUS TOTAL		192	189	88	48	49	40	144	146	205	165	214	0	1 480	
TOTAL		381	440	498	338	338	281	470	466	433	394	593	0	4 632	

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS															
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		25	10	17	17	17	16	15	38	21	10	86	0	272	
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	21	2	0	0	0	23	
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	5	
SOUS TOTAL		25	10	17	17	17	16	15	59	28	10	86	0	300	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3															
Total "Humanitaire"		65	34	26	28	32	29	41	73	45	64	94	0	531	
Total Médical"		0	0	1	0	0	0	0	5	21	0	0	0	27	
Total "Réins. sociale"		10	18	20	13	5	4	13	18	19	16	20	0	156	
SOUS TOTAL		75	52	47	41	37	33	54	96	85	80	114	0	714	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3															
Total "Humanitaire"		120	149	90	67	94	86	114	113	152	124	136	0	1 245	
Total Médical"		0	0	9	0	0	0	0	11	8	31	2	0	61	
Total "Réins. sociale"		160	32	65	75	65	8	46	11	16	18	53	0	549	
SOUS TOTAL		280	181	164	142	159	94	160	135	176	173	191	0	1 855	
TOTAL		380	243	228	200	213	143	229	290	289	263	391	0	2 869	

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE															
Codes		ANNÉE 1997-98													
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Médical"		0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	
Total "Réins. sociale"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	
GRAND TOTAL		761	683	726	538	551	426	699	756	722	657	984	0	7 503	

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Page 102

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	02	0	0	6	0	0	0	1	2	0	2	0	0	13
	03	0	0	15	5	0	0	1	0	0	0	0	0	21
	04	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	05	1	6	0	0	0	0	8	0	0	0	2	0	17
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	10	0	0	0	0	0	14	44	30	9	63	100	0	268
- 1/6	11	0	0	0	0	0	0	0	21	0	0	0	0	21
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanaire"		1	7	30	5	0	14	54	53	12	65	110	0	331
- 1/6		41	0	12	30	10	4	0	0	14	21	0	0	91
Total "Médical"		42	0	1	20	11	0	0	0	0	0	26	0	58
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	14	21	26	0	149
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
SOUS TOTAL		9	20	80	26	4	14	54	53	26	86	136	0	508

1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	3	4	5	7	25	26	6	0	0	81
	03	0	0	0	0	1	0	0	0	3	4	0	0	8
	04	0	1	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0	5
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	2	10	2	0	0	0	18	12	0	7	115	0	157
1/6 - 1/3	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanaire"		3	11	12	5	5	5	25	39	30	17	115	0	267
1/6 - 1/3		41	28	49	67	28	53	46	0	0	10	28	0	309
Total "Médical"		42	0	0	0	20	37	12	10	0	0	0	0	79
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	28	0	388
	62	26	34	86	113	116	100	125	121	42	65	28	0	856
	63	48	68	109	62	39	28	39	17	0	14	28	0	452
	64	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	65	74	68	56	36	35	36	73	87	130	37	44	0	676
	66	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		149	171	251	211	190	164	237	228	172	116	100	0	1 989
SOUS TOTAL		180	231	330	264	285	227	272	267	202	143	243	0	2 644

+ 1/3	01	2	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	02	9	5	3	6	2	28	103	88	118	112	78	0	552
	03	0	0	4	0	0	0	4	0	3	0	0	0	11
	04	0	0	0	2	0	0	0	0	31	1	0	0	34
	05	0	0	0	0	4	0	0	0	0	6	0	0	10
	06	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	118	153	40	5	19	12	29	56	53	46	116	0	647
+ 1/3	11	22	0	7	0	3	0	8	0	0	0	0	0	40
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanaire"		151	158	58	17	24	40	144	146	205	165	214	0	1 322
+ 1/3		41	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
Total "Médical"		42	33	31	30	31	25	0	0	0	0	0	0	150
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	158
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		192	189	88	48	49	40	144	146	205	165	214	0	1 480
TOTAL		381	440	498	338	338	281	470	466	433	394	593	0	4 632

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

Page 103

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
Fraction		ANNÉE 1997-98												
sentence	Codes	avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	2
	02	0	0	3	0	0	6	0	0	3	2	0	0	14
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	04	0	0	0	2	3	0	0	0	0	0	7	0	12
	05	3	10	8	5	10	0	12	15	0	0	12	0	75
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	4	0	11
	10	22	0	6	10	4	10	2	15	17	8	63	0	157
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		25	10	17	17	17	16	15	38	21	10	86	0	272
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	4
	42	0	0	0	0	0	0	0	17	2	0	0	0	19
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	21	2	0	0	0	23
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	5
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	5
SOUS TOTAL		25	10	17	17	17	16	15	59	28	10	86	0	300

1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	3	5	5	0	0	0	13
	02	0	0	2	0	0	10	0	3	2	6	0	0	23
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	04	0	15	0	2	13	0	0	0	0	0	0	0	30
	05	13	0	14	12	8	1	23	36	7	1	11	0	126
	06	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	10	52	19	10	14	11	15	13	28	34	57	81	0	334
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	34	26	28	32	29	41	73	45	64	94	0	0	531
	1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	5
	42	0	0	1	0	0	0	0	0	21	0	0	0	22
	Total "Médical"	0	0	1	0	0	0	0	5	21	0	0	0	27
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	14	0	0	0	0	13	2	0	0	0	29
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	1	4	0	0	0	0	0	0	5
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	10	18	6	13	4	0	13	5	17	16	20	0	122
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	10	18	20	13	5	4	13	18	19	16	20	0	156
	SOUS TOTAL	75	52	47	41	37	33	54	96	85	80	114	0	714

+ 1/3	01	0	0	0	0	0	7	9	10	0	0	0	0	26
	02	0	0	4	0	0	22	26	0	0	9	0	0	61
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3
	04	1	0	0	7	16	8	0	0	0	0	0	0	32
	05	25	11	28	25	13	8	5	68	37	2	0	0	222
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	94	138	58	35	65	36	73	35	112	113	136	0	895
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	4	1	0	0	0	0	0	5
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	86	114	113	152	124	136	0	1 245
	+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0	0	11
	42	0	0	9	0	0	0	0	0	8	31	2	0	50
	Total "Médical"	0	0	9	0	0	0	0	11	8	31	2	0	61
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	10	0	12	20	0	0	0	0	4	0	0	0	46
+ 1/3	63	0	0	0	0	0	8	23	0	12	0	0	0	43
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	150	32	53	55	65	0	23	11	0	18	53	0	460
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	160	32	65	75	65	8	46	11	16	18	53	0	549
	SOUS TOTAL	280	181	164	142	159	94	160	135	176	173	191	0	1 855
TOTAL		380	243	228	200	213	143	229	290	289	263	391	0	2 869

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1997-98												
	Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ÎLES

Statut État Année			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																											
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL			
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	123	4.10	182	5.87	161	5.37	155	5.00	143	4.61	138	4.60	164	5.29	138	4.60	123	3.97	154	4.97	157	5.41	138	4.45	1 776	4.85		
		96/97	147	4.90	145	4.68	104	3.47	126	4.06	185	5.97	203	6.77	153	4.94	196	6.53	169	5.45	236	7.61	130	4.64	188	6.06	1 982	5.43		
		97/98	156	5.20	194	6.26	116	3.87	201	6.48	181	5.84	218	7.27	171	5.52	213	7.10	184	5.94	176	5.68	254	9.07	0	0.00	2 064	6.18		
	Abs.	95/96	2	0.07	10	0.32	0	0.00	4	0.13	0	0.00	4	0.13	1	0.03	7	0.23	21	0.68	10	0.32	0	0.00	4	0.13	63	0.17		
		96/97	6	0.20	31	1.00	18	0.60	0	0.00	0	0.00	39	1.30	33	1.06	34	1.13	52	1.68	53	1.71	5	0.18	4	0.13	275	0.75		
		97/98	3	0.10	0	0.00	0	0.00	3	0.10	3	0.10	0	0.00	3	0.10	0	0.00	4	0.13	0	0.00	1	0.04	0	0.00	17	0.05		
Peines cont.	Prés.	95/96	381	12.70	435	14.03	368	12.27	362	11.68	375	12.10	381	12.70	398	12.84	351	11.70	391	12.61	406	13.10	391	13.48	393	12.68	4 632	12.66		
		96/97	413	13.77	379	12.23	345	11.50	325	10.48	236	7.61	400	13.33	448	14.45	442	14.73	472	15.23	419	13.52	434	15.50	531	17.13	4 844	13.27		
		97/98	504	16.80	538	17.35	579	19.30	482	15.55	384	12.39	467	15.57	506	16.32	448	14.93	452	14.58	490	15.81	439	15.68	0	0.00	5 289	15.84		
	Abs.	95/96	414	13.80	351	11.32	366	12.20	386	12.45	341	11.00	324	10.80	228	7.35	189	6.30	239	7.71	248	8.00	284	9.79	368	11.87	3 738	10.21		
		96/97	267	8.90	293	9.45	337	11.23	254	8.19	257	8.29	282	9.40	387	12.48	433	14.43	465	15.00	255	8.23	186	6.64	334	10.77	3 750	10.27		
		97/98	371	12.37	361	11.65	582	19.40	548	17.68	402	12.97	347	11.57	324	10.45	277	9.23	285	9.19	235	7.58	293	10.46	0	0.00	4 025	12.05		
Peines disc.	Prés.	95/96	3	0.10	0	0.00	5	0.17	2	0.06	0	0.00	1	0.03	13	0.42	0	0.00	3	0.10	6	0.19	2	0.07	0	0.00	35	0.10		
		96/97	1	0.03	0	0.00	3	0.10	0	0.00	15	0.48	2	0.07	0	0.00	0	0.00	4	0.13	7	0.23	0	0.00	0	0.00	32	0.09		
		97/98	0	0.00	2	0.06	0	0.00	0	0.00	6	0.19	1	0.03	0	0.00	0	0.00	3	0.10	1	0.03	0	0.00	0	0.00	13	0.04		
	Abs.	95/96	75	2.50	58	1.87	48	1.60	56	1.81	14	0.45	8	0.27	6	0.19	2	0.07	2	0.06	10	0.32	15	0.52	20	0.65	314	0.86		
		96/97	14	0.47	12	0.39	15	0.50	12	0.39	13	0.42	13	0.43	10	0.32	16	0.53	0	0.00	0	0.00	2	0.07	3	0.10	110	0.30		
		97/98	2	0.07	2	0.06	2	0.07	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	9	0.30	4	0.13	5	0.16	1	0.04	0	0.00	26	0.08		

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	507	16.90	617	19.90	534	17.80	519	16.74	518	16.71	520	17.33	575	18.55	489	16.30	517	16.68	566	18.26	550	18.97	531	17.13	6 443	17.60
	96/97	561	18.70	524	16.90	452	15.07	451	14.55	436	14.06	605	20.17	601	19.39	638	21.27	645	20.81	662	21.35	564	20.14	719	23.19	6 858	18.79
	97/98	660	22.00	734	23.68	695	23.17	683	22.03	571	18.42	686	22.87	677	21.84	661	22.03	639	20.61	667	21.52	693	24.75	0	0.00	7 366	22.05
Pers. abs.	95/96	491	16.37	419	13.52	414	13.80	446	14.39	355	11.45	336	11.20	235	7.58	198	6.60	262	8.45	268	8.65	299	10.31	392	12.65	4 115	11.24
	96/97	287	9.57	336	10.84	370	12.33	266	8.58	270	8.71	334	11.13	430	13.87	483	16.10	517	16.68	308	9.94	193	6.89	341	11.00	4 135	11.33
	97/98	376	12.53	363	11.71	584	19.47	551	17.77	405	13.06	347	11.57	328	10.58	286	9.53	293	9.45	240	7.74	295	10.54	0	0.00	4 068	12.18
Total des pers. inscr.	95/96	998	33.27	1 036	33.42	948	31.60	965	31.13	873	28.16	856	28.53	810	26.13	687	22.90	779	25.13	834	26.90	849	29.28	923	29.77	10 558	28.85
	96/97	848	28.27	860	27.74	822	27.40	717	23.13	706	22.77	939	31.30	1 031	33.26	1 121	37.37	1 162	37.48	970	31.29	757	27.04	1 060	34.19	10 993	30.12
	97/98	1 036	34.53	1 097	35.39	1 279	42.63	1 234	39.81	976	31.48	1 033	34.43	1 005	32.42	947	31.57	932	30.06	907	29.26	988	35.29	0	0.00	11 434	34.23

**RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ÎLES**

		DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																				Page 33					
		ANNÉE 1997 - 1998																									
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	314	77.53%	232	50.54%	261	58.78%	139	38.94%	87	27.97%	114	32.02%	96	28.66%	31	13.36%	87	34.39%	121	37.69%	100	32.26%	0		1 582	41.82%
	Abs.	0		7	3.74%	18	4.05%	2	0.42%	0		0		5	3.25%	0		15	12.61%	0		5	3.50%	0		52	1.99%
1/6 - 1/3	Prés.	64	15.80%	136	29.63%	119	26.80%	133	37.25%	79	25.40%	42	11.80%	91	27.16%	72	31.03%	35	13.83%	70	21.81%	67	21.61%	0		908	24.00%
	Abs.	122	63.54%	93	49.73%	187	42.12%	220	46.61%	203	52.45%	97	44.70%	69	44.81%	119	76.77%	69	57.98%	74	53.62%	102	71.33%	0		1 355	51.96%
+ 1/3	Prés.	27	6.67%	91	19.83%	64	14.41%	85	23.81%	145	46.62%	200	56.18%	148	44.18%	129	55.60%	131	51.78%	130	40.50%	143	46.13%	0		1 293	34.18%
	Abs.	70	36.46%	87	46.52%	239	53.83%	250	52.97%	184	47.55%	120	55.30%	80	51.95%	36	23.23%	35	29.41%	64	46.38%	36	25.17%	0		1 201	46.05%
SOUS	Prés.	405	10.71%	459	12.13%	444	11.74%	357	9.44%	311	8.22%	356	9.41%	335	8.86%	232	6.13%	253	6.69%	321	8.49%	310	8.19%	0		3 783	59.19%
TOTAL	Abs.	192	7.36%	187	7.17%	444	17.02%	472	18.10%	387	14.84%	217	8.32%	154	5.90%	155	5.94%	119	4.58%	138	5.29%	143	5.48%	0		2 608	40.81%
TOTAL		597	9.34%	646	10.11%	888	13.89%	829	12.97%	698	10.92%	573	8.97%	489	7.65%	387	6.06%	372	5.82%	459	7.18%	453	7.09%	0		6 391	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ÎLES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	40	40.40%	23	30.67%	26	19.26%	16	14.81%	19	26.76%	45	43.69%	88	51.46%	59	27.31%	37	18.59%	27	18.12%	45	38.79%	0		425	29.47%
	Abs.	18	10.06%	3	1.72%	6	4.35%	4	5.26%	1	6.67%	26	20.00%	16	9.41%	9	7.38%	14	8.43%	8	8.25%	48	32.00%	0		153	10.80%
1/6 - 1/3	Prés.	26	26.26%	29	38.67%	36	26.67%	8	7.41%	30	42.25%	22	21.36%	56	32.75%	47	21.76%	61	30.65%	28	18.79%	21	18.10%	0		364	25.24%
	Abs.	14	7.82%	34	19.54%	18	13.04%	7	9.21%	6	40.00%	36	27.69%	45	26.47%	28	22.95%	40	24.10%	28	28.87%	48	32.00%	0		304	21.45%
+ 1/3	Prés.	33	33.33%	23	30.67%	73	54.07%	84	77.78%	22	30.99%	36	34.95%	27	15.79%	110	50.93%	101	50.75%	94	63.09%	50	43.10%	0		653	45.28%
	Abs.	147	82.12%	137	78.74%	114	82.61%	65	85.53%	8	53.33%	68	52.31%	109	64.12%	85	69.67%	112	67.47%	61	62.89%	54	36.00%	0		960	67.75%
SOUS	Prés.	99	6.87%	75	5.20%	135	9.36%	108	7.49%	71	4.92%	103	7.14%	171	11.86%	216	14.98%	199	13.80%	149	10.33%	116	8.04%	0		1 442	50.44%
TOTAL	Abs.	179	12.63%	174	12.28%	138	9.74%	78	5.36%	15	1.06%	130	9.17%	170	12.00%	122	8.61%	166	11.71%	97	6.85%	150	10.59%	0		1 417	49.56%
TOTAL		278	9.72%	249	8.71%	273	9.55%	184	6.44%	86	3.01%	233	8.15%	341	11.93%	338	11.82%	365	12.77%	246	8.60%	266	9.30%	0		2 859	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ÎLES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																													
Fraction sentence		Pers. prés. & abs.		ANNÉE 1997 - 1998																									
				Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
				Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS		Prés.		0		4	6.25%	0		17	26.56%	2	3.13%	8	12.50%	0		0		0		20	31.25%	13	20.31%	0		64	100.00%
TOTAL		Abs.		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL				0		4	6.25%	0		17	26.56%	2	3.13%	8	12.50%	0		0		0		20	31.25%	13	20.31%	0		64	100.00%
GRAND TOTAL				875	9.39%	899	9.65%	1 161	12.47%	1 030	11.06%	786	8.44%	814	8.74%	830	8.91%	725	7.78%	737	7.91%	725	7.78%	732	7.86%	0		9 314	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE ÉTABLISSMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ÎLES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
ANNÉE 1997-98														
Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
absences														
Total "Humanitaire"	0	7	13	2	0	0	5	0	15	0	5	0	47	
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Réins. sociale"	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	
SOUS TOTAL	0	7	18	2	0	0	5	0	15	0	5	0	52	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"	22	23	33	7	8	23	19	10	10	3	13	0	171	
Total Médical"	0	13	16	60	37	0	0	17	0	0	0	0	143	
Total "Réins. sociale"	100	57	138	153	158	74	50	92	59	71	89	0	1 041	
SOUS TOTAL	122	93	187	220	203	97	69	119	69	74	102	0	1 355	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"	70	87	239	250	161	90	58	36	32	64	35	0	1 122	
Total Médical"	0	0	0	0	23	30	22	0	0	0	1	0	76	
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3	
SOUS TOTAL	70	87	239	250	184	120	80	36	35	64	36	0	1 201	
TOTAL	192	187	444	472	387	217	154	155	119	138	143	0	2 608	

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
ANNÉE 1997-98														
Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
absences														
Total "Humanitaire"	18	3	6	4	1	26	16	9	10	8	48	0	149	
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4	
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SOUS TOTAL	18	3	6	4	1	26	16	9	14	8	48	0	153	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"	8	32	18	7	6	36	36	19	25	8	48	0	243	
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	3	
Total "Réins. sociale"	6	2	0	0	0	8	9	13	20	0	0	0	58	
SOUS TOTAL	14	34	18	7	6	36	45	28	40	28	48	0	304	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"	64	48	70	42	8	64	91	61	61	21	43	0	573	
Total Médical"	0	0	0	0	0	4	0	0	1	21	5	0	31	
Total "Réins. sociale"	83	89	44	23	0	18	24	50	19	6	0	0	356	
SOUS TOTAL	147	137	114	65	8	68	109	85	112	61	54	0	960	
TOTAL	179	174	138	76	15	130	170	122	166	97	150	0	1 417	

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
ANNÉE 1997-98														
Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
absences														
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SOUS TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
GRAND TOTAL	371	361	582	548	402	347	324	277	285	235	293	0	4 025	

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ÎLES

Page 130

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS															Page 133
Fraction sentence		ANNÉE 1997-98													TOTAL
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars		
Codes absences															
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	02	0	3	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	
	03	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	
	04	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	
	05	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	07	0	4	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	8	
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
- 1/6	11	0	0	0	0	0	0	0	0	15	0	5	0	20	
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Humanaire"		0	7	13	2	0	0	5	0	15	0	5	0	47	
- 1/6		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	65	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Réins. soc."		0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	
SOUS TOTAL		0	7	18	2	0	0	5	0	15	0	5	0	52	
1/6 - 1/3	01	0	0	0	4	2	0	0	0	0	0	0	0	6	
	02	22	15	5	3	6	4	10	2	0	3	0	0	70	
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	04	0	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	07	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	4	
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	10	0	4	23	0	0	0	19	8	10	0	12	0	83	
1/6 - 1/3	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Humanaire"		22	23	33	7	8	23	19	10	10	3	13	0	171	
1/6 - 1/3		0	13	16	60	37	0	0	17	0	0	0	0	143	
Total "Médical"		0	13	16	60	37	0	0	17	0	0	0	0	143	
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	64	17	3	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39	
	65	83	54	119	153	158	74	50	92	59	71	89	0	1 002	
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Réins. soc."		100	57	138	153	158	74	50	92	59	71	89	0	1 041	
SOUS TOTAL		122	93	187	220	203	97	69	119	69	74	102	0	1 355	

+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	8	0	10
	02	14	43	74	31	4	4	5	15	16	10	3	0	219
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	2
	05	30	31	30	31	28	0	0	0	0	0	0	0	150
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	4
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	26	11	135	188	129	85	49	21	16	54	23	0	737
+ 1/3	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanaire"		70	87	239	250	161	90	58	36	32	64	35	0	1 122
+ 1/3		0	0	0	0	23	30	21	0	0	0	1	0	75
Total "Médical"		0	0	0	0	23	30	22	0	0	0	1	0	76
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3
SOUS TOTAL		70	87	239	250	184	120	80	36	35	64	36	0	1 201
TOTAL		192	187	444	472	387	217	154	155	119	138	143	0	2 608

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DETENTION DE SEPT-ÎLES

Page 131

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
Fraction		ANNÉE 1997-98												
sentence	Codes	avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	4
	05	0	0	0	0	1	7	0	0	0	0	0	0	8
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	1	3	6	4	0	19	14	7	10	8	48	0	120
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	18	3	6	4	1	26	16	9	10	8	48	0	149
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SOUS TOTAL	18	3	6	4	1	26	16	9	14	8	48	0	153
1/6 - 1/3	01	0	2	10	0	0	0	0	3	9	0	0	0	24
	02	6	18	0	0	0	0	0	1	2	1	0	0	28
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	1	0	3	3	0	0	0	0	7
	05	0	0	0	0	0	12	0	0	0	0	0	0	12
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	2	12	8	7	5	24	32	12	14	7	48	0	171
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	8	32	18	7	6	36	36	19	25	8	48	0	243
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	3
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	3
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	6	2	0	0	0	0	8	6	13	20	0	0	55
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	6	2	0	0	0	0	8	9	13	20	0	0	58
	SOUS TOTAL	14	34	18	7	6	36	45	28	40	28	48	0	304
+ 1/3	01	3	0	20	12	0	0	0	0	5	0	2	0	42
	02	20	15	27	2	1	0	0	9	12	2	0	0	88
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	4	0	0	3	8	3	0	0	0	18
	05	0	1	0	0	0	11	8	0	0	0	0	0	20
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	41	32	23	24	7	53	80	44	41	19	41	0	405
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	64	48	70	42	8	64	91	61	61	21	43	0	573
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	4	0	0	0	21	5	0	30
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Total "Médical"		0	0	0	0	0	4	0	0	1	21	5	0	31
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	13	31	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49
	65	70	58	39	23	0	0	18	24	50	19	6	0	307
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	83	89	44	23	0	0	18	24	50	19	6	0	356
	SOUS TOTAL	147	137	114	65	8	68	109	85	112	61	54	0	960
TOTAL		179	174	138	76	15	130	170	122	166	97	150	0	1 417

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

Statut			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	936	31.20	776	25.03	879	29.30	773	24.94	667	21.52	886	29.53	911	29.39	702	23.40	643	20.74	662	21.35	771	26.59	783	25.26	9 389	25.65
		96/97	746	24.87	840	27.10	927	30.90	1 328	42.84	1 268	40.90	1 432	47.73	1 481	47.77	1 612	53.73	1 369	44.16	1 555	50.16	1 420	50.71	1 568	50.58	15 546	42.59
		97/98	1 143	38.10	1 173	37.84	900	30.00	1 008	32.52	1 273	41.06	1 636	54.53	1 416	45.68	1 296	43.20	1 432	46.19	1 383	44.61	1 263	45.11	0	0.00	13 923	41.69
	Abs.	95/96	42	1.40	77	2.48	39	1.30	60	1.94	38	1.23	53	1.77	121	3.90	96	3.20	83	2.68	94	3.03	101	3.48	83	2.68	887	2.42
		96/97	129	4.30	67	2.16	86	2.87	87	2.81	253	8.16	293	9.77	408	13.16	333	11.10	187	6.03	180	5.81	124	4.43	53	1.71	2 200	6.03
		97/98	138	4.60	126	4.06	161	5.37	231	7.45	239	7.71	105	3.50	77	2.48	96	3.20	126	4.06	207	6.68	139	4.96	0	0.00	1 645	4.93
Peines cont.	Prés.	95/96	4 344	144.80	4 394	141.74	3 025	100.83	2 749	88.68	2 812	90.71	2 695	89.83	3 762	121.35	4 498	149.93	4 709	151.90	4 782	154.26	4 501	155.21	4 871	157.13	47 142	128.80
		96/97	4 642	154.73	4 626	149.23	3 853	128.43	2 987	96.35	2 851	91.97	3 434	114.47	4 326	139.55	3 980	132.67	4 223	136.23	4 201	135.52	3 675	131.25	4 170	134.52	46 968	128.68
		97/98	4 166	138.87	4 114	132.71	2 736	91.20	2 649	85.45	2 394	77.23	2 522	84.07	3 776	121.81	4 055	135.17	4 066	131.16	4 109	132.55	3 614	129.07	0	0.00	38 201	114.37
	Abs.	95/96	1 834	61.13	1 595	51.45	1 740	58.00	1 114	35.94	921	29.71	754	25.13	1 034	33.35	930	31.00	1 184	38.19	1 160	37.42	1 266	43.66	1 331	42.94	14 863	40.61
		96/97	1 259	41.97	1 471	47.45	2 221	74.03	3 916	126.32	2 957	95.39	2 763	92.10	3 190	102.90	2 795	93.17	3 254	104.97	3 102	100.06	3 148	112.43	4 242	136.84	34 318	94.02
		97/98	4 401	146.70	4 113	132.68	3 756	125.20	3 159	101.90	2 602	83.94	2 701	90.03	2 570	82.90	2 602	86.73	2 820	90.97	2 402	77.48	2 033	72.61	0	0.00	33 159	99.28
Peines disc.	Prés.	95/96	32	1.07	42	1.35	8	0.27	12	0.39	12	0.39	16	0.53	9	0.29	13	0.43	46	1.48	8	0.26	47	1.62	47	1.52	292	0.80
		96/97	20	0.67	37	1.19	33	1.10	43	1.39	58	1.87	48	1.60	71	2.29	58	1.93	70	2.26	55	1.77	151	5.39	14	0.45	658	1.80
		97/98	31	1.03	46	1.48	77	2.57	69	2.23	90	2.90	49	1.63	25	0.81	72	2.40	21	0.68	92	2.97	32	1.14	0	0.00	604	1.81
	Abs.	95/96	74	2.47	17	0.55	9	0.30	4	0.13	0	0.00	1	0.03	6	0.19	26	0.87	8	0.26	5	0.16	150	5.17	5	0.16	305	0.83
		96/97	14	0.47	1	0.03	43	1.43	166	5.35	104	3.35	122	4.07	145	4.68	130	4.33	63	2.03	97	3.13	51	1.82	144	4.65	1 080	2.96
		97/98	267	8.90	123	3.97	96	3.20	66	2.13	64	2.06	87	2.90	39	1.26	53	1.77	33	1.06	40	1.29	53	1.89	0	0.00	921	2.76

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	5 312	177.07	5 212	168.13	3 912	130.40	3 534	114.00	3 491	112.61	3 597	119.90	4 682	151.03	5 213	173.77	5 398	174.13	5 452	175.87	5 319	183.41	5 701	183.90	56 823	155.25
	96/97	5 408	180.27	5 503	177.52	4 813	160.43	4 358	140.58	4 177	134.74	4 914	163.80	5 878	189.61	5 650	188.33	5 662	182.65	5 811	187.45	5 246	187.36	5 752	185.55	63 172	173.07
	97/98	5 340	178.00	5 333	172.03	3 713	123.77	3 726	120.19	3 757	121.19	4 207	140.23	5 217	168.29	5 423	180.77	5 519	178.03	5 584	180.13	4 909	175.32	0	0.00	52 728	157.87
Pers. abs.	95/96	1 950	65.00	1 689	54.48	1 788	59.60	1 178	38.00	959	30.94	808	26.93	1 161	37.45	1 052	35.07	1 275	41.13	1 259	40.61	1 517	52.31	1 419	45.77	16 055	43.87
	96/97	1 402	46.73	1 539	49.65	2 350	78.33	4 169	134.48	3 314	106.90	3 178	105.93	3 743	120.74	3 258	108.60	3 504	113.03	3 379	109.00	3 323	118.68	4 439	143.19	37 598	103.01
	97/98	4 806	160.20	4 362	140.71	4 013	133.77	3 456	111.48	2 905	93.71	2 893	96.43	2 686	86.65	2 751	91.70	2 979	96.10	2 649	85.45	2 225	79.46	0	0.00	35 725	106.96
Total des pers. inscr.	95/96	7 262	242.07	6 901	222.61	5 700	190.00	4 712	152.00	4 450	143.55	4 405	146.83	5 843	188.48	6 265	208.83	6 673	215.26	6 711	216.48	6 836	235.72	7 120	229.68	72 878	199.12
	96/97	6 810	227.00	7 042	227.16	7 163	238.77	8 527	275.06	7 491	241.65	8 092	269.73	9 621	310.35	8 908	296.93	9 166	295.68	9 190	296.45	8 569	306.04	10 191	328.74	100 770	276.08
	97/98	10 146	338.20	9 695	312.74	7 726	257.53	7 182	231.68	6 662	214.90	7 100	236.67	7 903	254.94	8 174	272.47	8 498	274.13	8 233	265.58	7 134	254.79	0	0.00	88 453	264.83

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

		DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																				Page 15					
		ANNÉE 1997 - 1998																									
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	1 250	37.62%	922	28.45%	728	32.28%	799	35.70%	737	37.09%	893	44.45%	1 522	51.68%	1 581	48.78%	1 357	42.49%	1382	44.90%	1338	48.06%	0		12 509	41.29%
	Abs.	128	10.27%	90	6.04%	128	7.54%	82	6.04%	121	10.09%	91	9.30%	17	2.29%	71	8.92%	71	6.87%	26	2.59%	61	8.12%	0		886	7.21%
1/6 - 1/3	Prés.	763	22.96%	939	28.97%	651	28.87%	543	24.26%	389	19.58%	374	18.62%	642	21.80%	796	24.56%	766	23.98%	714	23.20%	660	23.71%	0		7 237	23.89%
	Abs.	918	73.68%	1 019	68.44%	933	54.95%	638	46.98%	502	41.87%	480	49.08%	493	66.44%	536	67.34%	788	76.21%	708	70.52%	543	72.30%	0		7 558	61.47%
+ 1/3	Prés.	1 310	39.42%	1 380	42.58%	876	38.85%	896	40.04%	861	43.33%	742	36.93%	781	26.52%	864	26.66%	1 071	33.53%	982	31.90%	786	28.23%	0		10 549	34.82%
	Abs.	200	16.05%	380	25.52%	637	37.51%	638	46.98%	576	48.04%	407	41.62%	232	31.27%	189	23.74%	175	16.92%	270	26.89%	147	19.57%	0		3 851	31.32%
SOUS	Prés.	3 323	10.97%	3 241	10.70%	2 255	7.44%	2 238	7.39%	1 987	8.56%	2 009	6.63%	2 945	9.72%	3 241	10.70%	3 194	10.54%	3 078	10.16%	2 784	9.19%	0		30 295	71.13%
TOTAL	Abs.	1 246	10.13%	1 489	12.11%	1 698	13.81%	1 358	11.05%	1 189	9.75%	978	7.95%	742	8.03%	796	6.47%	1 034	8.41%	1 004	8.17%	751	6.11%	0		12 295	28.87%
TOTAL		4 569	10.73%	4 730	11.11%	3 953	9.28%	3 596	8.44%	3 186	7.48%	2 987	7.01%	3 687	8.66%	4 037	9.48%	4 228	9.93%	4 082	9.58%	3 535	8.30%	0		42 590	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	438	53.87%	417	47.99%	243	51.37%	153	40.16%	183	46.80%	238	47.13%	358	45.96%	356	43.95%	416	47.76%	400	39.14%	364	45.44%	0		3 566	46.22%
	Abs.	232	7.37%	132	5.03%	181	8.88%	171	9.53%	198	14.11%	200	11.67%	211	11.54%	200	11.02%	140	7.82%	108	7.73%	123	9.63%	0		1 896	9.10%
1/6 - 1/3	Prés.	154	18.94%	253	29.11%	114	24.10%	93	24.41%	101	25.83%	123	24.36%	168	21.57%	209	25.80%	256	29.39%	252	24.66%	188	23.47%	0		1 911	24.77%
	Abs.	767	24.36%	565	21.53%	530	25.99%	445	24.79%	365	26.02%	507	29.58%	500	27.35%	605	33.33%	410	22.91%	299	21.39%	391	30.62%	0		5 384	25.85%
+ 1/3	Prés.	221	27.18%	199	22.90%	116	24.52%	135	35.43%	107	27.37%	144	28.51%	253	32.48%	245	30.25%	199	22.85%	370	36.20%	249	31.09%	0		2 238	29.01%
	Abs.	2 149	68.27%	1 927	73.44%	1 328	65.13%	1 179	65.68%	840	59.87%	1 007	58.75%	1 117	61.11%	1 010	55.65%	1 240	69.27%	991	70.89%	763	59.75%	0		13 551	65.05%
SOUS	Prés.	813	10.54%	869	11.26%	473	6.13%	381	4.94%	391	5.07%	505	6.55%	779	10.10%	810	10.50%	871	11.20%	1 022	13.25%	801	10.38%	0		7 715	27.03%
TOTAL	Abs.	3 148	15.11%	2 624	12.60%	2 039	9.79%	1 795	8.62%	1 403	6.74%	1 714	8.23%	1 828	8.78%	1 815	8.71%	1 790	8.59%	1 398	6.71%	1 277	6.13%	0		20 831	72.97%
TOTAL		3 961	13.88%	3 493	12.24%	2 512	8.80%	2 176	7.62%	1 794	6.28%	2 219	7.77%	2 607	9.13%	2 625	9.20%	2 661	9.32%	2 420	8.48%	2 078	7.28%	0		28 546	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	30	15.71%	4	2.09%	8	4.19%	30	15.71%	16	8.38%	8	4.19%	52	27.23%	4	2.09%	1	0.52%	9	4.71%	29	15.18%	0		191	80.59%
TOTAL	Abs.	7	15.22%	0		19	41.30%	6	13.04%	0		9	19.57%	0		0		0		0		5	10.87%	0		46	19.41%
TOTAL		37	15.61%	4	1.69%	27	11.39%	36	15.19%	16	6.75%	17	7.17%	52	21.94%	4	1.69%	1	0.42%	9	3.80%	34	14.35%	0		237	100.00%
GRAND TOTAL		8 567	12.00%	8 227	11.53%	6 492	9.10%	5 808	8.14%	4 996	7.00%	5 223	7.32%	6 346	8.89%	6 666	9.34%	6 890	9.65%	6 511	9.12%	5 647	7.91%	0		71 373	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes absences		ANNÉE 1997-98											
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars
Total "Humanitaire"		77	35	94	51	89	64	17	63	42	13	55	0
Total Médical"		21	25	0	0	0	0	0	0	0	13	6	0
Total "Réins. sociale"		30	30	34	31	32	27	0	8	29	0	0	0
SOUS TOTAL		128	90	128	82	121	91	17	71	71	26	61	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"		119	157	219	189	108	100	71	91	227	84	54	0
Total Médical"		0	6	30	13	0	0	0	0	0	0	8	0
Total "Réins. sociale"		799	856	684	436	394	380	422	445	561	624	481	0
SOUS TOTAL		918	1 019	933	638	502	480	493	536	788	708	543	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"		200	371	587	546	483	325	192	185	153	248	137	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	9	50	92	93	82	40	4	22	22	10	0
SOUS TOTAL		200	380	637	638	576	407	232	189	175	270	147	0
TOTAL		1 246	1 489	1 698	1 358	1 199	978	742	796	1 034	1 004	751	0

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes absences		ANNÉE 1997-98											
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars
Total "Humanitaire"		214	130	173	153	193	182	201	199	140	107	119	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		18	2	8	18	5	18	10	0	0	1	4	0
SOUS TOTAL		232	132	181	171	198	200	211	200	140	108	123	0
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"		127	81	82	32	74	53	128	118	59	37	85	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		640	484	448	413	291	454	372	484	351	262	306	0
SOUS TOTAL		767	565	530	445	365	507	500	605	410	299	391	0
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"		120	241	171	123	126	100	198	199	245	88	105	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		2 029	1 686	1 157	1 056	714	907	919	806	995	903	658	0
SOUS TOTAL		2 149	1 927	1 328	1 179	840	1 007	1 117	1 010	1 240	991	763	0
TOTAL		3 148	2 624	2 039	1 795	1 403	1 714	1 828	1 815	1 790	1 398	1 277	0

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
ANNÉE 1997-98													
Codes absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars
Total "Humanitaire"		0	0	19	0	0	9	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0
Total "Réins. sociale"		7	0	0	6	0	0	0	0	0	0	2	0
SOUS TOTAL		7	0	19	6	0	9	0	0	0	0	5	0
TOTAL		4 401	4 113	3 756	3 159	2 602	2 701	2 570	2 611	2 824	2 402	2 033	0

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

Page 59

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS															
Fraction sentence		ANNÉE 1997-98													
		Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	2	13	0	0	0	17
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	214	130	171	153	193	182	199	186	138	107	119	0	1 792	0
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
	- 1/6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	18	2	8	18	5	18	8	0	1	4	0	0	82	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	18	2	8	18	5	18	10	0	0	1	4	0	84	0
	SOUS TOTAL	232	132	181	171	198	200	211	200	140	108	123	0	1 896	0
1/6 - 1/3	01	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	02	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	03	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	17	7	0	0	0	24
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	121	80	80	31	74	53	128	101	52	37	85	0	842	0
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1/6 - 1/3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	23	0	0	0	0	0	0	0	23
	62	21	40	22	19	14	28	46	111	8	31	59	0	399	0
1/6 - 1/3	63	0	0	6	0	0	9	8	6	38	5	0	0	72	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	619	444	420	394	277	394	318	367	305	226	247	0	4 011	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	640	484	448	413	291	454	372	484	351	262	306	0	4 505	0
	SOUS TOTAL	767	565	530	445	365	507	500	605	410	299	391	0	5 384	0
+ 1/3	01	14	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	16
	02	0	0	0	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	7
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	1	32	11	0	0	44
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	106	241	169	116	126	100	198	198	213	77	105	0	1 649	0
Total "Humanitaire"	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	5
	+ 1/3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	12	8	31	9	0	0	0	0	0	60
	62	132	121	57	67	39	51	87	94	200	91	78	0	1 017	0
+ 1/3	63	84	15	42	23	3	22	13	4	53	68	0	0	327	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	1 813	1 550	1 058	966	660	826	788	699	742	744	580	0	10 426	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	2 029	1 686	1 157	1 056	714	907	919	806	995	903	658	0	11 830	0
	SOUS TOTAL	2 149	1 927	1 328	1 179	840	1 007	1 117	1 010	1 240	991	763	0	13 551	0
TOTAL		3 148	2 624	2 039	1 795	1 403	1 714	1 828	1 815	1 790	1 398	1 277	0	20 831	0

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													Page 60
Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	28
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	19	0	0	9	0	0	0	0	0	0	28
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	7	0	0	6	0	0	0	0	0	0	2	0	0
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	7	0	0	6	0	0	0	0	0	0	2	0	15
TOTAL	7	0	19	6	0	9	0	0	0	0	5	0	46

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	483	16.10	483	15.58	445	14.83	520	16.77	660	21.29	644	21.47	742	23.94	806	26.87	846	27.29	763	24.61	756	26.07	777	25.06	7 925	21.65
		96/97	749	24.97	631	20.35	604	20.13	850	27.42	901	29.06	1 289	42.97	1 298	41.87	1 199	39.97	1 271	41.00	1 306	42.13	844	30.14	618	19.94	11 560	31.67
		97/98	774	25.80	830	26.77	823	27.43	765	24.68	472	15.23	708	23.60	686	22.13	721	24.03	742	23.94	846	27.29	678	24.21	0	0.00	8 045	24.09
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	16	0.52	2	0.07	0	0.00	7	0.23	31	1.00	30	0.97	4	0.14	0	0.00	90	0.25
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	5	0.16	44	1.47	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	49	0.13
		97/98	0	0.00	13	0.42	5	0.17	6	0.19	0	0.00	1	0.03	1	0.03	16	0.53	33	1.06	6	0.19	0	0.00	0	0.00	81	0.24
Peines cont.	Prés.	95/96	1 749	58.30	1 815	58.55	1 484	49.47	1 152	37.16	1 115	35.97	966	32.20	1 398	45.10	1 370	45.67	1 301	41.97	1 307	42.16	1 228	42.34	1 442	46.52	16 327	44.61
		96/97	1 470	49.00	1 375	44.35	1 595	53.17	1 573	50.74	1 485	47.90	1 057	35.23	1 198	38.65	1 256	41.87	1 295	41.77	1 319	42.55	1 420	50.71	1 913	61.71	16 956	46.45
		97/98	1 701	56.70	1 707	55.06	1 417	47.23	1 261	40.68	981	31.65	937	31.23	1 055	34.03	1 318	43.93	1 155	37.26	1 038	33.48	1 081	38.61	0	0.00	13 651	40.87
	Abs.	95/96	399	13.30	466	15.03	540	18.00	503	16.23	646	20.84	388	12.93	323	10.42	481	16.03	465	15.00	366	11.81	341	11.76	337	10.87	5 255	14.36
		96/97	757	25.23	803	25.90	683	22.77	836	26.97	706	22.77	810	27.00	1 164	37.55	1 692	56.40	1 757	56.68	1 605	51.77	1 856	66.29	1 971	63.58	14 640	40.11
		97/98	2 107	70.23	2 226	71.81	2 026	67.53	1 743	56.23	1 438	46.39	1 198	39.93	1 238	39.94	1 554	51.80	2 000	64.52	1 619	52.23	1 720	61.43	0	0.00	18 869	56.49
Peines disc.	Prés.	95/96	0	0.00	11	0.35	5	0.17	13	0.42	3	0.10	8	0.27	1	0.03	11	0.37	18	0.58	5	0.16	13	0.45	10	0.32	98	0.27
		96/97	9	0.30	6	0.19	14	0.47	23	0.74	18	0.58	65	2.17	15	0.48	36	1.20	38	1.23	64	2.06	7	0.25	17	0.55	312	0.85
		97/98	32	1.07	34	1.10	13	0.43	14	0.45	5	0.16	10	0.33	5	0.16	9	0.30	2	0.06	69	2.23	5	0.18	0	0.00	198	0.59
	Abs.	95/96	74	2.47	64	2.06	32	1.07	40	1.29	35	1.13	43	1.43	48	1.55	40	1.33	70	2.26	61	1.97	62	2.14	79	2.55	648	1.77
		96/97	63	2.10	72	2.32	107	3.57	119	3.84	125	4.03	109	3.63	117	3.77	119	3.97	105	3.39	94	3.03	56	2.00	68	2.19	1 154	3.16
		97/98	49	1.63	58	1.87	43	1.43	40	1.29	52	1.68	34	1.13	45	1.45	69	2.30	55	1.77	68	2.19	58	2.07	0	0.00	571	1.71

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	2 232	74.40	2 309	74.48	1 934	64.47	1 685	54.35	1 778	57.35	1 618	53.93	2 141	69.06	2 187	72.90	2 165	69.84	2 075	66.94	1 997	68.86	2 229	71.90	24 350	66.53
	96/97	2 228	74.27	2 012	64.90	2 213	73.77	2 446	78.90	2 404	77.55	2 411	80.37	2 511	81.00	2 491	83.03	2 604	84.00	2 689	86.74	2 271	81.11	2 548	82.19	28 828	78.98
	97/98	2 507	83.57	2 571	82.94	2 253	75.10	2 040	65.81	1 458	47.03	1 655	55.17	1 746	56.32	2 048	68.27	1 899	61.26	1 953	63.00	1 764	63.00	0	0.00	21 894	65.55
Pers. abs.	95/96	473	15.77	530	17.10	572	19.07	543	17.52	697	22.48	433	14.43	371	11.97	528	17.60	566	18.26	457	14.74	407	14.03	416	13.42	5 993	16.37
	96/97	820	27.33	875	28.23	790	26.33	955	30.81	831	26.81	919	30.63	1 286	41.48	1 855	61.83	1 862	60.06	1 699	54.81	1 912	68.29	2 039	65.77	15 843	43.41
	97/98	2 156	71.87	2 297	74.10	2 074	69.13	1 789	57.71	1 490	48.06	1 233	41.10	1 284	41.42	1 639	54.63	2 088	67.35	1 693	54.61	1 778	63.50	0	0.00	19 521	58.45
Total des pers. inscr.	95/96	2 705	90.17	2 839	91.58	2 506	83.53	2 228	71.87	2 475	79.84	2 051	68.37	2 512	81.03	2 715	90.50	2 731	88.10	2 532	81.68	2 404	82.90	2 645	85.32	30 343	82.90
	96/97	3 048	101.60	2 887	93.13	3 003	100.10	3 401	109.71	3 235	104.35	3 330	111.00	3 797	122.48	4 346	144.87	4 466	144.06	4 388	141.55	4 183	149.39	4 587	147.97	44 671	122.39
	97/98	4 663	155.43	4 868	157.03	4 327	144.23	3 829	123.52	2 948	95.10	2 888	96.27	3 030	97.74	3 687	122.90	3 987	128.61	3 646	117.61	3 542	126.50	0	0.00	41 415	124.00

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																									Page 16		
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	ANNÉE 1997 - 1998																									
		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	614	47.23%	660	58.30%	331	38.62%	404	45.70%	367	52.28%	368	49.66%	372	45.20%	540	60.07%	393	49.06%	349	45.32%	305	37.84%	0		4 703	48.41%
	Abs.	25	3.44%	42	5.48%	29	4.20%	21	3.15%	11	2.27%	6	1.43%	0		12	4.29%	39	7.69%	0		1	0.18%	0		186	3.14%
1/6 - 1/3	Prés.	142	10.92%	188	16.61%	310	36.17%	247	27.94%	162	23.08%	146	19.70%	180	21.87%	147	16.35%	185	23.10%	142	18.44%	205	25.43%	0		2 054	21.14%
	Abs.	511	70.39%	564	73.63%	458	66.28%	481	72.11%	366	75.62%	299	71.36%	179	79.91%	252	90.00%	289	57.00%	425	70.48%	311	56.44%	0		4 135	69.87%
+ 1/3	Prés.	544	41.85%	284	25.09%	216	25.20%	233	26.36%	173	24.64%	227	30.63%	271	32.93%	212	23.58%	223	27.84%	279	36.23%	296	36.72%	0		2 958	30.45%
	Abs.	190	26.17%	160	20.89%	204	29.52%	165	24.74%	107	22.11%	114	27.21%	45	20.09%	16	5.71%	179	35.31%	178	29.52%	239	43.38%	0		1 597	26.99%
SOUS	Prés.	1 300	13.38%	1 132	11.65%	857	8.82%	884	9.10%	702	7.23%	741	7.63%	823	8.47%	899	9.25%	801	8.24%	770	7.93%	806	8.30%	0		9 715	62.14%
TOTAL	Abs.	726	12.27%	766	12.94%	691	11.68%	667	11.27%	484	8.18%	419	7.08%	224	3.79%	280	4.73%	507	8.57%	603	10.19%	551	9.31%	0		5 918	37.86%
TOTAL		2 026	12.96%	1 898	12.14%	1 548	9.90%	1 551	9.92%	1 186	7.59%	1 160	7.42%	1 047	6.70%	1 179	7.54%	1 308	8.37%	1 373	8.78%	1 357	8.68%	0		15 633	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																													
Fraction sentence		Pers. prés. & abs.		ANNÉE 1997 - 1998																									
				Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
				Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	179	46.25%	209	36.73%	145	25.94%	107	29.00%	108	38.71%	74	38.54%	146	62.93%	224	53.46%	174	49.15%	62	23.13%	123	44.73%	0			1 551	39.74%	
	Abs.	138	10.03%	167	11.42%	120	8.99%	55	5.11%	65	6.81%	79	10.14%	181	17.85%	192	15.07%	180	12.19%	70	6.89%	193	16.51%	0			1 440	11.14%	
1/6 - 1/3	Prés.	107	27.65%	131	23.02%	191	34.17%	107	29.00%	83	29.75%	42	21.88%	38	16.38%	101	24.11%	89	25.14%	95	35.45%	67	24.36%	0			1 051	26.93%	
	Abs.	341	24.78%	432	29.55%	389	29.14%	261	24.26%	242	25.37%	167	21.44%	276	27.22%	440	34.54%	427	28.91%	219	21.56%	343	29.34%	0			3 537	27.35%	
+ 1/3	Prés.	101	26.10%	229	40.25%	223	39.89%	155	42.01%	88	31.54%	76	39.58%	48	20.69%	94	22.43%	91	25.71%	111	41.42%	85	30.91%	0			1 301	33.33%	
	Abs.	897	65.19%	863	59.03%	826	61.87%	760	70.63%	647	67.82%	533	68.42%	557	54.93%	642	50.39%	870	58.90%	727	71.56%	633	54.15%	0			7 955	61.51%	
SOUS TOTAL		387	9.92%	569	14.58%	559	14.32%	369	9.45%	279	7.15%	192	4.92%	232	5.94%	419	10.74%	354	9.07%	268	6.87%	275	7.05%	0			3 903	23.18%	
TOTAL		1 376	10.64%	1 462	11.31%	1 335	10.32%	1 076	8.32%	954	7.38%	779	6.02%	1 014	7.84%	1 274	9.85%	1 477	11.42%	1 016	7.86%	1 169	9.04%	0			12 932	76.82%	
TOTAL		1 763	10.47%	2 031	12.06%	1 894	11.25%	1 445	8.58%	1 233	7.32%	971	5.77%	1 246	7.40%	1 693	10.06%	1 831	10.88%	1 284	7.63%	1 444	8.58%	0			16 835	100.00%	

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																												
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	ANNÉE 1997 - 1998																										
		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL		
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
SOUS	Prés.	14	42.42%	6	18.18%	1	3.03%	8	24.24%	0		4	12.12%	0		0		0		0		0		0			33	67.35%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		16	100.00%	0		0		0			16	32.65%
TOTAL		14	28.57%	6	12.24%	1	2.04%	8	16.33%	0		4	8.16%	0		0		16	32.65%	0		0		0			49	100.00%
GRAND TOTAL		3 803	11.70%	3 935	12.10%	3 443	10.59%	3 004	9.24%	2 419	7.44%	2 135	6.57%	2 293	7.05%	2 872	8.83%	3 155	9.70%	2 657	8.17%	2 801	8.61%	0			32 517	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													Page 72
Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	0	0	14
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	0	0	14
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	0	0	16

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-JÉRÔME

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													Page 28
Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	12
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	7	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	12
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Medical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	0	0	4
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	10	17	31	41	0	0	0	3	11	0	0	0	117
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins soc."	10	17	31	43	0	0	4	3	11	2	0	0	121
TOTAL	17	17	31	43	0	0	4	8	11	2	0	0	133

MAISON TANGUAY

Statut	État	Année	MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																											
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL			
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	1 207	40.23	1 257	40.55	1 040	34.67	1 165	37.58	1 153	37.19	882	29.40	1 215	39.19	1 388	46.27	1 280	41.29	1 265	40.81	1 206	41.59	1 191	38.42	14 249	38.93		
		96/97	1 050	35.00	1 074	34.65	1 202	40.07	1 326	42.77	1 337	43.13	1 245	41.50	1 264	40.77	1 253	41.77	2 149	69.32	1 951	62.94	1 548	55.29	1 158	37.35	16 557	45.36		
		97/98	919	30.63	793	25.58	898	29.93	878	28.32	931	30.03	949	31.63	1 161	37.45	967	32.23	885	28.55	985	31.77	964	34.43	0	0.00	10 330	30.93		
	Abs.	95/96	84	2.80	44	1.42	27	0.90	31	1.00	31	1.00	24	0.80	31	1.00	20	0.67	65	2.10	31	1.00	64	2.21	60	1.94	512	1.40		
		96/97	59	1.97	81	2.61	113	3.77	108	3.48	131	4.23	100	3.33	122	3.94	216	7.20	522	16.84	104	3.35	130	4.64	128	4.13	1 814	4.97		
		97/98	102	3.40	87	2.81	39	1.30	55	1.77	68	2.19	113	3.77	114	3.68	33	1.10	44	1.42	72	2.32	78	2.79	0	0.00	805	2.41		
Peines cont.	Prés.	95/96	3 510	117.00	3 564	114.97	3 648	121.60	3 604	116.26	3 625	116.94	3 700	123.33	3 710	119.68	3 423	114.10	3 221	103.90	3 625	116.94	3 520	121.38	3 880	125.16	43 030	117.57		
		96/97	3 578	119.27	3 754	121.10	3 389	112.97	3 217	103.77	3 137	101.19	3 004	100.13	2 847	91.84	3 162	105.40	1 845	59.52	1 742	56.19	1 732	61.86	2 168	69.94	33 575	91.99		
		97/98	1 859	61.97	2 269	73.19	1 863	62.10	2 067	66.68	2 030	65.48	1 879	62.63	2 018	65.10	1 993	66.43	1 618	52.19	1 598	51.55	1 789	63.89	0	0.00	20 983	62.82		
	Abs.	95/96	1 541	51.37	1 539	49.65	1 442	48.07	1 380	44.52	1 332	42.97	1 063	35.43	1 384	44.65	1 459	48.63	1 344	43.35	1 315	42.42	2 051	70.72	2 600	83.87	18 450	50.41		
		96/97	2 124	70.80	2 287	73.77	2 496	83.20	2 115	68.23	1 817	58.61	1 543	51.43	1 663	53.65	1 704	56.80	1 689	54.48	1 678	54.13	1 770	63.21	2 131	68.74	23 017	63.06		
		97/98	1 982	66.07	1 671	53.90	1 481	49.37	1 588	51.23	1 722	55.55	1 478	49.27	1 606	51.81	1 574	52.47	1 738	56.06	1 066	34.39	1 263	45.11	0	0.00	17 169	51.40		
Peines disc.	Prés.	95/96	9	0.30	10	0.32	12	0.40	8	0.26	21	0.68	19	0.63	26	0.84	8	0.27	4	0.13	4	0.13	18	0.62	3	0.10	142	0.39		
		96/97	2	0.07	1	0.03	3	0.10	24	0.77	10	0.32	18	0.60	8	0.26	6	0.20	3	0.10	5	0.16	28	1.00	4	0.13	112	0.31		
		97/98	3	0.10	1	0.03	0	0.00	1	0.03	16	0.52	4	0.13	0	0.00	1	0.03	0	0.00	9	0.29	0	0.00	0	0.00	35	0.10		
	Abs.	95/96	233	7.77	179	5.77	156	5.20	166	5.35	128	4.13	157	5.23	131	4.23	148	4.93	146	4.71	93	3.00	93	3.21	141	4.55	1 771	4.84		
		96/97	129	4.30	136	4.39	153	5.10	132	4.26	199	6.42	144	4.80	132	4.26	133	4.43	63	2.03	60	1.94	49	1.75	76	2.45	1 406	3.85		
		97/98	72	2.40	103	3.32	70	2.33	45	1.45	41	1.32	38	1.27	51	1.65	59	1.97	57	1.84	69	2.23	51	1.82	0	0.00	656	1.96		

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	4 726	157.53	4 831	155.84	4 700	156.67	4 777	154.10	4 799	154.81	4 601	153.37	4 951	159.71	4 819	160.63	4 505	145.32	4 894	157.87	4 744	163.59	5 074	163.68	57 421	156.89
	96/97	4 630	154.33	4 829	155.77	4 594	153.13	4 567	147.32	4 484	144.65	4 267	142.23	4 119	132.87	4 421	147.37	3 997	128.94	3 698	119.29	3 308	118.14	3 330	107.42	50 244	137.65
	97/98	2 781	92.70	3 063	98.81	2 761	92.03	2 946	95.03	2 977	96.03	2 832	94.40	3 179	102.55	2 961	98.70	2 503	80.74	2 592	83.61	2 753	98.32	0	0.00	31 348	93.86
Pers. abs.	95/96	1 858	61.93	1 762	56.84	1 625	54.17	1 577	50.87	1 491	48.10	1 244	41.47	1 546	49.87	1 627	54.23	1 555	50.16	1 439	46.42	2 208	76.14	2 801	90.35	20 733	56.65
	96/97	2 312	77.07	2 504	80.77	2 762	92.07	2 355	75.97	2 147	69.26	1 787	59.57	1 917	61.84	2 053	68.43	2 274	73.35	1 842	59.42	1 949	69.61	2 335	75.32	26 237	71.88
	97/98	2 156	71.87	1 861	60.03	1 590	53.00	1 688	54.45	1 831	59.06	1 629	54.30	1 771	57.13	1 666	55.53	1 839	59.32	1 207	38.94	1 392	49.71	0	0.00	18 630	55.78
Total des pers. inscr.	95/96	6 584	219.47	6 593	212.68	6 325	210.83	6 354	204.97	6 290	202.90	5 845	194.83	6 497	209.58	6 446	214.87	6 060	195.48	6 333	204.29	6 952	239.72	7 875	254.03	78 154	213.54
	96/97	6 942	231.40	7 333	236.55	7 356	245.20	6 922	223.29	6 631	213.90	6 054	201.80	6 036	194.71	6 474	215.80	6 271	202.29	5 540	178.71	5 257	187.75	5 665	182.74	76 481	209.54
	97/98	4 937	164.57	4 924	158.84	4 351	145.03	4 634	149.48	4 808	155.10	4 461	148.70	4 950	159.68	4 627	154.23	4 342	140.06	3 799	122.55	4 145	148.04	0	0.00	49 978	149.63

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																										Page 13	
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	416	41.68%	451	40.09%	401	37.72%	375	33.84%	257	28.59%	304	32.58%	425	39.65%	487	52.93%	429	50.83%	356	39.96%	411	43.13%	0		4 312	39.90%
	Abs.	58	12.53%	36	7.74%	30	6.24%	31	6.33%	36	8.82%	30	11.28%	48	13.83%	43	10.59%	50	11.01%	35	11.01%	28	12.23%	0		425	9.82%
1/6 - 1/3	Prés.	237	23.75%	204	18.13%	137	12.89%	199	17.96%	203	22.58%	206	22.08%	239	22.29%	113	12.28%	195	23.10%	331	37.15%	277	29.07%	0		2 341	21.66%
	Abs.	342	73.87%	395	84.95%	379	78.79%	407	83.06%	333	81.62%	211	79.32%	232	66.86%	305	75.12%	269	59.25%	236	74.21%	171	74.67%	0		3 280	75.80%
+ 1/3	Prés.	345	34.57%	470	41.78%	525	49.39%	534	48.19%	439	48.83%	423	45.34%	408	38.06%	320	34.78%	220	26.07%	204	22.90%	265	27.81%	0		4 153	38.43%
	Abs.	63	13.61%	34	7.31%	72	14.97%	52	10.61%	39	9.56%	25	9.40%	67	19.31%	58	14.29%	135	29.74%	47	14.78%	30	13.10%	0		622	14.37%
SOUS	Prés.	998	9.24%	1 125	10.41%	1 063	9.84%	1 108	10.25%	899	8.32%	933	8.63%	1 072	9.92%	920	8.51%	844	7.81%	891	8.25%	953	8.82%	0		10 806	71.41%
TOTAL	Abs.	463	10.70%	465	10.75%	481	11.12%	490	11.32%	408	9.43%	266	6.15%	347	8.02%	406	9.38%	454	10.49%	318	7.35%	229	5.29%	0		4 327	28.59%
TOTAL		1 461	9.65%	1 590	10.51%	1 544	10.20%	1 598	10.56%	1 307	8.64%	1 199	7.92%	1 419	9.38%	1 326	8.76%	1 298	8.58%	1 209	7.99%	1 182	7.81%	0		15 133	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																												
ANNÉE 1997 - 1998																												
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL		
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
- 1/6	Prés.	481	56.59%	382	34.26%	428	53.57%	391	40.77%	464	41.88%	333	35.24%	374	39.87%	420	39.22%	336	43.52%	288	42.60%	332	40.89%	0		4 229	42.10%	
	Abs.	41	2.70%	22	1.82%	8	0.80%	40	3.64%	55	4.20%	52	4.30%	108	8.79%	31	2.79%	68	5.71%	44	5.88%	82	8.12%	0		551	4.36%	
1/6 - 1/3	Prés.	160	18.82%	290	26.01%	175	21.90%	216	22.52%	247	22.29%	280	29.63%	248	26.44%	254	23.72%	173	22.41%	133	19.67%	219	26.97%	0		2 395	23.84%	
	Abs.	487	32.06%	325	26.95%	333	33.30%	296	26.96%	408	31.12%	373	30.88%	329	26.79%	350	31.45%	254	23.72%	173	22.41%	133	19.67%	219	26.97%	0		2 395
+ 1/3	Prés.	209	24.59%	443	39.73%	196	24.53%	352	36.70%	397	35.83%	332	35.13%	316	33.69%	397	37.07%	390	32.75%	192	25.67%	302	29.90%	0		3 785	29.96%	
	Abs.	991	65.24%	859	71.23%	659	65.90%	762	69.40%	848	64.68%	783	64.82%	791	64.41%	732	65.77%	733	61.54%	512	68.45%	626	61.98%	0		8 296	65.67%	
SOUS	Prés.	850	8.46%	1 115	11.10%	799	7.95%	959	9.55%	1 108	11.03%	945	9.41%	938	9.34%	1 071	10.66%	772	7.69%	676	6.73%	812	8.08%	0		10 045	44.30%	
TOTAL	Abs.	1 519	12.03%	1 206	9.55%	1 000	7.92%	1 098	8.69%	1 311	10.38%	1 208	9.56%	1 228	9.72%	1 113	8.81%	1 191	9.43%	748	5.92%	1 010	8.00%	0		12 632	55.70%	
TOTAL		2 369	10.45%	2 321	10.24%	1 799	7.93%	2 057	9.07%	2 419	10.67%	2 153	9.49%	2 166	9.55%	2 184	9.63%	1 963	8.66%	1 424	6.28%	1 822	8.03%	0		22 677	100.00%	

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	11	8.33%	29	21.97%	1	0.76%	0		23	17.42%	1	0.76%	8	6.06%	2	1.52%	2	1.52%	31	23.48%	24	18.18%	0		132	38.82%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		3	1.44%	2	0.96%	31	14.90%	55	26.44%	93	44.71%	0		24	11.54%	0		208	61.18%
TOTAL		11	3.24%	29	8.53%	1	0.29%	0		26	7.65%	3	0.88%	39	11.47%	57	16.76%	95	27.94%	31	9.12%	48	14.12%	0		340	100.00%
GRAND TOTAL		3 841	10.07%	3 940	10.33%	3 344	8.77%	3 655	9.58%	3 752	9.83%	3 355	8.79%	3 624	9.50%	3 567	9.35%	3 356	8.80%	2 664	6.98%	3 052	8.00%	0		38 150	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

TABLEAU 3

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS														Page 49
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
ANNÉE 1997-98														
Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
Total "Humanitaire"	30	34	30	31	36	30	31	30	50	31	28	0	361	
Total Médical"	1	2	0	0	0	0	17	7	0	1	0	0	28	
Total "Réins. sociale"	27	0	0	0	0	0	0	6	0	3	0	0	36	
SOUS TOTAL	58	36	30	31	36	30	48	43	50	35	28	0	425	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"	123	97	72	62	62	68	87	65	62	68	59	0	825	
Total Médical"	26	16	3	0	0	0	5	23	7	2	0	0	82	
Total "Réins. sociale"	193	282	304	345	271	143	140	217	200	166	112	0	2 373	
SOUS TOTAL	342	395	379	407	333	211	232	305	269	236	171	0	3 280	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"	31	17	29	33	8	8	41	5	48	10	24	0	254	
Total Médical"	32	15	41	19	31	17	26	27	56	35	6	0	305	
Total "Réins. sociale"	0	2	2	0	0	0	0	26	31	2	0	0	63	
SOUS TOTAL	63	34	72	52	39	25	67	58	135	47	30	0	622	
TOTAL	463	465	481	490	408	266	347	406	454	318	229	0	4 327	

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
ANNÉE 1997-98													
Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	18	10	6	35	53	51	83	10	50	30	82	0	428
Total Médical"	20	2	0	4	2	0	1	16	11	0	0	0	56
Total "Réins. sociale"	3	10	2	1	0	1	24	5	7	14	0	0	67
SOUS TOTAL	41	22	8	40	55	52	108	31	68	44	82	0	551
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	35	25	30	40	41	55	68	28	43	21	74	0	460
Total Médical"	0	0	1	0	8	0	0	9	30	5	0	0	53
Total "Réins. sociale"	452	300	302	256	359	318	261	313	317	166	228	0	3 272
SOUS TOTAL	487	325	333	296	408	373	329	350	390	192	302	0	3 785
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	115	118	112	105	135	166	198	114	136	72	164	0	1 435
Total Médical"	0	0	0	0	19	0	3	8	30	26	22	0	108
Total "Réins. sociale"	876	741	547	657	694	617	590	610	567	414	440	0	6 753
SOUS TOTAL	991	859	659	762	848	783	791	732	733	512	626	0	8 296
TOTAL	1 519	1 206	1 000	1 098	1 311	1 208	1 228	1 113	1 191	748	1 010	0	12 632

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL	
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars		
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	11	31	0	24	0	66
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	3	2	31	44	62	0	0	0	0	142
SOUS TOTAL	0	0	0	0	3	2	31	55	93	93	0	24	0	208
GRAND TOTAL	1 982	1 671	1 481	1 588	1 722	1 476	1 606	1 574	1 738	1 066	1 263	0	0	17 167

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
		ANNÉE 1997-98												
Fraction	Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Dec.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
sentence	absences													
- 1/6	01	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
	02	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	1	0	8
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	18	10	6	32	53	47	81	10	50	29	82	0	418
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Humanaire"		18	10	6	35	53	51	83	10	50	30	82	0	428
-1/6	41	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	42	6	2	0	4	2	0	1	16	11	0	0	0	42
Total "Médical"		20	2	0	4	2	0	1	16	11	0	0	0	56
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	3	10	2	1	0	1	24	5	7	14	0	0	67
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		3	10	2	1	0	1	24	5	7	14	0	0	67
SOUS TOTAL		41	22	8	40	55	52	108	31	68	44	82	0	551
1/6 - 1/3	01	0	2	0	4	0	0	2	0	1	0	0	0	9
	02	0	0	0	4	0	0	2	0	0	0	0	0	6
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	12	4	2	2	3	18	11	0	2	7	2	0	63
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	23	19	28	30	38	37	48	28	40	14	72	0	377
11	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5	
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Humanaire"		35	25	30	40	41	55	68	28	43	21	74	0	460
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	1	0	8	0	9	30	5	0	0	53
Total "Médical"		0	0	1	0	8	0	0	9	30	5	0	0	53
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	13	37	17	5	72	0	0	0	72
	63	8	15	15	0	0	0	7	0	7	5	10	0	67
	64	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	65	440	285	287	243	322	301	249	313	310	161	218	0	3 129
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		452	300	302	256	359	318	261	313	317	166	228	0	3 275
SOUS TOTAL		487	325	333	296	408	373	329	350	390	192	302	0	3 785
+ 1/3	01	1	5	0	9	0	0	4	0	3	6	0	0	28
	02	0	0	0	12	0	0	5	0	21	0	0	0	38
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	37	20	6	4	11	46	31	0	1	19	7	0	182
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	77	93	106	80	124	120	139	84	93	47	157	0	1 120
11	0	0	0	0	0	0	19	30	18	0	0	0	67	
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total "Humanaire"		115	118	112	105	135	166	198	114	136	72	164	0	1 435
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	19	30	3	8	30	26	22	0	108
Total "Médical"		0	0	0	0	19	0	3	8	30	26	22	0	108
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	10	3	36	85	92	30	4	0	0	278
	63	0	1	36	34	4	10	12	0	20	1	18	0	136
	64	13	6	0	0	0	0	0	0	3	1	0	0	23
	65	863	734	501	620	654	522	486	580	543	410	403	0	6 316
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		876	741	547	657	694	617	590	610	567	414	440	0	6 753
SOUS TOTAL		991	839	659	762	848	783	791	732	733	512	626	0	8 296
TOTAL		1 519	1 206	1 000	1 098	1 311	1 208	1 228	1 113	1 191	748	1 010	0	12 632

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1997-98												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Dec.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	11	31	0	24	0	66
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	11	31	0	24	0	66
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Medical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	0	0	0	0	0	2	31	44	62	0	0	0	139
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	0	0	0	0	3	2	31	44	62	0	0	0	142
TOTAL	0	0	0	0	3	2	31	55	93	0	24	0	208

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

Statut	État	Année	MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenus	Prés.	95/96	1 709	56.97	1 532	49.42	1 492	49.73	1 548	49.94	2 057	66.35	2 034	67.80	1 916	61.81	1 728	57.60	1 460	47.10	1 671	53.90	1 407	48.52	1 496	48.26	20 050	54.78
		96/97	1 371	45.70	1 570	50.65	1 311	43.70	1 241	40.03	1 501	48.42	1 697	56.57	1 749	56.42	1 426	47.53	1 387	44.74	1 725	55.65	1 602	57.21	1 558	50.26	18 138	49.69
		97/98	1 409	46.97	1 442	46.52	1 813	60.43	1 697	54.74	1 799	58.03	1 819	60.63	1 510	48.71	1 392	46.40	1 466	47.29	1 730	55.81	1 664	59.43	0	0.00	17 741	53.12
	Abs.	95/96	147	4.90	106	3.42	158	5.27	207	6.68	220	7.10	140	4.67	259	8.35	251	8.37	220	7.10	129	4.16	165	5.69	169	5.45	2 171	5.93
		96/97	120	4.00	203	6.55	170	5.67	224	7.23	141	4.55	161	5.37	255	8.23	213	7.10	72	2.32	146	4.71	179	6.39	216	6.97	2 100	5.75
		97/98	188	6.27	169	5.45	249	8.30	232	7.48	190	6.13	234	7.80	268	8.65	175	5.83	107	3.45	122	3.94	306	10.93	0	0.00	2 240	6.71
Peines cont.	Prés.	95/96	3 156	105.20	3 403	109.77	3 237	107.90	3 602	116.19	3 186	102.77	3 051	101.70	3 309	106.74	3 386	112.87	3 513	113.32	3 449	111.26	3 537	121.97	3 718	119.94	40 547	110.78
		96/97	3 633	121.10	3 651	117.77	3 753	125.10	3 929	126.74	3 573	115.26	3 375	112.50	3 429	110.61	3 429	114.30	3 270	105.48	3 191	102.94	3 119	111.39	3 446	111.16	41 798	114.52
		97/98	3 540	118.00	3 425	110.48	3 042	101.40	3 332	107.48	3 180	102.58	3 253	108.43	3 764	121.42	3 577	119.23	3 437	110.87	3 375	108.87	2 889	103.18	0	0.00	36 814	110.22
	Abs.	95/96	3 033	101.10	3 055	98.55	2 467	82.23	2 119	68.35	2 009	64.81	2 087	69.57	2 202	71.03	2 889	96.30	2 949	95.13	2 963	95.58	2 998	103.38	3 527	113.77	32 298	88.25
		96/97	3 348	111.60	3 161	101.97	3 000	100.00	3 161	101.97	3 029	97.71	2 467	82.23	2 807	90.55	2 575	85.83	3 127	100.87	2 559	82.55	2 336	83.43	2 829	91.26	34 399	94.24
		97/98	2 769	92.30	2 949	95.13	2 763	92.10	2 822	91.03	2 549	82.23	2 618	87.27	2 937	94.74	3 259	108.63	3 490	112.58	2 559	82.55	2 497	89.18	0	0.00	31 212	93.45
Peines disc.	Prés.	95/96	22	0.73	21	0.68	11	0.37	22	0.71	34	1.10	10	0.33	10	0.32	8	0.27	20	0.65	7	0.23	6	0.21	56	1.81	227	0.62
		96/97	82	2.73	2	0.06	1	0.03	10	0.32	17	0.55	6	0.20	8	0.26	0	0.00	3	0.10	8	0.26	29	1.04	4	0.13	170	0.47
		97/98	11	0.37	5	0.16	12	0.40	7	0.23	4	0.13	28	0.93	13	0.42	5	0.17	9	0.29	28	0.90	21	0.75	0	0.00	143	0.43
	Abs.	95/96	277	9.23	232	7.48	207	6.90	238	7.68	185	5.97	219	7.30	173	5.58	174	5.80	217	7.00	159	5.13	177	6.10	256	8.26	2 514	6.87
		96/97	206	6.87	189	6.10	220	7.33	150	4.84	138	4.45	109	3.63	118	3.81	143	4.77	111	3.58	66	2.13	75	2.68	118	3.81	1 643	4.50
		97/98	78	2.60	105	3.39	69	2.30	81	2.61	98	3.16	80	2.67	77	2.48	66	2.20	43	1.39	52	1.68	48	1.71	0	0.00	797	2.39

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	4 887	162.90	4 956	159.87	4 740	158.00	5 172	166.84	5 277	170.23	5 095	169.83	5 235	168.87	5 122	170.73	4 993	161.06	5 127	165.39	4 950	170.69	5 270	170.00	60 824	166.19
	96/97	5 086	169.53	5 223	168.48	5 065	168.83	5 180	167.10	5 091	164.23	5 078	169.27	5 186	167.29	4 855	161.83	4 660	150.32	4 924	158.84	4 750	169.64	5 008	161.55	60 106	164.67
	97/98	4 960	165.33	4 872	157.16	4 867	162.23	5 036	162.45	4 983	160.74	5 100	170.00	5 287	170.55	4 974	165.80	4 912	158.45	5 133	165.58	4 574	163.36	0	0.00	54 698	163.77
Pers. abs.	95/96	3 457	115.23	3 393	109.45	2 832	94.40	2 564	82.71	2 414	77.87	2 446	81.53	2 634	84.97	3 314	110.47	3 386	109.23	3 251	104.87	3 340	115.17	3 952	127.48	36 983	101.05
	96/97	3 674	122.47	3 553	114.61	3 390	113.00	3 535	114.03	3 308	106.71	2 737	91.23	3 180	102.58	2 931	97.70	3 310	106.77	2 771	89.39	2 590	92.50	3 163	102.03	38 142	104.50
	97/98	3 035	101.17	3 223	103.97	3 081	102.70	3 135	101.13	2 837	91.52	2 932	97.73	3 282	105.87	3 500	116.67	3 640	117.42	2 733	88.16	2 851	101.82	0	0.00	34 249	102.54
Total des pers. inscr.	95/96	8 344	278.13	8 349	269.32	7 572	252.40	7 736	249.55	7 691	248.10	7 541	251.37	7 869	253.84	8 436	281.20	8 379	270.29	8 378	270.26	8 290	285.86	9 222	297.48	97 807	267.23
	96/97	8 760	292.00	8 776	283.10	8 455	281.83	8 715	281.13	8 399	270.94	7 815	260.50	8 366	269.87	7 786	259.53	7 970	257.10	7 695	248.23	7 340	262.14	8 171	263.58	98 248	269.17
	97/98	7 995	266.50	8 095	261.13	7 948	264.93	8 171	263.58	7 820	252.26	8 032	267.73	8 569	276.42	8 474	282.47	8 552	275.87	7 866	253.74	7 425	265.18	0	0.00	88 947	266.31

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																										Page 24	
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	ANNÉE 1997 - 1998																						TOTAL			
		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février				Mars	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	1 134	37.01%	1 408	44.81%	1 161	42.33%	1 229	42.38%	1 120	41.16%	1 170	39.70%	1 462	42.29%	1 443	44.48%	1 484	47.92%	1 297	41.35%	989	37.15%	0		13 897	41.97%
	Abs.	15	1.23%	19	1.31%	61	3.56%	30	1.86%	37	2.56%	12	0.98%	24	1.77%	27	1.53%	151	8.51%	36	2.59%	69	5.00%	0		481	2.95%
1/6 - 1/3	Prés.	608	19.84%	527	16.77%	556	20.27%	462	15.93%	572	21.02%	731	24.80%	847	24.50%	633	19.51%	509	16.44%	593	18.90%	552	20.74%	0		6 590	19.90%
	Abs.	810	66.39%	830	57.28%	1 065	62.10%	1 162	72.08%	968	66.85%	854	69.54%	993	73.23%	1 251	71.12%	1 154	65.05%	813	58.53%	884	64.06%	0		10 784	66.04%
+ 1/3	Prés.	1 322	43.15%	1 207	38.42%	1 026	37.40%	1 209	41.69%	1 029	37.82%	1 046	35.49%	1 148	33.21%	1 168	36.00%	1 104	35.65%	1 247	39.75%	1 121	42.11%	0		12 627	38.13%
	Abs.	395	32.38%	600	41.41%	589	34.34%	420	26.05%	443	30.59%	362	29.48%	339	25.00%	481	27.35%	469	26.44%	540	38.88%	427	30.94%	0		5 065	31.02%
SOUS	Prés.	3 064	9.25%	3 142	9.49%	2 743	8.28%	2 900	8.76%	2 721	8.22%	2 947	8.90%	3 457	10.44%	3 244	9.80%	3 097	9.35%	3 137	9.47%	2 662	8.04%	0		33 114	66.97%
TOTAL	Abs.	1 220	7.47%	1 449	8.87%	1 715	10.50%	1 612	9.87%	1 448	8.87%	1 228	7.52%	1 356	8.30%	1 759	10.77%	1 774	10.86%	1 389	8.51%	1 380	8.45%	0		16 330	33.03%
TOTAL		4 284	8.66%	4 591	9.29%	4 458	9.02%	4 512	9.13%	4 169	8.43%	4 175	8.44%	4 813	9.73%	5 003	10.12%	4 871	9.85%	4 526	9.15%	4 042	8.17%	0		49 444	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	335	70.38%	173	61.13%	201	71.53%	337	78.19%	240	58.82%	242	79.61%	203	70.98%	195	60.00%	166	57.84%	141	63.51%	199	89.64%	0		2 432	68.99%
	Abs.	129	8.33%	62	4.11%	44	4.18%	80	6.61%	52	4.72%	126	9.06%	129	8.16%	200	13.33%	203	11.88%	104	8.89%	134	12.00%	0		1 263	8.48%
1/6 - 1/3	Prés.	50	10.50%	32	11.31%	45	16.01%	54	12.53%	86	21.08%	21	6.91%	66	23.08%	56	17.23%	45	15.68%	54	24.32%	9	4.05%	0		518	14.70%
	Abs.	507	32.73%	410	27.15%	260	24.71%	386	31.90%	309	28.07%	465	33.45%	418	26.44%	420	28.00%	544	31.83%	303	25.90%	350	31.33%	0		4 372	29.36%
+ 1/3	Prés.	91	19.12%	78	27.56%	35	12.46%	40	9.28%	82	20.10%	41	13.49%	17	5.94%	74	22.77%	76	26.48%	27	12.16%	14	6.31%	0		575	16.31%
	Abs.	913	58.94%	1 038	68.74%	748	71.10%	744	61.49%	740	67.21%	799	57.48%	1 034	65.40%	880	58.67%	962	56.29%	763	65.21%	633	56.67%	0		9 254	62.15%
SOUS	Prés.	476	13.50%	283	8.03%	281	7.97%	431	12.23%	408	11.57%	304	8.62%	288	8.11%	325	9.22%	287	8.14%	222	6.30%	222	6.30%	0		3 525	19.14%
TOTAL	Abs.	1 549	10.40%	1 510	10.14%	1 052	7.07%	1 210	8.13%	1 101	7.39%	1 390	9.34%	1 581	10.62%	1 500	10.07%	1 709	11.48%	1 170	7.86%	1 117	7.50%	0		14 889	80.86%
TOTAL		2 025	11.00%	1 793	9.74%	1 333	7.24%	1 641	8.91%	1 509	8.19%	1 694	9.20%	1 867	10.14%	1 825	9.91%	1 996	10.84%	1 392	7.56%	1 339	7.27%	0		18 414	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	ANNÉE 1997 - 1998																									
		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		0		18	10.29%	1	0.57%	51	29.14%	2	1.14%	21	12.00%	8	4.57%	53	30.29%	16	9.14%	5	2.86%	0		175	95.63%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		1	12.50%	0		0		7	87.50%	0		0		0		8	4.37%
TOTAL		0		0		18	9.84%	1	0.55%	51	27.87%	3	1.64%	21	11.48%	8	4.37%	60	32.79%	16	8.74%	5	2.73%	0		183	100.00%
GRAND TOTAL		6 309	9.27%	6 384	9.38%	5 809	8.54%	6 154	9.04%	5 729	8.42%	5 872	8.63%	6 701	9.85%	6 836	10.05%	6 927	10.18%	5 934	8.72%	5 386	7.92%	0		68 041	100.00%

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS															
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6															
ANNÉE 1997-98															
Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
absences															
Total "Humanitaire"	15	15	60	24	28	10	24	9	148	28	25	0	386		
Total Médical"	0	0	0	6	0	2	0	18	0	4	44	0	74		
Total "Réins. sociale"	0	4	1	0	9	0	0	0	3	4	0	0	21		
SOUS TOTAL	15	19	61	30	37	12	24	27	151	36	69	0	481		
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3															
Total "Humanitaire"	59	48	38	145	85	46	61	119	137	86	27	0	851		
Total Médical"	7	0	14	0	0	0	0	0	13	0	7	0	41		
Total "Réins. sociale"	744	782	1 013	1 017	883	808	932	1 132	1 004	727	850	0	9 892		
SOUS TOTAL	810	830	1 065	1 162	968	854	993	1 251	1 154	813	884	0	10 784		
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3															
Total "Humanitaire"	380	594	549	420	440	351	339	481	464	446	324	0	4 788		
Total Médical"	12	0	2	0	3	9	0	0	5	3	5	0	39		
Total "Réins. sociale"	3	6	38	0	0	2	0	0	0	91	98	0	238		
SOUS TOTAL	395	600	589	420	443	362	339	481	469	540	427	0	5 065		
TOTAL	1 220	1 449	1 715	1 612	1 448	1 228	1 356	1 759	1 774	1 389	1 380	0	16 330		

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
ANNÉE 1997-98														
Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL	
absences														
Total "Humanitaire"	129	62	44	73	51	119	125	194	201	100	134	0	1 232	
Total Médical"	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3	
Total "Réins. sociale"	0	0	0	4	1	7	4	6	2	4	0	0	28	
SOUS TOTAL	129	62	44	80	52	126	129	200	203	104	134	0	1 263	
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"	24	55	38	43	18	72	61	117	130	97	48	0	703	
Total Médical"	0	0	0	1	20	3	0	0	0	0	0	0	24	
Total "Réins. sociale"	483	355	222	342	271	390	357	303	414	206	302	0	3 645	
SOUS TOTAL	507	410	260	386	309	465	418	420	544	303	350	0	4 372	
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"	73	109	91	117	49	183	94	189	221	152	146	0	1 424	
Total Médical"	0	10	8	0	8	27	23	0	1	0	0	0	77	
Total "Réins. sociale"	840	919	649	627	683	589	917	691	740	611	487	0	7 753	
SOUS TOTAL	913	1 038	748	744	740	799	1 034	880	962	763	633	0	9 254	
TOTAL	1 549	1 510	1 052	1 210	1 101	1 390	1 581	1 500	1 709	1 170	1 117	0	14 889	

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE															
ANNÉE 1997-98															
Codes	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL		
absences															
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	1	0	0	7	0	0	0	8		
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
SOUS TOTAL	0	0	0	0	0	1	0	0	7	0	0	0	8		
GRAND TOTAL	2 769	2 959	2 767	2 822	2 549	2 619	2 937	3 259	3 490	2 559	2 497	0	31 227		

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS RIVIÈRES

Page 94

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1997-98

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	1	3	0	0	0	0	1	2	0	0	7
	02	2	6	2	2	0	0	4	1	89	13	3	0	122
	03	4	0	0	0	0	0	0	0	7	1	4	0	16
	04	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	4
	05	0	0	5	11	14	3	0	0	0	0	0	0	33
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	6	2	0	0	0	0	7	0	15
	08	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
	09	0	1	6	0	0	0	0	0	0	3	1	0	11
	10	9	8	46	8	4	3	20	8	51	9	10	0	176
- 1/6	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		15	15	60	24	28	10	24	9	148	28	25	0	386
- 1/6		41	0	0	0	6	0	0	16	0	4	2	0	28
Total "Médical"		42	0	0	0	0	0	2	2	0	0	42	0	46
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	4
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	4	0	0	6	0	0	0	3	4	0	0	17
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	4	1	0	9	0	0	0	3	4	0	0	21
SOUS TOTAL		15	19	61	30	37	12	24	27	151	36	69	0	481
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	9	7	5	7	12	30	23	32	49	18	18	0	210
	03	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	1	0	4
	04	0	1	0	1	0	2	9	0	0	0	0	0	13
	05	0	0	0	23	31	8	0	0	0	0	0	0	62
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	5	1	0	0	0	0	3	0	9
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	50	37	33	108	33	5	26	58	57	54	4	0	58
1/6 - 1/3	11	0	1	0	6	4	0	2	16	0	0	1	0	45
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		59	48	38	145	85	46	61	119	137	86	27	0	831
1/6 - 1/3		41	0	0	14	0	0	0	0	11	0	0	0	25
Total "Médical"		42	7	0	0	0	0	0	0	2	7	0	0	16
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	5	4	10	32	18	0	3	0	72
	62	180	223	188	241	218	119	214	281	296	120	139	0	2 219
	63	36	44	54	33	36	77	39	56	62	81	46	0	564
	64	0	0	2	0	0	0	0	0	0	3	0	0	5
	65	528	515	765	712	593	602	669	763	628	523	662	0	6 960
	66	0	0	4	31	31	6	0	0	0	0	0	0	72
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		744	782	1 013	1 017	883	808	932	1 132	1 004	727	850	0	9 892
SOUS TOTAL		810	830	1 065	1 162	968	854	993	1 251	1 154	813	884	0	10 784
+ 1/3	01	1	0	1	0	13	0	0	0	0	0	0	0	15
	02	90	129	113	72	61	39	117	91	192	121	105	0	1 130
	03	0	0	0	1	0	0	4	1	5	5	0	0	16
	04	1	0	0	6	12	0	3	0	1	1	0	0	24
	05	10	4	0	0	6	17	6	24	31	22	0	0	120
	06	0	1	0	4	1	0	0	0	0	0	0	0	6
	07	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	3
	08	1	5	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	10
	09	0	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0	4
	10	277	455	433	336	307	244	209	355	235	297	219	0	3 367
+ 1/3	11	0	0	0	1	35	50	0	7	0	0	0	0	93
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		380	594	549	420	440	351	339	481	464	446	324	0	4 788
+ 1/3		41	2	2	0	3	8	0	0	4	3	0	0	22
Total "Médical"		42	10	0	0	0	1	0	0	1	0	5	0	17
+ 1/3	61	0	0	0	0	3	9	0	0	5	3	5	0	39
	62	0	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46	56	0	115
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	3	6	25	0	0	1	0	0	45	42	0	0	122
	66	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		3	6	38	0	0	2	0	0	0	91	98	0	238
SOUS TOTAL		395	600	589	420	443	362	339	481	469	540	427	0	5 065
TOTAL		1 220	1 449	1 715	1 612	1 448	1 228	1 356	1 759	1 774	1 389	1 380	0	16 330

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUÉE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS RIVIÈRES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1997-98												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	7
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	1	0	0	7	0	0	0	8
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	1	0	0	7	0	0	0	8

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

			MOIS DE AVRIL A MARS - 1995-1996 A 1997-1998																									
Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	95/96	610	20.33	654	21.10	547	18.23	540	17.42	588	18.97	579	19.30	524	16.90	528	17.60	586	18.90	690	22.26	571	19.69	398	12.84	6 815	18.62
		96/97	456	15.20	860	27.74	640	21.33	719	23.19	581	18.74	658	21.93	964	31.10	810	27.00	616	19.87	655	21.13	582	20.79	543	17.52	8 084	22.15
		97/98	554	18.47	589	19.00	563	18.77	536	17.29	651	21.00	733	24.43	669	21.58	696	23.20	618	19.94	573	18.48	520	18.57	0	0.00	6 702	20.07
	Abs.	95/96	32	1.07	26	0.84	19	0.63	27	0.87	13	0.42	0	0.00	0	0.00	11	0.37	2	0.06	36	1.16	69	2.38	33	1.06	268	0.73
		96/97	19	0.63	10	0.32	25	0.83	29	0.94	12	0.39	63	2.10	85	2.74	79	2.63	88	2.84	104	3.35	84	3.00	128	4.13	726	1.99
		97/98	120	4.00	124	4.00	124	4.13	148	4.77	123	3.97	145	4.83	146	4.71	120	4.00	125	4.03	144	4.65	155	5.54	0	0.00	1 474	4.41
Peines cont.	Prés.	95/96	1 041	34.70	1 070	34.52	1 155	38.50	1 213	39.13	1 188	38.32	1 163	38.77	1 259	40.61	1 160	38.67	1 144	36.90	1 101	35.52	1 123	38.72	1 408	45.42	14 025	38.32
		96/97	1 274	42.47	985	31.77	1 062	35.40	1 071	34.55	1 157	37.32	1 034	34.47	710	22.90	756	25.20	873	28.16	872	28.13	918	32.79	1 089	35.13	11 801	32.33
		97/98	1 051	35.03	1 035	33.39	974	32.47	1 051	33.90	1 005	32.42	923	30.77	943	30.42	861	28.70	905	29.19	613	19.77	899	32.11	0	0.00	10 260	30.72
	Abs.	95/96	1 135	37.83	1 096	35.35	839	27.97	1 068	34.45	1 084	34.97	1 168	38.93	1 205	38.87	1 565	52.17	989	31.90	1 236	39.87	1 944	67.03	2 683	86.55	16 012	43.75
		96/97	2 256	75.20	2 241	72.29	1 915	63.83	1 845	59.52	1 545	49.84	1 429	47.63	1 765	56.94	1 718	57.27	1 686	54.39	1 924	62.06	2 355	84.11	2 775	89.52	23 454	64.26
		97/98	3 196	106.53	2 949	95.13	2 405	80.17	2 005	64.68	1 859	59.97	1 540	51.33	1 732	55.87	1 749	58.30	2 054	66.26	1 539	49.65	1 441	51.46	0	0.00	22 469	67.27
Peines disc.	Prés.	95/96	7	0.23	5	0.16	1	0.03	1	0.03	0	0.00	8	0.27	6	0.19	33	1.10	6	0.19	3	0.10	0	0.00	0	0.00	70	0.19
		96/97	2	0.07	11	0.35	8	0.27	0	0.00	7	0.23	2	0.07	14	0.45	6	0.20	0	0.00	6	0.19	0	0.00	1	0.03	57	0.16
		97/98	0	0.00	17	0.55	8	0.27	14	0.45	1	0.03	0	0.00	2	0.06	11	0.37	17	0.55	9	0.29	8	0.29	0	0.00	87	0.26
	Abs.	95/96	171	5.70	135	4.35	109	3.63	92	2.97	63	2.03	57	1.90	42	1.35	31	1.03	33	1.06	20	0.65	22	0.76	31	1.00	806	2.20
		96/97	20	0.67	17	0.55	6	0.20	2	0.06	3	0.10	4	0.13	5	0.16	2	0.07	0	0.00	6	0.19	0	0.00	5	0.16	70	0.19
		97/98	17	0.57	11	0.35	4	0.13	3	0.10	9	0.29	15	0.50	17	0.55	11	0.37	5	0.16	9	0.29	6	0.21	0	0.00	107	0.32

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																											
Pers. prés.	95/96	1 658	55.27	1 729	55.77	1 703	56.77	1 754	56.58	1 776	57.29	1 750	58.33	1 789	57.71	1 721	57.37	1 736	56.00	1 794	57.87	1 694	58.41	1 806	58.26	20 910	57.13
	96/97	1 732	57.73	1 856	59.87	1 710	57.00	1 790	57.74	1 745	56.29	1 694	56.47	1 688	54.45	1 572	52.40	1 489	48.03	1 533	49.45	1 500	53.57	1 633	52.68	19 942	54.64
	97/98	1 605	53.50	1 641	52.94	1 545	51.50	1 601	51.65	1 657	53.45	1 656	55.20	1 614	52.06	1 568	52.27	1 540	49.68	1 195	38.55	1 427	50.96	0	0.00	17 049	51.04
Pers. abs.	95/96	1 338	44.60	1 257	40.55	967	32.23	1 187	38.29	1 160	37.42	1 225	40.83	1 247	40.23	1 607	53.57	1 024	33.03	1 292	41.68	2 035	70.17	2 747	88.61	17 086	46.68
	96/97	2 295	76.50	2 268	73.16	1 946	64.87	1 876	60.52	1 560	50.32	1 496	49.87	1 855	59.84	1 799	59.97	1 774	57.23	2 034	65.61	2 439	87.11	2 908	93.81	24 250	66.44
	97/98	3 333	111.10	3 084	99.48	2 533	84.43	2 156	69.55	1 991	64.23	1 700	56.67	1 895	61.13	1 880	62.67	2 184	70.45	1 692	54.58	1 602	57.21	0	0.00	24 050	72.01
Total des pers. inscr.	95/96	2 996	99.87	2 986	96.32	2 670	89.00	2 941	94.87	2 936	94.71	2 975	99.17	3 036	97.94	3 328	110.93	2 760	89.03	3 086	99.55	3 729	128.59	4 553	146.87	37 996	103.81
	96/97	4 027	134.23	4 124	133.03	3 656	121.87	3 666	118.26	3 305	106.61	3 190	106.33	3 543	114.29	3 371	112.37	3 263	105.26	3 567	115.06	3 939	140.68	4 541	146.48	44 192	121.07
	97/98	4 938	164.60	4 725	152.42	4 078	135.93	3 757	121.19	3 648	117.68	3 356	111.87	3 509	113.19	3 448	114.93	3 724	120.13	2 887	93.13	3 029	108.18	0	0.00	41 099	123.05

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS																										Page 17	
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
- 1/6	Prés.	528	63.46%	373	55.51%	373	55.51%	356	52.98%	221	35.42%	420	61.76%	341	56.36%	226	50.67%	168	39.25%	148	43.02%	248	51.13%	0		3 402	52.66%
	Abs.	56	5.37%	28	2.61%	11	1.23%	11	1.35%	10	1.28%	29	4.30%	23	4.24%	6	1.32%	0		0		10	3.22%	0		184	2.47%
1/6 - 1/3	Prés.	167	20.07%	156	23.21%	166	24.70%	102	15.18%	164	26.28%	72	10.59%	87	14.38%	83	18.61%	136	31.78%	58	16.86%	118	24.33%	0		1 309	20.26%
	Abs.	840	80.61%	901	83.97%	746	83.17%	684	83.82%	656	83.78%	519	76.89%	399	73.48%	355	78.02%	303	63.52%	195	49.74%	209	67.20%	0		5 807	77.80%
+ 1/3	Prés.	137	16.47%	143	21.28%	133	19.79%	214	31.85%	239	38.30%	188	27.65%	177	29.26%	137	30.72%	124	28.97%	138	40.12%	119	24.54%	0		1 749	27.07%
	Abs.	146	14.01%	144	13.42%	140	15.61%	121	14.83%	117	14.94%	127	18.81%	121	22.28%	94	20.66%	174	36.48%	197	50.26%	92	29.58%	0		1 473	19.73%
SOUS	Prés.	832	12.88%	672	10.40%	672	10.40%	672	10.40%	624	9.66%	680	10.53%	605	9.37%	446	6.90%	428	6.63%	344	5.33%	485	7.51%	0		1 473	19.73%
TOTAL	Abs.	1 042	13.96%	1 073	14.38%	897	12.02%	816	10.93%	783	10.49%	675	9.04%	543	7.27%	455	6.10%	477	6.39%	392	5.25%	311	4.17%	0		7 464	46.39%
TOTAL		1 874	13.46%	1 745	12.53%	1 569	11.27%	1 488	10.69%	1 407	10.10%	1 355	9.73%	1 148	8.24%	901	6.47%	905	6.50%	736	5.29%	796	5.72%	0		13 924	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	163	77.99%	279	76.86%	185	61.46%	223	58.84%	206	54.07%	107	44.21%	234	69.23%	229	55.31%	228	47.90%	135	50.75%	296	72.37%	0		2 285	60.48%
	Abs.	181	8.36%	154	8.23%	72	4.78%	31	2.62%	39	3.62%	92	10.64%	121	10.20%	113	8.73%	96	6.09%	33	2.88%	62	5.42%	0		994	6.62%
1/6 - 1/3	Prés.	33	15.79%	65	17.91%	92	30.56%	88	23.22%	117	30.71%	68	28.10%	58	17.16%	112	27.05%	124	26.05%	53	19.92%	76	18.58%	0		886	23.45%
	Abs.	700	32.35%	468	25.00%	399	26.49%	245	20.69%	261	24.26%	187	21.62%	389	32.80%	426	32.92%	460	29.17%	281	24.50%	309	27.03%	0		4 125	27.47%
+ 1/3	Prés.	13	6.22%	19	5.23%	24	7.97%	68	17.94%	58	15.22%	67	27.69%	46	13.61%	73	17.63%	124	26.05%	78	29.32%	37	9.05%	0		607	16.07%
	Abs.	1 283	59.29%	1 250	66.77%	1 035	68.73%	908	76.69%	776	72.12%	586	67.75%	676	57.00%	755	58.35%	1 021	64.74%	833	72.62%	772	67.54%	0		9 895	65.91%
SOUS	Prés.	209	5.53%	363	9.81%	301	7.97%	379	10.03%	381	10.08%	242	6.41%	338	8.95%	414	10.96%	476	12.60%	266	7.04%	409	10.83%	0		3 778	20.10%
TOTAL	Abs.	2 164	14.41%	1 872	12.47%	1 506	10.03%	1 184	7.89%	1 076	7.17%	865	5.76%	1 186	7.90%	1 294	8.82%	1 577	10.50%	1 147	7.84%	1 143	7.81%	0		15 014	79.90%
TOTAL		2 373	12.63%	2 235	11.89%	1 807	9.62%	1 563	8.32%	1 457	7.75%	1 107	5.89%	1 524	8.11%	1 708	9.09%	2 053	10.92%	1 413	7.52%	1 552	8.26%	0		18 792	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE																											
ANNÉE 1997 - 1998																											
Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	10	45.45%	0		1	4.55%	0		0		1	4.55%	0		1	4.55%	1	4.55%	3	13.64%	5	22.73%	0		22	66.67%
TOTAL	Abs.	0		4	36.36%	2	18.18%	5	45.45%	0		0		0		0		0		0		0		0		11	33.33%
TOTAL		10	30.30%	4	12.12%	3	9.09%	5	15.15%	0		1	3.03%	0		1	3.03%	1	3.03%	3	9.09%	5	15.15%	0		33	100.00%
GRAND TOTAL		4 257	13.00%	3 984	12.17%	3 379	10.32%	3 056	9.33%	2 864	8.75%	2 463	7.52%	2 672	8.16%	2 610	7.97%	2 959	9.04%	2 152	6.57%	2 353	7.18%	0		32 749	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEFIELD

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
Codes		ANNÉE 1997-98												
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"		42	24	11	2	0	12	7	3	0	0	1	0	102
Total Médical"		3	4	0	9	10	17	16	3	0	0	9	0	71
Total "Réins. sociale"		11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
SOUS TOTAL		56	28	11	11	10	29	23	6	0	0	10	0	184
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"		80	70	21	41	66	12	33	10	23	13	4	0	373
Total Médical"		2	85	89	41	64	4	28	41	4	0	18	0	376
Total "Réins. sociale"		758	746	636	602	526	503	338	304	276	182	187	0	5 058
SOUS TOTAL		840	901	746	684	656	519	399	355	303	195	209	0	5 807
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"		114	111	81	79	107	118	121	88	146	184	89	0	1 238
Total Médical"		1	0	28	13	0	0	0	3	27	4	3	0	79
Total "Réins. sociale"		31	33	31	29	10	9	0	3	1	9	0	0	156
SOUS TOTAL		146	144	140	121	117	127	121	94	174	197	92	0	1 473
TOTAL		1 042	1 073	897	816	783	675	543	455	477	392	311	0	7 464

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS														
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6														
Codes		ANNÉE 1997-98												
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"		166	146	56	31	39	92	107	110	90	27	58	0	922
Total Médical"		15	8	13	0	0	0	14	3	4	0	2	0	59
Total "Réins. sociale"		0	0	3	0	0	0	0	0	2	6	2	0	13
SOUS TOTAL		181	154	72	31	39	92	121	113	96	33	62	0	994
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3														
Total "Humanitaire"		295	212	127	100	89	96	203	164	191	88	147	0	1 712
Total Médical"		35	23	13	0	0	0	11	6	9	0	3	0	100
Total "Réins. sociale"		370	233	259	145	172	91	175	256	260	193	159	0	2 313
SOUS TOTAL		700	468	399	245	261	187	389	426	460	281	309	0	4 125
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3														
Total "Humanitaire"		152	175	122	93	100	88	179	173	280	113	209	0	1 684
Total Médical"		60	14	23	24	0	0	0	34	20	0	0	0	175
Total "Réins. sociale"		1 071	1 061	890	791	676	498	497	548	721	720	563	0	8 036
SOUS TOTAL		1 283	1 250	1 035	908	776	586	676	755	1 021	833	772	0	9 895
TOTAL		2 164	1 872	1 506	1 184	1 076	865	1 186	1 294	1 577	1 147	1 143	0	15 014

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
Codes		ANNÉE 1997-98												
absences		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"		0	4	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	11
SOUS TOTAL		0	4	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	11
GRAND TOTAL		3 206	2 949	2 405	2 005	1 859	1 540	1 729	1 749	2 054	1 539	1 454	0	22 489

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

Page 66

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1997-98												TOTAL
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Dec.	Janvier	Février	Mars	
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	6	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	13
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	20	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30
	05	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	16	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	11	3	2	0	0	0	36
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	42	24	11	2	0	12	7	3	0	0	1	0	102
	42	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	4
	3	3	2	0	0	9	10	14	3	0	0	9	0	67
	3	4	0	0	9	10	17	16	3	0	0	9	0	71
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	Sous Total	56	28	11	11	10	29	23	6	0	0	0	0	184
1/6 - 1/3	01	30	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51
	02	13	26	10	0	4	1	0	3	23	11	4	0	95
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	6	17	4	10	25	0	2	0	0	2	0	0	66
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	7	31	24	4	0	0	0	0	0	0	66
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	31	4	0	0	0	7	31	7	0	0	0	0	80
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	80	70	21	41	66	12	33	10	23	13	4	0	373
	42	2	56	87	41	44	2	10	26	4	0	18	0	290
	2	29	2	0	20	20	2	18	15	0	0	0	0	86
	2	85	89	41	64	4	4	28	41	4	0	18	0	376
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	102	17	18	7	0	8	0	0	0	0	0	0	152
	65	656	729	618	595	526	495	338	304	276	182	187	0	4 906
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	758	746	636	602	526	503	338	304	276	182	187	0	5 058
	Sous Total	840	901	746	684	656	519	399	355	303	195	209	0	5 807
Total "Médical"	01	20	12	31	14	27	39	31	30	14	18	22	0	258
	02	15	5	14	18	31	34	24	19	22	19	13	0	214
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	79	94	35	47	49	37	50	39	81	142	54	0	707
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	1	0	0	8	16	0	29	5	0	0	59
Total "Humanitaire"	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	114	111	81	79	107	118	121	88	146	184	89	0	1 238
	42	1	0	0	0	0	0	0	3	27	4	0	0	35
	1	0	0	28	13	0	0	0	0	0	0	3	0	44
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	30	32	30	24	0	0	0	0	0	0	0	0	116
	65	1	1	1	5	10	9	0	3	1	9	0	0	40
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total "Réins. soc."	31	33	31	29	10	9	0	3	1	9	0	0	156
	Sous Total	146	144	140	121	117	127	121	94	174	197	92	0	1 473
TOTAL		1 042	1 073	897	816	783	675	543	455	477	392	311	0	7 464

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

Page 67

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1997-98

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	7	0	0	1	0	0	0	8
	02	0	0	2	0	0	0	1	0	4	1	1	0	9
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	1	6	0	0	0	0	0	0	0	0	7
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	166	146	53	25	39	85	106	110	85	26	57	0	898
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		166	146	56	31	39	92	107	110	90	27	58	0	922
- 1/6	41	0	5	0	0	0	0	0	3	0	0	2	0	10
	42	15	3	13	0	0	0	14	3	4	0	0	0	49
Total "Médical"		15	8	13	0	0	0	14	3	4	0	2	0	59
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	3	0	0	0	0	0	2	6	2	0	13
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	3	0	0	0	0	0	2	6	2	0	13
SOUS TOTAL		181	154	72	31	39	92	121	113	96	33	62	0	994

Page 7

1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	3	0	0	5	0	0	0	8
	02	0	3	1	0	0	1	0	0	19	13	4	0	41
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	2	21	0	3	1	3	0	1	0	0	31
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	295	209	124	79	89	89	202	161	167	74	143	0	1 632
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		295	212	127	100	89	96	203	164	191	88	147	0	1 712
1/6 - 1/3	41	0	10	0	0	0	0	0	0	4	0	3	0	17
	42	35	13	13	0	0	0	11	6	5	0	0	0	83
Total "Médical"		35	23	13	0	0	0	11	6	9	0	3	0	100
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	274	22	0	4	0	0	0	0	2	0	24	0	326
	65	96	211	259	141	172	91	175	256	258	193	135	0	1 987
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		370	233	259	145	172	91	175	256	260	193	159	0	2 313
SOUS TOTAL		700	468	399	245	261	187	389	426	460	281	309	0	4 125

+ 1/3	01	0	0	0	0	0	3	0	0	8	0	0	0	11
	02	0	4	0	0	0	0	0	0	10	14	0	0	28
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	1	2	13	17	10	4	6	0	0	0	0	53
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	152	170	120	80	83	75	175	167	262	99	209	0	1 592
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		152	175	122	93	100	88	179	173	280	113	209	0	1 684
+ 1/3	41	0	1	19	0	0	0	0	0	7	0	0	0	27
	42	60	13	4	24	0	0	0	34	13	0	0	0	148
Total "Médical"		60	14	23	24	0	0	0	34	20	0	0	0	175
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	962	411	49	15	0	0	3	0	5	0	8	0	1 453
	65	109	650	840	776	676	498	494	548	716	720	555	0	6 582
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1 071	1 061	890	791	676	498	497	548	721	720	563	0	8 036
SOUS TOTAL		1 283	1 250	1 035	908	776	586	676	755	1 021	833	772	0	9 895
TOTAL		2 164	1 872	1 506	1 184	1 076	865	1 186	1 294	1 577	1 147	1 143	0	15 014

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DETENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1997-98												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"													
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"													
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
65	0	0	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	7
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."													
0	4	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
TOTAL													
0	4	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11

DÉFINITION DES CODES
D'ABSENCE TEMPORAIRE

TYPE D'ABSENCE TEMPORAIRE «HUMANITAIRE»

- 01 Support à la famille
- 02 Visite à la famille
- 03 Événement significatif
- 04 Responsabilités sociales
- 05 Éviter la perte d'emploi
- 06 Responsabilités civiles
- 07 Activités du fonds local
- 08 Évaluation académique
- 09 Évaluation d'admissibilité en ressource communautaire (H)
- 10 Préparation de sortie à l'expiration de la peine
- 11 Sortie préparatoire à un nouvel examen de la CQLC
- 12 Séjour à l'extérieur de l'établissement - Sentence intermittente
- 38 Nil
- 39 Autre - humanitaire (ce code n'est plus disponible depuis 1992.05.14)

TYPE D'ABSENCE TEMPORAIRE «MÉDICAL»

- 41 Évaluation - traitement
- 42 Soins de santé

TYPE D'ABSENCE TEMPORAIRE «RÉINSERTION SOCIALE»

- 61 Évaluation d'admissibilité en ressource communautaire d'hébergement (R)
- 62 Ressource communautaire d'hébergement (S.C.Q.)
- 63 Ressource communautaire (S.S.S., Autre)
- 64 Préparation de sortie
- 65 PEMO - Détention
- 66 PEMO - Communautaire
- 99 Autre - Réinsertion sociale (ce code n'est plus disponible depuis le 1992.05.14)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

48. VENTILATION DES MONTANTS OCTROYÉS AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES
POUR LA MISE EN PLACE DE LA RÉFORME DU SYSTÈME CORRECTIONNEL DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 03.01

QUESTION 48 : Ventilation des montants octroyés aux organismes communautaires pour la mise en place de la réforme du système correctionnel du Québec

Globalement, le ministère de la Sécurité publique verse annuellement un peu plus de 10 M\$ aux organismes communautaires (excluant les sommes versées à l'Institut Philippe Pinel et le Centre hospitalier de Sherbrooke) . De ce montant, une tranche d'environ 1,5 M\$ avait été prévue pour les fins spécifiques de la mise en place de la réforme correctionnelle. Elle se répartit comme suit.

Territoire	Crédits au 97-04-01	Engagements 1997-1998	Disponibilité prévue au 98-03-31
Abitibi	46,4\$	35,0\$	11,4\$
Laval - Laurentides - Lanaudière - Outaouais	353,6\$	268,9\$	84,7\$
Montréal	74,2\$	74,2\$	0,0\$
Estrie-Montérégie	667,3\$	479,0\$	188,3\$
Québec	182,7\$	182,7\$	(0,0\$)
Bas St-Laurent - Gaspésie - Côte Nord - Iles de la Madeleine	175,8\$	180,3\$	(4,5\$)
Central (re : PTC)	0,0\$	250,0\$	(250,0\$)
TOTAL CORRECTIONNEL	1 500,0\$	1 470,1\$	29,9\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

49. DÉPÔT DU PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS AU SECONDAIRE ET AU COLLÉGIAL.
LISTE DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT DISPENSANT CETTE FORMATION

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 1998-1999
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

Titre et programme : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

Question 49 : Dépôt du programme de formation des pompiers au secondaire et au collégial. Liste des institutions d'enseignement dispensant cette formation

Le Centre de formation en sécurité incendie (CFSI) a officiellement été mis en place le 23 avril 1997. Il s'agit d'une structure d'encadrement et de coordination de la formation ayant la responsabilité de gérer toutes les activités de formation reconnue en sécurité incendie offertes sur le territoire québécois, qu'il s'agisse de la formation à temps plein, à temps partiel, en milieu scolaire ou en milieu de travail.

Dix-sept partenaires ont signé le protocole d'entente de collaboration relative à la gestion du CFSI. Outre les partenaires principaux que sont la Commission scolaire Chomedey de Laval, le collège Montmorency et la Ville de Montréal, le CFSI compte trois partenaires gouvernementaux, quatre représentants du milieu municipal et huit du milieu de la sécurité incendie.

Ainsi, la Ministre de l'éducation a désigné la Commission scolaire Chomedey de Laval (pompiers) et le collège Montmorency (préventionnistes et gestionnaires) pour offrir les nouveaux programmes d'études en sécurité incendie. Ces nouveaux programmes sont disponibles depuis septembre 1997 pour les pompiers, les préventionnistes et les gestionnaires de services d'incendie. Un réseau d'instructeurs accrédités par le Centre a été mis sur pied en janvier dernier. Entre-temps, la Commission scolaire Chomedey de Laval, par l'entremise de l'Institut de protection contre les incendies du Québec (IPIQ), offre à temps partiel quelques nouveaux cours du programme d'études pour les pompiers.

Par ailleurs, des ententes relatives à des offres de formation en région ont été établies avec d'autres commissions scolaires et d'autres cégeps (C.S. de Rivière-du-Loup, C.S. de la Neigette, C.S. de Chicoutimi, C.S. du Lac St-Jean, C.S. de la Jeune Lorette, C.S. de Portneuf, C.S. du Centre-de-la-Mauricie), C.S. de Trois-Rivières, C.S. Vallée-de-la-Lièvre, C.S. des Draveurs, C.S. de la Chaudière-Etchemin, C.S. de la Côte-du-Sud, C.S. de Lévis et C.S. de l'Amiante)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

50. PLAN DE REDÉPLOIEMENT DES EFFECTIFS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

51. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT DEMANDÉ LEUR PROPRE CORPS DE POLICE INTERMUNICIPAL
AU 31 MARS 1998, EN PRÉCISANT :

- A) LA DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE ;
- B) LA DATE DE LA RÉPONSE DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ;
- C) LES COMTÉS VISÉS ;
- D) LE NOMBRE DE MUNICIPALITÉS VISÉES ;
- E) LE NOMBRE DE POLICIERS VISÉS ;
- F) LA POPULATION VISÉE ;
- G) L'ESTIMATION DU BUDGET ÉVALUÉ D'UN CORPS DE POLICE INTERMUNICIPAL ;
- H) COPIE DE LA RÉPONSE DU MINISTRE POUR CHAQUE DEMANDE.

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 1998-1999
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

Titre et programme : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 51 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1998, en précisant : a) la date de réception de la demande; b) la date de la réponse du ministère de la Sécurité publique; c) les comtés visés; d) le nombre de municipalités visées; e) le nombre de policiers visés; f) la population visée; g) l'estimation du budget évalué d'un corps de police intermunicipal; h) copie de la réponse du ministre pour chaque demande

Municipalité ou MRC	Réception de la demande	Réponse du MSP	Circonscription électorale	Nbre mun. tot. / Nbre mun. visées	Nombre de policiers permanents	Pop. tot./ Pop. visée	Budget proposé
Régie de police de Memphrémagog (Magog (v), Magog (ct), Austin, Orford, Omerville, Ste-Catherine-de-Hatley)	96-10-22 96-11-07	approuvé ¹ 97-05-22	Orford Brome-Missisquoi	6 / 4	35	25 089 / 6 416	3,6 M\$
MRC Le Centre-de-la-Mauricie (excluant Shawinigan-Sud et Grand-Mère déjà desservies par un CPM)	96-10-21	approuvé ¹ 97-06-19	Laviolette Maskinongé St-Maurice	13 (2 TNO)/ 11 (2 TNO)	55	70 063 / 43 184	3,5 M\$
Régie intermunicipale de police de Montcalm (Saint-Calixte, Sainte-Julienne, Saint-Lin et Ville des Laurentides)	97-05-12	approuvé ¹ 97-07-09	Joliette Rousseau	4 / 4	27	21 419 / 21 419	2,3 M\$
Sainte-Julie / Verchères	97-07-08	approuvé ¹ 97-09-16	Verchères	3 / 1	41	33 440 / 4 854	3,5 M\$
Régie intermunicipale de police Chaudière-Etchemin (Charny, St-Jean-Chrysostome, Saint-Romuald) et les municipalités de Saint-Nicolas, Saint-Rédempteur, Saint-Étienne-de-Lauzon	97-09-05	approuvé ¹ 97-09-30	Chutes-de-la-Chaudière	6 / 3	57	68 418 / 30 159	5,1 M\$

¹ Dans tous les cas, il n'y a pas de correspondance officielle sauf un document d'approbation
 SPÉ (98-03)

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 1998-1999
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

Titre et programme : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 51 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1998, en précisant : a) la date de réception de la demande; b) la date de la réponse du ministère de la Sécurité publique; c) les comtés visés; d) le nombre de municipalités visées; e) le nombre de policiers visés; f) la population visée; g) l'estimation du budget évalué d'un corps de police intermunicipal; h) copie de la réponse du ministre pour chaque demande

Municipalité ou MRC	Réception de la demande	Réponse du MSP	Circonscription électorale	Nbre mun. tot. / Nbre mun. visées	Nombre de policiers permanents	Pop. tot./ Pop. visée	Budget proposé
Deux-Montagnes / Sainte-Marthe-sur-le-Lac / Saint-Joseph-du-Lac / Pointe Calumet	97-09-12	approuvé ¹ 97-11-04	Deux-Montagnes	4 / 2	37	32 478 / 10 373	3,8 M\$
Régie intermunicipale de police de la région sherbrooke (Ascot, Bromptonville, Canton de Brompton, Deauville, Fleurimont, Lennoxville, Sherbrooke, Rock Forest, Saint-Élie-D'Orford, Waterville)	97-09-04	approuvé ¹ 97-11-13	Johnson Orford Saint-François Sherbrooke	10 / 10	160	136 840 / 136 840	15,8 M\$
Cap-Santé / Donnacona	97-10-15	approuvé ¹ 97-12-01	Portneuf	2 / 1	9	9 161 / 2 615	0,8 M\$
Régie intermunicipale de police du Grand Salaberry (Salaberry-de-Valleyfield, Saint-Timothée, Beauharnois, Melocheville, Grande-Ile)	97-07-17	approuvé ¹ 98-02-03	Beauharnois-Huntingdon Salaberry-Soulanges	5 / 5	64	50 428 / 50 428	6,5 M\$
Sainte-Julie / Calixa-Lavallée	97-10-14	approuvé ¹ 98-02-03	Marguerite D'Youville Verchères	4 / 1	41	33 922 / 467	3,5 M\$
Mirabel / Saint-Colomban	97-04-14	approuvé ¹ 98-02-17	Argenteuil	2 / 1	24	23 967 / 5 569	2,9 M\$
Trois-Rivières-Ouest / Pointe-du-Lac	97-10-20	approuvé ¹ 98-02-19	Maskinongé	2 / 1	30	26 837 / 6 197	2,7 M\$

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 1998-1999
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

Titre et programme : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 51 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1998, en précisant : a) la date de réception de la demande; b) la date de la réponse du ministère de la Sécurité publique; c) les comtés visés; d) le nombre de municipalités visées; e) le nombre de policiers visés; f) la population visée; g) l'estimation du budget évalué d'un corps de police intermunicipal; h) copie de la réponse du ministre pour chaque demande

Municipalité ou MRC	Réception de la demande	Réponse du MSP	Circonscription électorale	Nbre mun. tot. / Nbre mun. visées	Nombre de policiers permanents	Pop. tot./ Pop. visée	Budget proposé
Cap-de-la-Madeleine / Sainte-Marthe-du-Cap / Saint-Louis-de-France	97-11-24	approuvé ¹ 98-02-31	Champlain	3 / 2	46	55 130 / 13 477	4,6 M\$
Régie intermunicipale de Joliette (Crabtree, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dames-des-Prairies, St-Ambroise, St-Charles-Borromée, St-Paul, St-Thomas, Ste-Mélanie, St-Pierre)	96-12-20	approuvé ¹ 98-02-31	Berthier Joliette	10 / 10	54	52 845 / 52 845	5,4 M\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

52. ÉTAT DE SITUATION CONCERNANT LA LÉGISLATION FÉDÉRALE DES ARMES À FEU.
MOYENS MIS EN PLACE PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
POUR FAIRE RESPECTER CETTE LÉGISLATION. ÉVALUATION DES MONTANTS
QUE LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOIT INVESTIR POUR FAIRE RESPECTER CETTE LOI

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE / SÛRETÉ DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 52 : État de situation concernant la législation fédérale des armes à feu. Moyens mis en place par le ministère de la Sécurité publique pour faire respecter cette législation. Évaluation des montants que le ministère de la Sécurité publique doit investir pour faire respecter cette loi

ÉTAT DE SITUATION CONCERNANT LA LÉGISLATION FÉDÉRALE DES ARMES À FEU

Législation actuelle

La partie III du *Code criminel* régit actuellement tout le domaine du contrôle des armes à feu dans l'ensemble du Canada. On y traite, en effet, des infractions relatives à l'emploi, à la possession, à la vente et à l'acquisition d'armes à feu et autres armes offensives, des procédures concernant les demandes d'acquisition, des certificats d'enregistrement pour armes à autorisation restreinte, des permis de port d'armes et autres types de permis ainsi que des infractions relatives aux autorisations, aux certificats et aux permis, etc.

Réforme législative

Depuis 1993, le gouvernement fédéral a entrepris une importante réforme législative afin d'assurer un meilleur contrôle des armes à feu. Les grandes lignes de cette réforme législative consistent à contrer l'usage des armes à feu à des fins criminelles en s'attaquant à la contrebande des armes à feu, en interdisant la possession d'un grand nombre d'entre elles et en établissant un système national d'enregistrement qui s'appliquera aux propriétaires ainsi qu'aux armes à feu. La première étape de cette réforme a été l'adoption d'un décret, le 1^{er} janvier 1995, ayant pour objet de prohiber vingt et un (21) types d'armes à feu militaires et paramilitaires, comportant plus de 200 modèles différents. La deuxième étape fut l'adoption du projet de loi C-68 le 13 juin 1995 par la Chambre des communes. Sanctionné le 5 décembre 1995, il est devenu le chapitre 39 des Lois du Canada 1995.

Certaines dispositions du chapitre 39 des Lois du Canada sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1996. Il s'agit des articles 139 (85 c. cr.) et 141 à 150 qui touchent les sentences applicables à des crimes graves commis avec des armes à feu. Ces dispositions n'ont pas d'incidence directe sur les activités des utilisateurs et des entreprises d'armes à feu.

Un autre aspect de la réforme législative porte sur la création d'une loi distincte, la *Loi sur les armes à feu*, laquelle doit entrer en vigueur le 1^{er} octobre 1998.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 52 : État de situation concernant la législation fédérale des armes à feu. Moyens mis en place par le ministère de la Sécurité publique pour faire respecter cette législation. Évaluation des montants que le ministère de la Sécurité publique doit investir pour faire respecter cette loi

Afin de mettre en oeuvre de façon efficace et efficiente le nouveau cadre législatif, des Règlements d'application de la *Loi sur les armes à feu* sont nécessaires. Aussi,

- 11 projets de règlements relatifs notamment aux permis d'armes à feu, à l'entreposage, au transport et au maniement d'armes à feu ont été déposés le 26 novembre 1997;
- 6 projets de règlements qui portent notamment sur les clubs de tir ont été déposés le 30 octobre 1997.

Ces Règlements ont été approuvés par le gouverneur général du Canada le 24 mars 1998. Ils entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1998, soit à la même date que la *Loi sur les armes à feu*.

MOYENS MIS EN PLACE PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR FAIRE RESPECTER LA LÉGISLATION FÉDÉRALE ACTUELLE SUR LES ARMES À FEU

La législation actuelle sur les armes à feu, relativement aux divers permis et autorisations, est administrée par la Sûreté du Québec. Chacun des 108 postes de la Sûreté est habilité à remettre aux citoyens les formulaires de demande de permis et à récupérer les documents complétés. Ces formulaires sont ensuite transmis à l'un des 9 quartiers généraux de la Sûreté du Québec où des employés délivrent les documents, à l'exception de ceux dont le traitement est centralisé à la direction des permis à Montréal. Ces derniers documents ont trait notamment aux permis de port d'armes, aux autorisations de clubs de tir et aux désignations d'entreprises pour posséder des armes à feu à des fins industrielles. L'administration de cette législation requiert environ 60 employés à plein temps répartis tant au Grand quartier général que dans chacun des districts.

ÉVALUATION DES MONTANTS QUE LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOIT INVESTIR POUR FAIRE RESPECTER CETTE LOI

L'administration de la législation fédérale sur les armes à feu fait encourir au gouvernement du Québec des coûts qui sont remboursés par le gouvernement fédéral aux termes d'un accord financier conclu en vertu de l'actuel article 111 du *Code criminel*. En 1979, le Conseil des ministres a approuvé la signature d'un tel accord financier avec le gouvernement fédéral pour une période de 5 ans. Cet accord a pris fin en 1984. Il a par la suite été reconduit d'année en année jusqu'au 31 mars 1993.

En 1993, le gouvernement du Québec a entrepris de négocier un nouvel accord financier. Une entente a été conclue avec le gouvernement fédéral le 29 avril 1997. Cette entente, rétroactive au 1^{er} avril 1993, a pris fin le 31 mars 1998. Elle doit être reconduite pour couvrir la période du 1^{er} avril 1998 au 1^{er} octobre 1998, date prévue pour l'entrée en vigueur de la nouvelle *Loi sur les armes à feu*.

Il y aura aussi lieu de convenir d'un nouvel accord pour couvrir les coûts de l'application des nouvelles dispositions législatives liées au contrôle des armes à feu au moment approprié.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 52 : État de situation concernant la législation fédérale des armes à feu. Moyens mis en place par le ministère de la Sécurité publique pour faire respecter cette législation. Évaluation des montants que le ministère de la Sécurité publique doit investir pour faire respecter cette loi

Les dépenses générées pour l'administration de la législation sur les armes à feu tiennent compte de tous les coûts directs et indirects encourus par le gouvernement du Québec pour :

- les types de permis suivants :
 - . autorisation d'acquisition d'armes à feu;
 - . permis d'exploitation d'entreprises d'armes à feu;
 - . approbation des musées d'armes à feu;
 - . permis d'exploitation d'entreprises de munitions;
 - . permis d'exploitation d'entreprises d'armes prohibées à des fins industrielles;
- l'administration du bureau du chef provincial des préposés aux armes à feu.

Les dépenses pour l'année 1997-1998 sont de l'ordre de 1 250 000 \$. Comme le Québec conserve les sommes qu'il perçoit à titre de droits pour les différents permis dans le cadre de l'application de cette législation et que ceux-ci s'élèvent à environ la moitié de cette somme, le gouvernement fédéral remboursera environ 625 000 \$ aux termes de l'accord financier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

53. ÉTAT DE SITUATION CONCERNANT LA FORMATION DES POMPIERS AU QUÉBEC.
ÉVALUATION DES COÛTS QUANT À LA MISE EN PLACE
DE PROGRAMMES DE FORMATION (SECONDAIRE, COLLÉGIAL, ETC)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 53 : État de situation concernant la formation des pompiers au Québec. Évaluation des coûts quant à la mise en place de programmes de formation (secondaire, collégial, etc.)

Selon les informations obtenues des municipalités, les effectifs des 959 services d'incendie se répartissent de la façon suivante :

- 16 500 pompiers sont embauchés à temps partiel
- 3 000 pompiers sont embauchés à temps plein
- 4 600 sont des officiers à temps plein ou à temps partiel

Selon les informations fournies en 1997 par les municipalités, le niveau de formation des pompiers aurait progressé depuis 1991. En effet, 73 p. cent des pompiers avaient suivi le bloc A (Cours de base - 75 heures) en 1997 comparativement à 50 p. cent en 1991. Dans les municipalités de moins de 5 000 habitants, 64 p. cent des pompiers ont suivi le bloc A (Cours de base - 75 heures) et 17 p. cent le bloc B (Cours complémentaire - 75 heures).

Les coûts relatifs au développement et à la mise en place des nouveaux programmes d'études sont entièrement à la charge du ministère de l'Éducation (MEQ). Toutefois, à l'heure actuelle, seule la formation initiale, à temps plein, est financée par le gouvernement. Le ministère de l'Éducation du Québec est en mesure de fournir une évaluation de ces coûts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

54. LISTE DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES :

- A) STATUT ;
- B) NOMBRE DE POLICIERS ;
- C) COÛT ;
- D) FORMATION ;
- E) DISTRICT OUVERT.

55. LISTE DES ENTENTES TRIPARTITES CONCERNANT LES CORPS DE POLICE AUTOCHTONE. DESCRIPTION DES COMMUNAUTÉS ET POPULATION VISÉE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 54 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 55 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtones.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
KRPF (Kativik Regional Police Force)	Corps de police composé de constables spéciaux (art. 369 à 377 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik)	43	3 049 925,28 \$	Formation de base Institut de police du Québec Collaboration Commission scolaire Kativik	Abitibi	Oui	Communautés: Akulivik Aupaluk Inukjuaq Ivujivik Kangiqsualujuaq Kangisujuaq Kangirsuk Kuujuaq Kuujuarapik Puvirnituq Quaqtaq Salluit Tasiujaq Umiujaq Nation inuite	8 000 (95% Inuits 5% non autochtones)
Chisasibi Eastmain Mistissini Nemiscau Oujé-Bougoumou Waskaganish Waswanipi Wemindji Whapmagoostui	Corps de police composé de constables spéciaux (section IV.1 de la Loi de police)	43	2 367 578,00 \$ (En négociation pour une nouvelle entente)	Formation de base Institut de police du Québec Collaboration Cégep John Abbott	Abitibi	Oui pour les 9 communautés crie Entente signée avec l'Administration régionale Crie (à renouveler au 1 ^{er} avril 1998)	Communautés: Chisasibi Eastmain Mistissini Nemiscau Oujé-Bougoumou Waskaganish Waswanipi Wemindji Whapmagoostui Nation crie	11 218 Crie Environ 300 non autochtones
Kawawachikamach	Corps de police composé de constables spéciaux (section IV.1 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	3	184 800,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec	Mingan	Oui	Communauté: Kawawachikamach Nation naskapie	526 Environ 30 non autochtones

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 54 : Liste des corps policiers autochtones.

QUESTION 55 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Kitigan Zibi Anishinabeg	Corps de police (section IV.0.1 de la Loi de police)	6	233 280,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec (Policiers tous entièrement formés)	Labelle	Oui	Communauté: Kitigan Zibi Anishinabeg Nation algonquine	1 500
Lac Simon	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	3	240 049,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec	Abitibi	Oui	Communauté: Lac Simon Nation algonquine	1 000
Abitibiwinni	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	3	177 727,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec	Abitibi	Oui	Communauté: Pikogan Nation algonquine	500
Kahnawake	Corps de police (section IV.0.1 de la Loi de police)	26	1 304 000,00 \$	Formation de base Regina Gendarmerie Royale du Canada Formation spécialisée Gendarmerie Royale du Canada et Institut de police du Québec	Longueuil	Oui	Communauté: Kahnawake Nation mohawk	7 500
Akwesasne	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) (En révision)	24	529 098,00 \$ (En négociation pour une nouvelle entente)	Formation de base Institut de police du Québec et Aylmer Ontario Collège OPP	Beauharnois	Oui (à renouveler au 1 ^{er} avril 1998)	Communauté: Akwesasne Nation mohawk	6 000
Kanesatake	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) (En révision)	14	600 000,00 \$ (En négociation pour une nouvelle entente)	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Terrebonne	Oui (à renouveler au 1 ^{er} avril 1998)	Communauté: Kanesatake Nation mohawk	1 130
Wendake	Corps de police (section IV.0.1 de la Loi de police)	6	230 400,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec	Québec	Oui	Communauté: Wendake Nation Huronne Wendat	1 200

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 54 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 55 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtones.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Betsiamites	Corps de police (section IV.0.1 de la Loi de police)	8	291 840,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec	Baie-Comeau	Oui	Communauté: Betsiamites Nation montagnaise	2 500
Uashat mak Mani-Utenam	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police)	8	291 840,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec	Mingan	Oui	Communauté: Uashat-Maliotenam Nation montagnaise	2 600
Obedjiwan	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	6	306 720,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec	St-Maurice	Oui	Communauté: Obedjiwan Nation attikamek	1 600
Wôlinak	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	1	107 111,00 \$ (En négociation pour une nouvelle entente)	Formation de base Institut de police du Québec	Trois-Rivières	Oui (à renouveler au 1 ^{er} avril 1998)	Communauté: Wôlinak Nation abénaquise	150
Eagle Village - Kipawa	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement Kitigan Zibi Anishinabeg *	2	104 160,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec	Témiscamingue	Oui	Communauté: Eagle Village - Kipawa Nation algonquine	250
Mingan	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne **	2	76 800,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: Mingan Nation montagnaise	410
Natashquan	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement Conseil de la Police Amérindienne **	3	115 200,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: Natashquan Nation montagnaise	630

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 54 : Liste des corps policiers autochtones.

QUESTION 55 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
La Romaine	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement Conseil de la Police Amérindienne **	3	129 600,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: La Romaine Nation montagnaise	823
Essipit	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne **	2	72 000,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Baie-Comeau	Oui	Communauté: Essipit (Escoumins) Nation montagnaise	185
Mashteuiatsh	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	7	252 000,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Roberval	Oui	Communauté: Mashteuiatsh Nation montagnaise	2 000
Pakua Shipi	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	2	86 400,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: Pakua Shipi (Saint-Augustin) Nation montagnaise	217
Matimekosh	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	3	129 600,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: Matimekosh (Schefferville) Nation montagnaise	650
Odanak	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	2	72 000,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Richelieu	Oui	Communauté: Odanak Nation abénaquise	300

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 54 : Liste des corps policiers autochtones.

QUESTION 55 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Longue Pointe (Winneway)	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	2	97 440,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Témiscamingue	Oui	Communauté: Longue Pointe (Winneway) Nation algonquine	300
Timiskaming	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	4	139 200,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Témiscamingue	Oui	Communauté: Timiskaming Nation algonquine	500
Manawan	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	4	151 200,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Joliette	Oui	Communauté: Manawan Nation attikamek	1 400
Weymontachie	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	3	129 600,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	St-Maurice	Oui	Communauté: Weymontachie Nation attikamek	900
Gesgapegiag (Maria)	Constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne *	2	81 600,00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Bonaventure	Oui	Communauté: Gesgapegiag Nation micmaque	500
Listuguj (Restigouche)	Corps de police (section IV.0.1 de la Loi de police)	8	326 400 00 \$	Formation de base Institut de police du Québec et Collège John Abbott	Bonaventure	Oui	Communauté: Listuguj Nation micmaque	1 700
Gaspé	PAS DE SERVICES POLICIERS AUTOCHTONES, COUVERT PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.							
Wolf Lake	PAS DE SERVICES POLICIERS AUTOCHTONES, COUVERT PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.							

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 54 : Liste des corps policiers autochtones.

QUESTION 55 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Lac Barrière	PAS DE SERVICES POLICIERS AUTOCHTONES, COUVERT PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.							
Grand Lac Victoria	PAS DE SERVICES POLICIERS AUTOCHTONES, COUVERT PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.							

- * Coût de l'encadrement pour Eagle Village par Kitigan Zibi Anishinabeg: 21 600,00 \$.
- ** Coût de l'encadrement total pour les treize communautés du Conseil de la Police Amérindienne: 471 840,00 \$
(Mingan, Natashquan, La Romaine, Essipit, Mashteuiatsh, Pakua Shipi, Matimekossh, Odanak, Longue Pointe (Winneway), Timiskaming, Manawan, Weymontachie et Gessapegiag (Maria)).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

56. NOMBRE DE PERMIS DE BINGO ÉMIS PAR LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX :

- A) CATÉGORIE ;
- B) DÉTENTEUR ;
- C) RÉGION ET COMTÉ ;
- D) NOMBRE DE DEMANDES REJETÉES ET MOTIF.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : CONTRÔLE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 01-02

QUESTION 56 : Nombre de permis de bingo émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux : a) catégorie; b) détenteur; c) région et comté; d) nombre de demandes rejetées et motif

A) Le système de loterie bingo comporte les catégories de licence suivantes:

1. La licence d'exploitant de salle de bingo : 449 demandes reçues et aucune licence émise.

Les dispositions de la *Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement* (L.Q. 1997, c. 54) prévoient que celui qui exploite une salle de bingo peut continuer de l'exploiter s'il présente une demande à la RACJ pour la délivrance d'une licence prévue pour cette activité dans les 90 jours de l'entrée en vigueur du règlement sur les bingos pris par le gouvernement. Cette disposition transitoire permet à la Régie d'analyser avec rigueur les demandes reçues afin de s'assurer que les objectifs poursuivis par la réforme de bingo sont atteints et cela, sans pénaliser les exploitants de salle.

2. La licence de bingo se subdivise en sous-catégories suivantes:

1674	licences de bingo en salle incluant 219 autorisations de vente de billets-surprise
383	licences de bingo récréatif
28	licences de bingo-média

B) Détenteur :

Cette information n'est pas disponible selon ce format.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : CONTRÔLE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 01-02

QUESTION 56 : Nombre de permis de bingo émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux : a) catégorie; b) détenteur; c) région et comté; d) nombre de demandes rejetées et motif

C) Région et comté (information non disponible par comté)

Bas-St-Laurent	176
Saguenay/Lac St-Jean	110
Québec	193
Mauricie/Bois-Francs	144
Estrie	64
Montréal	295
Outaouais	71
Abitibi/Témiscamingue	104
Côte-Nord	72
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	180
Chaudières/Appalaches	101
Laval	72
Lanadière	109
Laurentides	130
Montréal	244

D) Nombre de demandes rejetées et motifs:

La Régie n'enregistre pas les demandes qui ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur. Celles-ci sont retournées au requérant en indiquant les correctifs à apporter afin de rendre leur demande admissible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

57. NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS, SUSPENDUS OU RÉVOQUÉS EN 1997-1998
PAR LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : CONTRÔLE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 01-02

QUESTION 57 : Nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués en 1997-1998 par la Régie des alcools, des courses et des jeux

A) Accordés:

- | | |
|---------------------------------|------|
| 1. Nouvel établissement: | 1277 |
| 2. Cession totale et partielle: | 2658 |

B) Suspendus: 655

C) Révocation / volontaire: 813
Révocation / sanction: 284

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

58. NOMBRE DE PERMIS D'APPAREIL VIDÉO POKER :

- A) PAR ÉTABLISSEMENTS ;
- B) PAR RÉGIONS.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : CONTRÔLE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 01-02

QUESTION 58 : Nombre de permis d'appareil vidéopoker : a) par établissements; b) par régions

En vertu de la réglementation actuelle, les appareils vidéo-poker sont illégaux. Seuls les appareils de loterie vidéo qui sont la propriété de la Société des loteries du Québec et identifiés par un numéro d'immatriculation attribué par la Régie sont autorisés.

A) Par établissements:

L'information n'est pas disponible selon ce format.

B) Par régions:

	Nombre d'établissements	Nombre d'appareils immatriculés
Laval/Laurentide/Lanaudière	585	1 962
Montréal	982	3 697
Québec/Chaudières/Appalaches	702	1 802
Mauricie/Bois-Francs	435	1 201
Estrie	346	1 099
Saguenay/Lac-St-Jean/Côte-Nord	332	950
Bas St-Laurent/Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	239	617
Abitibi/Nord-du-Québec	192	531
Montréal	594	1 952
Outaouais	271	833
Total	4678	14 644

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

59. ACTIONS PRÉVENTIVES POSÉES PAR LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX
POUR CONTRER LES EFFETS NÉGATIFS DU JEU EN 1997-1998 ET SOMMES ALLOUÉES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : CONTRÔLE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX 01-02

QUESTION 59 : Actions préventives posées par la Régie des alcools, des courses et des jeux pour contrer les effets négatifs du jeu en 1997-1998 et sommes allouées

Par l'ensemble des activités qu'elle mène en rapport avec les lois et règlements qu'elle est chargée d'administrer, notamment au plan de l'encadrement, des courses, des loteries et des concours publicitaires, la Régie contribue préventivement à atténuer les impacts sociaux négatifs générés par le jeu.

Pour ce faire, elle a délégué son directeur général adjoint, monsieur René Lafontaine, pour la représenter et participer à une conférence tenue en Alberta en février dernier. À cette occasion, monsieur Lafontaine a rencontré des représentants canadiens et américains intéressés à l'étude et au contrôle du jeu et plus particulièrement à l'égard des appareils de loterie-vidéo. Il lui a donc été permis de discuter des origines du problème et des diverses mesures destinées à endiguer les effets négatifs du jeu. Aux termes de cette conférence, il a été convenu d'un partenariat avec l'Atlantic Lottery Corporation en matière de recherche sur le phénomène.

La Régie a aussi délégué Me Nancy Béliveau, conseillère juridique, à la conférence canadienne des organismes responsables du contrôle et de la réglementation en matière de jeu (CAGRA) et à deux conférences de l'Association nord-américaine des administrateurs de jeux de hasard (NAGRA). À l'occasion de ces conférences, Me Nancy Béliveau a pu discuter et échanger avec différents gestionnaires et conseillers juridiques d'autres organismes oeuvrant dans le même domaine. Les sujets traités concernaient le développement d'orientations communes ainsi que les modifications législatives et réglementaires survenues récemment dans les organismes participants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

60. NOMBRE D'ENQUÊTES PUBLIQUES DEMANDÉES AU MINISTRE, EN INDIQUANT :

- A) LE NOM DU REQUÉRANT ;
- B) LE MOTIF DE SA DEMANDE ;
- C) LA RÉPONSE DU MINISTRE (COPIE).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 60 : Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant : a) le nom du requérant; b) le motif de sa demande; c) la réponse du ministre

- 1. a) Nom du requérant**
M. Christian LaForce, Directeur, Comité des personnes atteintes du VIH du Québec (CPAVIH)

b) Motif de sa demande (14 octobre 1997)
Demande d'enquête publique du coroner concernant le décès d'un détenu atteint du SIDA survenu le 2 octobre 1997, incarcéré à l'établissement de détention de Trois-Rivières.

c) Réponse du ministre
Acheminé à M. LaForce le 11 décembre 1997 par le Directeur de cabinet André Gariépy. La réponse est à l'effet qu'il vaut mieux laisser le coroner en chef se prononcer sur l'opportunité de tenir une enquête publique à la lumière des conclusions auxquelles sera parvenu le coroner chargé de l'investigation.
- 2. a) Nom du requérant**
Me Guy Bertrand et ass.

b) Motif de sa demande (14 août 1997 et 3 octobre 1997)
Demande d'enquête publique sur le corps de police de la ville de Québec, sur la violence (sur la violation des droits lorsque des personnes sont interceptées ou arrêtées).

c) Réponse du ministre Bélanger à Me Bertrand (Mars 1998)
Les cas rapportés ne justifient pas la tenue d'une enquête publique.
Il faut laisser les diverses procédures déjà enclenchées, notamment les plaintes en matière de déontologie policière, suivre leur cours et faire la lumière sur les événements.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 60 : Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant : a) le nom du requérant; b) le motif de sa demande; c) la réponse du ministre

3. a) Nom du requérant

Les résidants du secteur G.1.3 du Centre de détention de Québec

b) Motif de sa demande (1er mai 1997)

Enquête indépendante sur le fonctionnement ainsi que l'application de la loi sur les services correctionnels, règlements sur les établissements de détention, loi priorisant la libération conditionnelle des détenus et la Charte des droits et libertés de la personne.

Raison : conditions de vie dans le secteur G.1.3.

c) Réponse du ministre

Un état de situation a été fait par le directeur territorial, Marc-André Laliberté et transmis d'abord à la sous-ministre associée Louise Pagé et par la suite au Cabinet. Il n'y a pas lieu de donner suite à cette demande.

4. a) Nom du requérant

M. Yves Manseau

b) Motif de sa demande (Décembre 1996, 4 avril 1997 et 24 février 1998)

Enquête publique demandée au ministre Pierre Bélanger sur les méthodes d'enquête de certains corps policiers du Québec.

Raison : Attention démesurée des policiers à son endroit.

c) Réponse du ministre

Plusieurs accusés réception.

Décision prise de ne pas donner suite.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 60 : Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant : a) le nom du requérant; b) le motif de sa demande; c) la réponse du ministre

5. a) Nom du requérant

Me Lucie Lemonde, Présidente, Ligue des droits et libertés (18 février 1996 et 16 avril 1996)
M. Élie-Jacques Jourdain, chef, Conseil de bande Uashat Mak Mani-Utenam (Avril 1996)
M. Rémi Savard, Université de Montréal (Janvier 1997)
M. Patrick Beaudoin, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (Mars 1997)
M. Joe Gunn, Coalition pour les droits des autochtones (Juillet 1996)
M. André Thaddée, chef, Conseil des indiens montagnais de Shefferville (Août 1996)
Les membres des familles Vollant et Régis

b) Motif de sa demande

Demande d'enquête publique sur la mort de Moïse Régis et Achille Vollant.

c) Réponse du ministre

Le Conseil des ministres du gouvernement du Québec a décrété le 21 mai 1997 la tenue d'une enquête publique, à la recommandation des ministres de la Sécurité publique et des Affaires autochtones, M.M. Robert Perreault et Guy Chevrette.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 60 : Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant : a) le nom du requérant; b) le motif de sa demande; c) la réponse du ministre

6. a) Nom du requérant

M. Reynold Clarke, Président, Association de la communauté noire de Montréal Banlieue Ouest (demande adressée au ministre de la Justice) (Novembre 1997)
Mme Pooran, mère de M. Rubin (Juillet 1992)
M. Pierre Marsan, député de Robert-Baldwin (27 novembre 1997)

b) Motif de sa demande

Enquête du coroner demandée suite au décès de M. Sheldon Rubin survenu le 5 octobre 1991. La dernière demande d'enquête publique a été formulée par le député de Robert-Baldwin selon qui Mme Pooran estime que toute la vérité n'a pas été établie concernant la mort de son fils dans un accident de la route (responsabilité du chauffeur, comportement des policiers, conditions psychologiques et environnement socio-affectif de son fils).

c) Réponse du ministre

Transmise à M. Pierre Marsan par le Directeur de Cabinet André Gariépy. Aucun élément nouveau ne permet de modifier la position du Ministère exprimée dans une correspondance transmise à Mme Pooran le 7 juin 1996. Le rapport de police circonstancié qui y était annexé répondait adéquatement aux questions soulevées par Mme Pooran.

7. a) Nom du requérant

M. Sylvain Cloutier

b) Motif de sa demande

Demande d'enquête indépendante sur les conditions de vie au Centre de détention de Québec.

c) Réponse du ministre

Depuis décembre 1994, M. Cloutier a formulé de nombreuses plaintes et de nombreuses demandes, entre autres, au ministère de la Sécurité publique concernant son incarcération. Des réponses lui ont été acheminées le 9 janvier 1995 ainsi que le 14 janvier 1997 par le directeur de la détention, Marc-André Laliberté. Des accusés réception lui ont été adressés les 5 février 1997, le 12 novembre 1997 et le 5 décembre 1997 par le Cabinet du ministre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 60 : Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant : a) le nom du requérant; b) le motif de sa demande; c) la réponse du ministre

8. a) Nom du requérant

M. Yves Ménard, Président, Groupe d'Entraide aux pères et de Soutien à l'enfant inc.

b) Motif de sa demande (9 mars 1998)

Enquête publique concernant le traitement des fausses accusations (violence, inceste, harcèlement) dont sont victimes plusieurs hommes et l'attitude sexiste anti-hommes des institutions publiques en général.

c) Réponse du ministre

Réponse de M. Artur J. Pires, attaché politique au Cabinet, le 8 avril 1998 à l'effet qu'une recherche ou étude à caractère social serait davantage susceptible de répondre aux objectifs de la demande et qu'une enquête publique n'est pas appropriée.

9. a) Nom du requérant

M. Mario Charlebois, avocat

b) Motif de sa demande (9 mars 1998)

Demande d'une enquête publique pour élucider les causes et circonstances du décès de M. Michel Poirier.

Il s'agit d'une demande d'investigation additionnelle à la lumière de faits nouveaux.

Une demande a été également faite au coronar en chef par le père de la victime.

c) Réponse du ministre

Accusé réception à Me Charlebois par M. Artur J. Pires le 16 avril 1998, l'informant que sa demande sera portée à l'attention du ministre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 60 : Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant : a) le nom du requérant; b) le motif de sa demande; c) la réponse du ministre

10. a) Nom du requérant

M. Denis Filion

b) Motif de sa demande (21 mars 1997)

Commission royale d'enquête à la suite d'une plainte déposée contre des membres de la déontologie policière. Demande transmise d'abord au Premier ministre.

c) Réponse du ministre

Accusé réception du Premier ministre à M. Filion le 16 avril 1997. Transmission des documents au MSP.

Il y a déjà eu enquête publique de la Commission de police de Québec dans ce dossier en 1990. M. Filion a été reconnu coupable de meurtre au premier degré de M. Ramiro Melo en 1987. Nouveau procès autorisé par la Cour d'appel en 1994. M. Filion fut acquitté.

Réponse au Bureau du Premier ministre par Mme Joanne Marceau, attachée politique. Il n'y a pas lieu de répondre à M. Filion.

11. a) Nom du requérant

M. Richard Lemire

b) Motif de sa demande (27 mars 1998)

Demande une enquête publique sur les relations de la Sûreté du Québec avec les mohawks criminalisés.

c) Réponse du ministre

Demande faite au ministre de la Justice, Serge Ménard le 11 février 1998. Transmise au MSP le 25 mars 1998.

Dossier récent : Aucune réponse (Commission des droits de la personne, déontologie policière, SQ, police municipale de Deux montagnes ont déjà refusé sa plainte).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

61. CONCERNANT LES INDEMNISATIONS VERSÉES DANS LE CADRE DES PLUIES DILUVIENNES

DU 19 ET 20 JUILLET 1996 AU SAGUENAY, FOURNIR UN BILAN DÉTAILLÉ,

TANT POUR LES RÉCLAMATIONS DES PARTICULIERS (RÉSIDENCE PRINCIPALE OU SECONDAIRE)

QUE POUR CELLES DES MUNICIPALITÉS, DES ENTREPRISES COMMERCIALES ET AGRICOLES ET DES ZEC, SOIT :

- A) LE NOMBRE DE DOSSIERS EN TRAITEMENT, LE DÉTAIL DES DEMANDES PAR RÉGION ET LA LISTE DES INDEMNITÉS VERSÉES DANS LEUR ENSEMBLE OU EN PARTIE ;
- B) LES DEMANDES REFUSÉES ;
- C) LA LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS IL Y A EU DES VERSEMENTS NON JUSTIFIÉS ET LES DÉMARCHES ENTREPRISES AFIN DE RÉCUPÉRER LES SOMMES INDÛMENT VERSÉES.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 61 : Concernant les indemnisations versées dans le cadre des pluies diluviennes du 19 et 20 juillet 1996 au Saguenay, fournir un bilan détaillé, tant pour les réclamations des particuliers (résidence principale ou secondaire) que pour celles des municipalités, des entreprises commerciales et agricoles et des ZEC, soit : a) le nombre de dossiers en traitement, le détail des demandes par région et la liste des indemnités versées dans leur ensemble ou en partie; b) les demandes refusées; c) la liste des dossiers pour lesquels il y a eu des versements non justifiés et les démarches entreprises afin de récupérer les sommes indûment versées.

Concernant les réclamations des producteurs agricoles, le traitement a été effectué par le MAPAQ.

Concernant les réclamations des ZEC, le traitement a été effectué par le MAM.

- A) Voir tableaux 1 et 2 ci-joints.
- B) Voir tableaux 1 et 2 ci-joints.
- C) Voir tableau 3 ci-joint.

Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Toutes les villes au 6 avril 1998

Réponse 61 - Sommaire

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Tralter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
		Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.										
Alma	100%		1			1			1	3		2					1	12 736,23\$	12 736,23\$
Arundel	100%								1	1							1	32 544,86\$	32 544,86\$
Baie-Comeau	100%		12			3			1	16		3			11	74407,88	2	32 212,72\$	106 620,60\$
Baie-Ste-Catherine	100%								1	1					1	47 304,95\$			47 304,95\$
Baie-Trinité	100%		5						1	6					3	56 951,72\$	3	11 020,26\$	67 971,98\$
Batiscan	100%					1			1	2		1					1	1 047,57\$	1 047,57\$
Bégin	100%								1	1					1	12 902,09\$			12 902,09\$
Bergeronnes	100%		1			1			1	3		1			2	34 385,08\$			34 385,08\$
Boileau	100%								1	1					1	114 029,25\$			114 029,25\$
Boucher	100%		1							1	1								0,00\$
Cap-de-la-Madeleine	100%					1				1		1							0,00\$
Chambord	93%	2	11						1	14	1	4	1		5	7 345,92\$	2	7 225,34\$	14 571,26\$
Chicoutimi	100%	28	412	232	284	175	3	12	1	1147	10	118	12	10	972	12 568 937,17\$	31	8 089 910,73\$	20 658 847,90\$
Chute-aux-Outardes	100%		14			1			1	16		2			14	60 902,36\$			60 902,36\$
Clermont	100%			3		1			1	5		1	1		3	75 733,86\$			75 733,86\$
Colombier	86%	2	4						1	7		2			3	9 364,70\$	1	2 673,20\$	12 037,90\$
Delisle	100%								1	1							1	3 868,77\$	3 868,77\$
Desbiens	100%					2			1	3		1	1				1	81 126,50\$	81 126,50\$
Dolbeau	100%					1				1		1							0,00\$
Ferland-et-Boilleau	97%	12	150	8	213	12		1	1	397	4	37	2	2	323	2 480 373,89\$	20	1 641 054,29\$	4 121 428,18\$
Forestville	100%	2	2	7		2			1	14		8			5	320,00\$	1	18 899,69\$	19 219,69\$
Godbout	100%		1							1					1	5 298,73\$			5 298,73\$
Grandes-Bergeronnes	100%								1	1					1	774,84\$			774,84\$
Harrington	100%								1	1							1	38 665,15\$	38 665,15\$

Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Toutes les villes au 6 avril 1998

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
		Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.										
Havre-St-Pierre	100%		1	1					1	3		1	1		1	7 371,56\$			7 371,56\$
Hébertville	97%	5	39	3	22	7			1	77		11		2	60	1 381 861,79\$	4	425 529,98\$	1 807 391,77\$
Hébertville-Station	100%		3							3	1		1	1	1	4 166,87\$			4 166,87\$
Jonquière	99%	15	456	207	269	54	1	2	1	1005	43	114	9	9	794	4 938 913,14\$	37	7 216 897,61\$	12 155 810,75\$
L'Anse-St-Jean	95%	22	154	26	56	34			1	293	5	73	2	7	181	2 298 645,32\$	18	2 109 620,32\$	4 408 265,64\$
La Baie	99%	34	767	458	547	165		4	1	1976	12	199	8	22	1689	22 361 019,33\$	45	12 544 493,63\$	34 905 512,96\$
La Bostonnais	100%		6			1			1	8		2			3	42 348,42\$	3	11 641,16\$	53 989,58\$
La Doré	100%					1				1			1						0,00\$
La Malbaie-Pte-au-pic	100%	1	1			1			1	4		2			1	1 923,03\$	1	3 898,38\$	5 821,41\$
La Tuque	93%	2	10			1			1	14		4			7	44 944,38\$	2	3 864,16\$	48 808,54\$
Lac-à-la-Croix	100%		4			1			1	6		1	1		3	8 735,81\$	1	17 409,53\$	26 145,34\$
Lac-Bouchette	96%	2	62	2	10	8			1	85	3	9	2	1	61	884 880,25\$	7	37 874,36\$	922 754,61\$
Lac-Croche	100%		1		1					2					2	51 100,00\$			51 100,00\$
Lac-Édouard	100%		1							1	1								0,00\$
Lac-Kénogami	97%	21	198	44	30	28			1	322	1	39	3	4	251	3 586 545,85\$	18	198 923,52\$	3 785 469,37\$
Lac-Pikauba	100%		1							1		1							0,00\$
Langelier	100%	1	18	7	2	8			1	37		8	1		20	113 821,01\$	8	341 911,71\$	455 732,72\$
Larouche	99%	3	160	14	29	8			1	215	8	63	1	1	131	2 112 408,58\$	10	124 365,53\$	2 236 774,11\$
Laterrière	98%	37	478	107	264	56			1	943	10	142	1	2	733	17 427 323,75\$	40	1 948 825,83\$	19 376 149,58\$
Les Escoumins	80%	2	3			4			1	10		3	1		2	1 628,02\$	2	9 349,97\$	10 977,99\$
Maria	100%		8	1		1			1	11		1	1		5	15 657,91\$	4	41 774,04\$	57 431,95\$
Métabetchouan	100%		10	1	2	3			1	17		7			9	147 112,50\$	1	980 480,58\$	1 127 593,08\$
Montcalm	100%								1	1							1	33 951,91\$	33 951,91\$
Notre-Dame-de-Montau	100%		1						1	2							2	4 130,88\$	4 130,88\$

Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Toutes les villes au 6 avril 1998

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
		Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.										
Notre-Dame-du-Rosaire	100%		1							1					1	41 820,16\$			41 820,16\$
Petit-Saguenay	98%	5	56	14	3	13			1	92	3	12		1	62	661 354,38\$	13	30 095,11\$	691 449,49\$
Pointe-aux-Outardes	94%	4	22		4	3			1	34	2	4			20	112 066,73\$	6	153 545,11\$	265 611,84\$
Pointe-Lebel	59%	10	11			1				22		3			10	13 095,03\$			13 095,03\$
Port-Cartier	100%		1			1			1	3		2					1	2 163,25\$	2 163,25\$
Ragueneau	82%	4	14			3			1	22		3	1		13	83 773,01\$	1	9 579,46\$	93 352,47\$
Rivière-Éternité	98%	2	38	1		3			1	45	2	13	1		27	652 475,73\$	1	1 451,93\$	653 927,66\$
Rivière-Malbaie	83%	5	13	6		5			1	30		6	1		14	356 624,05\$	4	15 192,05\$	371 816,10\$
Rivière-Pentecôte	100%	2	13			1			1	17		5			9	32 918,00\$	3	18 639,49\$	51 557,49\$
Roberval	83%	1	3			2				6		2			3	53 441,08\$			53 441,08\$
Sacré-Coeur	89%		2			5			2	9		5			1	873,92\$	2	58 200,54\$	59 074,46\$
Sagard	100%		8							8		3			4	27 191,77\$	1	1 930,42\$	29 122,19\$
St-Adelphe	100%		1						1	2	1	1							0,00\$
St-Aimé-des-Lacs	75%	1	1			2				4					3	13 279,96\$			13 279,96\$
St-Ambroise	100%		4						1	5					4	13 876,83\$	1	15 066,49\$	28 943,32\$
St-André-du-Lac-St-Je	94%	4	11		1				1	17		6	1		7	37 927,57\$	2	56 706,58\$	94 634,15\$
St-Bruno	100%		3	1		2			1	7		1			5	5 224,19\$	1	40 801,61\$	46 025,80\$
St-Charles-de-Bourget	67%	2	3						1	6					3	7 624,80\$	1	10 420,62\$	18 045,42\$
St-David-de-Falardeau	100%	1	6	1					1	9		2			6	16 632,97\$	1	4 579,80\$	21 212,77\$
St-Faustin-Lac-Carré	100%	1	1						1	3		2					1	7 590,01\$	7 590,01\$
St-Félicien	100%					1			1	2		1	1						0,00\$
St-Félix-d'Otis	98%		40	5	2	1			1	49	2	9		1	35	374 661,82\$	2	3 975,08\$	378 636,90\$
St-Fidèle-de-Mont-Murr	100%		2			1			1	4	1	1			1	1 732,12\$	1	7 464,04\$	9 196,16\$
St-Francois-de-la-Riv. S	100%								1	1							1	8 022,31\$	8 022,31\$

Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Toutes les villes au 6 avril 1998

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers									
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total	
		Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.											
St-Francois-de-Sales	100%		16	1	5	1			1	24		7	1		13	230 421,34\$	3	35 505,80\$	265 927,14\$	
St-Fulgence	97%	2	17	9	3	5			1	37		7			27	84 539,15\$	2	149 149,41\$	233 688,56\$	
St-Gédéon	100%								1	1							1	767,91\$	767,91\$	
St-Honoré	100%		1						1	2					1	4 182,82\$	1	4 032,50\$	8 215,32\$	
St-Jovite	100%								1	1							1	2 815,18\$	2 815,18\$	
St-Narcisse	100%					1			1	2					2	295 179,84\$			295 179,84\$	
St-Paul-du-Nord	100%		1			1				2		1					1	3 642,38\$	3 642,38\$	
St-Prime	100%		1							1		1							0,00\$	
St-Rock-de-Mékinac	100%		1						1	2		1					1	9 723,22\$	9 723,22\$	
St-Siméon	100%		4			2			1	7		3			4	38 123,39\$			38 123,39\$	
St-Stanislas	100%		10							10					9	76 792,88\$	1	729,49\$	77 522,37\$	
St-Thomas-Didyme	100%								1	1							1	1 937,26\$	1 937,26\$	
St-Tite	100%								1	1					1	7 536,17\$			7 536,17\$	
St-Urbain	100%					1				1		1							0,00\$	
Ste-Anne-de-Portneuf	100%								1	1							1	4 286,90\$	4 286,90\$	
Ste-Geneviève-de-Batis	100%								1	1							1	1 901,18\$	1 901,18\$	
Ste-Hedwidge	100%		2	1		1			1	5		1			3	21 182,84\$	1	1 714,50\$	22 897,34\$	
Ste-Rose-du-Nord	100%								1	1					1	43 780,72\$			43 780,72\$	
Sault-au-Mouton	100%		2	1						3					3	28 788,46\$			28 788,46\$	
Sept-Iles	100%		1			1				2		1			1	32 500,00\$			32 500,00\$	
Shipshaw	97%	1	14	9	2	2			1	29		7	1		20	444 543,41\$			444 543,41\$	
Stoneham-et-Tewkesbur	100%					1				1		1							0,00\$	
Tadoussac	100%	1	1			1				3		1			2	3 774,16\$			3 774,16\$	
Tremblay	88%	1	3			3			1	8					7	118 262,29\$			118 262,29\$	

Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Toutes les villes au 6 avril 1998

Toutes les villes au 6 avril 1996

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.												
Trois-Rivières	100%					2				2		2							
Val-David	100%								1	1							1	3 916,00\$	3 916,00\$
Total:	98%	238	3324	1170	1749	648	4	19	76	7228	111	977	57	63	5622	74 915 641,55\$	329	36 693 474,04\$	111 609 115,59\$

98 municipalités

Les montants comprennent la révision pour un total de **1 616 849,75**

Le nombre de réclamations de type dommages aux biens peut contenir des réclamations de type perte partielle de terrain.

**Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Côte-Nord au 6 avril 1998**

Réponse 61 - Par région

Municipalité	%	Réclamations reçues									État des dossiers								
	Doss. Réglés	Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
		Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.										
Baie-Ste-Catherine	100%								1	1					1	47 304,95\$			47 304,95\$
Pointe-Lebel	59%	10	11			1				22		3			10	13 095,03\$			13 095,03\$
Pointe-aux-Outardes	94%	4	22		4	3			1	34	2	4			20	112 066,73\$	6	153 545,11\$	265 611,84\$
Sept-Iles	100%		1			1				2		1			1	32 500,00\$			32 500,00\$
Sacré-Coeur	89%		2			5			2	9		5			1	873,92\$	2	58 200,54\$	59 074,46\$
Port-Cartier	100%		1			1			1	3		2					1	2 163,25\$	2 163,25\$
Tadoussac	100%	1	1			1				3		1			2	3 774,16\$			3 774,16\$
Godbout	100%		1							1					1	5 298,73\$			5 298,73\$
Grandes-Bergeronnes	100%								1	1					1	774,84\$			774,84\$
Colombier	86%	2	4						1	7		2			3	9 364,70\$	1	2 673,20\$	12 037,90\$
Havre-St-Pierre	100%		1	1					1	3		1	1		1	7 371,56\$			7 371,56\$
Les Escoumins	80%	2	3			4			1	10		3	1		2	1 628,02\$	2	9 349,97\$	10 977,99\$
Chute-aux-Outardes	100%		14			1			1	16		2			14	60 902,36\$			60 902,36\$
Bergeronnes	100%		1			1			1	3		1			2	34 385,08\$			34 385,08\$
Sault-au-Mouton	100%		2	1						3					3	28 788,46\$			28 788,46\$
St-Paul-du-Nord	100%		1			1				2		1					1	3 642,38\$	3 642,38\$
Baie-Comeau	100%		12			3			1	16		3			11	74407,88	2	32 212,72\$	106 620,60\$
Ragueneau	82%	4	14			3			1	22		3	1		13	83 773,01\$	1	9 579,46\$	93 352,47\$
Baie-Trinité	100%		5						1	6					3	56 951,72\$	3	11 020,26\$	67 971,98\$
Ste-Anne-de-Portneuf	100%								1	1							1	4 286,90\$	4 286,90\$
Forestville	100%	2	2	7		2			1	14		8			5	320,00\$	1	18 899,69\$	19 219,69\$
Rivière-Pentecôte	100%	2	13			1			1	17		5			9	32 918,00\$	3	18 639,49\$	51 557,49\$
Total:	90%	27	111	9	4	28	0	0	17	196	2	45	3	0	103	606 499,15\$	24	324 212,97\$	930 712,12\$

Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Côte-Nord au 6 avril 1998

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues								État des dossiers									
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
		Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.										

22 municipalités

Le nombre de réclamations de type dommages aux biens peut contenir des réclamations de type perte partielle de terrain.

**Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Maria au 6 avril 1998**

Municipalité	% Doss. Régls	Réclamations reçues								État des dossiers									
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
		Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.										
Maria	100%		8	1		1			1	11		1	1		5	15 657,91\$	4	41 774,04\$	57 431,95\$
Total:	100%	0	8	1	0	1	0	0	1	11	0	1	1	0	5	15 657,91\$	4	41 774,04\$	57 431,95\$

1 municipalités

Le nombre de réclamations de type dommages aux biens peut contenir des réclamations de type perte partielle de terrain.

**Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Charlevoix au 6 avril 1998**

Châteveix au 6 avril 1996

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.												
St-Siméon	100%		4			2			1	7		3			4	38 123,39\$			38 123,39\$
La Malbaie-Pte-au-pic	100%	1	1			1			1	4		2			1	1 923,03\$	1	3 898,38\$	5 821,41\$
St-Fidèle-de-Mont-Murr	100%		2			1			1	4	1	1			1	1 732,12\$	1	7 464,04\$	9 196,16\$
St-Aimé-des-Lacs	75%	1	1			2				4					3	13 279,96\$			13 279,96\$
Sagard	100%		8							8		3			4	27 191,77\$	1	1 930,42\$	29 122,19\$
St-Urbain	100%					1				1		1							0,00\$
Rivière-Malbaie	83%	5	13	6		5			1	30		6	1		14	356 624,05\$	4	15 192,05\$	371 816,10\$
Lac-Croche	100%		1		1					2					2	51 100,00\$			51 100,00\$
Lac-Pikauba	100%		1							1		1							0,00\$
Clermont	100%			3		1			1	5		1	1		3	75 733,86\$			75 733,86\$
Total:	91%	7	31	9	1	13	0	0	5	66	1	18	2	0	32	565 708,18\$	7	28 484,89\$	594 193,07\$

10 municipalités

Le nombre de réclamations de type dommages aux biens peut contenir des réclamations de type perte partielle de terrain.

**Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Saguenay-Lac-St-Jean au 6 avril 1998**

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
		Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.										
Petit-Saguenay	98%	5	56	14	3	13			1	92	3	12		1	62	661 354,38\$	13	30 095,11\$	691 449,49\$
Lac-à-la-Croix	100%		4			1			1	6		1	1		3	8 735,81\$	1	17 409,53\$	26 145,34\$
St-Prime	100%		1							1		1							0,00\$
Rivière-Éternité	98%	2	38	1		3			1	45	2	13	1		27	652 475,73\$	1	1 451,93\$	653 927,66\$
La Doré	100%					1				1			1						0,00\$
St-Ambroise	100%		4						1	5					4	13 876,83\$	1	15 066,49\$	28 943,32\$
La Baie	99%	34	767	458	547	165		4	1	1976	12	199	8	22	1689	22 361 019,33\$	45	12 544 493,63\$	34 905 512,96\$
St-Bruno	100%		3	1		2			1	7		1			5	5 224,19\$	1	40 801,61\$	46 025,80\$
L'Anse-St-Jean	95%	22	154	26	56	34			1	293	5	73	2	7	181	2 298 645,32\$	18	2 109 620,32\$	4 408 265,64\$
St-David-de-Falardeau	100%	1	6	1					1	9		2			6	16 632,97\$	1	4 579,80\$	21 212,77\$
St-Thomas-Didyme	100%								1	1							1	1 937,26\$	1 937,26\$
St-Félicien	100%					1			1	2		1	1						0,00\$
Jonquière	99%	15	456	207	269	54	1	2	1	1005	43	114	9	9	794	4 938 913,14\$	37	7 216 897,61\$	12 155 810,75\$
Laterrière	98%	37	478	107	264	56			1	943	10	142	1	2	733	17 427 323,75\$	40	1 948 825,83\$	19 376 149,58\$
Hébertville-Station	100%		3							3	1		1	1	1	4 166,87\$			4 166,87\$
St-Francois-de-Sales	100%		16	1	5	1			1	24		7	1		13	230 421,34\$	3	35 505,80\$	265 927,14\$
Hébertville	97%	5	39	3	22	7			1	77		11		2	60	1 381 861,79\$	4	425 529,98\$	1 807 391,77\$
St-Gédéon	100%								1	1							1	767,91\$	767,91\$
Ferland-et-Boilleau	97%	12	150	8	213	12		1	1	397	4	37	2	2	323	2 480 373,89\$	20	1 641 054,29\$	4 121 428,18\$
Lac-Kénogami	97%	21	198	44	30	28			1	322	1	39	3	4	251	3 586 545,85\$	18	198 923,52\$	3 785 469,37\$
Ste-Hedwidge	100%		2	1		1			1	5		1			3	21 182,84\$	1	1 714,50\$	22 897,34\$
Roberval	83%	1	3			2				6		2			3	53 441,08\$			53 441,08\$
Ste-Rose-du-Nord	100%								1	1					1	43 780,72\$			43 780,72\$
St-André-du-Lac-St-Je	94%	4	11		1				1	17		6	1		7	37 927,57\$	2	56 706,58\$	94 634,15\$

**Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Saguenay-Lac-St-Jean au 6 avril 1998**

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.												
Dolbeau	100%					1				1		1							0,00\$
Métabetchouan	100%		10	1	2	3			1	17		7			9	147 112,50\$	1	980 480,58\$	1 127 593,08\$
Desbiens	100%					2			1	3		1	1				1	81 126,50\$	81 126,50\$
Larouche	99%	3	160	14	29	8			1	215	8	63	1	1	131	2 112 408,58\$	10	124 365,53\$	2 236 774,11\$
Shipshaw	97%	1	14	9	2	2			1	29		7	1		20	444 543,41\$			444 543,41\$
St-Honoré	100%		1						1	2					1	4 182,82\$	1	4 032,50\$	8 215,32\$
Delisle	100%								1	1							1	3 868,77\$	3 868,77\$
Alma	100%		1			1			1	3		2					1	12 736,23\$	12 736,23\$
Chicoutimi	100%	28	412	232	284	175	3	12	1	1147	10	118	12	10	972	12 568 937,17\$	31	8 089 910,73\$	20 658 847,90\$
St-Félix-d'Otis	98%		40	5	2	1			1	49	2	9		1	35	374 661,82\$	2	3 975,08\$	378 636,90\$
Tremblay	88%	1	3			3			1	8					7	118 262,29\$			118 262,29\$
Lac-Bouchette	96%	2	62	2	10	8			1	85	3	9	2	1	61	884 880,25\$	7	37 874,36\$	922 754,61\$
St-Fulgence	97%	2	17	9	3	5			1	37		7			27	84 539,15\$	2	149 149,41\$	233 688,56\$
St-Charles-de-Bourget	67%	2	3						1	6					3	7 624,80\$	1	10 420,62\$	18 045,42\$
Chambord	93%	2	11						1	14	1	4	1		5	7 345,92\$	2	7 225,34\$	14 571,26\$
Bégin	100%								1	1					1	12 902,09\$			12 902,09\$
Total:	98%	200	3123	1144	1742	590	4	19	35	6857	105	890	50	63	5438	72 991 304,20\$	268	35 796 547,35\$	108 787 851,55\$

40 municipalités

Le nombre de réclamations de type dommages aux biens peut contenir des réclamations de type perte partielle de terrain.

**Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Haute-Mauricie au 6 avril 1998**

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
La Tuque	93%	2	10			1			1	14		4			7	44 944,38\$	2	3 864,16\$	48 808,54\$
La Bostonnais	100%		6			1			1	8		2			3	42 348,42\$	3	11 641,16\$	53 989,58\$
Notre-Dame-de-Montau	100%		1						1	2							2	4 130,88\$	4 130,88\$
Trois-Rivières	100%					2				2		2							0,00\$
St-Adelphe	100%		1						1	2	1	1							0,00\$
St-Narcisse	100%					1			1	2					2	295 179,84\$			295 179,84\$
Langelier	100%	1	18	7	2	8			1	37		8	1		20	113 821,01\$	8	341 911,71\$	455 732,72\$
St-Rock-de-Mékinac	100%		1						1	2		1					1	9 723,22\$	9 723,22\$
St-Stanislas	100%		10							10					9	76 792,88\$	1	729,49\$	77 522,37\$
Cap-de-la-Madeleine	100%					1				1		1							0,00\$
St-Tite	100%								1	1					1	7 536,17\$			7 536,17\$
Batiscan	100%					1			1	2		1					1	1 047,57\$	1 047,57\$
Lac-Édouard	100%		1							1	1								0,00\$
Boucher	100%		1							1	1								0,00\$
Ste-Geneviève-de-Batis	100%								1	1							1	1 901,18\$	1 901,18\$
Total:	99%	3	49	7	2	15	0	0	10	86	3	20	1	0	42	580 622,70\$	19	374 949,37\$	955 572,07\$

15 municipalités

Le nombre de réclamations de type dommages aux biens peut contenir des réclamations de type perte partielle de terrain.

Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Laurentides au 6 avril 1998

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers									
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total	
Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.													
St-Jovite	100%								1	1							1	2 815,18\$	2 815,18\$	
St-Faustin-Lac-Carré	100%	1	1						1	3		2					1	7 590,01\$	7 590,01\$	
Montcalm	100%								1	1							1	33 951,91\$	33 951,91\$	
Arundel	100%								1	1							1	32 544,86\$	32 544,86\$	
Val-David	100%								1	1							1	3 916,00\$	3 916,00\$	
Total:	100%	1	1	0	0	0	0	0	5	7	0	2	0	0	0	0	0,00\$	5	80 817,96\$	80 817,96\$

5 municipalités

Le nombre de réclamations de type dommages aux biens peut contenir des réclamations de type perte partielle de terrain.

Pluies diluviennes survenus les 19 et 20 juillet 1996
Autres régions au 6 avril 1998

Autres régions au 6 avril 1998

Municipalité	% Doss. Réglés	Réclamations reçues									État des dossiers								
		Particulier				Entreprise				Total	Traite- ment	Refus	Désis- tement	A Traiter	Payés Final	Montant Final	Payé Partiel	Montant Partiel	Montant Total
Terrain	Biens	Héb.	Cert.	Entr.	Org.	Imm.	Mun.												
Harrington	100%								1	1							1	38 665,15\$	38 665,15\$
Boileau	100%								1	1					1	114 029,25\$			114 029,25\$
St-Francois-de-la-Riv. S	100%								1	1							1	8 022,31\$	8 022,31\$
Notre-Dame-du-Rosaire	100%		1							1					1	41 820,16\$			41 820,16\$
Stoneham-et-Tewkesbur	100%					1				1		1							0,00\$
Total:	100%	0	1	0	0	1	0	0	3	5	0	1	0	0	2	155 849,41\$	2	46 687,46\$	202 536,87\$

5 municipalités

Le nombre de réclamations de type dommages aux biens peut contenir des réclamations de type perte partielle de terrain.



DOSSIERS EN RÉCUPÉRATION

(Décrets 935-96 et 973-96)

No. Dossier	Date 1 ^{er} avis	Date 2 ^e avis	Montant à récupérer	Montant reçu	Date de réception
40632611	06-10-97		2 487,24 \$		
40632689	10-02-98		1 191,94 \$		
40633449	06-10-97		295,78 \$		
40633832	04-04-97		841,83 \$	841,83 \$	04-06-97
40634066	17-11-97		149,39 \$	149,39 \$	10-12-97
40634176	16-04-98		448,50 \$		
40634321			803,50 \$		
40634604	03-02-98		19 009,76 \$		
40634972	14-11-97		729,31 \$		
40635296	25-02-98		1 060,67 \$	1 060,67 \$	25-03-98
40635299	18-11-97		4 215,30 \$		
40635508	25-10-97		482,36 \$		
40635584	10-02-98		19 594,83 \$	19 594,83 \$	12-03-98
40635585	06-10-97		35 852,04 \$	35 852,04 \$	15-01-98
40635656	10-09-97	07-04-98 20-04-98	5 128,00 \$		27-03-98
40636892	06-10-97	25-03-98	6 674,55 \$	4 000,00 \$	12-12-97
40636959	18-11-97	---	328,42 \$	328,42 \$	09-12-97
Nombre total de dossiers : 17		Total :	99 293,42 \$	61 827,18 \$	

Mise à jour le 8 avril 1998

F:\USAGERS\AVIS\RECUPERE\RECUPER2 TAB

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

62. CONCERNANT LES INDEMNISATIONS VERSÉES DANS LE CADRE DE LA TEMPÊTE DE VERGLAS SURVENUE DU 5 AU 9 JANVIER 1998,
- FOURNIR UN BILAN DÉTAILLÉ, TANT POUR LES RÉCLAMATIONS DES PARTICULIERS (RÉSIDENCE PRINCIPALE OU SECONDAIRE) QUE POUR CELLES DES MUNICIPALITÉS, DES ENTREPRISES COMMERCIALES ET AGRICOLES ET DES ZEC, SOIT :
- A) LE NOMBRE DE DOSSIERS EN TRAITEMENT, LE DÉTAIL DES DEMANDES PAR RÉGION ET LA LISTE DES INDEMNITÉS VERSÉES DANS LEUR ENSEMBLE OU EN PARTIE ;
 - B) LES DEMANDES REFUSÉES ;
 - C) LA LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS IL Y A EU DES VERSEMENTS NON JUSTIFIÉS ET LES DÉMARCHES ENTREPRISES AFIN DE RÉCUPÉRER LES SOMMES INDÛMENT VERSÉES.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 62 : Concernant les indemnisations versées dans le cadre de la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, fournir un bilan détaillé, tant pour les réclamations des particuliers (résidence principale ou secondaire) que pour celles des municipalités, des entreprises commerciales et agricoles et des Zec, soit : a) le nombre de dossiers en traitement, le détail des demandes par région et la liste des indemnités versées dans leur ensemble ou en partie; b) les demandes refusées; c) la liste des dossiers pour lesquels il y a eu des versements non justifiés et les démarches entreprises afin de récupérer les sommes indûment versées.

Concernant les réclamations d'entreprises commerciales, agricoles et des ZEC, ces réclamations ne sont pas gérées par notre Ministère.

A) Voir tableau 1 ci-joint

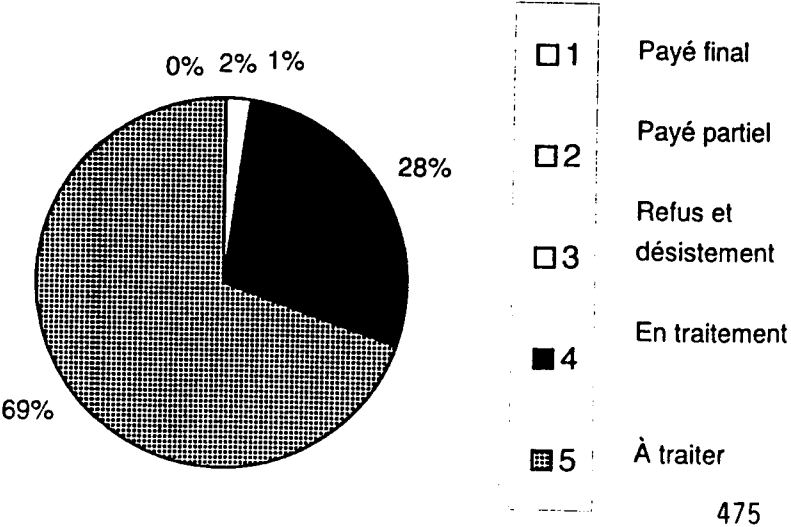
B) Voir tableau 1 ci-joint.

VERGLAS (Décret 27-98)
SOMMAIRE DES RÉCLAMATIONS
État de situation en date du : 8 avril 1998

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
	Réclamations reçues	Réclamations Payées finales	Montants versés	Réclamations Payées partielles	Montants versés	Refusées Désistements	En traitement		À traiter
							Vérification	Analyse	
MUNICIPALITÉ									
Mesures d'urgence	183			6	24 616 918,78 \$		3	53	121
Subsistance	129						14	24	91
ORGANISME									
Aide et assistance	46			2	10 056,96 \$		1	7	36
Aide et assistance MSSS	12								12
Subsistance	6					2		2	2
MRC									
Mesures d'urgence	3							1	2
TOTAL	379	0	0,00 \$	8	24 626 975,74 \$	2	18	87	264

FAITS SAILLANTS:

- 2,64% de tous les dossiers ont été réglés (colonnes 2 et 6)
- 2,11% de tous les dossiers ont reçu un versement (colonnes 2 et 4)
- 22,96% de tous les dossiers sont actuellement en analyse.
- 4,75% de tous les dossiers sont actuellement en vérification.
- 69,66% de tous les dossiers sont à traiter.
- 0,53% de tous les dossiers ont été refusés ou désistés.



Débours totaux au 8 avril 1998 24 626 975,74 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

63. CONCERNANT LA TEMPÊTE DE VERGLAS SURVENUE DU 5 AU 9 JANVIER 1998,
FAIRE UN BILAN DÉTAILLÉ :

- A) NOMBRE D'EFFECTIFS AVEC PROVENANCE DE CHAQUE MINISTÈRE ;
- B) COÛTS DES EFFECTIFS (NOMBRE D'HEURES PAYÉES À TEMPS ET DEMI ET TEMPS DOUBLE OU COMPENSATION DE TEMPS) ;
- C) COÛTS DES CERTIFICATS AUX BÉNÉVOLES ;
- D) DESCRIPTION DU MATÉRIEL ACHETÉ ET DES COÛTS.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 63 : Concernant la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, faire un bilan détaillé : a) nombre d'effectifs avec provenance de chaque ministère; b) coûts des effectifs (nombre d'heures payées à temps plein et temps double ou compensation de temps); c) coûts des certificats aux bénévoles; d) description du matériel acheté et des coûts

a) Nombre d'effectifs en provenance de chaque ministère

Affaires municipales	8	Régie des alcools, des courses et des jeux	16
Agriculture, Pêcheries, Alimentation	10	Régie de l'assurance-maladie	3
Centre de santé publique	1	Régie des rentes	15
Commission protection territoire agricole	2	Régie du bâtiment	28
Commission normes du travail	8	Régie du cinéma	1
CSST	35	Régie du logement	9
Conseil consultatif du travail	1	Rel. citoyens Immigration./Comm. cult.	103
Conseil du trésor	10	Relations internationales	5
Conseil du trésor / CVMQ	1	Ressources naturelles	31
Culture et Communication	3	Revenu	46
Curateur public	9	Régie rég. santé services sociaux	4
Éducation	5	Sécurité publique	137
Emploi et Solidarité	4	Société de l'assurance auto	4
Environnement et Faune	85	Soc. Protection Forêts	1
Industrie et Commerce	1	SOPFEU	1
Institut tourisme et hôtellerie	1	Sûreté du Québec	16
Justice	26	Tourisme	1
Métropole	1	Transports	58
Santé, Services sociaux	5	Travail	4
Grand total : 699			

Ces chiffres couvrent le Centre de coordination de Montréal, le Centre d'Iberville, les agents de liaison et les agents de gestion financière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 63 : Concernant la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, faire un bilan détaillé : a) nombre d'effectifs avec provenance de chaque ministère; b) coûts des effectifs (nombre d'heures payées à temps et demi et temps double ou compensation de temps); c) coûts des certificats aux bénévoles; d) description du matériel acheté et des coûts

b) Coûts des effectifs (nombre d'heures payées à temps et demi et temps double ou compensation de temps)

Affaires municipales	319	Régie des alcools, des courses et des jeux	338
Agriculture, Pêcheries, Alimentation	673	Régie de l'assurance-maladie	187
Centre de santé publique	100	Régie des rentes	826
Commission protection territoire agricole	293	Régie du bâtiment	1 567
Commission normes du travail	261	Régie du cinéma	103
CSST	1 600	Régie du logement	227
Conseil consultatif du travail	24	Rel. citoyens Immigration./Comm. cult.	6 191
Conseil du trésor	801	Relations internationales	128
Conseil du trésor / CVMQ	16	Ressources naturelles	5 585
Culture et Communication	124	Revenu	4 369
Curateur public	250	Régie rég. santé services sociaux	128
Éducation	109	Sécurité publique	10 683
Emploi et Solidarité	148	Société de l'assurance auto	50
Environnement et Faune	4 786	Soc. Protection Forêts	94
Industrie et Commerce	16	SOPFEU	246
Institut tourisme et hôtellerie	79	Sûreté du Québec	1 296
Justice	1 983	Tourisme	12
Métropole	24	Transports	3 584
Santé, Services sociaux	83	Travail	93
Grand total : 47 396			

Note: Ces chiffres couvrent le Centre de coordination de Montréal, le Centre d'Iberville, les agents de liaison et les agents de gestion financière. De plus, il s'agit des heures travaillées sans distinction pour le temps régulier, le surtemps payé ou compensé. De plus, après plusieurs interventions ministérielles, le Conseil du trésor est à compiler l'ensemble des données gouvernementales sur ce sujet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 63 : Concernant la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, faire un bilan détaillé : a) nombre d'effectifs avec provenance de chaque ministère;
b) coûts des effectifs (nombre d'heures payées à temps et demi et temps double ou compensation de temps); c) coûts des certificats aux bénévoles;
d) description du matériel acheté et des coûts

c) Coûts des certificats aux bénévoles :

Le coût des certificats s'élève à 2 589,26 \$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES, SÉCURITÉ-PROTECTION ET SÉCURITÉ CIVILE 04.02

QUESTION 63 : Concernant la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, faire un bilan détaillé : a) nombre d'effectifs avec provenance de chaque ministère; b) coûts des effectifs (nombre d'heures payées à temps et demi et temps double ou compensation de temps); c) coûts des certificats aux bénévoles; d) description du matériel acheté et des coûts

d) Description du matériel acheté et des coûts

-	Lits de camp	4 400 160 \$	
-	Bois de chauffage	2 787 453 \$	(ne comprend pas le coût du transport et de la rémunération des ouvriers forestiers)
-	Nourriture	235 345 \$	
-	Génératrices	26 348 \$	(ne tient pas compte des 1 100 génératrices acheminées directement aux municipalités et organismes publics et dont la majeure partie du coût sera facturée à l'intérieur des réclamations soumises au Ministère par les municipalités)
-	Ressources matérielles diverses	159 742 \$	(fils électriques, carburant, matériel informatique, mobilier, etc.)
-	GRAND TOTAL	7 609 048 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

64. LISTE DES RENCONTRES ET DOCUMENTS RELATIFS AUX DISCUSSIONS
SUR LE «COMBAT EXTRÊME» (PASSÉS ET FUTURS)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 64 : Liste des rencontres et documents relatifs aux discussions sur le "combat extrême" (passés et futurs)

LISTE DES RENCONTRES		LISTE DES DOCUMENTS	
12 avril 1996:	Comité de liaison Québec, Kahnawake et fédéral.	4 avril 1996:	Avis juridique de la Régie de la sécurité dans les sports à la Direction des affaires juridiques du ministère de la Sécurité publique (MSP).
17 avril 1996:	Rencontre M. Guy Chevette, M. Robert Perreault, M. Joseph Norton (autres participants accompagnateurs).	15 avril 1996:	Télocopie de M. Arnold Goodleaf de Kahnawake à M. Régis Larrivée, conseiller au Bureau du sous-ministre de la Sécurité publique, en vue de préparer la réunion de M. Joseph Norton, chef de Kahnawake, et M. Robert Perreault, ministre de la Sécurité publique.
25-26 avril 1996:	Comité de liaison Québec, Kahnawake et fédéral.	15 avril 1996:	Avis juridique de la Direction des affaires juridiques du MSP.
26 avril 1996:	Réunion des sous-ministres Justice, Sécurité publique, Secrétariat aux affaires autochtones et Bureau du Premier ministre.	17 avril 1996:	Lettre de M. Florent Gagné, sous-ministre du MSP, à M. Joey Montour, chef de police de Kahnawake.
3 mai 1996:	Comité de liaison Québec, Kahnawake et fédéral.	19 avril 1996:	Avis juridique de la Direction des affaires juridiques du MSP.
18 septembre 1996:	Rencontre entre M. Michel Bouchard, ministère de la Justice du Québec, M. Florent Gagné et M. Régis Larrivée, M. Jean-Pierre Bastien, MAII, et M. André Magny, Secrétariat aux affaires autochtones.	23 avril 1996:	Échange d'informations entre le cabinet du Ministre et la Direction des affaires juridiques du MSP.
		23 avril 1996:	Avis de M. Régis Larrivée à M. Florent Gagné.
		23 avril 1996:	Lettre de M. Phillip Jacobs de Kahnawake à M. Robert Perreault.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 64 : Liste des rencontres et documents relatifs aux discussions sur le "combat extrême" (passés et futurs)

LISTE DES RENCONTRES	LISTE DES DOCUMENTS
	<p>24 avril 1996: Avis juridique du ministère de la Justice du Québec à la Direction des affaires juridiques du ministère de la Justice au MSP.</p> <p>30 avril 1996: Lettre de M. Jean Fournier, sous-solliciteur général du Canada à M. Florent Gagné, transmettant une correspondance entre M. John Manley, ministre de l'Industrie, Ottawa, et M. John McLennan, président de Bell Canada.</p> <p>3 mai 1996: Compte rendu de la participation du Québec au comité de liaison sur la police de Kahnawake.</p> <p>23 mai 1996: Lettre de M. Robert Perreault à M. Joseph Norton.</p> <p>12 août 1996: Note interne de Me Anne-Lyne Carter, conseillère au Bureau du sous-ministre à la Sécurité publique, à Me Danielle Bellemare, directrice du Bureau du sous-ministre à la Sécurité publique, transmettant un avis du ministère de la Justice du Québec.</p> <p>20 septembre 1996: Note de M. André Magny, secrétaire général associé au Secrétariat aux affaires autochtones, à MM. Florent Gagné et Régis Larrivée.</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION 01.01

QUESTION 64 : Liste des rencontres et documents relatifs aux discussions sur le "combat extrême" (passés et futurs)

LISTE DES RENCONTRES	LISTE DES DOCUMENTS
	<p>2 décembre 1996: Note de M. Michel Bouchard à M. Florent Gagné, transmettant une correspondance échangée avec M. Georges Thomson, sous-ministre de la Justice du Canada.</p>

* Les coupures de presse, étant des documents publics, ne sont pas mentionnées ici.